

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
DÉCLARATION DE GUERRE

AU POINT DE VUE DU

Droit international public

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

(ÈS-SCIENCES POLITIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 1^{er} Décembre 1911, à 3 h. de l'après-midi

PAR

YOTARO SOUGHIMOURA

Hogakoushi

Élève consul du Japon

LYON

IMPRIMERIE P. LEGENDRE & C^{ie}

14, rue Bellecordière, 14

4914

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
DÉCLARATION DE GUERRE

AU POINT DE VUE DU

Droit international public

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

(ÈS-SCIENCES POLITIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 1^{er} Décembre 1911, à 3 h. de l'après-midi

PAR

YOTARO SOUGHIMOURA

Hogakoushi

Élève consul du Japon



LYON

IMPRIMERIE P. LEGENDRE & Cie

14, rue Bellecordière, 14

1911

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, I. ○, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ○, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ○, professeur honoraire.

FLURER, I. ○, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ○, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ○, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ○, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ○, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

BROUILHET, I. ✱, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. ✱, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ✱, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✱, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : PIC, *professeur*.

Assesseurs :
/ M. LAMEIRE, *professeur*
/ M. BROUILHET, *professeur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- ARIGA NAGAO. — *La Guerre sino-japonaise au point de vue du droit international public*, Paris 1896 ; *La Guerre russo-japonaise*, Paris 1907.
- E. R. N. ARNTZ. — *Programme du cours de droit des gens*, 1882.
- BLUNTSCHLI. — *Le Droit international codifié*, 5^e édition, traduction de Lardy, Paris 1895.
- Jean de BLOCH. — *La Guerre*, traduction de l'ouvrage russe.
- Henri BONFILS. — *Manuel de droit international public*, 2^e édition, revue par Paul Fauchil, Paris 1898.
- FUNCK BRENTANO et A. SAUREL. — *Précis du droit des gens*, Paris, 1877.
- H. BROCHER. — *Les Principes naturels du droit de la guerre dans la R. de D. I.*, t. II, p. 400.
- BROCHER DE LA FLÉCHÈRE. — *Les Révolutions du droit*, t. II, *L'Enfancement du droit par la guerre*, Paris, 1882.
- BRUYAS. — *De la déclaration de guerre*, Lyon, 1899.
- BRY. — *Précis élémentaire de droit international public*, 3^e édition, t. IV, Paris, 1898, et 5^e édition, Paris 1906.
- BYNKELSHOECH. — *Questionum juri publici libri duo*, Paris, 1737.
- JURES CABOUAT. — *La Guerre moderne et son influence probable sur quelques principes du droit des gens*, Paris, 1897.
- Charles CALVO. — *Le Droit international théorique et pratique*,

- t. IV, Paris, 1897 ; *Dictionnaire de droit international public*, Paris, 1892.
- A. de CLERCQ. — *Recueil des traités de France*, Paris, 1864.
- E. CHAUVÉAU. — *Le Droit des gens ou droit international public*, Paris, 1892.
- FRANTZ DESPAGNET. — *Cours de droit international public*, Paris, 1905.
- DOMIN-PÉTRUSHEVETZ. — *Précis d'un code de droit international*, Leipzig, 1861.
- CHARLES DUPUIS. — *Les Théories anglaises sur le droit de la guerre en général*, dans la R. G. de D. I. P., t. V, 1898 ; son article dans R. G. de D. I. P., t. XIII, 1906, p. 725.
- D. DUDELEY FIELD. — *Projet d'un code international*, traduction de A. Roland, Paris, 1881.
- ENDO. — *La Guerre russo-japonaise et le droit international public* (japonais, Tokio, 1908).
- H. EBREN. — *Obligation juridique de la déclaration de guerre*, dans R. G. de D. I. P., t. XI, 1904, p. 133.
- FÉRAUD-GIRAUD. — *Des Hostilités sans déclaration de guerre*, dans R. de D. I. t. XVIII, p. 19.
- PASCALE FIORE. — *Nouveau droit international public*, traduction Antoine, Paris, 1885-1886 ; *Le Droit international codifié et sa sanction juridique*, traduction A. Chrétien, Paris, 1890 ; *Le Droit international public suivant les besoins de la civilisation moderne*, trad. Pradier-Fodéré, Paris, 1885.
- LE COMTE DE GARDEN. — *Traité complet de diplomatie*, t. 1^{er}, Paris, 1852.
- Georges GARIPUY. — *Etude des actes internationaux tendant à la diminution des excès et des maux de la guerre, et à la réglementation des mesures destinées à en atténuer les effets*, Toulouse, 1900.
- II. GEFFCKEN. — *Règlement des lois et coutumes de la guerre* dans R. de D. I., t. XXV, p. 586 ; Geffcken sur Hefftel, *le Droit international de l'Europe*, 4^e édition française.
- GROTIUS. — *Le Droit de la paix et de la guerre*, trad. Pradier-Fodéré, Paris, 1867.
- G. GUELLE. — *La Guerre continentale et les personnes*. Rennes, 1881 ; *Précis des lois de la guerre*, Paris, 1884.
- A. GENTIL. — *Le Droit de la guerre*, Hanovre, 1598.
- HALL A. — *Treatise on international law*, Oxford, 1895.

- L.-B. HAUTEFEUILLE. — *Des droits et des devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime*, Paris, 1868.
- A.-G. HEFTEL. — *Le Droit international de l'Europe*, trad. Bergson, Paris, 1873.
- HALLECK. — *International law*, 1893.
- HOLLAND. — *Studies on international law* Oxford 1898 ; lettres au *Times* publiées le 22 février 1895.
- FRANTZ VON HOLTZENDORFF. — *Handbuch des Volkerrechts*, Berlin, 1885.
- G. KENT. — *Commentaires on american law* Boston, 1896.
- KIJIMA. — *L'Histoire diplomatique du Japon*, Bruxelles, 1908.
- KLUBEL. — *Droit des gens moderne de l'Europe*, Paris, 1874.
- LAURENT. — *Etude sur l'histoire de l'humanité*, Paris, 1880.
- LAPRADELLE. — *Des hostilités sans déclaration de guerre*, dans R. de D. P. et Sciences politiques, 1904.
- LAURENCE. — *War and neutrality in the Far East*, London, 1904.
- Charles de LESCURE. — *Traitement des neutres sur mer pendant les dernières guerres*, Montpellier, 1903.
- MABILLE. — *La Guerre, ses lois, son influence civilisatrice, sa perpétuité*, Paris, 1884.
- MANNING. — *Commentaires on the law of nations*, London, 1839.
- De MARTENS. — *Nouveau recueil général des traités et autres actes relatifs aux rapports du droit international*, Gottingen, 1876.
- De MARTENS et de CUSSY. — *Recueil manuel et pratique des traités et conventions*, Leipzig, 1885.
- F. de MARTENS. — *Traité de droit international*, traduction Léo Paris, 1887 ; son article dans R. G. de D. I. P., t. XI, p. 148.
- G.-P. de MARTENS. — *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*.
- MATSOUBALA. — *L'Opinion de M. le professeur Tatci sur le commencement de la guerre russo-japonaise*, dans la R. de D. I. (japonais) 1904, n° 10.
- MAURICE. — *Hostilities witchout declaration of war*, London 1883.
- MÉRIGNHAC. — *Les Lois et coutumes de la guerre sur terre d'après le droit international moderne et les codifications de la Conférence de La Haye* de 1899.

- A. MORIN. — *Les Lois relatives à la guerre selon le droit des gens moderne*, Paris, 1872.
- MOTONO. — Lettres du journal des *Débats*, n° du 7 mars 1904.
- MARIUS MOREL. — De la déclaration de guerre, Toulouse, 1907.
- G.-B. MOOR. — *Digest of international law*, Washington, 1906.
- Gustave MOYNIER. — *Essai sur les caractères généraux des lois de la guerre*, Genève, 1895.
- NAGAOKA. — *Etude sur la guerre russo-japonaise au point de vue du droit international* dans la R. de D. I. et Leg. Comp. 1904, t. VI, et son article dans la R. G. de D. I. P., 1905, p. 603.
- NYS. — *Le Droit international, le principe, les théories, les faits*, Bruxelles, 1906.
- F. ORTOLAN. — *Règle internationale et diplomatie de la mer*, Paris, 1864.
- L. OPPENHEIM. — *International law*, 1905.
- OWEN. — *Déclaration of war*, London, 1889.
- R. PIÉDELIEVRE. — *Précis de droit international public ou droit des gens*, Paris, 1895.
- L. PHILLIMORE. — *Commentaries upon international law*, London, 1885.
- A. PILLET. — *Le Droit de la guerre*, Paris, 1892 ; *les lois actuelles de la guerre*, Paris, 1898 ; *la guerre doit-elle être précédée d'une déclaration* dans la revue politique et parlementaire, t. XI, 1904, p. 50 et suiv.
- P. PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité de droit international public européen et américain*, Paris, 1884.
- RASPILLET. — *Du passage de l'état de paix à l'état de guerre*, Nancy, 1904.
- Robert RAYNAUD. — *Du principe du droit de prise dans la guerre maritime*, Paris, 1900.
- LOUIS RENAUD. — *Introduction à l'étude de droit international*, Paris, 1879.
- A. RIVIER. — *Principe du droit des gens*, Paris, 1896.
- SUMNER-MAIN. — *Le Droit international, la guerre*, Paris, 1890.
- A. SOREL. — *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, Paris, 1875.
- SOUÉMATSOU. — *L'Empire du soleil levant*, Paris, 1906 ; lettres à l'indépendance belge, n° du 24 avril 1904 ; lettres au *Mémorial diplomatique*, 1904, p. 266.

- TATCI. — *Du commencement de la guerre russo-japonaise dans la R. de D. I. (japonais)*, 1904, n° 8 et 13, Takahashi, Cases on international law, during the sino-japanese war, Cambridge, 1899 ; the russo-japanese war, 1908 ; critique de la déclaration de guerre par la Russie, dans la revue de droit international (japonais), 1904, n° 6.
- TÉRAO. — *Le commencement de la guerre russo-japonaise dans la R. de D. I. (japonais)*, 1904, n° 7.
- TRAVER TWISS. — *Le Droit des gens ou des nations* ; Paris, 1889.
- VATTIEL. — *Le Droit des gens ou principe de la loi naturelle*, éd. Pradier-Fodéré, Paris, 1863.
- FERNAND VERRAES. — *Les Lois de la guerre et la neutralité*, Bruxelles, 1906.
- G. WESTLAKE. — *International law*, 1907.
- WHEATEN. — *Element of international law*, Leipzig, 1874.

REVUES ET JOURNAUX

- Annuaire de l'Institut de droit international*, 1906.
- Archives diplomatiques*, année 1871 et suivantes.
- Journal des Débats*, 11 février 1904, 4, I, 11 mars 1904.
- Journal de droit international privé*, 1896 et suivantes.
- Journal Officiel* (japonais), 1894 et 1904.
- Journal le « Temps »*, 11 février 1904.
- Le Mémorial diplomatique*, 1894, et suivantes.
- Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1904.
- Revue de droit international public et de législation comparée*, 1894, et suivantes.
- Revue de droit public et de sciences politiques*, 1904.
- Revue générale de droit international public*, 1889 et suiv.
- Revue politique et parlementaire*, 1904.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA
DÉCLARATION DE GUERRE

AU POINT DE VUE DU

Droit international public

INTRODUCTION

Les guerres Sino-Japonaise et Russo-Japonaise ont remis à l'ordre du jour la question de déclaration de guerre si souvent débattue par les juristes du droit international. L'attitude prise par le Japon en 1904 a soulevé de nombreuses controverses, soit qu'elle ne fût pas comprise, soit qu'on fût d'avance animé de sentiments hostiles à son égard. Sans entrer trop avant dans le détail des questions de fait, il est important de rechercher ailleurs les raisons de l'attitude prise par le Japon, et il est possible de les trouver et plus spécialement dans le domaine de la théorie.

Bien que Japonais nous-mêmes, ce n'est pas un panégyrique des méthodes employées par notre patrie que nous entendons faire ici. Nous voulons simplement rechercher si les divergences des opinions qui se sont manifestées à cette époque au sujet des différentes façons de comprendre la déclaration de guerre ont ou n'ont pas encore raison d'exister.

Cette question est très importante, car le passage de l'état de paix à l'état de guerre entraîne la modification, le changement complet des lois qui régissent les rapports internationaux, non seulement entre les belligérants, mais encore à l'égard des nations neutres. Il s'en suit que ce passage doit être marqué d'une manière nette, précise. Il convient d'examiner ensuite les procédés les meilleurs selon nous pour indiquer exactement le moment où finit l'état de paix et celui où commence l'état de guerre. Doit-on se conformer aux règles d'une déclaration officielle, où commencer les hostilités par un acte belliqueux, lorsque la situation l'exige, ou l'excuse, ou user d'autres moyens plus appropriés aux intérêts généraux ?

A ce propos, deux autres questions vont retenir notre attention. Tout d'abord, la guerre éclate fréquemment par l'attaque à l'improviste de l'une des parties belligérantes : il y a surprise, surprise réelle politique et juridique. Au point de vue de la notion de communauté internationale, cette conduite de l'Etat agresseur est inadmissible. S'il en est ainsi, nous devons chercher quelque procédé qui ne laisse place à aucune équivoque. D'autre part, ce qu'il importe de remarquer, c'est que la notion de la légitimité de la guerre est souvent confondue avec celle du mode d'ouverture des hostilités. Il nous faut donc examiner d'une façon nette et claire, la différence qui existe entre ces deux notions juridiques et indiquer quelle est la situation du pays qui a commencé la guerre sans aucune notification préalable, au point de vue du droit international.

Cette question a été discutée d'après les principes de deux théories différentes : l'école anglaise et l'école française ; la première considère qu'une déclaration officielle de guerre n'est point indispensable pour précéder les hostilités ; la deuxième, au contraire, blâme cette attitude et n'admet aucun acte belliqueux qui ne soit précédé d'une déclaration de guerre formelle. Cette théorie est non seulement conforme en tous points au droit international, elle est encore la règle parfaite de la guerre.

Néanmoins, les nécessités d'une guerre maritime, la difficulté de la faire précéder d'un avertissement préalable, excusent d'autres procédés plus pratiques. Ces deux théories sont fondées sur les exigences différentes qui existent entre une guerre terrestre et un combat naval.

Supposons qu'un conflit éclate entre deux pays voisins ; si la nation offensée engage un combat sur mer par surprise, la destruction de la flotte attaquée s'ensuivra très probablement, tandis que sur terre une armée attaquée par surprise peut trouver la victoire dans un renfort, impossible à espérer sur mer. Par exemple : l'Angleterre trouve sa supériorité dans ses forces navales et il est dans son intérêt d'attaquer à l'improviste les autres Puissances ; elle peut ainsi porter des coups décisifs à un adversaire dès le début d'une guerre ; elle assure ainsi sa victoire. Il est donc bien compréhensible qu'elle soit partisane de la guerre sans déclaration préalable.

D'un autre côté, les publicistes anglais prétendent qu'un acte belliqueux marque l'ouverture des hostilités d'une manière précise et aussi juste qu'une

déclaration de guerre en bonne forme. Mais l'application de ces procédés constituerait une menace perpétuelle pour le monde entier et d'autant plus grande que la science de la guerre aérienne deviendra plus parfaite, par suite plus dangereuse.

C'est dans ce sens que l'idée d'ailleurs a fait son chemin ; elle tend depuis plusieurs années à approuver le principe de la déclaration de guerre, soit au point de vue de la notion de la communauté internationale, soit au point de vue des relations économiques internationales, et la théorie française a été enfin admise dans la deuxième Conférence de La Haye de 1907.

Toutefois, depuis deux ans, le développement des machines aériennes a changé complètement la situation du monde entier.

Bien que le premier article de la Convention relatif à l'ouverture des hostilités du 30 juin 1908 ait établi la règle suivante : « Les Puissances contractantes reconnaissent que les hostilités entre Elles ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable et non équivoque, qui aura soit la forme d'une déclaration de guerre motivée, soit celle d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle ». Il devient difficile d'appliquer ce code international d'une manière générale, vu les exigences différentes de chaque Puissance.

Les grands progrès de la navigation aérienne font prévoir, pour une époque prochaine, le moment où une troisième théorie s'imposera à nous et viendra modifier les principes jusqu'ici mis en vigueur, et

devenus dans une guerre aérienne à peu près impraticables.

Supposons qu'un conflit éclate entre deux Puissances voisines, le Gouvernement offenseur doit faire précéder les premières attaques belliqueuses d'une déclaration officielle ; il enverra ses ordres à son ambassadeur auprès du pays ennemi, afin qu'il les transmette au gouvernement. Mais si dans le laps de temps qu'exige la transmission des documents une indiscretion est commise et que la nation attaquée en profite pour s'avancer au devant de son adversaire, il pourrait s'ensuivre un grand dommage pour le pays agresseur, car quelques minutes d'avance suffiront à une armée aérienne pour remporter une éclatante victoire ; le pays offenseur serait ainsi victime de la loyauté de ses procédés,

D'après ces considérations, il y aurait lieu d'envisager une troisième théorie qui consisterait à se servir d'une déclaration de guerre conditionnelle pour ouvrir les hostilités ; la remise de ce document marque, d'après nous, l'ouverture de l'état de guerre conditionnelle.

Il était nécessaire, au début de ce travail, d'exposer ces quelques idées ; elles permettront de mieux comprendre l'attitude du Japon dans ses conflits avec la Chine et la Russie. Tant que durèrent les hostilités il fut difficile de porter sur la conduite de notre pays, un jugement impartial ; mais aujourd'hui que le temps a apaisé toutes les passions patriotiques et politiques, on peut porter sur sa conduite une appréciation plus juste que lorsque les circonstances troublaient les esprits. Il convient de dégager

de ces faits les éléments scientifiques qu'ils peuvent renfermer, et de chercher s'il n'existe pas des modifications possibles aux théories actuellement en cours ; ce travail se trouve donc naturellement divisé de la façon suivante :

1° Tracer tout d'abord un tableau rapide de la déclaration de guerre dans ses formes extérieures, de sa portée.

2° Etudier l'évolution historique du mode d'application de cette déclaration à travers les siècles ; voir comment les guerres maritime, commerciale et coloniale ont mis certains Etats dans l'obligation de supprimer toute déclaration officielle, et considérer aussi les progrès que le droit international a fait subir aux lois qui régissent la manière d'ouvrir les hostilités.

3° Citer les opinions des publicistes de l'école anglaise et française et envisager surtout la tendance moderne de l'école française.

4° Critiquer ces opinions d'une façon impartiale à trois points de vue différents : *a)* au point de vue de la guerre commencée par surprise ; *b)* à celui du passage de l'état de paix à l'état de guerre ; *c)* et enfin au point de vue de la notion de la légitimité juridique.

5° Exposer notre opinion personnelle : 1° sur les principes auxquels doit se conformer une puissance en face d'un Etat contre lequel il a l'intention de diriger ses attaques ; 2° ceux à observer vis-à-vis des nations neutres ; 3° se demander enfin si de nouveaux principes seraient acceptables, et expliquer la supériorité de la déclaration de guerre conditionnelle sur

tout autre moyen de commencer la guerre ; exprimer aussi quelle est exactement la situation d'une Puissance en état de guerre conditionnelle et comment l'avertissement adressé aux nations tierces à ce propos accompagnera les premières hostilités dans l'intérêt de la solidarité et de la confiance internationales.

6° Examiner la conduite du gouvernement japonais au début des guerres sino-japonaise et russo-japonaise.

De là une division du sujet en :

1^{re} partie : Le principe de déclaration de guerre.

Chapitre I. — Formes de la déclaration de guerre.

Chapitre II. — Histoire de la déclaration de guerre.

Chapitre III. — Opinions des publicistes.

Chapitre IV. — Critiques des diverses opinions.

Chapitre V. — La déclaration de guerre conditionnelle.

Chapitre VI. — L'état de guerre conditionnelle.

2^e partie : L'ouverture des hostilités au commencement des guerres sino-japonaise et russo-japonaise.

Chapitre I. — La guerre sino-japonaise.

Chapitre II. — La guerre russo-japonaise.

ADDENDUM

Au moment de l'impression de cette thèse, nous nous trouvons en présence d'une guerre entre le Royaume d'Italie et l'Empire ottoman. La guerre a été commencée d'une manière régulière par le gouvernement italien et les règles de la Haye ont trouvé pour la première fois leur application. Nous croyons donc nécessaire de rechercher la conduite des deux puissances avant le commencement de la guerre et par suite d'apprécier à sa juste valeur la portée du principe établi en 1907. Cette étude formera donc le troisième chapitre de notre deuxième partie.

PREMIÈRE PARTIE

LE PRINCIPE DE DÉCLARATION DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

Formes extérieures de la déclaration de guerre

Les tendances actuelles comportent plus de largeur dans les idées que dans la forme extérieure d'une déclaration de guerre, tant au point de vue pratique que théorique. Autrefois, lorsque l'esprit public était chevaleresque et religieux, il poussait à des manifestations solennelles et il était d'usage d'entourer une déclaration régulière de guerre de grands appareils. Mais aujourd'hui que nos principaux actes sont dominés par le souci de l'utilité

immédiate ou à échéance plus ou moins longue, on néglige la forme extérieure pour n'envisager que le but à atteindre. De plus, les nombreux moyens de rapide communication dont nous jouissons aujourd'hui, comme le téléphone et la télégraphie sans fil, nous obligent à dépouiller de toute manifestation solennelle un acte dont la portée est avant tout d'intérêt public.

D'après les théories modernes, il est suffisant que la nation adverse soit avertie avant le commencement des hostilités, afin d'éviter les agressions soudaines et les attaques à l'improviste. Peu importe la façon dont elle est appliquée.

Cependant, avant de passer à l'examen du principe de la déclaration de guerre, une remarque générale s'impose sur ses diverses formes. Le principe abstrait, quoi qu'il soit légitime en théorie, ne peut pas être admis comme règle du droit international s'il y manque l'utilité pratique. De même, le principe de la déclaration de guerre n'est acceptable qu'au cas où il est réalisé par un procédé pratique. C'est dans ce sens que nous allons étudier au début de notre thèse non seulement la déclaration de guerre pure et simple, mais aussi les diverses façons semblables d'avertissement préalable.

Parmi les différentes formes de déclaration de guerre en usage nous distinguons :

1° La déclaration officielle pure et simple dont furent toujours partisans les jurisconsultes de l'école française.

2° Le manifeste qui renferme à la fois un avertissement pour l'adversaire et pour les pays neutres.

3° L'ultimatum qui peut être considéré comme une déclaration de guerre conditionnelle.

4° Le rappel des agents diplomatiques qui n'est pas toujours synonyme de déclaration de guerre et n'entraîne pas forcément les hostilités. ,

SECTION I

DE LA DÉCLARATION OFFICIELLE

La déclaration de guerre officielle est composée d'une note diplomatique par laquelle un Gouvernement fait connaître à un adversaire, d'une manière expresse, positive, publique, sa détermination de recourir à la force des armes pour la réparation d'un tort réel ou supposé, pour le maintien de ses droits.

La déclaration pure et simple doit présenter quatre qualités principales qui sont :

1° De précéder tout acte belliqueux ;

2° D'émaner de l'autorité compétente ;

3° D'être remise directement au Gouvernement adversaire ;

4° D'être rédigée en termes brefs et précis qui ne laissent place à aucune équivoque.

1° Il est de toute évidence que cet acte constitué pour séparer l'état de paix de l'état de guerre doit précéder tout acte hostile ; cependant cette règle ne fut pas toujours observée dans la pratique internationale ; d'un côté, certains Gouvernements, après avoir profité des avantages d'une attaque à l'impro-

viste ont publié une déclaration ultérieure aux hostilités pour justifier leur conduite et pallier ainsi leurs torts. Souvent des engagements ont eu lieu entre les troupes voisines des frontières et des représailles se sont produites sans qu'aucune déclaration ait été publiée. C'est ainsi que fut entreprise la guerre entre la *Serbie* et la *Bulgarie* en 1885.

Le 14 novembre, à 10 heures du matin, M. Rhangabé, chargé d'affaires en Serbie communiquait la note diplomatique déclarant officiellement la guerre au gouvernement bulgare et annonçait l'ouverture des hostilités le même jour, à la même heure ; cependant, dès six heures du matin, les troupes serbes envahissaient le territoire bulgare. Voici le texte de la déclaration de guerre adressée par le Gouvernement Serbe au Gouvernement Bulgare. « Le commandant de la première division et les autorités de la frontière annoncent simultanément que les Bulgares ont attaqué aujourd'hui, 13 novembre, à 7 heures du matin, les positions occupées par un bataillon du 1^{er} régiment d'infanterie sur le territoire serbe, dans les environs de Vlassina. Le gouvernement royal regarde cette agression non motivée comme une déclaration de guerre et vous prie de notifier à M. Fzanoff, ministre des affaires étrangères de Bulgarie, que la Serbie acceptant la conséquence de cette attaque se considère en état de guerre avec la Bulgarie à partir du samedi à six heures du matin » (1).

(1) Roland JACQUEMYNES. — R. de D. I. et de Lég. Comp., 1886, t. XVIII, p. 518.

2° Cette déclaration doit être remise directement au Gouvernement de l'Etat adverse.

Par exemple, il est de coutume au Japon qu'au début d'une guerre l'Empereur donne sa parole (Tcho-Kou-Go), à ses nationaux. Cela ne constitue ni une règle, ni une loi, ni un décret, mais la portée est seulement morale, et il est de peu d'importance pour les nations étrangères que ces paroles soient prononcées avant ou après les premiers engagements. Malheureusement, les jurisconsultes du droit international européen ont confondu cette coutume avec une déclaration officielle, lors des guerres sino-japonaise et russo-japonaise. Ils prétendent que le Japon ouvrit les hostilités avant de faire sa déclaration de guerre. Mais cet avis est erroné, le Gouvernement japonais n'ayant jamais fait usage d'une déclaration officielle dans sa forme pure et simple, au point de vue du droit international public.

Voici le texte des paroles prononcées par l'Empereur au début de la guerre sino-japonaise :

« Nous, par la grâce du Ciel, Empereur du Japon, monté sur le trône impérial depuis des temps immémoriaux, par une seule et même dynastie, *faisons connaître ce qui suit, à tous nos fidèles sujets et courageux citoyens :*

« Nous déclarons la guerre à la Chine et recommandons, en conséquence, à tous nos fonctionnaires de se pénétrer eux-mêmes de cette idée et de Nous aider, tant sur terre que sur mer, par leurs actes d'hostilité contre ce pays, à atteindre le but que notre Etat se propose. Que chacun veille donc, à cette occasion, à ne rien négliger, mais qu'il agisse toujours

suiuant ses droits et ses facultés et en respectant les règles du droit international.

« Plus de vingt années se sont déjà écoulées depuis notre avènement au trône, et depuis cette époque nous nous sommes toujours préoccupé de poursuivre notre œuvre de civilisation et de progrès par une politique de paix. Moralement convaincu que c'est une grande calamité que d'être en hostilité avec les Puissances étrangères, Nous avons toujours fait resserrer par nos fonctionnaires nos liens d'amitié avec ces Puissances, et nous avons pu constater avec bonheur que nos rapports internationaux devenaient d'année en année plus cordiaux et plus intimes. Nous étions loin de prévoir que la Chine, dans l'affaire de la Corée arriverait à rompre les bonnes relations existant entre deux peuples voisins et agirait en tous points avec tant de perfidie et de déloyauté.

« La Corée est un Etat indépendant que l'Empire du Japon avait invité à l'origine à prendre place parmi les autres Etats. Or, la Chine qui prétend toujours à la vassalité de la Corée et qui, soit ouvertement, soit secrètement se mêle à la politique intérieure de ce pays a profité de la guerre civile qui y a éclaté pour y envoyer ses troupes, et cela sous prétexte de porter secours au pays vassal.

« Quant à Nous, en vertu du traité de la 15^e année du règne de Meïji, nous y avons également fait débarquer nos troupes, pour être prêts à toute éventualité, et aussi pour maintenir la paix en Extrême-Orient en délivrant la Corée des causes de désordre et d'anarchie qui la troublent et en lui assurant,

pour l'avenir, la jouissance d'une tranquillité et d'un ordre parfaits.

« Notre Empire a envoyé une invitation à la Chine pour la prier de mener, d'un commun accord, cette œuvre à bonne fin. Mais, invoquant divers prétextes, elle a formellement repoussé notre proposition.

« L'Empire du Japon a, dès lors, conseillé à la Corée de réformer son administration fort défectueuse, afin d'assurer l'ordre à l'intérieur, et de sauvegarder, à l'extérieur, les droits d'un Etat libre et indépendant. La Corée a consenti à suivre ce conseil. Mais la Chine, agissant toujours en dessous a fait obstacle, par tous les moyens possibles, à la réalisation du projet de ce pays. Cependant, gagnant du temps en imaginant toutes sortes de prétextes, le Céleste-Empire complétait ses préparatifs de guerre sur terre et sur mer ; sitôt que ces préparatifs furent terminés, en vue de réaliser ses vues ambitieuses, il a envoyé de nouveau des troupes en Corée, et à cette occasion a agi à notre égard de la façon la plus outrageante en attaquant nos navires dans les mers coréennes.

« Le projet de la Chine est évidemment d'annihiler toute responsabilité du bon ordre de la Corée, pays que l'Empire du Japon a le premier invité à prendre place parmi les autres Etats indépendants, et d'obscurcir la situation de cette Puissance, ainsi que le traité relatif à cette situation, cela dans le but seul de léser les intérêts de l'Empire, et d'enlever en Extrême-Orient toute garantie de paix durable. A en juger par ses actes et ses entreprises rusées

et perfides, Nous pouvons affirmer que la Chine a voulu, dès le début, sacrifier la paix générale à la réalisation de ses vues ambitieuses.

« Les choses étant ainsi, et bien que notre plus ardent désir soit d'augmenter la gloire et la dignité de notre Empire par le maintien d'une paix durable, Nous sommes contraints de déclarer ouvertement la guerre à la Chine. Nous comptons sur la fidélité et le courage de tous nos sujets pour rétablir la paix le plus promptement possible, et pour sauvegarder l'honneur et la dignité de l'Empire » (2).

Suit le discours prononcé également par l'Empereur du Japon lors de la guerre russo-japonaise :

« Nous, par la grâce du Ciel Empereur du Japon, placé sur le trône occupé par la même dynastie depuis les temps les plus reculés, *faisons savoir à tous nos fidèles et vaillants sujets, ce qui suit :*

« Nous déclarons par les présentes paroles, la guerre à la Russie et nous ordonnons à notre armée et à notre marine de conduire les hostilités contre cet Empire avec toutes leurs forces. Nous ordonnons également à toutes nos autorités compétentes de faire tout leur possible pour atteindre, par tous les moyens conférés par le droit des gens, le but que poursuit notre pays. Nous avons toujours considéré comme une condition essentielle de nos relations internationales et comme le but constant de nos efforts pour développer les progrès pacifiques de notre Empire, dans la civilisation, d'affermir

(2) *Journal Officiel du Japon* du 1^{er} août, de 27^e année de Meiji.

nos liens amicaux avec les autres Puissances et d'établir en effet un état de choses qui pût maintenir une paix durable en Extrême-Orient et assurer la sécurité future de l'Empire sans porter atteinte aux droits et aux intérêts des autres nations. Nos autorités compétentes ont accompli leur devoir, conformément à Notre volonté ; aussi nos relations avec toutes les Puissances témoignent-elles d'une cordialité toujours croissante.

« C'est donc entièrement contre notre attente que nous avons malheureusement été amené à engager les hostilités avec la Russie.

« L'intégrité de la Corée est pour notre Empire de la plus haute importance, non seulement à cause de nos relations traditionnelles avec ce pays, mais parce que l'existence indépendante de la Corée est essentielle à la sécurité de notre Empire. Cependant la Russie, contrairement à ses engagements dans ses traités avec la Chine et à ses assurances répétées aux autres Puissances occupe toujours la Mandchourie. Elle a consolidé et fortifié sa main-mise sur ces provinces et vise leur annexion finale. L'absorption de la Mandchourie par la Russie rendrait impossible le maintien de l'intégrité de la Corée et obligerait en outre à abandonner tout espoir de paix en Extrême-Orient.

« Etant données ces circonstances, nous avons décidé de régler la question par la voie des négociations, et d'assurer de la sorte une paix durable.

« Dans ce but, les autorités compétentes sur Notre ordre, ont fait des propositions à la Russie et de nombreuses conférences se sont tenues depuis six

mois. Cependant la Russie ne répondit jamais dans un esprit de conciliation. Au contraire, par ses attermolements calculés, elle retardait la solution de la question, et tout en préconisant ostensiblement la paix d'un côté, elle faisait des préparatifs militaires et cherchait ainsi à accomplir ses propres desseins égoïstes. Nous ne saurions en aucune façon admettre que la Russie ait souhaité sérieusement et sincèrement la paix dès le début. Elle a rejeté les propositions de notre Gouvernement.

« La sécurité de la Corée en est menacée. Les garanties pour l'avenir, que nous n'avons pu obtenir par des négociations pacifiques, nous ne pouvons plus les obtenir que par un recours aux armes. C'est Notre vœu le plus sincère que grâce au courage et à la loyauté de nos fidèles sujets la paix soit bientôt rétablie d'une manière permanente et que la gloire de notre Empire soit conservée intacte » (3).

Le Tsar a prononcé dans les mêmes circonstances un manifeste conçu dans les mêmes termes et les mêmes intentions que celui du Japon.

« Nous faisons savoir à tous nos fidèles sujets qu'ayant le souci du maintien de la paix chère à notre cœur, nous avons employé tous nos efforts à la consolidation de l'état de tranquillité en Extrême-Orient.

« Dans ce but pacifique, nous avons donné notre assentiment à la révision proposée par le Gouvernement Japonais, des conventions existant entre les

(3) *Journal Officiel du Japon*, du 10 février de la 37^e année de Meiji.

deux Empires au sujet des affaires de Corée : les négociations entamées pour cet objet n'ont pu être conduites jusqu'à la fin, le Japon n'attendant même pas la remise des propositions de la dernière réponse de notre Gouvernement, nous a annoncé la rupture des négociations et la cessation de ses relations diplomatiques avec la Russie.

« Sans nous faire connaître à l'avance que la cessation de ces relations équivalait à l'ouverture des hostilités, le Gouvernement japonais a ordonné à ses bateaux-torpilleurs d'attaquer soudainement notre escadre, à l'ancre dans la rade extérieure de la place de Port-Arthur.

« Après avoir reçu sur cette attaque le rapport de notre lieutenant, nous avons immédiatement ordonné de répondre par les armes à la provocation du Japon.

« En faisant connaître la décision que nous avons prise, rempli d'une confiance inébranlable dans l'aide du Tout-Puissant et fermement convaincu que tous nos fidèles sujets sont prêts d'un commun sentiment à défendre avec nous la Patrie, nous appelons la bénédiction de Dieu sur les glorieuses troupes de notre armée et de notre flotte » (4).

(4) *Messager Officiel* du 7 février 1904.

Nous pouvons encore citer plusieurs exemples de déclarations de guerre qui ne peuvent pas être considérées comme le procédé du droit international.

Voilà le texte de la déclaration sur l'état de guerre entre la France et la Prusse, présentée le 15 juillet 1870, au Sénat, par le duc de Gramont, ministre des affaires étrangères, et au corps législatif par M. Emile Olivier, président du Conseil : « Nous

3° La déclaration de guerre doit émaner de l'autorité compétente et elle doit être remise à une personne investie de puissance légitime auprès de l'Etat ennemi ; cependant cette question de droit interne ne rentre pas dans notre étude.

En ce qui concerne la déclaration de guerre, on

avons commencé les négociations avec les puissances étrangères pour obtenir leurs bons offices avec la Prusse, afin qu'elle reconnût la légitimité de nos griefs...

« La plupart des puissances étrangères ont été pleines d'empressement pour nous répondre...

« Le roi consentit à approuver la renonciation du prince Léopold, mais il refusa de déclarer qu'il n'autoriserait plus à l'avenir le renouvellement de cette candidature... Quoique ce refus nous parut injustifiable, notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix étaient tels que nous ne rompîmes pas les négociations et que, malgré notre impatience légitime, craignant qu'une discussion ne les entravât, nous vous avons demandé d'ajourner nos explications jusqu'à aujourd'hui.

« Aussi, notre surprise a-t-elle été profonde lorsque, hier, nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié, par un aide de camp, à notre ambassadeur, qu'il ne le recevrait plus, et que, pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son gouvernement l'avait communiqué aux cabinets d'Europe. Nous apprenons en même temps que le ballon de Werther avait reçu l'ordre de prendre congé et que les armements s'opéraient en Prusse.

« Dans ces circonstances, tenter davantage pour la conciliation eut été un oubli de dignité et une imprudence. Nous n'avons rien négligé pour éviter la guerre ; nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre, en laissant à chacun la part de responsabilité qui lui revient.

« Dès hier, nous avons rappelé nos réserves, et avec votre concours, nous allons prendre immédiatement les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts, la sécurité et l'hon-

peut grouper les différentes législations en trois catégories : 1° Le souverain seul peut déclarer la guerre sans aucune limitation (Japon, Russie, Chine, Turquie, Perse) ; 2° Le peuple seul peut déclarer la guerre (Etats-Unis, Suisse) ; 3° Le Pouvoir exécutif seul a l'initiative de la guerre, le Pouvoir législatif seul peut la déclarer (France...).

neur de la France ». (A. Saurel, Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande, t. 1^{er}, p. 1813, Paris, 1875).

La communication faite au corps législatif le 20 juillet 1870, par S. Excellence le duc de Gramont, ministre des affaires étrangères, sur l'état de guerre entre la France et la Prusse, est ainsi conçue : « Monsieur, l'exposé qui vous a été présenté dans la séance du 15, a fait connaître au corps législatif les justes causes de guerre que nous avons contre la Prusse. Conformément aux règles d'usage et par l'ordre de l'Empereur, j'ai invité le chargé d'affaires de France de notifier au cabinet de Berlin, notre résolution de poursuivre par les armes les garanties que nous n'avons pu obtenir par la discussion. Cette démarche a été accomplie, et j'ai l'honneur de faire savoir au corps législatif, qu'en conséquence, l'état de guerre existe à partir du 19 juillet, entre la France et la Prusse. Cette déclaration s'applique également aux alliés de la Prusse qui lui prêtent contre nous le concours de leurs armes » (de Clercq, Recueil des traités de la France, t. X, p. 375).

La déclaration du comte de Bismarck dans la séance du Reichstag, Berlin, le 19 juillet 1870, est la suivante : « Je communique à l'honorable Chambre la déclaration de guerre de la Prusse qui m'a été remise aujourd'hui par le chargé d'affaires français. Après les paroles que Sa Majesté le roi, vient d'adresser au Reichstag, je n'ai rien à ajouter à la communication de ce fait ». (Archives diplomatiques 1871, 1872, t. 1^{er}, p. 192). (

Le duc de Gramont a envoyé la note suivante aux agents diplomatiques de la France à l'étranger : « Monsieur..., vous

Cette déclaration doit être adressée au chef de l'Etat ou à son représentant, tel que le président du Conseil ou le ministre des Affaires étrangères. Les agents diplomatiques accrédités servent généralement d'intermédiaires pour la communication de ces documents.

Lorsqu'une guerre est devenue imminente par la prolongation exagérée des négociations et que deux armées se trouvent en présence, l'un des commandants envoie une provocation à son adversaire pour l'avertir de son intention de l'attaquer, ce document ne saurait être considéré comme une déclaration officielle. Certains auteurs comme Funck-Brentano et Albert Sorel prétendent que la forme d'une déclaration proprement dite varie depuis la note remise solennellement par l'Ambassadeur jusqu'à la note que le commandant d'une armée envoie au commandant de l'armée ennemie (5).

4° La déclaration doit être rédigée en termes brefs

connaissiez déjà l'enchaînement des faits qui nous ont conduit à une rupture avec la Prusse... En revenant inopinément sur la parole qu'elle nous a donnée, sans même tenter aucune démarche pour se dégager envers nous, la Prusse nous adressait un véritable défi... Il est juste que la cour de Berlin ait devant l'histoire la responsabilité de cette guerre qu'elle avait les moyens d'éviter et qu'elle a voulue.

« L'Europe a été témoin de notre conduite, elle a pu la comparer à celle de la Prusse... qu'elle prononce aujourd'hui sur la justice de notre cause ». (Archives diplomatiques, 1871-1872, t. 1^{er}, p. 227.

(5) FUNK BRENTANO et SAUREL. — *Précis du droit des gens*, Paris, 1877. — PRADIER-FODÉRE : *Traité de droit international public américain et européen*, Paris, 1884, t. IV, p. 631.

et précis ; aucune équivoque, aucune interprétation ambiguë ne doivent y trouver place ; elle doit annoncer clairement la résolution de son auteur de recourir à la force des armes. L'exposé des griefs, des motifs qui ont déterminé une telle décision ainsi que la date exacte du commencement officiel de la guerre y doivent être signalés.

Parmi les plus récents exemples de guerre qui éclatèrent au siècle dernier et qui furent précédées de déclaration officielle, on peut citer la guerre franco-allemande de 1870, la guerre russo-turque de 1877 et la guerre gréco-turque de 1897.

Le 19 juillet, à une heure de l'après-midi, le chargé d'affaires de France à Berlin, M. Le Sourd, remettait au ministre des Affaires étrangères une note diplomatique rédigée ainsi :

« Le soussigné, chargé d'affaires de France, en exécution des ordres qu'il a reçus de son Gouvernement, a l'honneur de faire la communication suivante à Son Exc. le Ministre des Affaires étrangères et à S. M. le roi de Prusse.

« Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français n'a pu considérer le projet de placer un prince prussien sur le trône d'Espagne que comme une entreprise dirigée contre la sûreté territoriale de la France, et s'est vu dans la nécessité de demander au roi de Prusse l'assurance que cette combinaison ne pourrait se réaliser avec son approbation. S. M. le roi de Prusse s'étant refusée à donner cette assurance, et ayant, au contraire, témoigné à l'ambassadeur de S. M. l'Empereur des Français que pour cette éventualité comme pour toute autre, il

entendait se réserver la possibilité de ne prendre conseil que des événements, le Gouvernement impérial a vu dans cette déclaration une arrière-pensée menaçante aussi bien pour la France que pour l'équilibre européen.

« Cette manifestation a, de plus, été aggravée par la communication, à différents cabinets, du refus de recevoir l'ambassadeur de S. M. et d'avoir de nouveau une entreprise avec lui.

« En conséquence, le gouvernement français croyant de son devoir de veiller immédiatement à la défense de son honneur et de ses intérêts lésés *a résolu de prendre toutes les mesures nécessaires pour la situation qui est lui faite, et se considère, dès à présent, en état de guerre avec la Prusse* » (6).

La guerre de 1877-1878 entre la Russie et la Sublime-Porte fut également précédée d'une déclaration formelle de guerre, remise le 24/12 avril, entre les mains du chargé d'affaires de Turquie à Saint-Pétersbourg. Le même jour le Tsar publiait un manifeste ; la veille le gouvernement russe avertissait les Puissances, par des circulaires diplomatiques, de l'ouverture des hostilités.

(6) DE CLERCQ. — *Recueil des traités de la France*, t. X, années 1867-1872, p. 374. — A. SAUREL : *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. 1^{er}, ch. V, p. 167. — Roland JACQUEMYNES : *Chroniques des faits internationaux dans la R. G. de D. I.* 1870, t. II, p. p. 643, 647, 657. La déclaration de guerre de la France à l'Allemagne de 1870 est considérée comme modèle de cette forme de commencer la guerre ; elle est, selon les auteurs de l'école française, en tous points conforme aux principes du droit constitutionnel et du droit international.

Voici le texte de la déclaration de guerre adressée par la Russie à la Turquie le 24/12 avril 1877 : « Les graves discussions que le cabinet Impérial a eu à poursuivre avec la Sublime-Porte en vue d'une pacification durable de l'Orient n'ayant pas abouti à l'entente désirée, S. M. l'Empereur, mon auguste maître se voit à regret obligé de recourir à la force des armes.

« *Veillez informer votre Gouvernement que, dès aujourd'hui, la Russie se considère comme en état de guerre avec la Turquie* » (7).

Dans la guerre qui éclata en 1897 entre la Turquie et la Grèce le 18 avril, jour où la Sublime-Porte, par l'intermédiaire de son chargé d'affaires à Athènes, remettait au Gouvernement hellénique une note dénonçant l'intention du sultan de recourir à la force des armes, marque, à n'en pas douter, le commencement de la guerre (8).

Nous pouvons ajouter ici que la note diplomatique est employée ces dernières années comme équivalent à une déclaration de guerre. La guerre du Pacifique de 1879 et la guerre Russo-Japonaise de 1904 sont considérées par quelques auteurs comme exemples de ce cas, quoique de nombreux auteurs aient rangé ces guerres dans la catégorie de celles qui ont débuté sans déclaration (9).

(7) *Nouveau recueil de traités* : continuation de recueil de G.-F. de MARTENS, t. III, p. 190.

(8) *Le Temps*, n° du 20 avril 1897.

(9) Lettres de Miguel Gruchaga, professeur de droit international à Santiago du Chili, dans la R. G. de D. I. P. t. XI,

Le caractère essentiel de cette forme de déclaration peut être expliqué de la façon suivante : 1° Elle est dépouillée de toute forme, n'est pas tout à fait explicite, mais sert d'avis au gouvernement de la nation attaquée ; 2° Elle doit être rédigée par le chef de l'Etat ou son ministre et doit être transmise par l'intermédiaire des ambassadeurs.

Son avantage est de prévenir l'ennemi au dernier moment de l'intention de guerre ; l'adversaire n'a donc pas le temps de se préparer à la lutte. Elle est en effet la continuation directe des négociations et leur fin naturelle. Son inconvénient est de n'être pas suffisamment explicite, de laisser le doute dans l'esprit des ennemis et l'ignorance parmi les Etats neutres. Et c'est dans ce sens que ce procédé de commencer la guerre est considéré comme défectueux. Toutefois, « l'emploi de la note diplomatique, dit M. Maurel, pour déclarer la guerre, semble vouloir prendre de l'extension, avec rapidité de la transmission de la pensée et de la promptitude de la décision qui exige la rapidité de la mobilisation. Ce mode de déclaration pourrait devenir une des formes de l'avenir ; elle est simple, avertit l'adversaire, sépare nettement l'état de paix de l'état de guerre » (10).

1904, p. 615, en réponse à l'article de M. Ebren, sur l'*obligation juridique de la déclaration de guerre* dans la même revue, t. XI, p. 33, dans lesquelles l'auteur classait la guerre du Pacifique parmi celles qui avaient commencé sans déclaration.

(10) M. MAUREL. — *De la déclaration de guerre*, l. III, t. II, p. 282.

SECTION II

DU MANIFESTE

Le Manifeste est une proclamation adressée à la fois à l'Etat adverse et aux pays tiers, et par laquelle une nation offensée fait connaître son intention de déclarer la guerre et l'exposé des causes capables de la justifier. Il a l'avantage d'enlever aux nations neutres toute possibilité de se retrancher derrière une ignorance feinte de la situation actuelle. Une guerre apportant une perturbation dans les puissances tierces aussi bien que dans les puissances belligérantes, il est de première nécessité que ces nations soient instruites de l'état de guerre en même temps que les adversaires.

Le manifeste doit revêtir certains caractères spéciaux qui sont les suivants :

1° Le manifeste est un document unique qui sert en même temps à prévenir un Etat ennemi et les nations neutres.

2° Il doit être communiqué par les agents diplomatiques ou toute autre personne accréditée directement auprès de l'Etat offensé ; de plus il doit être publié, proclamé par tous les moyens possibles dans le pays dont il émane.

3° Il doit contenir l'exposé des motifs et des griefs qui déterminent l'Etat qui le publie à entrer en guerre.

C'est ainsi que Ferdinand VII, dans un éloquent

manifeste du 2 mars 1815 fit un appel aux Espagnols contre Napoléon « l'usurpateur », « cet homme aussi fécond en expédients que peu scrupuleux sur leur choix, la justice, la prudence, la nécessité de la défense, la religion ordonnent cette guerre » et il continuait ainsi : « Je connais mes droits, je sais que je puis déclarer la guerre et la faire ; je suis sûr que mes sujets se reposent dans la confiance qu'un roi qui a fondé son bonheur sur celui de son peuple ne peut entreprendre la guerre sans une certaine peine ; mais j'ai voulu m'appuyer de la force de la conviction pour paraître juste aux yeux des nations, animer la valeur de mes troupes, stimuler la générosité des souverains, et pour que la guerre étant sanctifiée, tous espèrent dans le secours de Celui qui accorde la victoire » (11).

4° Il doit intervenir avant l'ouverture de toute hostilité, ne possédant pouvoir que pour l'avenir. Ce mode de déclaration présente le grand avantage de forcer les puissances tierces à déclarer leur neutralité, de fixer, dès le début d'une guerre leurs droits, leurs devoirs, leur position et la ligne de conduite qu'elles se proposent de suivre.

Le manifeste fait aussi connaître les tentatives faites par l'Etat offenseur auprès de son adversaire pour aboutir à une solution amiable et les refus de celui-ci d'adhérer à un arrangement pacifique.

(11) Archives du ministère des affaires étrangères, fond Espagne, 1719-1817 ; mémoires et documents 152, 19^e pièce, p. 220.

Tandis qu'une déclaration de guerre officielle proprement dite est conçue en termes brefs parce qu'elle est suivie de publications ultérieures qui donnent l'explication détaillée de ses causes, le manifeste forme un tout complet et dispense l'Etat qui le publie de tout autre explication.

Il doit être conçu en termes précis qui ne laissent aucun doute, ne permettent aucune interprétation erronée ; les prétentions de la cause qu'il défend doivent être exposées avec fermeté, mais avec une grande courtoisie ; un ton indécis, vague, tout aussi bien que des termes vulgaires dans la rédaction de ce manifeste, ne pourraient qu'aliéner à son auteur les sympathies internationales (12). Il doit posséder entre toutes une qualité essentielle ; c'est d'animer les cœurs pour la lutte, d'enflammer l'enthousiasme patriotique, d'attirer sur l'Etat qui le publie la sympathie des pays neutres ; il peut ainsi réaliser des résultats utiles et préparer la victoire, car c'est une grande chose que l'enthousiasme populaire (13).

Cette qualité d'unité que possède le manifeste (le manifeste-déclaration) le distingue des mémoires justificatifs ou des proclamations des chefs d'Etat ou des généraux (car au XVIII^e siècle on les nomma aussi déclarations), qui sont toujours publiés en plusieurs éditions et peuvent se multiplier à l'infini.

Les mémoires justificatifs sont des documents par

(12) PRADIER-FODÉRÉ. — Paris, 1881, t. II, ch. 15, p. 503.
— MEISEL : *Cours de style diplomatique*, t. 1^{er}, p. 201. —
(13) DE GARDEN : *Traité complet de diplomatie*, p. 468.

lesquels deux nations ennemies cherchent à effacer leurs torts réciproques aux yeux des autres Puissances et des publicistes. Les mémoires sont publiés soit au début des hostilités, ou après les premières attaques, ou vers la fin d'une guerre comme prélude de la paix. On peut citer comme exemple de mémoires justificatifs ceux publiés respectivement par la France et l'Angleterre en 1755 et 1778 (14).

La proclamation est un écrit publié par un chef d'Etat ou toute autre autorité compétente pour faire connaître la règle à laquelle il a résolu de se conformer au cours de la guerre.

Lors de la guerre franco-allemande, le roi de Prusse faisait la déclaration suivante : « Nous ne faisons pas la guerre aux habitants paisibles de la France ; Nous faisons la guerre aux soldats français, non aux citoyens français ».

Il existe donc une différence sensible entre le manifeste qui s'intitule « manifeste portant déclaration de guerre » et qui forme un message unique, et les mémoires justificatifs publiés en aussi grand nombre que leur auteur le souhaite.

Généralement, un Gouvernement qui reçoit un manifeste y répond par un contre-manifeste : il proteste dans cet écrit contre l'injustice réelle ou supposée dont il est l'objet.

Cette réponse n'est point obligatoire car les na-

(14) *Archives du ministère des affaires étrangères*, fond. Angleterre, 1730-1793, p. 49 ; mémoires et documents relatifs à la rupture de 1755 entre la France et l'Angleterre, pièce 7, p. 115.

lions prévenues par le manifeste public de son adversaire ne sauraient arguer de leur ignorance des incidents internationaux ; mais elle est utile pour combattre le jugement défavorable que ces nations pourraient porter contre l'Etat qui garderait le silence.

Malgré l'avantage que présente ce genre de déclaration, le manifeste fut peu employé au cours des temps modernes dans la pratique internationale.

Le 18 avril 1859, l'Empereur d'Autriche publiait un manifeste dans lequel il annonçait son intention de faire envahir la Sardaigne par ses troupes. Le 8 mai, Napoléon III publiait un document semblable et dans lequel il déclarait que l'Autriche, en franchissant les frontières de la Sardaigne violait les traités et déclarait la guerre à la France. Durant la guerre de 1866 entre l'Autriche, la Prusse et l'Italie, des manifestes furent publiés le 12 juin par l'Empereur d'Autriche, le 18 juin par le roi de Prusse et le 20 juin par le roi d'Italie. Le dernier manifeste intervenu durant le siècle dernier fut publié par le Tsar les 24/12 avril 1877 ; encore ce manifeste accompagna-t-il la déclaration officielle envoyée par la France à la Porte (15).

(15) Voici le texte du manifeste de l'Empereur Alexandre, en date du 24 avril 1877 : « Nous avons fait, pendant deux ans, des efforts incessants pour amener la Porte à des réformes qui pussent préserver les chrétiens de Bosnie, d'Herzégovine et de Bulgarie, de l'arbitraire des autorités locales.

« L'accomplissement de ces réformes découle, d'une façon absolue, des engagements antérieurs, solennellement contractés par la Porte, vis-à-vis de toute l'Europe. Nos efforts, appuyés

Le droit international, dit M. Blumsehli, accorde aujourd'hui autant de valeur à un manifeste général qu'à une déclaration solennelle et pratique (16).

Les tendances des opinions modernes des publicistes de l'école française accordent la préférence à ce mode de déclarer la guerre.

SECTION III

DE L'ULTIMATUM

L'ultimatum est la dernière proposition pacifique précise et péremptoire qu'une Puissance fait à une autre et dont la non acceptation doit amener la guerre.

Lorsque deux Puissances en conflit n'arrivent pas à s'entendre et que survient une période aiguë, l'un des deux Etats en litige envoie à son adversaire une note diplomatique portant le nom d'ultimatum, c'est-à-dire la dernière tentative d'entente pacifique

par les instances diplomatiques que les autres gouvernements ont faites en commun, n'ont cependant pas atteint le but désiré... Ayant épuisé nos efforts pacifiques, nous sommes obligés par l'obstination hautaine de la Porte, de procéder à des actes plus décisifs. Par son refus, la Turquie nous met dans la nécessité de recourir à la force des armes. Aujourd'hui, en appelant la bénédiction de Dieu sur nos vaillantes armées, nous leur donnons l'ordre de franchir la frontière de Turquie ». (Nouveau recueil de traités, t. III, p. 190).

(16) BLUMSCHLI. — *Le Droit international codifié*, Paris, 1875, § 522, règle 2, p. 304.

(ultimatum-verbum), le dernier mot que prononcent les Puissances. Il annonce les propositions extrêmes et les exigences dont on ne veut point se départir, les concessions auxquelles on entend s'arrêter les conditions nécessaires pour abandonner le règlement en litige. Tandis que la déclaration et le manifeste sont des déclarations de guerre pures et simples, l'ultimatum n'est qu'une déclaration de guerre conditionnelle.

Nous allons exposer les différentes conditions qu'il doit réunir :

1° Il doit se composer d'un écrit précis, car son importance étant considérable, les termes doivent en être attentivement examinés dans toute leur portée avant que soit prise une décision dont les effets peuvent être décisifs. Il est nécessaire qu'il en reste une trace.

2° Il doit demander une réponse pour une époque fixée et signifier que le silence équivaldrait à un refus péremptoire (17).

(17) Voici le texte d'ultimatum de l'Autriche au gouvernement sarde, en date du 23 avril 1859 :

« L'Empereur, mon auguste maître, a daigné m'ordonner de tenter directement un effort suprême pour faire revenir le gouvernement de Sa Majesté sarde sur la décision à laquelle il paraît s'être arrêté. Tel est le but de cette lettre. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien prendre son contenu en la plus sérieuse considération et de me faire savoir si le gouvernement royal consent, oui ou non, à mettre son armée sans délai sur le pied de paix et à licencier les volontaires italiens. Le porteur de la présente, auquel vous voudrez bien, Monsieur le Comte, faire remettre votre réponse, a l'ordre de se

Le délai accordé par la nation qui envoie un ultimatum à un adversaire, ne doit être ni trop court ni trop prolongé ; s'il était trop court, le Gouvernement averti n'aurait point le temps nécessaire pour examiner la question ; au contraire, un délai trop prolongé risquerait de donner le temps à l'ennemi de prendre ses dispositions pour une mobilisation rapide et compléter ses armements. C'est ainsi que le délai de douze heures accordé par le comte de Bismarck aux Etats de Hesse, Saxe, Flandre, fut

tenir à cet effet, à votre disposition pendant 3 jours. Si, à l'expiration de ce terme, il ne recevait pas de réponse, ou que celle-ci ne fut pas complètement satisfaisante, la responsabilité des graves conséquences qu'entraînerait ce refus, retomberait tout entière sur le gouvernement de Sa Majesté sarde. Après avoir épuisé en vain tous les moyens conciliants pour procurer à ses peuples la garantie de la paix sur laquelle l'Empereur est en droit d'insister, Sa Majesté, à son grand regret, recourra à la force des armes pour l'obtenir ». (P. de la Gource. Histoire de second Empire, t. II, p. 439).

L'ultimatum adressé par le gouvernement des Etats-Unis, au gouvernement d'Espagne, le 20 avril 1898, télégramme au général Woodford, ministre à Madrid, est ainsi conçu : « Vous avez reçu le texte de la résolution conjointe votée le 19 par le Congrès et approuvée aujourd'hui, et relative à la pacification de Cuba.

Conformément à cette loi, le président vous charge de communiquer immédiatement au gouvernement espagnol, la résolution en question avec une requête formelle du gouvernement américain, exigeant que l'Espagne renonce immédiatement à la souveraineté et au gouvernement de l'île de Cuba ; qu'elle retire ses troupes de terre et de mer de Cuba et des eaux cubaines.

... Si samedi prochain, 23 avril, à midi, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas reçu du gouvernement espagnol une réponse pleinement satisfaisante à cette requête et à cette

insuffisant (18). L'ultimatum envoyé par l'Empereur d'Autriche à Cavour le 13 avril 1859 accorda avec plus de raison un délai de trois jours au gouvernement Sarde pour sa réponse. Cependant, il est impossible de fixer un délai, d'établir une règle générale pour toutes les Puissances, car tout dépend des différentes circonstances dans lesquelles l'ultimatum intervient. Le développement des voies de communication, les progrès faits dans les armements obligent à abréger le délai accordé à cet effet, d'autant plus que les deux Etats en litige sont plus rapprochés, l'existence de l'état de guerre ne peut être officiellement reconnue qu'après l'expiration du délai.

Dans le cas où un Etat refuse de recevoir l'ultimatum, l'état de guerre peut être considéré comme existant à partir de l'heure du refus, car il est évident qu'en agissant de la sorte un Etat montre son intention arrêtée de demander à la force des armes la solution du différend : dans ce cas seulement l'ultimatum constitue une déclaration de guerre immédiate ; par exemple, lorsqu'en 1898 l'Espagne refusa de recevoir l'ultimatum des Etats-Unis, les hostilités furent aussitôt engagées (19).

3° Les termes, les expressions doivent en être mo-

résolution, de manière à assurer la paix à Cuba, le président, sans autre avis préalable, emploiera dans la mesure qui sera nécessaire le pouvoir et l'autorité que lui confère et lui impose la résolution conjointe pour exécuter la dite résolution ». (*Mémoires diplomatiques*, année 1898, p. 260).

(18) P. de la GORCE. — *Histoire de second Empire*, Paris, 1895, t. IV, p. 630.

(19) R. G. de D. I. P., année 1898, t. V, p. 625 à 655 ; l'ar-

dérés, prêter à la conciliation car son intention est d'éviter la guerre et d'arriver à une entente pacifique ; cependant, le ton doit être empreint d'une certaine dignité.

4° Il doit émaner du gouvernement ou de l'autorité compétente comme le Président du Conseil ou le Ministre des Affaires étrangères, ou d'un Ambassadeur accrédité. C'est ainsi que, le 19 avril 1859 l'ultimatum de l'Empereur d'Autriche à la Sardaigne a été formulé dans une lettre du comte Buol au comte de Cavour.

5° Il doit être remis au gouvernement adverse par un agent diplomatique ou un agent chargé d'une mission spéciale. Ainsi, l'ultimatum du gouvernement français, du 19 mars 1860, au cabinet de Pékin a été notifié par l'envoyé extraordinaire et le ministre plénipotentiaire de France en Chine. L'ultimatum du 29 mars 1838 au gouvernement mexicain a été présenté par le ministre de France à Mexico. L'ultimatum du 19 avril 1859 de l'Autriche à la Sardaigne a été formulé d'une façon plus simple par une lettre du comte de Buol au comte de Cavour.

6° Deux armées se trouvant en présence quand la guerre est devenue imminente par suite de la longueur des négociations, l'ultimatum peut être présenté par un chef militaire délégué à cet effet. C'est ainsi que l'ultimatum du 15 mai 1831, relatif aux griefs de la France contre le Portugal a été adressé

ticle de M. Desjardin dans *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1898 ; le journal de D. I. Privé, année 1898, p. 432, le R. de J. I. P., année 1898, t. V, p. 672.

au gouverneur don Miguel par de Rabaudy, capitaine de la frégate Melpomène.

Seul un chef d'Etat peut revêtir son mandataire de pouvoirs aussi étendus, pour accomplir un acte d'une telle gravité ; il doit être mentionné dans ce document d'une manière catégorique que le signataire de l'ultimatum agit d'après les ordres exprès de son Gouvernement.

La même importance ne saurait être attribuée à tout ultimatum sous peine de tomber dans de regrettables erreurs et de considérer comme déclaration de guerre un simple message diplomatique. En effet, on distingue deux espèces d'ultimatum : l'un comporte une déclaration de guerre conditionnelle et contient un *casus belli*, l'autre n'est qu'un exposé des dernières concessions qu'un Etat entend faire ; c'est un avertissement officiel, qui n'entraîne pas forcément l'ouverture d'une guerre ; il peut n'être qu'une nouvelle mise en demeure, une dernière tentative de conciliation ; sans fixer de délai pour une réponse, il se borne à signifier qu'un refus ou le silence l'autoriseraient à prendre les mesures qu'il jugera opportunes ; pour déterminer l'ouverture d'une guerre, il a besoin d'être suivi d'une autre déclaration. Ainsi, au début de la guerre Sino-Japonaise, le gouvernement japonais envoya à la Chine un ultimatum ne contenant point le *casus-belli*, c'est-à-dire qu'il ne constituait point une déclaration de guerre conditionnelle (20).

(20) PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité de droit international public américain et européen*, t. VI, p. 649.

Les tendances de la pratique internationale accordent leur préférence à ce mode de déclaration, les exemples qu'on peut citer des guerres qui furent déclarées de cette manière au siècle dernier en sont la preuve. Voici les principales : les guerres d'Italie en 1859 ; l'expédition franco-anglaise en Chine en 1860, la guerre Schleswig-Holstein en 1864 ; la guerre entre la Prusse, la Saxe, la Hesse et le Hanovre en 1866, la guerre entre la Turquie et la Serbie en 1876 ; l'expédition française de Madagascar en 1894, la guerre Hispano-Américaine en 1898 ; la guerre entre l'Angleterre et le Transvaal. Parmi les ultimatums qui ne furent pas suivis de guerre on peut citer celui qui fut adressé par la France au Siam en 1893 et par l'Angleterre à la Turquie en 1906.

Enfin, ce qu'il importe de remarquer en ce qui concerne l'ultimatum, c'est que, à l'observer dans le détail, cette façon de commencer la guerre présente une supériorité non seulement au point de vue théorique et juridique, mais aussi au point de vue politique et pratique. Ce n'est pas à dire qu'elle soit sans défaut : le délai qui suit l'ultimatum présente des inconvénients que nous indiquerons. Et c'est ce point-là que le droit international du vingtième siècle doit développer et améliorer. Nous l'avons étudié à tous les points de vue et nous sommes arrivés à notre conclusion dans laquelle nous observons un nouveau principe de l'état de guerre conditionnelle (V. chap. V et VI). Donc, selon nous, cette façon de commencer la guerre devient la forme la plus parfaite, tandis qu'aucune autre forme ne peut être

acceptée comme le procédé universel de déclaration de guerre. Enfin, cette remarque va se trouver justifiée dans les chapitres suivants.

SECTION IV

DU RAPPEL DES AGENTS DIPLOMATIQUES

Aux trois formes de déclarations que nous avons précédemment énumérées, on peut en ajouter une quatrième qui consiste dans le *rappel des agents diplomatiques*. Quoique cette manifestation ait été considérée au XVIII^e siècle comme synonyme de déclaration de guerre, les opinions modernes ne lui attribuent plus la même importance. De même que les ambassadeurs peuvent être à leur poste respectif au début d'une guerre, ces agents diplomatiques peuvent être rappelés par leurs chefs par mesure de prudence ou par suite d'une certaine tension entre les deux Puissances. Mais leur rappel peut n'être que momentané et une entente pacifique peut encore se produire. Souvent le rappel des agents diplomatiques n'a pas été suivi de guerre. Plusieurs guerres furent même déclarées sans cette formalité ; toutefois, lorsque les hostilités sont officiellement engagées, les agents consulaires et diplomatiques regagnent leur pays. Napoléon Bonaparte avait cette opinion ; c'est ainsi que lors de la rupture avec l'Angleterre, le 24 floréal, à la séance du Conseil d'Etat le premier consul dit : « Le départ de l'ambassadeur anglais est une circonstance trop grave pour que le gouvernement garde le silence... D'ailleurs ce départ pourrait être regardé non pas comme une dé-

claration de guerre et on peut conserver de l'espoir jusqu'au dernier moment quoique pour ma part je n'en ai guère » (21).

De ce fait, on peut conclure que dans la pratique internationale le rappel des diplomates ne doit être considéré comme une déclaration de guerre, que s'il est accompagné d'autres manifestations, comme d'une déclaration de guerre conditionnelle ou d'un manifeste.

Ici, il faut bien remarquer la différence qui existe entre le rappel des agents diplomatiques, la cessation des négociations diplomatiques et la rupture des relations diplomatiques. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, non seulement les gouvernements des Puissances civilisées mais aussi des publicistes fameux ont confondu ces trois situations. La cessation des négociations diplomatiques ne signifie pas l'arrêt de la marche d'une négociation particulière qui était en ce moment discutée entre les deux gouvernements et qui ne comprend pas nécessairement toutes les relations diplomatiques. Cette suspension n'amène pas toujours la rupture de toutes les relations pacifiques entre deux Etats. Au contraire, dans le cas de la rupture des relations diplomatiques, les relations pacifiques doivent être rompues même au point de vue théorique et pratique. Cette conduite correspond donc à une forme indirecte de la déclaration de guerre. Si la rupture des relations diplomatiques qui constituent

(21) THIBAudeau. — *Mémoire sur le consulat*. Paris, 1835, p. 408.

toutes les relations pacifiques entre les Etats d'après le principe du droit international en temps de paix, signifie la fin de l'état de paix, elle ne laisse plus place que pour l'état de guerre, car dans les relations internationales il n'y a que deux situations juridiques possibles : la guerre et la paix. Il faut maintenant constater d'une façon nette et claire la différence entre ces deux procédés et le rappel des agents diplomatiques.

Parfois les Puissances admettent dans leurs traités que la rupture des relations diplomatiques devra constituer le point de départ de la guerre. Dans plusieurs traités de commerce on ajoute une clause d'après laquelle la rupture des relations pacifiques ne sera commencée qu'après le départ des agents diplomatiques accrédités auprès des Puissances intéressées.

L'article 2 du traité de navigation de Versailles en 1786, entre la France et l'Angleterre était ainsi conçu : « Pour assurer à l'avenir le commerce et l'amitié entre les sujets et leurs dites Majestés, et afin que cette bonne correspondance soit à l'abri de tout trouble et de toute inquiétude, il a été convenu et accordé que, si quelque jour il survient quelque mauvaise intelligence, interruption d'amitié, rupture, entre les couronnes de leurs Majestés (ce qu'à Dieu ne plaise !) laquelle rupture ne sera censée exister qu'après le rappel ou le renvoi des ambassadeurs ou ministres respectifs » (22).

(22) De CLERCQ. — *Recueil des traités*, t. 1^{er}, 1713-1802, p. 147.

Evidemment les Etats, en se conformant à une règle semblable éviteraient peut-être certains malentendus, certaines confusions, mais cela pourrait présenter le grave inconvénient de laisser les nations neutres dans l'ignorance des événements actuels ; c'est une excellente règle commerciale, mais ce n'est pas un principe de droit international.

Dans la pratique actuelle, récente, aucune règle n'est imposée aux Etats pour la déclaration de guerre. Récemment encore il a été reconnu que la plus grande liberté devait leur être accordée à cet égard, car chaque Puissance usera de celle qui lui semble le plus conforme à ses intérêts, pourvu, toutefois qu'elle ne puisse donner lieu à aucun doute, aucune interprétation. C'est en ce sens qu'Ortolan demandait, comme équivalent à une dénonciation « un document authentique sous une forme quelconque, pourvu que ce document soit connu par la Puissance à laquelle il s'adresse, avant l'ouverture des hostilités » (23). Bluntschli n'exige pas non plus une déclaration en forme. « Un manifeste adressé au monde suffira » (24). Jules Guelle admet « comme nécessaire pour légitimer l'état de guerre conditionnelle, un fait solennel qui le constate et le rende public » (25). Mais la forme importe peu,

(23) ORTOLAN. — *Règle internationale et diplomatie de la mer*. Paris, 1864, t. II, p. 12.

(24) BLUNTSCHLI. — *Le Droit international codifié*, § 521, p. 295.

(25) JULES GUELLE. — *La Guerre continentale et les personnes*. Paris, 1881.

il accepte comme déclaration de guerre tout acte ne laissant place à aucune équivoque.

D'ailleurs, dit M. Westlake, la forme n'a aucune importance; elle pourra se modifier avec cette « marche incessante de l'humanité, qui est la marque caractéristique de notre temps ». Seul le principe reste immuable (26).

Cependant, s'il n'y a pas un procédé universellement accepté par tous les Etats en ce qui concerne la déclaration de guerre, cette question ne sera discutée par les publicistes que comme une théorie abstraite et ne trouvera jamais une application parfaite dans la pratique internationale. Les Puissances se conduiront selon leurs intérêts individuels et la forme d'ouverture des hostilités restera toujours vague. Et c'est pour cela que les Etats civilisés ont établi une règle générale qui leur semblait acceptable même au point de vue théorique et pratique, au moment de la deuxième conférence de La Haye de 1907.

D'après le premier article de la Convention de La Haye signée en 1908 et relatif à la déclaration de guerre, il a été décidé que deux formes seraient seulement employées comme avertissement préalable et non équivoque, c'est-à-dire la déclaration de guerre motivée ou l'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle. Mais il ressort de tout ceci que cette Convention ne fut établie que pour empêcher les Puissances d'ouvrir les hostilités par un acte belli-

(26) WESTLAKE. — *Etude sur les principes de droit international*, ch. VI.

queux et éviter des surprises regrettables. Cependant, au fond des choses, la forme importe peu, et la critique s'attaquera moins à la forme mais à l'intention, c'est-à-dire qu'une Puissance ayant prévenu son adversaire, avant toute hostilité, par n'importe quel moyen, fait preuve, dans sa conduite, d'une correction parfaite.

D'après ce que nous avons constaté, la convention de La Haye de 1908 contribue, pour une large part au développement du principe de déclaration de guerre comme dans les autres parties du droit international. Cependant il reste encore place pour corriger les défauts et pour ajouter de nouveaux principes. Nous serions heureux si ce travail pouvait servir au développement de notre principe.

CHAPITRE II

Histoire de la déclaration de guerre (1

Ce chapitre sera divisé en trois parties : 1° l'antiquité ; 2° le moyen âge ; 3° les temps modernes.

Nous tiendrons compte ainsi de l'influence que Rome, le christianisme et certaines populations médiévales ont pu exercer sur le droit de la guerre.

SECTION I

L'ANTIQUITÉ

§ I

Temps bibliques

Dès la plus haute antiquité et chez les peuples les plus anciens nous trouvons la coutume de la

(1) Parmi les études consacrées à ce sujet, V. spécialement :

déclaration de guerre. Dans tout conflit il est demandé par le peuple qui se juge lésé une juste réparation ; en cas de refus les hostilités commençaient par une déclaration de guerre entourée de manifestations solennelles ou religieuses.

Aux temps bibliques, le Sénat, dit Flavius Josèphe (2), représente aux Juifs qu'il ne fallait pas en venir aux mains avant que d'avoir exposé ses griefs dans un pourparler à l'amiable, et que la loi ne permettait pas de marcher avec une armée contre les étrangers, quelque tort que l'on crût en avoir reçu, sans leur avoir envoyé des messagers pour tâcher d'amener les auteurs de l'offense à des intentions plus raisonnables. Ainsi donc la déclaration de guerre se retrouve, d'après M. Hautefeuille (3) dans les coutumes internationales les plus anciennes. Elle appartient aux premiers pas faits par l'homme dans la voie de la civilisation. Il est cependant difficile de critiquer la coutume de ces guerres

FÉRAUD-GIRAUD, : *Des hostilités sans déclaration de guerre*, dans R. de D. I. et de Lég. Comp., t. XVII, 1885, n° 1, p. 22 et suiv. ; BRUYAS : *De la déclaration de guerre*, 1899 ; DUPUIS : *La déclaration de guerre est-elle requise par droit positif ? Devrait-elle l'être ?* R. D. I. P., t. XIII, p. 725 ; EBREN : *Obligation juridique de la déclaration de guerre*, R. de D. I. P., t. XI, p. 148 ; MAURER : *De la déclaration de guerre*, 1907 ; NYS : *La guerre et la déclaration de guerre*, R. de D. I. P., Comp., 2^e série, t. VII, p. 517.

(2) FLAVIUS JOSÈPHE. — *Histoire des Juifs* (traduction d'Arnaud d'Andilly), p. 324 ; Paris, 1607.

(3) HAUTEFEUILLE. — *Des droits et des devoirs des nations neutres en cas de guerre maritime*, t. 1^{er}, tit. III, ch. 1^{er}, sec. II, p. 100.

anciennes d'après les principes de droit international moderne. Il est impossible en effet de distinguer leur caractère, de savoir s'il était public ou privé. Il n'y a d'ailleurs aucune analogie entre ces guerres et les nôtres, et M. Hautefeuille conclut que nos coutumes ne sont nullement l'effet de ces premières causes.

S'il semble sur ce point que M. Hautefeuille ait raison, il n'en faut pas moins retenir que dès l'antiquité la plus reculée, la déclaration de guerre apparaît comme nécessaire, quelque différents que soient les modes de combat et les coutumes. Ce qu'il importe de constater, c'est que l'on reconnaît la nécessité de donner aux hostilités un point de départ certain et manifeste.

§ II

Grèce

Le fait d'engager une guerre sans avoir fait de tentatives pacifiques était considéré chez les Grecs comme contraire au droit public. Quand toute réparation était refusée, il était formellement établi, lorsque la guerre était décidée, de n'engager aucune hostilité sans qu'elle fut précédée d'une déclaration ; cette déclaration était remise par un héraut au peuple-ennemi.

Le Conseil amphictyonique, qui était une réunion de représentants de plusieurs peuples voisins, avait pour but de procéder à des formalités religieuses de délibérer sur leurs intérêts communs et de sur-

veiller l'exercice des coutumes internationales, fit observer strictement cet usage jusqu'au moment de son déclin.

Quand vint le moment où la Grèce perdit de son prestige, la coutume de la déclaration de guerre fut abandonnée peu à peu ; ce furent les Romains qui remirent cette coutume en honneur.

§ III

Rome (4)

Les maximes juridiques de Rome en matière de déclaration de guerre ont toujours été affirmées par les jurisconsultes ; les anciens auteurs se sont surtout inspirés des usages romains, ils les ont longuement commentés. Néanmoins, nos coutumes modernes n'ont pas eu pour base les usages romains, tout au moins en ce qui concerne les formes de la déclaration.

Depuis sa fondation jusqu'à la chute de la République, Rome se conforma à cette règle du droit des gens et observa la coutume de la déclaration de guerre pour deux causes principales :

1° L'esprit essentiellement religieux des Romains les poussait à des guerres ininterrompues : ils croyaient s'assurer ainsi l'approbation et la bénédiction des dieux (5). Ce tempérament explique

(4) Conradi de Feacialibus ; Helnstadt, 1734 ; Osenbrügen, de joire belli ac pacis Romanonum ; Leipzig, 1836 ; Wetzels, de Feacialibus, 1854.

(5) FUSTEL DE COULANGES. — *La Cité antique*. Paris, 1890, ch. 7, p. 24 et p. 191.

l'existence d'une institution célèbre : les fétiaux, qui posèrent les règles du droit international (6).

2° Non seulement les Romains voulaient conquérir les Etats voisins, mais ils voulaient encore user de mesures justes et impartiales afin d'obtenir l'obéissance et de donner satisfaction aux peuples vaincus. Même dans les actes d'hostilité contre eux, ils évitaient les injustices et voulaient ne déclarer la guerre que contraints par la nécessité (7).

Pour qu'une guerre fut *juste* (S), il fallait qu'elle ne commençât qu'après des tentatives infructueuses de conciliation, et qu'elle fût déclarée solennellement (9). Dans cette circonstance seule la guerre produisait ses effets juridiques dont les plus importants étaient la réduction en esclavage des prisonniers de guerre, l'acquisition du butin et l'application du droit de *postlisanium*.

Nous allons examiner en quoi consistait la déclaration de guerre chez les Romains, quels étaient leurs procédés pour l'appliquer. Sous la période monarchique, le droit de paix et de guerre appar-

(6) A. BOUCHÉ-LECLERCQ. — *Manuel des institutions romaines*, 1886, p. 541.

(7) POLYBE. — *Fragments historiques*, n° 57.

(8) Les auteurs latins, après toute guerre régulièrement déclarée : *bellum justum ac pium*. Le mot *justum* était un terme technique pour désigner les actes dans lesquels toutes les formalités prescrites par les lois civiles ou religieuses avaient été observées. Juste est donc synonyme de légal, légitime. (Laurent, *Histoire de l'humanité*. Paris, 1880, t. III, Rome, p. 16)

(9) MOMMSEN et MARQUALDT. — *Manuel des antiquités romaines*, t. VIII ; *le culte chez les Romains* (trad. Brissaud), 1890, p. 143.

tenait au roi assisté du Sénat patricien ; néanmoins l'assentiment du peuple (Comices) était indispensable (10). Il est assez difficile de signaler exactement l'époque à laquelle les fétiaux firent leur apparition dans l'histoire du peuple romain. La plupart des historiens s'accordent à dire que c'est sous la royauté que cette institution commença à fonctionner. Toutefois cette conception florissait déjà chez les autres peuples italiques ; elle n'est donc pas originaire de Rome (11). En ce qui concerne la déclaration de guerre, ce fut sous la République que les fétiaux furent ses interprètes les plus fidèles (12). Lorsqu'une nation étrangère avait causé quelque dommage au peuple romain, le ministre public et religieux était chargé de lui demander satisfaction. En cas de refus il leur déclarait la guerre.

Le collège des fétiaux était composé de 20 membres, tous hommes d'Etat les plus éminents, issus des meilleures familles romaines ; ils se recrutaient eux-mêmes, étaient présidés par un personnage portant le titre de « *magister fetialium* » et dont les fonctions étaient permanentes. Ils étaient les gardiens d'un droit spécial : « le justfétiale ».

(10) P. VILLENS. — *Droit public romain*. Paris, 1888, p. 52.

(11) MARQUALDT. — *Le Culte chez les Romains*, t. VIII, p. 145 : TITE-LIVE : 1^{er}, 32 : DELYS D'HALICARNASSE : *Antiquité romaine*, II, 72 : PLUTARQUE : Numa XII : Camille, XVIII.

(12) Étymologie : *feri, fœdus, factu, fari* : *orator fasere feci*. Ils étaient les gardiens d'un droit spécial le *jus feciale*, qui donnait la consécration religieuse aux relations internationales. (Wheaton. *Histoire du progrès du droit des gens*. Leipzig, 1865, p. 23).

La déclaration de guerre (*indictio belli*) présentait trois phases successives : (13).

1° Les fétiaux étaient chargés de remettre au peuple adversaire les réclamations du peuple romain et de demander satisfaction. Ils étaient au nombre de deux ou trois, ou le plus souvent quatre ; ils étaient accompagnés d'un chef temporaire (le *pater patratus*), personnification vivante de Rome. En arrivant à la frontière du peuple provocateur, le « *pater patratus* », à haute et intelligible voix (*clara voce*) exposait les griefs du peuple romain, ses prétentions, et demandait réparation en des formules solennelles (14). Puis il franchissait la frontière en répétant ces imprécations partout, obstinément, afin que tous connussent que faute de recevoir satisfaction le peuple romain allait soutenir ses droits jusqu'au bout. Telle était la « *clarigatio* ou *rerum répétition* » : elle pouvait tendre à des fins diverses, soit à une réparation simplement matérielle, soit à une restitution d'objets saisis, soit à l'évacuation de quelque terri-

(13) TITE-LIVE. — *Histoire de Rome depuis la fondation*, liv. 1^{er}, chap. 32.

(14) TITE-LIVE, 1^{er}, 32, nous a gardé le souvenir de ces discours qui commençaient par cette invocation : « Ecoute Jupiter, entendez-moi, Dieu des frontières et toi, oracle sacré du droit : je suis l'envoyé du peuple romain, messenger de justice et de paix ; qu'on ajoute foi à ma parole », et se terminaient par cette imprécation : « Grand Jupiter, si c'est contre l'équité et la justice que je viens demander la remise de ces personnes ou de ces choses, ne permettez pas que je revoie jamais ma patrie ! »

toire romain. Si les fétiaux obtenaient satisfaction, ils regagnaient leur patrie et aucune guerre n'était déclarée. En demandant satisfaction les fétiaux accordaient un délai de trente jours au peuple ennemi pour donner une réponse. Si ce pays était rapproché de Rome ils rentraient chez eux, mais dans le cas contraire ils demeuraient pendant ce temps sur la frontière ennemie (15) ; une fois le délai écoulé, si aucune réparation n'était accordée, le pater patratus faisait connaître que les Romains allaient délibérer sur les suites qu'il convenait de donner à ce refus en ces termes (16).

Après avoir répété cette formule à la frontière, aux portes, sur la place publique de la cité étrangère, le pater patratus retournait à Rome.

2° Le pater patratus accompagnait les fétiaux au Sénat et rendait compte de sa mission ; il affirmait avoir rempli dignement sa tâche et déclarait que la guerre pouvait être légitimement déclarée, si tel était l'avis du Sénat et du peuple. Le consul invitait le Sénat à délibérer sur la question de la guerre ; si les Sénateurs jugeaient la guerre juste, ils l'exprimaient individuellement en ces termes : « Je pense que pour réclamer ces réparations la guerre est juste

(15) WEISS. — *Les fétiaux et le droit fétial, France judiciaire*, 1882-83, *études historiques*, 1^{re} partie, p. 441.

(16) « Ecoute Jupiter et toi Quirinus, Dieu du ciel, de la terre et des enfers, écoutez, je vous prends à témoins que ce peuple est injuste et qu'il oppose un refus à nos justes réclamations. Mais dans ma patrie, nos vieillards vont délibérer sur toutes ces choses et ils aviseront au moyen d'en obtenir justice ».

et légitime, j'y consens et je l'approuve » (17). Cette décision une fois prise, devait être ratifiée par les Comices. Quelquefois le Sénat déclarait seul la guerre, d'autres fois les comices décidèrent de la déclarer et obligèrent ainsi le Sénat à l'approuver (18).

3° Lorsque la guerre était décidée, le Sénat ordonnait aux fétiaux de remplir les formalités du droit fétial. Ils retournaient alors sur le territoire ennemi et le *pater patratus* prononçait ce défi solennel.

« Les peuples et les citoyens des anciens latins ont agi contre le peuple romain et failli envers lui, et le peuple romain a décidé, consenti, approuvé la guerre contre les anciens latins. En conséquence, moi avec le peuple romain, avec le consentement du Sénat déclarons la guerre aux peuples et aux citoyens des anciens latins et je la commence ». A ces mots, il lançait sur le sol ennemi un javelot garni de son fer ou un bâton durci au feu et ensanglanté. Le javelot était le symbole de l'état de guerre qui allait désormais exister entre les deux nations.

Telles étaient les pratiques générales (19). Toute-

(17) CHAUVÉAU. — *Le Droit des gens dans les rapports de Rome avec les peuples de l'antiquité*. Paris, 1891, p. 33.

(18) La loi était alors une loi centuriate. En principe, la guerre ne pouvait être entreprise que du commun accord du Sénat et du peuple romain. La participation du peuple romain aux déclarations de guerre se trouve attestée par des textes nombreux à partir de l'an 328 de la fondation de Rome. Mais souvent le Sénat déclara seul la guerre ou bien les comices délibérèrent avant le Sénat sur la guerre et l'obligèrent à l'entreprendre (Tite-Live, 1^{er}, 32).

(19) V. exemples de déclaration de guerre, 2^e et 3^e guerre

fois, dans certaines circonstances, par suite d'une agression brusque, ces formalités étaient remplacées par d'autres procédés plus rapides, ou complètement supprimées. Les Romains considéraient que les peuples qui attaquaient à l'improviste d'autres nations étaient des pirates et les dispensaient d'user envers eux des formes ordinaires du défi (20).

Cependant, si les Romains se trouvaient en présence de peuples libres ou de races latines, ils mettaient scrupuleusement en pratique la forme de défi (21). Dans une guerre civile, les révoltés n'étaient point considérés comme ennemis. Après l'expiration d'une trêve, il n'était pas nécessaire de formuler une nouvelle déclaration. L'institution fétiale fut l'objet de l'admiration d'un grand nombre d'auteurs anciens et modernes (22).

punique, dans P. Villeins, *le Sénat et la République romaine*, 1883, t. II, p. 469. On a prétendu trouver une analogie entre l'*indictio belli* et la *legis action* : v. Chauveau : *Le droit des gens dans les rapports de Rome avec les peuples de l'antiquité*. Paris, 1891. p. 37 ; PIÉDELÈVRE : *Précis de droit international public*. Paris, 1885, t. 1^{er}, p. 42.

(20) ROY. — *Les fétiaux du peuple romain*. Poitiers, 1893, p. 123.

(21) *Digeste*. Livre 49, titre XV, de captivis, loi VII, § 1^{er}.

(22) VARRON. — *De lingua latina* V, 15 ; Grotius de iure pacis et belli. l. III, ch. 21, § II ; Vattel : *Le droit des gens ou principe de la loi naturelle*, éd. Pradier-Fodéré. Paris, 1863, t. III, ch. IV, p. 400. « Les anciens Romains, dit Grotius, en usant de précautions non nécessaires, montraient combien ils étaient amateurs de la paix et soigneux de n'en venir à prendre les armes que pour de justes raisons ». « Un peuple qui traitait la guerre si religieusement jetait, au dire de Wattel, des fondements bien solides de sa future grandeur. On est étonné

D'autres auteurs prétendent que les fétiaux n'agissaient que par ordre du Sénat, qu'ils étaient sans initiative personnelle ; ils n'avaient pas le droit de déclarer la guerre, ils donnaient simplement leur avis en rendant compte de leur mission (23).

Bien que les éloges de Rome aient été faits par des auteurs ayant grande autorité, il semble qu'on y trouve un peu d'exagération.

Comme le dit M. Revon, en fait de justice vraie, les Romains n'ont rien élevé de solide. Leur collège des fétiaux est une façade magnifique, mais derrière elle nous cherchons en vain le monument qu'ils n'ont jamais construit. Au reste, que sont ces fa-

de trouver chez les Romains une conduite si juste, si sage, dans un temps où il semble qu'on ne devait attendre d'eux que de la férocité ».

Plutarque, cité par Laurent *Numa*, XII ; *Camille*, XVIII, t. III, p. 15 ; Denys d'Halicarnasse, II, 72 ; Bossuet, *Discours sur l'histoire universelle*, 3^e partie, ch. VI. « Plutarque et Denys d'Halicarnasse disent que les fétiaux s'employaient à terminer les différends à l'amiable et ne permettaient de recourir à la force que lorsqu'on avait perdu tout espoir de conciliation, et que c'était à eux à déclarer si la guerre était juste ». Bossuet dit : « Le collège des fétiaux était établi pour juger si une guerre était juste avant que le Sénat la proposât ou que le peuple la résolût ; cet examen d'équité précédait toujours... sainte institution s'il en fut jamais et qui fait honte aux chrétiens à qui un Dieu venu au monde pour pacifier toute chose n'a pas inspiré la charité et la paix - »

(23) HOLTZENDORF. — *Introduction au droit des gens*, 1889, p. 237 ; ROUARD DE CART : *L'arbitrage international dans le passé, le présent et l'avenir*. Paris, 1877, p. 12 : « Les fétiaux n'eurent jamais mission d'examiner les motifs des guerres, de s'ériger en juges et à plus forte raison de proposer des solutions pacifiques ».

meux fétiaux si l'on va au fond des choses ? De tout temps ils ne donnent qu'un simple avis, une consultation à titre d'experts, mais leur jugement n'a point de sanction. On en trouve la preuve dans de nombreux récits historiques. Par exemple, lors du siège de Clusium. Leur propre besogne est de disséminer les grandes injustices de l'Etat sous des formules solennelles ; ils ne sont que des instruments au moyen desquels on pratique des iniquités légales, selon l'énergique expression de Lactance (24).

Sur cette question nous devons distinguer les coutumes qui diffèrent avec chaque époque. Les fétiaux prirent une grande importance sous la royauté et aux premiers temps de la République, car à cette époque la religion et le droit se confondaient. On avait beaucoup de considération pour leurs avis, mais la République qui démolit l'édifice religieux fit perdre leur importance principale aux fétiaux. Les sénateurs furent chargés des négociations, et les fétiaux ne furent plus que des interprètes auprès du peuple romain (25). Rome en s'étendant perdit peu à peu les anciennes coutumes et la déclaration de guerre fut presque abandonnée (26). Le régime mili-

(24) M. REVON. — *Le Droit de la guerre sous la République romaine*, p. 54.

(25) MARQUARDT et MOMMSEN. — *Manuel des antiquités romaines*, t. VII, p. 377 et t. IV, p. 395 ; LAURENT : *Histoire de l'humanité*, t. VIII, p. 15.

(26) Déjà en l'an 146 av. J.-Ch., Tite-Live (42,57) nous montre les anciens partisans des formalités de la déclaration de guerre et leur jeune adversaire aux prises devant le Sénat à l'occasion de la 3^e guerre de Macédoine. Les sénateurs les plus

taire fit place au régime civil et le gouvernement de Rome perdit de son prestige. Les généraux et les magistrats dans les provinces éloignés avaient un pouvoir absolu de déclaration de guerre (27). Le plus souvent le peuple romain donnait son approbation à la guerre pour sauvegarder sa dignité.

Les fétiaux furent surtout une façade décorative et le Gouvernement romain se servait de leurs formules solennelles pour pallier ses torts.

Les Empereurs eux-mêmes, afin de ne pas blesser le peuple dans son amour-propre continuèrent les pratiques républicaines. Le Collège des fétiaux ne subsista plus guère que de nom. La déclaration de

âgés, ceux qui avaient conservé le souvenir des anciennes traditions disaient : « Ce n'est pas à des embûches et à des feintes que nos pères demandaient la victoire, ils ne comptaient que sur leur courage ; jamais ils ne faisaient la guerre sans l'avoir régulièrement déclarée ; toujours ils avertissaient l'ennemi de leur intention de combattre et du lieu où ils engageraient l'action ».

Toutefois, Waddington a rapporté d'Ephèse un document précieux qui nous montre les Ephésiens déclarant la guerre au roi Mithridate, après que celui-ci eût rompu violemment son alliance avec les Romains, et arrêtant toutes les mesures défensives ou offensives qu'entraînait cette déclaration. (Archéologie de Lebas, Waddington! Inscription 5^e partie, section 1^{re}, n^o 1362 ; EGGER : *Etudes historiques sur les traités publics chez les Grecs et les Romains*. Paris, 1866, p. 161).

(27) C'est ainsi que les généraux romains déclarèrent la guerre à Mithridate, 67 ans av. J.-Ch., sans y avoir été autorisé par le Sénat et le peuple romain. A l'occasion des troubles d'Afrique, les Romains proclamèrent César maître absolu de faire la guerre avec toutes les nations sans en référer ni au Sénat, ni au peuple.

guerre, l'ancienne « *belli indictio* » n'était plus qu'une parodie et l'Empereur accomplissait quelquefois lui-même les rites du droit fétial, pour donner satisfaction au peuple dans ses scrupules religieux, ou usa de stratagèmes qui prouvent bien que le droit fétial n'était plus qu'une vaine formule. Rome avait obligé un soldat étranger, déserteur de l'armée ennemie à acheter un terrain dans la cité, et sur ce terrain devenu fictivement sol ennemi, les fétiaux accomplissaient le simulacre de la déclaration de guerre en lançant un javelot contre une colonne (28).

Les fétiaux cependant subsistèrent jusqu'au quatrième siècle. Nous trouvons la dernière trace de leur vie dans Ammien. Leur titre d'*imperator* donnait aux empereurs le droit absolu de paix et de guerre (29). Cependant l'Empereur Stilichon, en l'an 394, rendit aux Sénateurs le droit de déclarer la guerre qu'ils avaient perdu depuis plusieurs siècles.

Le caractère romain présentait la réunion de toutes les vertus civiques la plus parfaite qu'on ait ren-

(28) OVIDE. — Fastes VI y fait allusion. V. dans Chéruel, tr. de Riche (Antony), dictionnaire des antiquités romaines et grecques. Paris, 1873, p. 268.

(29) AMMIEN (Marcel), XIX ; Dion Cassius L. quatre LXXI, 33 ; TRAVER-TWIS : *Le Droit des gens ou des nations*, t. II, 1889 ; PRADIER-FODÉRÉ : *Traité de droit international public américain et européen*. Paris, 1894, t. VI, § 2671 ; E. NVS : *Le Droit de la guerre et les précurseurs de Grotius*. Bruxelles, 1882, ch. II, sec. VI, p. 109 ; *Origines du droit international*. Bruxelles, 1894, ch. X, p. 179.

contrée jusqu'ici chez les peuples. L'amour que les Romains avaient pour la guerre n'était point seulement pour un intérêt politique ; c'était aussi pour eux l'occasion de déployer leur courage, d'acquérir de la gloire et de satisfaire leurs croyances religieuses. Nous trouvons la preuve de leur désintéressement dans la pompe qu'ils déployaient en déclarant la guerre et dans leur scrupule d'avertir l'ennemi avant toute hostilité.

La décadence de Rome se manifesta non seulement dans le gouvernement, non seulement aussi dans sa puissance, mais encore et surtout dans l'abaissement des caractères. Les Romains abandonnèrent peu à peu leur amour de la justice et de leurs croyances religieuses qui étaient le fondement de leurs magnifiques institutions fétiales.

Ils n'entreprirent plus la guerre que dans un but de lucre. Cela explique naturellement leur abandon de la coutume de la déclaration de guerre. C'est là un point essentiel, si nous voulons comparer les mobiles qui faisaient agir ces anciens romains et ceux qui gouvernent le monde aujourd'hui.

SECTION II

MOYEN AGE

Après la disparition du grand Empire romain et de ses merveilleuses institutions de justice, c'est en vain qu'on aurait cherché des vestiges de toute espèce de droit des gens.

A cette époque de guerres continues, la guerre était à l'état permanent, aucune forme de déclaration de guerre n'aurait pu être appliquée. A cette époque barbare il n'y avait de relation entre les hommes que par des luttes perpétuelles. Ces peuples à demi-sauvages ne reconnaissaient de droit que la violence ; la ruse était la seule ligne de conduite qu'ils se traçaient en face d'un adversaire. Cependant les Francs usaient d'une sommation envers l'ennemi avant d'en venir aux mains.

Ce ne fut que lorsque la féodalité prit plus de force qu'elle fit renaître cette coutume de déclarer la guerre avant d'attaquer l'ennemi. Cette coutume adoptée d'une manière générale est mise en pratique jusqu'au XII^e siècle.

Avant d'étudier l'histoire de la déclaration de guerre au moyen âge, il est utile d'exposer le véritable caractère des guerres de cette époque au point de vue de droit, de discuter si elles furent publiques ou privées. C'est là une question fondamentale sans laquelle nous ne pouvons discuter exactement.

Les notions d'après lesquelles la société moderne a fondé le droit de guerre, nous viennent principalement de l'antiquité romaine, du christianisme et de différents peuples de l'Europe.

1^o La règle qui attribue à l'autorité souveraine seule le droit de décider et de faire la guerre nous vient des Romains.

2^o Les principes d'humanité commencèrent à entrer dans les mœurs tant sous l'influence des idées philosophiques païennes que sous celle des préceptes chrétiens.

3° Les autres institutions furent la continuation et la transformation des anciennes coutumes des peuples au Moyen Age. En même temps, dans ce monde intelligible que la philosophie grecque oppose au monde sensible se manifestèrent des courants d'idées ; à côté de la notion qui faisait de la guerre une forme de politique, s'opposèrent d'autres idées annonçant la guerre comme une chose injuste et illícite.

Dans tous les pays où le pouvoir central put dominer, il s'assura un pouvoir de défense par des troupes soldées et s'attribua le droit absolu de guerre tout en réprimant complètement le prétendu droit de guerre privée ; cependant la guerre publique emprunta à celle-ci beaucoup de principes et de coutumes.

Le droit de guerre privée eut deux faces, l'une au point de vue pénal, l'autre au point de vue politique. Dans ces deux manifestations il eut pour base la vengeance du sang. Les restrictions ont rapport aux ennemis, l'application de la vengeance se borne au coupable ; elle se rapporte à des endroits, à des jours, à des périodes de l'année, à des catégories de personnes qui viennent protéger contre la vindicte la paix du pays ou la paix du roi.

Au commencement de la civilisation on ne saurait distinguer la querelle privée et la guerre publique ; les mêmes raisons qui suscitent la guerre publique peuvent causer aussi des luttes privées. L'une est une querelle entre nations, tandis que l'autre est un conflit entre tribus ; cependant celle-ci se conforme aux mêmes règles et aux mêmes usages.

Parmi les peuples du haut Nord, même lorsque

le pouvoir n'est pas centralisé, la guerre privée prend l'apparence d'une épreuve justicière. Dans certaines contrées où l'œuvre d'organisation fut instituée, la guerre privée devint un *duel judiciaire* qui s'accomplit devant les juges. Cette guerre fut presque toujours une épreuve appelée jugement de Dieu.

Partout ce furent les mêmes règles qui régirent la guerre privée et la guerre publique. Il était difficile de préciser la nature exacte de ces guerres, et les jurisconsultes sont indécis sur le point de savoir quelles dispositions prendre pour l'une plutôt que pour l'autre. La guerre particulière se déclare par faits ou par paroles. Elle se déclare par faits lorsqu'on commence la guerre par une attaque brusque ; dans cette circonstance, tous ceux qui sont présents doivent prendre part à la mêlée. Elle se déclare par paroles lorsqu'on menace l'ennemi et qu'on lui adresse un défi, c'est la *diffidatio* ; une double manifestation se produit aussi quelquefois dans la guerre publique.

La guerre particulière ne doit pas être faite pour n'importe quelle cause ; les publicistes se servent de l'argument de *cause légitime* et de la *guerre juste*.

Il existe une loi qui défend d'attaquer un adversaire avant un délai fixé. En Castille, il est interdit de porter atteinte à la sûreté mutuelle pendant neuf jours après le défi donné ; en Aragon le délai est de dix jours ; dans le saint Empire romain Germanique, il est de trois jours. Des publicistes essaient d'imposer un délai quand il s'agit de guerre publi-

que. Même certaines mesures accordant l'immunité à des catégories de personnes et interdisant toute hostilité à certaines époques s'étendirent de la guerre privée à la guerre publique.

Le moyen âge fut une époque de transition ; les guerres privées furent peu à peu abandonnées et remplacées par la guerre publique qui prit les règles et les coutumes de celles-ci. Nous allons étudier où furent prises ces coutumes de la guerre au moyen âge. A ce sujet, nous trouvons deux opinions contraires.

1° Certains publicistes voient dans les coutumes de la guerre romaine, l'origine de celles du moyen âge. Par exemple, le *jus fétil* était l'origine de la déclaration de guerre du moyen âge ; seulement le fétil lançant le javelot à la frontière fut remplacé par le héraut d'armes, messenger de paix ou de guerre. En faveur de cette opinion, nous citerons le témoignage de plusieurs historiens.

C'est ainsi, qu'au dire de Giovanini Villani, en 1284, les Pisans, à la veille d'entreprendre une guerre contre la république de Gênes, firent jeter dans le port de celle-ci, en signe d'hostilités, des flèches d'argent. Les cités italiennes envoyaient à l'ennemi le gant sanglant du combat (30).

Michelet nous apprend que pendant toute la période du moyen âge, il était d'usage en Transylvanie et chez les peuples voisins de présenter à son ennemi, en signe de provocation une épée ensan-

(30) MURATORI. — Antiquit. Dissert ; et, XXVI, t. II, p. 294 et 531.

glantée en souvenir de la *hasta sanguinea* lancée par le fétial romain sur le territoire ennemi au moment de la déclaration solennelle de la guerre (31).

Cependant les coutumes romaines ayant complètement disparu, avec la chute de l'Empire, il est peu probable que le héraut du moyen âge ait été la suite de l'institution des fétiaux.

2° D'autres auteurs (32) prétendent que la coutume de la guerre au temps médiéval n'était que la conséquence de l'esprit chevaleresque qui dominait à cette époque. Sur le principe de l'ouverture des hostilités, c'est cette courtoisie chevaleresque plutôt qu'un formalisme religieux qui défend de surprendre un adversaire. D'ailleurs la chevalerie fut importée d'Orient par l'invasion arabe (33). Les musulmans possédaient, à cette époque déjà, une civilisation avancée ; leurs idées comme leurs armes connurent des victoires brillantes. Ils apportèrent et imposèrent leur civilisation aux pays conquis. C'est à leur séjour dans le Midi de la Gaule qu'on attribua certaines coutumes guerrières, et entre autres, celle de déclaration de guerre préalable aux hostilités. Certains guerriers d'élite arabe étaient désignés d'un nom signifiant exactement « cheva-

(31) MICHELET. — Origines du droit français cherché dans les symboles et formules de droit universel, 1837, p. 288.

(32) CALVO. — *Le Droit international théorique et pratique*. Paris, 1887, t. IV, l. 2, sect. 1^{re}, § 1899, p. 41 ; PILLET : *Le Droit de la guerre*. Paris, 1892, t. 1^{er}, p. 81.

(33) FAURIEL. — *Histoire de la poésie provençale*. Leipzig, 1847, t. III, ch. XLI, p. p. 319 et 321 ; LAURENT : *Histoire de l'humanité*, t. V, p. 456.

lier ». Les vertus de courtoisie, de dévouement et de générosité que déployaient les chevaliers chrétiens furent inspirées par les principes musulmans. En effet, les chrétiens ne pouvaient ignorer l'existence d'un ordre militaire organisé contre eux et dont ils pouvaient apprécier la valeur, ainsi que l'envoi des cartels précédant les combats singuliers.

Deux éléments paraissant opposés, la force et le droit furent réglés par les procédures judiciaires. Les batailles eurent leur jurisprudence, la guerre eut ses lois. Comme nous l'avons cité, la guerre était une épreuve, un duel, et il était nécessaire pour qu'elle fût juste, que l'on n'usât que de procédés loyaux, ce qui fit qu'avec la féodalité s'introduisit la coutume d'avertir formellement l'adversaire avant l'ouverture des hostilités. Cette pratique devint générale à partir du XII^e siècle et se maintint jusqu'au XIII^e siècle (34).

La forme de ces sortes de déclarations a beaucoup

(34) C'est ainsi qu'en 1128, Alphonse VII de Castille défendit aux Hidalgos de commencer les hostilités sans avoir, neuf jours auparavant, envoyé un défi et signifié la rupture de la paix. En 1187, l'empereur Frédéric Barberousse, dans une constitution donnée à Nuremberg, avait établi la paix de l'Empire (Land-Fried) en vertu de laquelle les princes allemands ne pouvaient se faire une guerre légitime qu'en se prévenant trois jours à l'avance. Plus tard, en 1356, on retrouve cette règle maintenue et précisée dans la Bulle d'or de l'Empereur Charles IV. Il recommandait à ses sujets de ne point commencer la guerre avant que d'avoir prévenu l'adversaire trois jours d'avance, au lieu de sa résidence habituelle, et en présence de témoins dignes de foi, de son intention de marcher contre lui (TRAVER-TWISS : *Le Droit des gens ou des nations*, t. II, p. 56).

de ressemblance avec les ultimatum dont on fit un si grand usage au XIX^e siècle. On les nommait alors cartels et ils faisaient connaître à l'adversaire les motifs de ses griefs et fixaient une date après l'expiration de laquelle devaient être engagées les hostilités si on n'obtenait pas satisfaction. Le sceau royal y était apposé et les hérauts les remettaient au prince avec qui on devait engager la lutte, en prononçant la formule consacrée : « Dieu ayde le noble roi et confonde ses ennemis ». Il était d'usage dans toute l'Europe, que chaque souverain ait un héraut ou roi d'armes, car l'envoi d'une lettre de défi était obligatoire et le fait de manquer à cette coutume était considéré comme une trahison.

Ces hérauts étaient recrutés en Angleterre dans l'ordre de la Jarretière. En France, les plus grands seigneurs étaient revêtus de cette haute mission (35).

Pendant les croisades, cette règle fut rigoureusement observée par la chevalerie chrétienne. Lors de l'arrivée de Saint Louis à l'île de Chypre, en 1428, il envoya défier le sultan qui régnait en ce pays, considérant que la religion et l'honneur ne permettaient pas d'attaquer un ennemi à l'improviste (36).

(35) C'est ainsi que la déclaration de guerre de Charles V fut remise au roi d'Angleterre par un valet du roi de France ; Edouard III exprima sa surprise qu'un messenger de si basse classe fut le porteur d'une pareille lettre et il fit observer qu'elle aurait dû lui être envoyée par un prélat, un vaillant baron ou un chevalier. (FROISSART, *Chroniques*, l. 1^{er} partie II, ch. 262).

(36) GARNIER. — *Histoire de France depuis l'établissement de la monarchie jusqu'à Louis XIV*, t. IV ; Velly : *Louis V^{rr}*

L'évêque de Lincoln avait remis au roi de France les lettres de défi du roi d'Angleterre avant de commencer la guerre de Cent Ans (37).

L'Angleterre elle-même se conforma à la règle de

et Louis IX. Paris, 1764, p. 403 ; VALLON : *Saint-Louis*. Tours, 1878, ch. VIII, p. 135 ; Le Tasse Chant de

(37) De FLASSAN. — *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, t. 1^{er}, p. 151. En 1339, le roi Edouard III envoya au roi de France un héraut pour demander et accepter le jour de la bataille ; en 1347, Philippe VI fit demander à Edouard IV le jour et le lieu de la bataille devant Calais assiégé ; en 1380, les Anglais arrivaient à Troyes, envoyèrent deux hérauts défier le duc de cette ville. Des défis de conflits singuliers furent envoyés par François I^{er} à Charles Quint, par Edouard III à Philippe de Valois, et en 1383, le roi d'Aragon proposa à Charles d'Anjou de vider leur querelle au sujet de la Sicilie par un combat auquel chacun des deux adversaires amènerait une troupe de cent chevaliers. En 1467, le duc de Bourgogne envoya aux Liégeois des hérauts tenant une épée nue et une torche allumée pour les avertir de ses intentions belliqueuses : ceux-ci signifiait guerre de feu et de sang. Ce fut aussi par une lettre de défi écrite en un si beau langage qu'elle n'émanait pas d'une main anglaise, et qui fut remise par le roi d'armes de l'Ordre de la Jarretière, qu'en 1475, Edouard IV avertit Louis X de son intention de lui déclarer la guerre s'il ne consentait à lui restituer le royaume de France qui lui appartenait. En 1509, Montjoie, premier roi d'armes de France, dénonça la guerre au doge Loredano, au Sénat de Venise, au nom de Louis XII : « Cérémonie religieuse observée en ce temps-là dont la guerre se faisant sans surprise et étant dans la franchise, avait aussi plus de gloire ». Le roi d'armes dressa procès-verbal de sa déclaration et de la réponse du doge. La célèbre rivalité de François I^{er} et de Charles Quint fut la cause de l'envoi de plusieurs défis : Le héraut de Guyenne fut chargé par François I^{er} à Charles V, à Burgos, pour le défier ; il donna lecture du cartel conçu ainsi : « Savoir faisons, que nous avons déclaré ledit Empereur, ses adhérents et tenant son parti, ensemble et

déclarer la guerre avant d'ouvrir les hostilités (38).

La fin du Moyen Age marque aussi la décadence de la féodalité ; le pouvoir politique se centralisa ; les petits souverains disparurent et avec eux les guerres privées. Ce fut le point de départ d'une transformation complète de la société. Peu à peu le roi s'érigea en souverain absolu, les chevaliers abandonnaient leurs coutumes qui n'avaient plus de raisons d'être. Les nations en formation continuèrent cependant à suivre les traditions du passé tant que les nouvelles conditions d'existence obligèrent les

sujets, pays patrimoniaux, ennemis de nous, et en ce faisant, permettons et donnons congé à tous nos gens d'armes, contre les dessusdits en guerre par mer et par terre ». Le 12 juillet 1542, le roi étant à Ligny, lança contre l'Empereur le « cri de guerre » qui fut publié dans tout le royaume à son de trompes. A tous ces points, ENGUERRAND DE MONSTRELET, *Chroniques*, t. III, p. 158 ; Philippe de COMMINES : *Mémoires*, t. IV, ch. IV ; NYS : *Articles sur la déclaration de guerre dans R. de D. J. et Lég. Comp.*, t. VII, 1905, p. 530 ; Marc de VULSON DE LA COLOMBIÈRE : *De l'Office des roys d'armes, des hérauts et des poursuivants*. Paris, 1645, p. 25 ; LAVISSE : *Histoire de France*, t. VII, p. 57.

(38) C'est ainsi que Marie Tudor, reine d'Angleterre, sous l'inspiration de son époux Philippe II, envoya son roi d'armes, Charentieux, porter un défi à Reims au roi de France qui s'y trouvait alors, et lui déclara la guerre le 7 juin 1557. Le même jour, le roi d'armes de l'Ordre de la Jarretièrè proclamait la guerre ouverte à son de trompettes, dans Londres, aux endroits où pareille proclamation avait coutume d'être faite. Cette relation d'un avertissement de guerre à l'étranger et aux sujets à l'intérieur du pays, par des hérauts, fait supposer que cette règle servait à prévenir les ennemis et les sujets du pays agresseur. A ces points, V. TRAVER-TWISS : *Le Droit des gens des nations*, t. II, p. 57.

Etats à suivre d'autres principes en rapport avec les progrès déjà accomplis. Les Puissances se tenaient en suspicion comme le faisaient les seigneurs entre eux, avec cette différence que chaque seigneur combattait pour l'honneur et la justice tandis que les rois ne guerroyaient que dans le but de s'accaparer les biens ou les Etats d'autrui. Les peuples alors comprirent qu'avec de nouvelles conditions sociales on devait prendre aussi de nouvelles idées.

Le Droit international fut paralysé depuis le XV^e siècle jusqu'au milieu du XVII^e siècle par une diplomatie égoïste et fourbe. Les traités sont violés ou modifiés, l'intérêt personnel du souverain seul accapare la première place sans souci de l'Etat lui-même. Cette diplomatie s'inspira des principes de Machiavel. Ce politicien préconisait les théories pratiques, mettant l'intérêt individuel avant la loyauté. Les souverains s'inspirèrent des idées mises en honneur dans le « Prince » (1515) pour justifier leur conduite souvent injuste, et leur abandon des idées généreuses des chevaliers. L'influence de ces théories fut grande et déplorable : elles mirent en honneur *la fin justifiant les moyens*.

Les coutumes de la déclaration de guerre solennelle avant les hostilités furent modifiées ; dès le seizième siècle les hérauts perdirent beaucoup de leur importance ; ils ne furent plus qu'une parade solennelle. D'un autre côté, l'imprimerie qui avait fait de grands progrès fit naître l'apparition du manifeste de guerre dont les premiers exemples avaient paru dès le quatorzième siècle. Cette nou-

velle coutume remplaça peu à peu les formalités médiévales (39).

Le moyen âge fut une époque de transition et quoique l'étude de son histoire ne se rapporte pas directement à notre sujet, il est utile pour expliquer, surtout au point de vue du droit, les pratiques internationales modernes, d'exposer les principes de la déclaration de guerre usitée à cette époque.

SECTION III

LES TEMPS MODERNES

Avant d'entrer dans l'étude de la déclaration de guerre, aux temps modernes, il est indispensable de

(39) C'est ainsi que le 2 juin 1557, l'Angleterre déclara la guerre à la France énumérant dans la note les griefs qui déterminaient le roi et la reine à faire la guerre. En 1562, l'Espagne envoya à la reine d'Angleterre une déclaration de guerre contenant les motifs qui avait amené cette résolution. Le 17 janvier 1595, Henri IV déclara la guerre à l'Espagne par un manifeste auquel Philippe II répondit par un contre-manifeste le 7 mars. D'ailleurs, Henri IV rêvant de pacifier les peuples observa les règles de la bonne foi dans les déclarations de guerre. Il usa donc toujours de moyens loyaux dans ses écrits et ses actes de guerre. Le 11 août 1600, il lança une deuxième fois un manifeste contre le duc de Savoie au sujet du Marquisat de Saluce. Le lendemain, Biron entra en Bresse et Lesdiguières en Savoie. Biron prévint même le gouverneur de Bourg-en-Bresse de ses prochaines attaques, mais le 3^e août ses officiers l'ayant entraîné, prirent la ville d'assaut et emportèrent la place avant le temps fixé ; deux jours s'étaient néanmoins écoulés depuis la déclaration.

connaître comment les notions de guerre furent changées.

1° A partir du XVI^e siècle, la notion de la guerre dépendit toujours de la souveraineté ; seul le monarque ou un peuple ne reconnaissant point de supérieur pouvait la faire.

2° On examinait autrefois les causes d'une guerre et les motifs capables de la justifier soit au point de vue de droit, soit au point de vue moral. Cependant, l'examen du problème de la guerre légitime fut abandonné comme dépassant le champ d'étude du droit des gens ; ceux-ci furent bien posés, mais ils ne furent plus résolus au point de vue juridique. La science du droit international constata seulement le fait de la guerre.

3° Le changement de la notion de la guerre fut très grand, surtout au point de vue de l'organisation militaire.

La féodalité n'avait que de petites armées temporaires, sans lien sérieux, dans lequel le service militaire était dû pour peu de temps. L'enrôlement salarié constitua d'abord un péril en donnant lieu à la formation d'une bande d'aventuriers, mais on arriva à former des troupes régulières et permanentes qui fournirent aux gouvernements l'instrument au moyen duquel ils firent la guerre et qui eut une grande influence sur les règles juridiques.

La moralité des soldats mercenaires était généralement déplorable. Ils ne connaissaient point de nobles sentiments, ni l'amour de la patrie libre, ni la propagande d'une idée généreuse ; ils ne se préoccupaient de la victoire du pays qu'ils servaient

que parce que c'était pour eux l'occasion de piller et de s'accaparer le butin des vaincus. Toutes les anciennes théories du droit de la guerre ont ainsi subi l'influence du milieu historique.

La Révolution française fut la cause d'un changement complet, elle donna l'essor au patriotisme, elle prépara le système militaire moderne, c'est-à-dire le service obligatoire. Ce fut alors que les troupes furent formées non plus d'ignorants et de pillards, mais de patriotes susceptibles de nobles sentiments. Cela constituait une garantie supérieure pour les préceptes humanitaires et pour la discipline, mieux que la crainte d'un châtement juridique.

4° La guerre devint ainsi une compétition économique. D'un côté, l'Etat moderne était obligé, pour faire la guerre, de dépenser d'immenses ressources pécuniaires ; d'un autre côté, la guerre devint un moyen d'acquérir des avantages économiques, par exemple, l'acquisition de vastes marchés commerciaux, la conquête d'un pays riche, etc... Il est très intéressant de constater ce curieux contraste : autrefois la guerre était un but d'ambition, de gloire pour le chef d'Etat, et pour les soldats un moyen d'existence ; aujourd'hui le Gouvernement fait la guerre dans un but économique pour la nation, et les soldats se battent par patriotisme.

Ce changement est très important pour expliquer la modification de la pratique de l'ouverture des hostilités aux temps modernes.

§ 1

Le XVII^e siècle

Ce siècle peut être divisé en deux périodes : pendant la première moitié on fit précéder la guerre d'une déclaration préalable (40), tandis que dans

(40) En 1634, le roi de France déclara la guerre à l'Espagne par un manifeste daté du 11 octobre. Et Louis XIII et Richelieu voulant engager la France dans la guerre d'une façon irrémédiable, entourèrent cette déclaration de tous les appareils solennels usités au siècle précédent. Ils expédièrent à Bruxelles un héraut d'armes d'Alençon, accompagné d'un trompette afin de défier le cordial Infant d'Espagne, gouverneur des Pays-Bas. (*Archives du ministère des affaires étrangères*, fond Espagne 1600-1629 ; *documents historiques*, titre XXVII, p. 333). Le 26 mai 1635, le héraut ayant demandé audience du cordial Infant et ne l'ayant pas obtenue, il jeta aux pieds des hérauts du pays qui l'avaient reçu une copie de la déclaration. Il s'éloigna, et puis arrivé au dernier village de la frontière, il planta à terre un poteau portant aussi une copie de la déclaration. (René Bazin. *Histoire de France sous Louis XIII*. Paris, 1838, t. II, p. 384 ; Marius TAUPIN : *Louis XIII et Richelieu*. Paris, 1876, p. 223 ; VOLTAIRE : *Le Siècle de Louis XIV*, ch. XI). Il rendit compte de sa mission au roi, qui fit publier dans toutes ses provinces et enregistrer dans tous les Parlements le 18 juin, la déclaration des causes de la guerre. Ce manifeste comprend 160 pages et donne des raisons détaillées. (*Archives du ministère des affaires étrangères*, fond d'Espagne. 1634-1642 ; *Documents historiques*, t. V, 243, p. 150 ; C. RÉAL DE CUIABN : *La Science du gouvernement*. Paris, 1764, t. V, p. 496). D'ailleurs, les Français avaient été déjà vainqueurs à Avein et l'Espagne répondit par un contre-manifeste : ainsi les deux nations essayèrent d'imputer à son adversaire le premier mouve-

la seconde moitié de ce siècle on fit la guerre sans avertissement. Si on cherche la cause de l'abandon des traditions du moyen âge, on la trouve dans l'importance que prirent à cette époque les guerres maritimes. L'Angleterre ambitionnait de dominer l'Univers commercial et maritime. A la fin du XVII^e siècle elle possédait déjà la plus puissante marine de l'Europe, mais non contente de cela, elle voulait encore prendre aux autres puissances les possessions coloniales qu'elles avaient acquises.

La France, entre autres, possédait des colonies importantes. Les Antilles, Bourbon, Maurice prospéraient beaucoup ainsi que la Louisiane et le Canada. Dupleix voulait créer le noyau d'un grand Empire dans les Indes françaises. Le gouvernement anglais, envieux de ces possessions rêva de s'en emparer. Mais il fallait pour cela réduire la marine française à l'impuissance et l'empêcher de mettre obstacle à ses conquêtes. Dans une guerre terrestre, une attaque à l'improviste quoique d'un grand dommage pour les armées attaquées, ne décide pas de la victoire de la campagne, tandis que sur mer, rien n'est plus désastreux pour une armée de marine que

ment hostile. (Bazin, *Histoire de France sous Louis XIII*, t. III, p. 385). Le 27 mai 1636, la Franche-Comté ayant violé le traité de neutralité, Louis XIII fit dresser une déclaration contenant ces griefs contre les Comtois (Bazin, *Histoire de France sous Louis XIII*, t. III, p. 431). En 1645, Olivier Cromwell publia avec l'assentiment de son conseil un manifeste contre l'Espagne, motivé par les cruautés de ceux-ci aux Indes. (*Archives du ministère des affaires étrangères*, fond d'Angleterre, VII, p. 112).

d'être attaquée par surprise par une flotte nombreuse ; les navires sont sans défense, il leur est difficile de s'armer ainsi pour la lutte à l'improviste. La Grande-Bretagne cependant n'hésita pas à procéder ainsi. Elle détruisit les escadres françaises par des attaques sans aucun avertissement ni cause capables de les justifier, ayant toujours un prétexte à fournir pour excuser sa conduite. Lorsque la marine française eut ainsi perdu sa puissance, elle envahit ses colonies. D'ailleurs elle suivit toujours la même ligne de conduite envers les autres nations (41).

(41) En 1652, lors de la guerre entre Cromwell et la Hollande, l'Angleterre publia un manifeste après que des navires anglais eurent saisi en pleine paix des navires hollandais. En 1666, Guillaume d'Orange, ayant refusé la médiation de Louis XIV pour régler les différends entre la Hollande et la Grande-Bretagne, le grand roi lui déclara la guerre après que des actes d'hostilités se furent produits. (En 1662, les troupes françaises envahirent les Pays-Bas au mois de mai et Louis XIV publia son manifeste le 28 août. En 1672, Louis XVI déclara la guerre aux Etats généraux des Provinces unies : le même jour, Charles II d'Angleterre publia un manifeste contre les Hollandais, mais déjà 15 jours auparavant il avait fait saisir une escadre hollandaise. (ANQUETIL : *Motifs des guerres et des traités de paix de la France pendant les règnes de Louis XIV, XV et XVI*. Paris, an VI, p. 156). En 1670, le roi de Danemark attaqua le roi de Suède. Louis XIV allié de ce dernier annonça par une déclaration signée le 28 août, à Versailles, qu'il avait résolu de faire la guerre au roi de Danemark. En juin 1678, les Espagnols ayant attaqué Charleroi, le roi de Suède soumit la question de la déclaration de guerre au Sénat. En mai 1684, Louis XIV déclara la guerre aux Génois et ordonna d'arrêter leurs bâtiments et de les confisquer avec leurs marchandises. En 1688, Louis XIV publia une série de déclarations de guerre

§ II

Le XVIII^e siècle

Si le XVII^e siècle fut remarquable par l'apparition de la guerre maritime, le XVIII^e marque le commencement de la guerre commerciale. Cette évolution permet de comprendre l'abandon des anciennes coutume ayant trait à la déclaration de guerre. La guerre eut lieu pour des raisons économiques ; les avantages commerciaux en étaient le but. Les rois

pour prévenir l'attaque de la ligne d'Augsbourg ; le 24 septembre il signa à Versailles un manifeste de guerre contre Léopold, empereur d'Autriche, qui répondit par un contre-manifeste le 18 octobre ; le 16 novembre, il déclara la guerre aux Provinces Unies ; enfin, le 13 avril, il déclara la guerre au roi d'Espagne qui répondit par un manifeste du 3 mai 1689. A son tour, Guillaume III d'Angleterre déclara la guerre à Louis XIV, qui répondit par un manifeste du 25 juin 1689. Louis XIV publia toujours des manifestes de guerre et généralement préalable aux hostilités. Dans un seul cas, la guerre fut déclarée par la simple rupture des relations diplomatiques. En 1673, Léopold I^{er} ordonna à l'ambassadeur de France de quitter son poste et les armées entrèrent aussitôt en campagne. En 1692, l'Angleterre publia bien un manifeste rétroactif, mais ce n'était que pour légitimer sa conduite envers les états généraux des Pays-Bas.

La publication de ce manifeste indique la naissance d'une nouvelle puissance : l'opinion publique. Les souverains songeaient moins à avertir un adversaire qu'à se justifier aux yeux des nations neutres, et les aviser du nouvel état de choses produit par la guerre dont les conséquences sont devenues générales.

ne luttèrent plus pour la gloire ni le plaisir de batailler, mais pour agrandir leurs marchés commerciaux, leur domination aux colonies et leur puissance aux dépens de leurs rivaux. On ne fit plus la guerre pour obtenir justice, mais elle fut considérée légitime dès que le besoin pratique la conseilla.

Les Etats égoïstes, qui déjà contrairement aux anciennes coutumes n'avertissaient plus l'adversaire avant les hostilités, ne se contentaient pas d'attaquer les navires de guerre par surprise : ils capturaient encore les bateaux marchands et confisquaient leurs cargaisons sans que la paix fût rompue par un acte quelconque. Leur but était de faire le plus de mal possible à leur adversaire.

Les guerres par surprise devinrent la règle générale. D'après le colonel Maurice, dans son rapport officiel au gouvernement anglais : « Hostilities without déclaration of war », en 1883, quarante-sept guerres éclatèrent de 1700 à 1799. Cet état de choses fut déplorable au point de vue des relations internationales, car si l'attaque improvisée favorise l'intérêt particulariste, il arrête le développement de la sociabilité des nations. Le progrès du droit international se résume dans la conciliation plus ou moins complète de la tendance particulariste et de la tendance cosmopolite également indispensables. Cependant le droit international n'est point une théorie abstraite, mais bien une règle établie d'après les faits. Or, à cette époque deux éléments différents : la guerre maritime et la guerre commerciale obligèrent les Etats à rejeter les pratiques solennelles de la déclaration de guerre. Tant que ces élé-

ments dureront, il sera impossible de réaliser la parfaite application idéale de la déclaration préalable aux hostilités.

Nous trouvons bien, dans le courant du XVIII^e siècle des exemples de manifestes, mais ce ne furent que des simulacres de déclarations plus destinés à justifier la conduite d'un pays agresseur qu'à prévenir un adversaire. Dépourvus de leur principal caractère, vestiges d'un mode passé, ils n'avaient plus qu'une valeur indirecte puisqu'ils étaient publiés après le début des hostilités (42).

(42) Traçons maintenant la conduite des Puissances avant l'ouverture des principales guerres 1700 à 1750. Au mois de mai 1702, l'Empereur de Prusse, le roi d'Angleterre et les Provinces Unies se liguèrent et déclarèrent la guerre à la France. La déclaration de guerre fut publiée en Hollande et les passeport furent remis au chargé des affaires du roi auprès de la République afin qu'il se retirât du pays, Louis XIV comprit les trois Etats dans une seule déclaration du 2 juillet 1702. Voici le texte de la déclaration de Louis XIV : « L'Europe entière est témoin de la modération de Sa Majesté, qu'elle a vu attaquer des places, prendre des postes avantageux, arrêter des convois, faire des prisonniers, avant qu'il y ait aucune déclaration de guerre, dans le temps que Sa Majesté faisait agir ses ambassadeurs et envoyait pour conserver la paix ». (*Archives du ministère des affaires étrangères*, fond Angleterre, 1701-1713). L'ordonnance du roi, après avoir expliqué les motifs qui le déterminaient à déclarer la guerre, ajouta ce qui suit : « A cet effet, Sa Majesté a résolu d'employer ses forces tant de terre que de mer, soutenu de la protection divine qu'elle emploie pour la justice de sa cause, de déclarer la guerre à l'Empereur, à l'Angleterre, aux Etats généraux et aux Princes leurs alliés, ordonne et enjoint Sa Majesté à tous ses sujets vassaux et serviteurs, de courir sus aux sujets de l'Empereur, aux Anglais, Hollandais et sujets de leurs alliés et a défendu et défend

Dans la seconde moitié de ce siècle, l'Angleterre ne cessa d'attaquer de la façon la plus odieuse, les flottes étrangères. Lord Chatlam prononça, devant la Chambre des Pairs les paroles suivantes : « Point de paix que la France signe la destruction de sa marine..., l'Angleterre doit se réserver la souverai-

très expressément d'avoir ci-après avec eux aucune communication, commerce ni intelligence à peine de la vie ; en conséquence, Sa Majesté a révoqué et révoque toutes permissions, passe-ports, sauvegardes et sauf-conduit qui pourraient avoir esté accordés par Elle ou par ses lieutenants généraux et d'autres officiers contraire à la présente, et les déclare nuls et de nul effet et de valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard, etc... » (*Mémoires et documents*, XVII, XV, p. 41 et suiv.). Une formule semblable était employée dans tous les manifestes de guerre. Cette guerre fut motivée par la capture de vaisseaux en temps de paix. Depuis longtemps les bâtiments français souffraient des attaques improvisées des Anglais, plusieurs même avait été capturés. L'ambassadeur français à Londres sollicita longtemps en vain. Le 4 décembre 1703, à la suite de la publication du manifeste du duc de Savoie, Louis XIV signa une ordonnance portant déclaration de guerre contre lui. Mais c'était après l'ouverture des hostilités, car le duc de Vendôme avait déjà désarmé le 29 septembre les troupes sardes. En 1717, l'Espagne conseillée par son premier ministre, Albéroni attaqua la Sicile sans aucune déclaration. Le 11 août 1718, l'amiral anglais Byng, détruisit brusquement une flotte espagnole en pleine paix. En 1726, la prise de Gibraltar ne fut précédée d'aucune déclaration préalable. En 1738, dans la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, il ne fut publié de déclaration de guerre que plusieurs mois après l'ouverture des hostilités. En 1740, la Silésie fut envahie par Frédéric II qui n'avait d'autre droit à invoquer que celui qu'il tenait de ses troupes prêtes à agir et de son épargne bien garnie. En 1743, la France prit part à la guerre de la succession d'Autriche, Louis XV ne rappelle pas ses ambassadeurs accrédités à la cour de Vienne et de Londres que plusieurs mois après la bataille de Dettingen.

neté exclusive de l'Océan ; il ne doit pas se tirer un seul coup de canon sur les mers sans la permission de la Grande-Bretagne ». Ces paroles prouvent bien les dispositions de l'Angleterre. D'ailleurs, elle captura en 1755 à l'improviste, plus de quatre cents vaisseaux marchands français en pleine paix (43).

(43) En 1756, la guerre de sept ans commença et ce ne fut qu'une longue suite de violations perpétuelles au droit maritime international. En juin 1755, l'amiral anglais Boscawen surprit et détruisit près de Terre-Neuve deux navires français et 250 navires de commerce furent pris par des corsaires anglais. Ce fut un véritable guet-apens fait pour détruire la marine française. Cependant le gouvernement anglais avait assuré le duc de Milpox, ambassadeur de France, de ses bonnes intentions. Le 21 décembre, le roi de France protesta en vain contre les agissements de l'Angleterre et demanda la restitution des navires capturés. Devant l'indignation de l'Europe, de tels procédés, la Chambre des Communes déclara ses prises illégitimes, mais le gouvernement anglais se garda de rien restituer. La guerre ne fut déclarée qu'une année après l'odieuse agression de l'Angleterre. En 1761, dans les tentatives de paix entre les cours de Londres et de Versailles, la France réclama la restitution des prises opérées au mépris du droit international. Mais Pitt répondit que cette demande était inadmissible, prétendant que le plein droit des opérations hostiles de la guerre ne résulte pas d'une déclaration formelle de guerre, mais des hostilités dont l'agresseur a usé en premier lieu. La même année, Frédéric II envahissait à l'improviste la Saxe et la Bohême. A la liste des guerres qui furent ouvertes par des hostilités à la fin du XVIII^e siècle, nous ajouterons les exemples suivants : En 1762, la France et l'Espagne envahirent le Portugal. Cependant Charles III d'Espagne ne proclama sa déclaration de guerre qu'après l'invasion.

Le 17 juin 1778, l'amiral anglais Keppel, attaqua inopinément près des côtes de France, cinq frégates françaises sur les ordres de son gouvernement. Pour excuser cette conduite in-

Si l'Angleterre fit souvent des guerres ex-abrupto, c'est que ce fut surtout des guerres *commerciales, coloniales, maritimes* qu'elle entreprit. Il est difficile de faire précéder les hostilités en mer d'une

justifiable, l'Angleterre prétendit qu'elle considérait comme une véritable déclaration de guerre la note remise par le marquis de Noailles au cabinet de saint James. Cette note mentionnait le traité d'amitié et de commerce signé à Paris, le 6 février de la même année, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique. Il est à remarquer qu'elle se terminait ainsi : « Sa Majesté (le roi de France) étant résolu de cultiver la bonne intelligence subsistante entre la France et l'Angleterre par tous les moyens compatibles avec sa dignité et le bien de ses sujets ». Quoiqu'en prétendent les publicistes anglais toujours prêts à justifier la conduite de leur pays, ce traité d'alliance entre la France et les Etats-Unis ne fut qu'une excuse trouvée après que la France prouvât d'ailleurs dans un mémoire que le traité conclu avec le congrès ne signifiait nullement une rupture avec le cabinet de saint James. La Grande-Bretagne publia bien des manifestes expliquant ses griefs, mais elle ne le fit qu'en 1779. Il est dit dans ces notes que l'alliance entre la France et les Etats-Unis (les colonies révoltées) est un motif suffisant à la guerre. La déclaration du marquis de Noailles du 13 mars 1778 qui dénonçait à l'Angleterre ce traité d'alliance fut le signal de l'infraction publique de la paix, tout en émettant d'ailleurs des théories absolument opposées à ses procédés perfides : « Les déclarations de guerre sont faites pour éviter la trahison et la surprise, mais les cérémonies qui annoncent ce changement terrible de la paix à la guerre, les hérauts, les proclamations, les manifestes, ne sont jamais nécessaires et ne sont pas toujours les mêmes ». (V. à tous ces points. *Archives du Ministère des affaires étrangères*, fond Etats-Unis 1767-1795 ; *Mémoires et documents* II, p. 134 ; ORTELAN : *Règle internationale et diplomatie de la mer*. Paris, 1864, t. II, p. 23 ; de CUSSI : *Phases et causes célèbres du droit maritime des nations*. Leipzig, 1856, t. 1^{er}, p. 197 ; de MARTENS : *Causes célèbres du droit des gens*. Leipzig, 1859, t. III, cause II, p. p. 197-221). Les choses en

déclaration préalable et d'en aviser les navires se trouvant isolés en pleine mer (la télégraphie sans fil facilite de nos jours cet avertissement).

La guerre *commerciale* n'a pour but que l'intérêt individuel de son pays ; la conduite héroïque et chevaleresque importe peu. Empêcher le commerce ennemi dans l'intérêt de la prospérité du sien, seul est essentiel.

La guerre *coloniale* a généralement pour théâtre un lieu éloigné de la Métropole. La difficulté des communications faisait qu'autrefois le Pouvoir central n'avait point le temps de faire parvenir ses ordres aux troupes coloniales avant que celles-ci n'aient déjà engagé les hostilités.

Nous trouvons le principal motif de ces façons d'agir qui gouvernaient la France et l'Angleterre dans les traits saillants des différents caractères anglais et français. Les uns avant tout voyaient le côté pratique des choses, l'avantage personnel du lucre ; les autres au contraire encore imbus de sentimentalité chevaleresque, ne voyaient que la justice et l'honneur dans une guerre.

Lorsque les Anglais cherchent l'intérêt économique, toutes leurs actions sont dirigées dans ce but. Tandis que les Français plus préoccupés de la noblesse de leurs principes philosophiques dirigeaient leur conduite d'après l'honneur et respectaient avant leur avantage personnel le droit des gens.

arrivèrent à un tel point que nul ne pouvait naviguer sans une permission de l'amiral britannique et que tout le commerce même ennemi se faisait par les navires anglais.

Par conséquent, dans la pratique de la guerre, comme l'intérêt est généralement d'attaquer un adversaire à l'improviste, les Anglais suivirent toujours cette ligne de conduite.

Vers la fin du XVIII^e siècle, l'Europe fatiguée des agressions à l'improviste de l'Angleterre donna jour à de nouvelles idées et voulut s'unir pour l'arrêter dans ses procédés. En effet, sur 47 guerres qui éclatèrent à cette époque, on n'en compte guère que quatre ou cinq qui furent précédées de déclaration : l'Angleterre elle-même, le cas est trop rare pour qu'on le passe sous silence, déclara formellement la guerre à l'Espagne le 2 janvier 1762. En 1780, Vergennes, ministre de Louis XVI profitant de l'indignation générale parvint à faire liguier la Hollande, le Danemark, la Suède, la Prusse et deux ans après la Russie s'associant à la ligue, compléta l'isolement de la Grande-Bretagne.

Cette ligue ne dura malheureusement pas autant qu'on l'eut souhaité ; elle fut bientôt dissoute. Mais les idées qui avaient présidé à sa formation étant demeurées, le Danemark, la Russie, la Suède formèrent en 1800 une nouvelle « *ligue de neutralité armée* ».

Nous ajouterons à la liste des guerres du XVIII^e siècle en Europe, l'histoire des guerres de la Révolution.

Ces guerres furent toujours précédées d'une déclaration préalable aux hostilités. Si nous cherchons la cause de ces procédés, nous la trouvons dans trois éléments principaux : 1^o la guerre terrestre ; 2^o la guerre pour le maintien d'un principe politique ;

3° la guerre métropolitaine. Les guerres maritimes coloniales, commerciales ayant disparu de cette époque, elles entraînèrent avec elles le principe d'ouvrir la guerre par des hostilités.

Les Assemblées délibéraient sur la question, votaient le décret portant la déclaration de guerre et le pouvoir exécutif le communiquait à l'ennemi lorsque les relations diplomatiques n'étaient pas rompues. Si les ambassadeurs avaient déjà quitté leur poste, un agent spécial était chargé de remettre la note de rupture entre les deux nations (44).

(44) Le 20 avril 1792, Louis XVI se rendit à l'Assemblée nationale constituante. Dumouriez, ministre des affaires étrangères, exposa les griefs que la France avait contre la maison d'Autriche et conclut à la guerre. Louis XVI prit la parole en ces termes : « J'avais dû préalablement épuiser tous les moyens de maintenir la paix. Je viens aujourd'hui, suivant la Constitution, proposer à l'Assemblée nationale la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême ». Après une longue discussion, la guerre fut votée à l'unanimité moins sept voix. (*Archives du ministère des affaires étrangères*, fond d'Autriche, 1788 à 1835 ; *Mémoires et documents* 46, p. 90). Le 10 août 1792, l'Angleterre ayant retiré son ambassadeur de Paris et à la nouvelle de l'exécution de Louis XVI, l'ambassadeur de France à Londres reçut l'ordre de quitter le royaume britannique dans les huit jours. Le 1^{er} février, après un rapport de Brissot, la Convention nationale vota à l'unanimité un décret portant que la France est en guerre avec l'Angleterre et la Hollande. (V. SOREL : *L'Europe et la Révolution française*, t. III, p. 280 ; THIERS : *Histoire de la Révolution française*, p. 442). Le 7 mars 1792, la guerre entre la France et l'Espagne fut votée à l'unanimité sur un rapport de Barrère. Le 2 avril 1792, la France notifia sa déclaration de guerre à l'Autriche par son ambassadeur à Vienne. Le 1^{er} mai 1792, Chulembourg annonça à Custine que la Prusse allait entrer en guerre contre la France. En

Toutefois par la pratique dans les guerres de la Révolution nous trouvons le point de départ de déclarer la guerre officiellement avant les hostilités pour le siècle suivant.

§ III

Le XIX^e siècle

Ce siècle marque quelque tendance de retour aux coutumes médiévales en ce qui concerne la déclaration de guerre, au moins dans ses formes extérieures. Toutefois il existe une grande différence entre les causes fondamentales qui renouvelèrent ces procédés anciens.

Étudions ces trois causes principales :

1796, le Directoire demanda au gouvernement anglais son ultimatum dans les 24 heures. Le 2 mai 1797, après le massacre de plusieurs Français à Venise, Bonaparte ordonna à son ambassadeur de France à Vienne de quitter cette ville, et aux généraux français de traiter en ennemis les troupes vénitiennes. En 1798, Bonaparte fit connaître aux Grands Maîtres de l'Ordre de Malte son intention de l'attaquer, immédiatement avant d'entrer en lutte. La guerre d'Égypte eut lieu sans déclaration préalable, mais la Porte déclara formellement la guerre à la France en 1799. En 1799, la France déclara la guerre à la Russie et à la Prusse par un ultimatum régulier V. à tous ces points SOREL : *L'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 257 et suivantes ; AULARD : *Recueil*, t. 1^{er}, p. 48 ; THIERS : *Histoire de la Révolution française*, t. II, p. 462 ; BASDEVANT : *La Révolution française et le droit de la guerre continentale*, p. 31 et suivantes).

1° Le développement de la civilisation amena des sentiments cosmopolites entre les nations, non seulement au point de vûe économique, mais surtout au point de vue intellectuel et humanitaire.

Les progrès faits dans les voies de communication eurent pour résultat la décision du travail entre les diverses puissances dans les exercices industriels ; même dans les opérations financières le développement des systèmes de Crédits abolirent les frontières nationales.

Au lieu d'être individuel, l'intérêt des Etats devint collectif ; une confiance mutuelle absolue est indispensable à la prospérité économique du monde entier. Lorsqu'une guerre s'engage, le marché mondial est arrêté dans ses opérations. Le progrès industriel, scientifique, agricole, commercial est profondément compromis. Le bien-être de tous les peuples et de tous les Etats en subit le contre-coup.

Dans la guerre commerciale, tandis que les puissances du XVIII^e siècle ne s'occupaient directement de leur intérêt individuel, au XIX^e siècle elles sont obligées de considérer l'intérêt général, car le dommage qu'auraient à subir les nations tierces serait aussi considérable que celui des nations belligérantes.

Au point de vue intellectuel et humanitaire, l'Europe est devenue une vaste association de peuples séparés, non point étrangers, aux idées semblables sous des dehors divers. Ces peuples sont unis par des liens moraux et physiques, par des relations continuelles, politiques, économiques, littéraires, par des changements, des améliorations diverses

mais ayant un même but. Malgré toutes les difficultés, toutes les luttes du monde moderne, une unité supérieure et immuable règne dans sa vie morale et ses destinées. Certains prétendent que c'est la chrétienté qui fit naître la formation d'un droit public européen compris et accepté comme la règle de relation internationale.

De ceci, il est facile de conclure qu'une nation ne s'engage dans une guerre qu'à la dernière extrémité et lorsque les circonstances l'y obligent. D'ailleurs on convient avec raison que toutes les nations doivent être averties de ses intentions de rompre la paix indispensable à la vie normale et ordinaire des peuples.

2° Grâce au progrès de l'esprit légal dans le droit international, les nations ont reconnu dans leurs conventions, la nécessité d'une union contre le despotisme maritime de l'Angleterre. Un sentiment nouveau de solidarité des puissances neutres naquit de ces circonstances. En 1858, au Congrès de Paris, le principe des règles de neutralité dans la guerre maritime est admis. On limita ainsi la conduite despotique de l'Angleterre ; on constata une réaction contre les attaques soudaines, au cours du XIX^e siècle.

3° La plupart des guerres qui furent livrées au XIX^e siècle furent des guerres terrestres, et la paix ne fut guère troublée sur mer de 1815 à 1850. Il est donc naturel que les nations aient fait précéder leurs guerres d'un avertissement préalable, les attaques improvisées n'ayant plus sur terre qu'une conséquence médiocre.

De 1800 à 1814, pendant la grande lutte de Napoléon contre l'Europe, bien qu'on n'attachât qu'une importance médiocre aux considérations d'ordre juridique, on peut constater dans cette période agitée, l'envoi constant de manifestes, de rappel d'ambassadeur comme procédés préalables aux hostilités (45). La période de 1815 à 1850 est caractérisée

(45) Lorsque Napoléon voulut la glorieuse campagne de 1800, il écrivit le 26 décembre 1799 au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Autriche, deux lettres contenant un défi « non de guerre mais de paix ». En 1805, l'Autriche se préparant à la guerre contre la France, le ministre français à Vienne demanda des explications sur ces armements. En réponse, le gouvernement d'Autriche lui remit le 5 août une note contenant une demande d'arbitrage des questions en litige. Napoléon repoussa cette proposition. Ce fut le signal de la guerre. Le 10 avril 1809, l'archiduc Charles d'Autriche prévint le général Davout qu'il pénétrait en Bavière le lendemain. Les hostilités s'engagèrent et Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, n'ayant pas quitté son poste, Napoléon s'étonne de ces embarras et ordonne de le faire conduire au quartier général. Frédéric Guillaume s'étant allié à Alexandre et à François d'Autriche par le traité de Postdam du 3 novembre 1805, accorda à la Prusse un mois pour se préparer à la guerre, le jour et l'heure même avait été fixés. Le 1^{er} octobre 1806, le roi de Prusse envoya à Napoléon un ultimatum dans lequel il demandait la retraite des troupes françaises en deça du Rhin. Napoléon n'ayant pas adhéré à cette demande, le 7 octobre, Frédéric-Guillaume publia un manifeste qui amenait la guerre. Le 17 octobre 1807, Napoléon apprit que le Régent du Portugal avait déclaré la guerre à l'Angleterre. Cela ne lui suffit pas, et le 20 il notifia à l'ambassadeur portugais une déclaration de guerre lui signifiant de quitter Paris dans les 24 heures. En juin 1812, Napoléon ayant bien décidé d'attaquer la Russie, ordonna à l'ambassadeur russe de quitter immédiatement les lieux. La guerre commença aussitôt. Le 15 mars 1813, Frédéric-Guillaume eut une entrevue avec

par une longue paix dans toute l'Europe. La période comprise entre 1850 et 1870 marque un nombre

Alexandre, à Breslau, et deux jours après l'ambassadeur français reçut la note portant déclaration de guerre. La même note fut adressée dix jours plus tard au duc de Bassano par l'ambassadeur de Prusse, à Paris. Le 12 août, le cabinet de Vienne fit remettre sa déclaration au duc de Bassano.

Cependant Napoléon ne fit pas toujours précéder ces guerres d'une déclaration. En 1808, dans la guerre d'Espagne, les opérations militaires furent le commencement de la guerre. De même, les Etats pontificaux furent occupés par surprise. Rome fut envahie en pleine paix.

Pendant toute cette période, la Grande Bretagne continua ses attaques soudaines. Les abus commis par l'amirauté anglaise soulèvent, comme pendant la guerre d'Amérique, l'indignation générale et causa la formation d'une ligue des neutres, en décembre 1800, entre la Russie, le Danemark, la Suède et la Prusse. Mais cette coalition fut rompue avant d'avoir réuni ses forces. Nelson canonna la flotte danoise qu'il avait surprise devant Copenhague, et le Danemark fut obligé de se retirer de la ligne en avril 1802. Le 5 septembre 1800, les Anglais prirent l'île de Malte occupée alors par des Français. Paul I^{er}, empereur de Russie, qui s'était proclamé Grand Maître des chevaliers de saint Jean, se trouva lésé et fit saisir par représailles 200 vaisseaux anglais dans les ports russes et fit prisonnier leur équipage. Cependant, la guerre ne fut pas officiellement déclarée. Le 17 mai 1802, Napoléon fut surpris par l'Angleterre, ayant donné à ses soldats d'innombrables congés et les navires français furent saisis. L'ambassadeur anglais fut rappelé en même temps. Bonaparte alors répondit par une déclaration de guerre le 22 mai. En 1804, la flotte anglaise captura encore des frégates espagnoles sans déclaration. Dans la même année, elle assaillit de la même façon le Danemark. En 1807, se produisit l'inoubliable bombardement de Copenhague. En 1806, la Turquie fut attaquée sans déclaration par l'Angleterre et la Russie. Cependant, en 1807, la guerre entre la Russie et l'Angleterre fut solennellement déclarée. La Rus

relativement important de guerres ouvertes par une déclaration préalable (46).

A cette époque, de nombreuses guerres furent précédées de la publication de manifestes ou d'ultimata.

sie publia sa déclaration le 7 novembre. En 1812, l'Angleterre attaqua la Suède sans avertissement. La même année, la guerre commença entre l'Angleterre et les Etats-Unis, sitôt que le Congrès l'eut approuvée sans qu'aucun avertissement n'ait été expédié. En 1815, lorsque Napoléon s'échappa de l'île d'Elbe, la guerre fut déclarée contre lui par l'empereur d'Autriche, de Russie, et le roi de Danemark. En 1815, Ferdinand VII d'Espagne publia un manifeste faisant ainsi un appel aux Espagnols contre Napoléon. (A tous ces points, v. SOREL : *L'Europe et la Révolution française*, t. VII, p. 218 et suivantes ; THIERS : *Histoire de l'Empire*. Paris, 1891, t. III, 1^{er}, p. 52 ; TAINÉ : *Les Origines de la France contemporaine*. Paris, 1899, t. IX, p. 126 ; MICHELET : *Histoire de la Révolution française*, t. III, p. 2218 et suivantes ; MOUGUENOT : *Des pratiques de la guerre continentale durant le 1^{er} Empire*. Paris, 1903, p. 177 ; *Archives du ministère des affaires étrangères*, fond Russie, 1789-1828, fond Angleterre 53, fond Espagnol, 1719-1817 ; *Mémoires et documents*, XXXV, CLII).

(46) Le 5 mai 1853, Mentschinikoff, ambassadeur de Russie à Constantinople, remit au sultan un ultimatum auquel était joint un projet de traité conférant au tzar le droit d'intervenir à tout instant dans les affaires de la Porte. Le 10 mai, le ministre turc refusa les propositions. Le 31 mai, Nesserode, ministre des affaires étrangères de Russie, fit une nouvelle tentative auprès de la Porte, l'avertissant que si dans un délai de 8 jours la Convention n'était pas signée, les troupes russes franchiraient la frontière de l'Empire turc. Le 11 juin, nouveau refus de la Porte. Le 19 juin, le tsar publia un manifeste et le 3 juillet, les troupes russes entraient en Turquie. Huit jours après, le pacha somma le général russe d'évacuer le territoire turc ; son refus aurait pour conséquence l'ouverture de la guerre. Le 10 décembre, la flotte russe anéantit une partie de la flotte turque à Sinop. L'état de guerre régulier existait de-

Cette tendance peut s'expliquer par trois causes principales :

1° La guerre est devenue *nationale*. Les chefs d'Etats ayant besoin de justifier aux yeux de leurs

puis longtemps. Les cabinets anglais et français décidèrent alors que leurs deux flottes alliées entreraient dans la mer Noire, se qui se fit le 1^{er} janvier 1854. Lors même que la Russie considère la mer Noire comme sa propriété exclusive, le droit international en juge autrement et ceci ne constituait point un fait de guerre. Les résolutions des cours de Paris et de Londres étant communiquées à la Russie qui protesta. Les ambassadeurs russes à Paris et à Londres quittèrent leur poste. Le 29 janvier, Napoléon III adressa une lettre au tsar contenant ses dernières propositions, auxquelles il fut répondu par un refus. C'était la guerre imminente. Le 27 février, les cours de Paris et de Londres envoyèrent un ultimatum et signifièrent à la Russie qu'elle eût à évacuer les principautés de Moldavie et de Valachie avant le 30 avril. Le ministre russe répondit que l'Empereur jugeait bon de ne faire aucune réponse et le tsar publia un manifeste ; aussitôt que le résultat des sommations françaises fut connu, le corps législatif vota la guerre suivant la volonté de l'Empereur. Le lendemain, le peuple anglais était également invité à prendre les armes. L'ouverture des hostilités fut publiée officiellement. Nous pouvons conclure de ces faits que la guerre russo-turque de 1853, la guerre de Crimée en 1854, furent toutes deux précédées d'une déclaration de guerre préalable aux hostilités. Tel est l'avis unanime des publicistes français. Cependant, certains auteurs anglais comme le colonel Maurice, prétendent que ces guerres furent ouvertes par des agressions soudaines. (Maurice, *hostilities without declaration of war*. Londres, 1883).

La guerre d'Italie débuta par un ultimatum. Le 19 avril 1859, de Buol, ministre autrichien, y demandait à Sa Majesté sarde : « de mettre sans délai son armée sur pied de paix et de ~~recen-~~cier les volontaires italiens ». Cet ultimatum fut remis le 23 avril, à Turin, accordant trois jours de délai. Le 26, Cavour remit une réponse négative. Le 28, l'empereur d'Autriche

peuples les combats dans lesquels ils les engagent, le manifeste explique les motifs capables de légitimer la guerre et l'ultimatum dénonce les tentatives faites auprès de l'adversaire pour arriver à une en-

adressa un ultimatum annonçant à ses peuples que ses troupes avaient reçu l'ordre d'entrer en Piémont. Dès le 26, sur la demande d'alliance de Cavour, Napoléon avait convoqué le corps législatif qui résolut que la France étant alliée de la Sardaigne, devait répondre à l'appel de Cavour. Le 1^{er} mai, les Autrichiens passèrent le Tessin et le 3, Napoléon annonça dans un manifeste à son peuple que les agissements de l'Autriche constituaient une déclaration de guerre à la France, ses actes publics ne pouvaient demeurer ignorés de l'adversaire et ne laissaient prise à aucune interprétation sur l'intention de celui qui les publiait.

En 1860, des Chinois ayant attaqué des Français et des Anglais, le gouvernement de Pékin se refusa à toute excuse. La guerre fut décidée. Le 19 mars, un ultimatum fut adressé à la cour de Pékin par Bourboulon, ministre de France, trois jours avant l'arrivée des troupes ayant à leur tête le général Montauban. La réponse qui fut faite signifiait le refus de toute réparation. Tout espoir d'entente pacifique s'évanouissait ainsi, on se décida à entrer en guerre.

L'expédition du Mexique ne fut précédée que de la rupture des relations diplomatiques. Cependant, les commissaires français eurent la précaution d'avertir le gouvernement de Juarez de l'ouverture immédiate des hostilités.

Les guerres de 1864 entre la Prusse et le Danemark furent précédées d'une sommation formelle demandant au Danemark de révoquer immédiatement la constitution de novembre ayant rapport au Schleswig. La résolution négative du Danemark fut notifiée le 21 janvier, à Paris, Saint-Petersbourg, Londres, Stockholm. Les Prussiens et les Autrichiens remontèrent à travers le Holstein. Le 20 janvier, le feld-maréchal prussien envoya une brève sommation au commandant militaire danois, disant qu'ayant ordre d'occuper le Schleswig-Holstein, il l'invitait à évacuer ces duchés. Le 1^{er} février, les alliés passèrent l'Eider.

tente pacifique, et comment la guerre est devenue le moyen extrême d'obtenir justice.

2° D'après les expériences faites sur les guerres ayant eu lieu aux deux derniers siècles, les hommes d'Etat de toutes les puissances ont reconnu la nécessité d'une solidarité internationale ; une nation ne peut vivre seule, réduite à ses uniques moyens de défense en temps de guerre.

Non seulement il est indispensable d'avoir le secours des peuples alliés, il faut encore se concilier la *sympathie* des Etats neutres. Les procédés de déclaration de guerre préalable aux hostilités est instituée dans ces intentions.

3° Le régime constitutionnel de tous les Etats est pour les peuples une garantie donnée à la propriété individuelle, au point de vue personnel, au moins à l'intérieur de chaque pays. Cependant dans les relations internationales, il n'existait aucune garantie. Les griefs de tous les Etats contre la conduite despotique de l'Angleterre sur la mer, combinée avec

à évacuer ces duchés. Le 1^{er} février, les alliés passèrent l'Eider.

En 1866, Bismarck publia une circulaire dénonçant la violation du traité de Gastein de la part de l'Autriche en ce qui concerne les Etats de Holstein. Le général de Manteuffel reçut l'ordre de franchir les frontières de Holstein. Bismarck envoya aussi un ultimatum à la Saxe, au Hanovre, à la Hesse-Cassel, les sommant de remettre leurs forces sur le pied de paix. En réponse, ces Etats sollicitèrent le secours de l'Autriche et de la Bavière. Le 16 juin, les hostilités commencèrent. L'Italie, fidèle à son traité du 8 avril, déclara aussi la guerre et son armée franchit le Mincio. Le 17, le 18, le 20 juin, des manifestes furent publiés par l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et d'Italie à l'empereur.

ce développement des systèmes légaux, amena le Congrès de Paris de 1856.

Ce Congrès ayant formellement reconnu le droit des neutres, il est indispensable, pour se conformer à ses règles, de marquer par un acte quelconque dont la forme importe peu, le passage important de l'état de paix à l'état de guerre. Par conséquent, on peut en déduire que la règle de commencer les hostilités après un avertissement préalable fut implicitement admise au Congrès. Cette idée du droit international a pour résultat les nombreuses déclarations de guerre qui furent faites à cette époque.

Quoique dans ses formes extérieures la déclaration de guerre aux temps modernes semble se rapprocher des coutumes médiévales, il existe une grande différence entre les mobiles qui les ont dictées l'une et l'autre.

Les Etats sont égoïstes ; ils ne se conforment aux règles du droit international, dans ses formes extérieures, que pour atteindre mieux leur but politique. L'esprit désintéressé et loyal des chevaliers du Moyen Age ne sera plus jamais suivi.

Telle était aussi la situation de 1870 jusqu'à nos jours (47).

(47) En 1870-71, la guerre franco-allemande fut précédée de la remise d'une déclaration officielle et après la rupture des relations diplomatiques.

En 1883, les hostilités entre la France et la Chine se firent sans qu'aucune déclaration eut lieu.

En 1894, l'expédition de Madagascar se fit d'une manière plus régulière. Le gouvernement français envoya un ultimatum à la reine Ranavolo, rédigé en excellents termes. La reine ayant

Nous ajouterons ici notre avis sur le rapport du colonel Maurice.

En 1882, le colonel Maurice, sur l'ordre du se-

négligé de recevoir l'ambassadeur français, et celui-ci ne pouvant accepter de pareils procédés, la France se vit dans l'obligation de demander au gouvernement malgache de ratifier le projet de traité qui lui avait été remis le 10 octobre. Le 26 octobre, le ministre Hôva répondit par une fin de non-recevoir. Le lendemain, M. le Myre de Villers avertit le consul anglais et le résident de Norvège, apposant les scellés sur sa demeure et prit la route de Tamatave sur le pavillon français, prévenant le ministre Hôva qu'il attendait sa réponse jusqu'à son départ de l'île dans un dernier espoir de conciliation pour se conformer aux instructions données le 15 novembre, par M. Hanotaux : « Les négociations ne doivent être considérées comme absolument rompues qu'à la suite du vote des crédits par les deux Chambres ». Les crédits furent votés par les Chambres le 23 novembre et par le Sénat le 6 décembre. L'expédition fut alors décidée. Le 8 décembre, M. le Myre de Villers en fut informé par télégramme, et le 19 eut lieu la prise de Tamatave. Le 13, le ministre Hôva fut informé que la France était décidée à faire respecter son droit. Le gouvernement Hôva protesta à tort, car l'ultimatum de la France était un avertissement suffisant.

En 1878, lors de la guerre de l'Angleterre avec l'Afghanistan, le vice-roi des Indes envoya un ultimatum à l'émir de Caboul. Le dernier accordé expirait le 20 novembre. Le 21, trois colonnes anglaises franchirent la frontière.

En 1876, la guerre de la Turquie contre la Serbie et le Monténégro fut précédée d'un ultimatum adressé le 28 juin à la Porte et le 2 juillet, le prince de Monténégro rédigea une déclaration de guerre.

Le 29 avril 1877, la Russie fit remettre à la Sublime-Porte une déclaration de guerre qui fut remise par le gouvernement russe au chargé d'affaires turc à Saint-Petersbourg. Le même jour, le tsar publia un manifeste et les autres puissances avaient

crétaire d'Etat à la guerre, publia une étude sur les hostilités sans déclaration de guerre (48).

D'après la statistique établie par l'auteur, il y eut dix cas seulement de déclaration formelle de

été averties par ses ambassadeurs de l'ouverture imminente des hostilités.

En 1885, la Serbie déclara la guerre à la Bulgarie, le 14 novembre, à 10 heures du matin ; cependant les troupes serbes avaient envahi le territoire bulgare dès les six heures du matin.

En 1878, la guerre entre le Pérou, la Bolivie et le Chili commença sans déclaration pour les uns à la suite d'une note équivalente à une déclaration pour d'autre. (V. EBREN : *Obligation juridique de la déclaration de guerre* dans R. G. de D. I. P., 1904, t. XI, p. 133 ; Lettres de Miguel Gruchala, dans R. G. de D. I. P., 1904, t. XI, p. 615).

Le 18 avril 1897, le sultan fit remettre au gouvernement hellénique une déclaration formelle de guerre, mais la guerre avait commencé dès le 9 avril ; le 16, de graves engagements avaient eu lieu.

En 1894, la guerre éclata entre le Japon et la Chine sans aucune déclaration officielle.

En 1897, le conflit entre l'Italie et l'Abyssinie eut lieu sans déclaration préalable.

En 1898, la façon dont commença la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique constitue une sorte de déclaration préalable.

La lutte du Transvaal contre l'Angleterre commença en 1899 par un ultimatum régulier en tous points.

Enfin, la guerre russo-japonaise de 1904 est généralement considérée comme ayant été commencée sans aucune déclaration.

(48) Hostilities without déclaration of war, and historical abstract of the cases in which hostilities have accued between civilized powers prior the déclaration or warning. From, 1700 to 1870, compiled in the intelligence branch of the quater master general departement by brevet lieutenant-colonel, G.-F. Maurice, royal artillerie.

guerre sur cent dix cas d'agressions commises par les nations civilisées sans avis préalable. La Grande-Bretagne a frappé 30 coups semblables. La France 36, la Russie 7 (sans compter sa tactique habituelle vis-à-vis de la Turquie et des Etats asiatiques voisins); la Prusse 7, l'Autriche 12, les Etats-Unis 5.

Certains auteurs français ont pu prétendre, animés parfois qu'ils étaient d'un sentiment d'amour-propre national et partial, que cet ouvrage est plutôt l'œuvre d'un militaire que d'un historien désintéressé, mais une statistique exacte est particulièrement difficile. Voilà notre avis sur cette question.

1° En somme, les guerres qui éclatèrent sur le continent furent généralement précédées d'un avertissement préalable. Mais la plupart des guerres maritimes et coloniales ont suivi le principe du XVIII^e siècle. Les Etats étant avant tout égoïstes, l'idée du droit international est toujours troublée par le but stratégique ; aussi lorsque la situation et l'intérêt le commandent, on trouve que, même les Etats qui se piquent de suivre scrupuleusement les principes de la déclaration de guerre, ont attaqué brusquement, parfois dans une guerre terrestre, leurs voisins civilisés.

Le 4 mars 1797, Bonaparte passa les Alpes et surprit les Italiens par une attaque à l'improviste. Cependant, le jeune général qui déjà entrevoyait la couronne impériale au bout de ses victoires, prétendit avoir toujours été fidèle aux règles de la déclaration préalable.

2° Au point de vue terminologique, déclaration,

manifeste, édit ou ordonnance se confondaient. Un examen minutieux doit être imposé.

Certains publicistes se plaisent à citer que les assemblées françaises du XVIII^e siècle ont annoncé la guerre par des votes solennels ; cependant ces votes n'étaient point communiqués à l'adversaire ; quelquefois même la rupture des relations diplomatiques existant déjà, toute communication était impossible, ou seule la rumeur publique portait la nouvelle au-delà des frontières.

Le 1^{er} février 1793, la guerre fut déclarée par la Convention nationale française à l'Angleterre et aux provinces Unies. C'est seulement le 9 février que lord Granville, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères fut informé de ce vote par une indiscretion, et put en avertir le lord maire de Londres pour qu'il eut à prendre les précautions nécessaires afin que la nouvelle fut publiée. Nous croyons donc utile d'insister sur ce point, que des manifestes publiés à l'intérieur du pays furent cités comme déclaration de guerre faite aux adversaires et que certaines déclarations, qui furent publiées après l'ouverture des hostilités par un acte belliqueux, n'avaient plus la valeur d'un avertissement préalable.

En 1877, la Russie ne déclara la guerre à la Turquie que plusieurs heures après l'entrée des troupes russes en Turquie.

Le 15 juillet 1870, le gouvernement français communiqua au Sénat et à la Chambre des Députés, l'exposé des négociations avec la Prusse. Il demanda le concours des Chambres pour sauvegarder les intérêts et l'honneur de la France ; les crédits fu-

rent votés et le soir même la nouvelle était connue à Berlin. Le 15 juillet le Conseil fédéral se réunit et le comte de Bismarck s'adressait aux représentants de l'Allemagne du Nord ; il déclina la médiation de l'Angleterre et du 23^e protocole de 1856. Le 19 juillet il annonça au Reichstag la déclaration de guerre que l'ambassadeur français venait de lui remettre. L'état de guerre existait réellement depuis le 15 juillet, la déclaration partit le 17 et ne fut remise que le 19 (49).

§ IV

La Conclusion

D'après l'histoire que nous venons d'étudier, nous pouvons conclure que chaque époque eut une manière différente d'ouvrir les hostilités, appropriée aux circonstances diverses. Chacune de ces formes eut sa valeur historique. Cependant on ne constata aucune relation entre elles, et les coutumes modernes n'ont pas eu pour cause les coutumes anciennes ; aucune d'elles n'eut d'évolution suffisante pour que son application put être continuée dans une forme plus parfaite. Certains auteurs accordent, selon nous, trop d'importance aux coutumes anciennes car, si à l'époque où elles étaient en vigueur leur application sembla la plus parfaite, c'est qu'elles

(49) V. Ernest Nys : *Le Droit international*, t. III, ch. III, p. 127.

étaient appropriées à l'actualité présente, tandis que le changement complet accompli dans les éléments de la guerre exigent d'autres procédés.

L'étude de l'histoire de la déclaration de guerre est indispensable pour chercher les relations qui existent entre les différentes catégories de guerres et leur façon d'ouvrir les hostilités. Le principe applicable dans une guerre d'ambition politique, dans une guerre terrestre ou dans la guerre métropolitaine ne saurait l'être dans une guerre commerciale, maritime, coloniale.

L'étude historique sur la déclaration de guerre nous oblige, non pas à nous baser sur l'exemple des anciennes coutumes, mais sur les nécessités de l'état actuel.

En notre siècle, deux éléments fondamentaux, également puissants : l'intérêt particulariste et cosmopolite servent de base aux actions de chaque Puissance.

Un intense mouvement économique a transformé chaque puissance européenne, leur industrie, sans cesse agrandie, les oblige à chercher de nouveaux marchés et des ressources plus nombreuses. Les admirables découvertes de la science, les progrès faits dans les voies de communication ont contribué pour une large part à ces résultats. Puis les liens entre les peuples sont resserrés chaque jour par leurs besoins intellectuels, artistiques, industriels ou commerciaux. Tous les marchés financiers, les emprunts, les constructions de voies ferrées y concourent. Les hommes d'Etat et les peuples ont de plus la notion d'une solidarité internationale et d'une

communauté juridique. C'est le développement de la tendance cosmopolite et on est arrivé à admettre que la paix entre chaque Etat exige la ponctualité dans l'accomplissement des devoirs réciproques qui leur incombent et la nécessité de prévenir l'adversaire et les Etats neutres de son intention d'ouvrir des hostilités est l'une des principales obligations de chaque Puissance.

C'est dans cette idée que l'Institut de droit international a admis, dans sa session de Gand de 1906, la nécessité d'un avertissement antérieur aux hostilités. De même, sur la proposition de la délégation française, la seconde conférence de la paix a établi les règles internationales à cet effet dans la Convention du 18 octobre 1907.

D'un autre côté, les tendances particulières se sont grandement développées. Les armements actuels de toutes les Puissances ne sauraient être comparés à ceux d'il y a cinquante ans. Surtout à la fin du siècle dernier, non seulement l'Angleterre, mais aussi les grandes Puissances du Continent ont organisé une marine puissante qui rend l'attaque improvisée plus probable. Et dans la guerre terrestre, la rapidité de la mobilisation d'une grande armée est possible dans chaque Puissance ; de plus, il est facile d'amener les forces armées à la frontière, dans le plus grand secret. C'est là ce qui donna lieu, à la conférence de La Haye à de vives discussions au sujet du délai entre l'avertissement et l'ouverture des hostilités, ainsi, au point de vue pratique, l'application de l'article 1^{er} de cette convention est très difficile, car il serait possible que l'attaque suivît

immédiatement la déclaration tout en se conformant à ces règles.

Aujourd'hui un autre élément qui n'existait pas à l'heure de cette convention et qui rend difficile l'application de ces règles a paru : C'est le développement de la science aérienne, qui oblige à se conformer à d'autres principes nouveaux. Nous allons encore critiquer les théories des différents auteurs et nous établirons notre principe qui nous semble le plus pratique et le plus juste à l'époque contemporaine.

SECTION IV

HISTOIRE DE LA DÉCLARATION DE GUERRE AU JAPON

(Depuis la fondation du pays jusqu'à la guerre
Sino-Japonaise)

§ I

Résumé de l'histoire du Japon

Avant de commencer l'histoire de la déclaration de guerre, il est nécessaire pour des lecteurs européens de résumer rapidement l'histoire du Japon (50).

1^{re} époque du Gouvernement Impérial (660 ans avant J.-C. 1183 après J.-C.).

(50) V. spécialement *L'Histoire diplomatique du Japon*, par K. KIJIMA, docteur en sciences politiques. Bruxelles, 1906.

Le Japon eut, depuis les temps les plus lointains, les *Ainos* comme aborigènes. Mais ils ne restèrent pas longtemps les seuls maîtres du pays. Les anciens Coréens vinrent s'y établir. Ils durent, pour prendre possession de ce pays lutter contre les aborigènes. C'est alors qu'au cours de cette guerre on vit apparaître un héros tout puissant appelé *Iwaréhiko* qu'on croyait issu d'*Amatérasou*, déesse du Soleil, descendant du créateur de l'Univers. *Iwaréhiko* fut couronné empereur dans la province de Yamato, au palais *Kashiwabara*. 660 ans avant J.-C. *Jimmou Tennô* fut le premier empereur du Japon dont la dynastie s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Le pouvoir absolu fut dès lors entre les mains de l'empereur. Après avoir soumis ses ennemis, *Jimmou Tennô* octroya à ses fidèles guerriers, afin de les récompenser de leur bravoure, différents emplois qui demeurèrent héréditaires.

L'administration se fit par leur intermédiaire. Toutes les charges, comme l'impôt, le service militaire, étaient d'abord imposées à ces familles qui les imposaient ensuite au peuple soumis à leur domination ; c'est ce qui donna lieu à la féodalité, préparant ainsi le clan dont les seigneurs se prévalurent au temps médiéval.

2° Epoque du Gouvernement *Shôgounal* (1192-1867).

Au commencement du X^e siècle, les clans militaires étaient dirigées par deux familles : les *Taira* et les *Minamoto*. Les *Minamoto* parvinrent à anéantir les *Taira* et *Yoritomo*, chef de la famille victorieuse fut investi *Seï-i-taï Shôgoun* (général en chef

de l'expédition contre les barbares) ; il s'installa à *Kamakoura* en 1192. Puis la cour Impériale s'affaiblissant toujours et la suprématie étant toujours l'apanage du plus puissant, le gouvernement de *Shôgoun* surpassa celui de l'Empereur. C'est alors que commença la rivalité entre ces deux gouvernements et la deuxième époque appelée *Shôgounale* commença. Les *Shôgouns* de *Minamoto* firent, à la fin du XII^e siècle, à leur tour surpassés par leur premier fonctionnaire militaire le *Shikken*. L'Empire tout entier fut en réalité gouverné par les familles *Hojô*, chez lesquelles les fonctions de *Shikken* devinrent héréditaires ; ils intervinrent même dans la désignation du successeur au trône. Mais les *Hojô* étant devenus despotiques furent aussi anéantis par l'armée de l'empereur *Godaigo* (1333).

Avec le régime féodal revint la puissance du gouvernement *Shôgounal*. L'Empereur *Godaigo* ayant échoué dans sa tentative de centraliser le pouvoir un de ses généraux, *Ashikaga*, après l'anéantissement des *Hojô*, rétablit le gouvernement *Shôgounal* sans autorisation de l'Empereur. Pour légitimer sa cause, *Takaouji* créa une nouvelle dynastie impériale et mit l'Empereur *Koghen* sur le trône en 1341.

Voilà donc le pouvoir divisé entre deux puissances : l'empire du Midi, l'ancienne dynastie, et celui du Nord, la nouvelle. L'Empereur du Nord conféra au prétendant au *Shôgounat* sa nomination officielle de *Shôgoun* en 1348 qui établit son *Bakou fou* (gouvernement *Shôgounal*) à *Mou-ro-Matchi* de *Kioto*. Cette époque donna naissance à de grands patriotes tels que *Kousounouki*, *Masashigé*, *Nitta*, *Yoshi-*

sada, etc. Le grand schisme se termina après 56 ans de rivalité par la fusion des deux dynasties Midi et Nord. Les familles *Ashikaga* comptent 14 *Shôgoun* depuis *Takaouji*, mais les dernières années de leur règne se terminent dans un véritable état d'anarchie. Le dernier *Shôgoun* des *Ashikaga*, *Yoshiaki*, ingrat envers son protecteur *Oda Nobounaga* fut renvoyé de *Kioto* par ce dernier. Ce fut la fin des *Shôgounal* des *Ashikaga*.

Après les shogounat des *Ashikaga*, la dictature passa à *Oda Nabounaga* et à *Toyotomi Hideyoschi* ; cependant ils ne reçurent jamais le titre de *shôgoun*. Lorsqu'il eut chassé le *shôgoun* de *Kioto*, *Nabounaga* se trouva maître de l'empire, et dans l'intention d'affermir son pouvoir il essaya de subjuguier ses ennemis. Les seigneurs s'allièrent avec les moines bouddhistes et se révoltèrent contre lui. Il les réduisit à l'impuissance et les punit sévèrement. Pour se venger, il favorisa la propagation du christinanisme qui augmenta considérablement. Mais *Nabounaga* fut assassiné par un de ses généraux au cours de l'une de ses expéditions (1582).

Toyotomi Hideyoschi qui devint l'un des plus grands généraux de *Nabounaga* était fils de paysan et avait été d'abord un simple domestique. *Hideyoschi* était tout puissant à la mort de *Nabounaga*, et craignant une rivalité dans son collègue *Tokougawa Iyéyasou*, il l'invita à s'associer avec lui pour travailler à l'œuvre de centralisation qui se trouva à peu près réalisée grâce à cette association.

Bien que *Hideyoschi* fut le plus grand homme de son époque, son ambition était grande et il avait

rêvé de conquérir la Chine et la Corée. Dans cet espoir, il envoya des forces nombreuses en Corée, mais sur le point d'arriver à enlever ce pays, la mort le surprit, avant qu'il eût pu achever sa conquête. Ainsi fut perdu le fruit de cette expédition qui causa tant de dépenses et de morts inutiles.

Tokougawa Iyéyasou s'installa à *Yédo*, *Tokio* d'aujourd'hui. Maître de huit provinces il était très puissant. Après la mort d'*Hideyoschi*, des contestations étaient nées entre ses généraux et donnèrent lieu à deux partis : l'un en faveur de *Hideyori*, fils de *Hideyoschi* et l'autre en faveur de *Iyéyasou*. La bataille de *Séki-gahara* (15 septembre 1600) favorisa la victoire de ce dernier. Alors beaucoup de seigneurs qui, jusque-là, avaient combattu en faveur de *Hideyori*, le quittèrent et se mirent du parti du vainqueur. Devenu tout puissant il fut nommé *Seï-i Taï-shôgoun* en 1603. Ce titre étant héréditaire, ses descendants en furent investis pendant quinze générations et régnèrent à *Yédo*. Mais pour que son pouvoir fut absolu, il fallait qu'il réduisit *Hideyori* dont la puissance était encore considérable. Dans ce but, il chercha des prétextes de lui déclarer la guerre par deux fois à *Osaka*. Finalement, *Hideyori* se suicida et *Iyéyasou* resta maître du pouvoir. Il mourut en 1616. Son fils *Hidé-tada* et son petit-fils *Iyé-mitsou* lui succédèrent. Ces trois grands shôgouns perfectionnèrent l'œuvre qui donna au pays une période de paix qui dura deux siècles et demi. Il ne restait plus qu'à consolider le pouvoir central. La politique à laquelle ils se conformèrent consistait ; 1° l'élaboration d'un système destiné à assurer la

surveillance effective aux seigneurs féodaux ; 2° l'organisation des rouages administratifs d'un caractère ingénieux et permanent. La paix de l'Empire fut le résultat de cette politique.

Le proverbe prétend qu'un long règne de paix amène souvent la corruption. En effet, le *Bakou-fou* commença à se livrer, même envers l'Empereur à des actes despotiques qui donnèrent lieu à des idées révolutionnaires. C'est à cette époque que plusieurs navires étrangers accostèrent sur les côtes du Japon et plusieurs les infestèrent.

Alors la Révolution parut de plus en plus imminente, jusqu'au jour où retentirent les mots d'ordre : « *kin-nô* » (respect à l'Empereur), « *jô-i* » (expulsion des étrangers) « *kaiko* » (ouverture des ports aux étrangers), « *sabakou* » (aider le gouvernement *shôgounal*).

Le *Bakou-fou* avait fait preuve, en concluant de sa propre autorité, des traités avec des étrangers, d'un manque de respect à l'Empereur ; sa conduite humiliante, en cédant devant les menaces de ces étrangers souleva l'indignation publique contre le gouvernement *shôgounal*.

Le gouvernement de l'empereur devint tout puissant par la réunion des Impérialistes à *Kioto*. Mais pour que l'empereur possédât le pouvoir souverain, il fallait anéantir définitivement le gouvernement *shôgounal*. C'est là ce qui donna lieu à l'expédition impériale contre le *Bakou-fou*. En 1867, Shogoun *Yoshinobou* offrit la démission de sa dignité de *Seï-i taï-Shôgoun* que l'Empereur accepta.

Le *Shôgounât* finit alors. Il avait duré 676 ans

depuis l'avènement de *Minamoto Yoritomo* et 264 ans depuis le premier *Shôgoun* de la famille des *Tokougawa*. La rivalité du gouvernement cessa alors et l'empereur fut maître absolu du pouvoir d'une façon définitive et permanente.

3° Epoque de Monarchie Constitutionnelle (1867 jusqu'à nos jours).

Le fait le plus remarquable de cette révolution est l'abandon de leurs fiefs que firent les seigneurs au profit du nouveau gouvernement. La classe militaire fit place au service obligatoire sans distinction sociale ; les clans furent remplacés par des préfectures, les cultivateurs considérés comme tenanciers devinrent propriétaires des terrains qu'ils cultivèrent. La centralisation du pouvoir se fit donc rapidement et la féodalité disparut complètement.

Le 11 février 1889, jour anniversaire du couronnement du premier empereur, dans une séance solennelle, l'empereur octroya gracieusement une constitution. Il est à remarquer que contrairement aux peuples européens, les Japonais obtinrent une constitution sans qu'une goutte de sang fut versée. Ainsi qu'il était convenu, le 29 novembre 1890, la diète, composée du Sénat (270 membres) et de la Chambre des Représentants (300 membres) fut convoquée.

La situation insulaire du Japon est la cause de cet état d'isolement dans lequel il resta plus de 2.500 ans. Dès qu'il eut entrepris des relations avec les Puissances d'Europe, de brusques évolutions se produisirent. En l'espace de quarante ans il sortit de cet état quasi barbare pour devenir un Etat qui, au-

jourd'hui, échange des ambassadeurs avec les premières puissances du monde.

§ II

Histoire de l'ouverture des hostilités contre les étrangers au Japon (51)

Le Japon étant un pays isolé, nous trouvons dans son histoire peu d'exemples de guerres à l'étranger et même ces guerres n'ont aucune relation avec un événement politique intérieur ; elles n'en sont ni la cause, ni la conséquence. En ce qui concerne l'ouverture des hostilités, sa pratique n'est semblable à aucune coutume des pays étrangers ; c'est pourquoi, dans cette étude, nous jugeons utile de séparer les guerres externes des luttes internes.

Nous estimons aussi qu'il sera nécessaire de faire une remarque générale sur les relations internationales du Japon avant d'aborder notre étude. Les relations internationales du Japon peuvent se diviser en deux époques : 1° La période depuis les temps les plus reculés jusqu'à la Restauration de 1867 ; 2° Après la restauration, c'est-à-dire l'époque de monarchie constitutionnelle.

Pendant la première période, le Japon n'a aucune relation avec les Etats étrangers dans le sens moderne. Il en résulte d'abord une absence des rela-

(51) V. spécialement GWAI-KO-SHI-KO : *L'Histoire diplomatique du Japon*, par le ministre des affaires étrangères. Tokio, le 17^e année de Meiji.

tions juridiques. Il n'existait pas de droit international qui réglât la conduite du Japon vis-à-vis des étrangers, ni dans la forme de coutumes ni dans celle de traité. Il en est de même pour les relations politiques. En d'autres termes, dans cet état de choses, les relations amicales avec d'autres pays ne sont pas comparables à celles qui existent aujourd'hui dans le rapport d'équilibre. Au contraire, elles impliquent soumission ou supériorité. Donc lorsque nous parlons de relations amicales entre deux Etats, cela signifie que l'un doit être le protégé ou le vassal de l'autre qui est le protecteur ou le suzerain. Cette remarque faite, il n'en reste pas moins intéressant d'étudier comment le Japon entamait la guerre avec les pays étrangers.

Pendant la deuxième période au contraire, des relations amicales avec les Etats étrangers se sont établies dans le sens strict de l'équilibre et de l'indépendance absolus. A vrai dire, le Japon n'est entré pour la première fois dans la société internationale qu'après cette époque. C'est ainsi que sa politique internationale a subi un changement complet et un nouvel ordre d'idées remplaça l'esprit traditionnel d'isolement de l'ancienne époque. Donc nous trouvons une transformation absolue dans son procédé de faire la guerre.

1° Les guerres contre la Corée.

A) En 200, l'expédition de l'impératrice *Jin-gô* eut lieu contre les Coréens. Jugeant cette guerre nécessaire au Japon, l'impératrice réunit ses grands généraux et les mandarins de l'Etat et déclara : « La

guerre à l'étranger quoique constituant un événement très grave pour la patrie, j'ose entreprendre cette expédition et j'en prends toute la responsabilité. Cependant, si la victoire suit nos armes, j'en partagerai la gloire avec tous mes guerriers ; si nos armées sont vaincues, je serai seule coupable d'avoir engagé l'Etat dans une expédition malheureuse ». Sur cette déclaration, tous les dignitaires du pays répondirent que si l'intérêt de la nation commandait cette guerre, ils étaient prêts à la faire. C'est alors que l'impératrice avertit toutes les provinces du Japon par un manifeste expliquant les motifs de la guerre et annonçant le jour du départ pour l'expédition.

En septembre, tous ses guerriers se réunirent autour d'elle. Après avoir procédé à *Saikaï*, c'est-à-dire à la purification par l'eau saine, et dans un costume masculin, la hache d'arme à la main, en face des armées l'impératrice donna ses ordres de la manière suivante : « Gond et drapeaux (signes par lesquels les généraux donnaient leurs ordres) doivent être réguliers ; ceux qui ne verront dans la guerre que le pillage seront vaincus ; ne méprisez pas l'ennemi s'il est faible, mais ne vous laissez pas décourager en face d'une armée nombreuse. Ne vous laissez pas vaincre par l'ennemi cruel, mais, s'il se rend, soyez magnanimes ; les vainqueurs seront récompensés, mais les lâches seront châtiés ». Au mois d'octobre suivant les armées partirent en guerre.

Nous venons donc de voir que la déclaration de *Jin-gô* n'était qu'un ordre de mobilisation et qu'une

instruction adressée aux armées. Elle n'était pas, par conséquent, un avertissement préalable de la guerre vis-à-vis de la Corée. Cependant cette pratique s'est transmise jusqu'à aujourd'hui et l'Empereur du Japon a déclaré la guerre dans le même esprit traditionnel au début des guerres Sino-Japonaise et Russo-Japonaise. Quoique dans ses formes la déclaration d'aujourd'hui ait subi une modification remarquable, c'est-à-dire qu'elle a été adressée aux peuples et non pas seulement aux armées, l'ancienne coutume n'a jamais été modifiée. C'est qu'au Japon, la guerre contre les pays étrangers n'est jamais décidée par les nationaux au moins dans la forme juridique. L'Empereur seul peut en prendre l'initiative. Cette remarque causera peut-être quelque surprise aux lecteurs européens, mais grâce à la fidélité perpétuelle des nationaux pour l'Empereur qui est considéré comme le chef de famille du pays, et grâce au patriotisme énergique des nationaux, la volonté de l'empereur est toujours suivie d'une façon complète par les nationaux. En tout cas, la pratique de déclarer la guerre, par l'empereur à ses nationaux n'est pas une imitation des coutumes européennes. Nous pouvons déjà trouver leur origine à l'époque de la guerre de *Jin-gô*, c'est-à-dire 200 ans après J.-C.

B) En 365, Chiraghi (l'un des trois royaumes en Corée à cette époque) manqua à la coutume consistant à envoyer chaque année un messenger chargé de présents. C'est alors que l'Empereur *Nin-tôkou* envoya un de ses généraux *Tadô* avec l'ordre d'atta-

quer aussitôt les Coréens s'ils ne reconnaissaient point le protectorat du Japon. Cette guerre a donc débuté par une déclaration de guerre traditionnellement suivie par tous les Empereurs.

C) En 464, l'Empereur *Youryakou* attaqua *Chiraghi*. Les années précédentes, *Chiraghi* était en guerre avec *Kôma* (un des petits royaumes de la Corée). *Chiraghi* demanda de l'aide à *Mimana* (colonie du Japon en Corée). *Kôma* fut alors vaincue par ces armées alliées. Cependant, après ce service rendu, *Chiraghi* se dispensa encore du tribut dû à l'Empereur du Japon ; c'est là le motif qui le détermina à lui faire la guerre. Au mois de mars, l'Empereur, la hache d'arme à la main prononça les paroles suivantes, en face de ses généraux : « *Chiraghi* ayant manqué aux traditionnelles coutumes d'envoyer des présents chaque année, s'étant approprié les présents que *Koma* destinait au Japon, envahit les châteaux de *Koudara* et oublieux des services rendus par nous dans sa dernière guerre avec *Kôma*, nous lui infligerons la guerre comme châtiement du Ciel ».

C'est ainsi que nous trouvons dans cette guerre que l'Empereur a déclaré la guerre de la même façon que *Jin-gô*.

D) En 1268, pendant le régime de l'Empereur *Kaméyama*, *Kôma* envoya un messenger chargé de ses présents et de ceux du Mongol. En arrivant à *Dazaï-fou*, il remit ses présents au gouverneur et annonça sa mission ; celui-ci l'envoya au *Schikken Hôjô-Tokimouné* à *Kamakoura*. La note était conçue ainsi :

« Depuis longtemps notre pays est sous le protectorat du Mongol. L'Empereur du Mongol est très bienveillant et voudrait faire du monde entier une seule famille ; il aime également les peuples loin et rapprochés et tous louent sa bonté. Il souhaiterait échanger des relations amicales avec le Japon et je suis chargé d'être son intermédiaire : sachant que des relations semblables existent déjà avec la Chine. Ce n'est point le tribut du Japon qu'il désire, mais il voudrait former un seul empire pour son honneur.

« Si vous acceptez sa proposition, il vous traitera avec bienveillance. Je vous conseille donc d'accéder à son désir. Réfléchissez à cette question et déléguez un messenger auprès de lui ».

Hôjô-Tokimouné trouva le ton de cette missive trop arrogant et repoussa la proposition en expulsant le messenger. L'année suivante la Corée dépêcha deux envoyés chargés d'une mission pour leur pays et pour le Mongol ; ils se rendirent en septembre à *Dazaïfou* et demandèrent en vain une réponse au Japon.

En 1271, au mois de septembre, *Kôma* avertit le Japon que les Mongols préparaient une expédition contre lui. Celui-ci alors fortifia la côte ouest et se prépara à la guerre. Au mois d'octobre de la même année les fonctionnaires de *Kôma* conduisirent les envoyés du Mongol composés de plus de cent personnes à *Dazaïfou*, mais ils furent tous expulsés sans réponse.

En 1272, au mois de mai, *Koma* envoya encore

une fois des messagers au nom du Mongol, qui furent encore repoussés par le Japon.

Enfin, en 1274, en octobre, l'armée coréenne composée de huit mille hommes ayant comme avant-garde 25.000 Mongols envagit deux îles, d'abord *Tsouchima* et *Oki* et vinrent attaquer *Dazaïfou*. Mais un orage violent survenu à temps décima les armées et les obligea à la retraite.

En avril, l'année suivante, les Coréens conduisirent à *Dazaïfou*, *Toseitchou* grand fonctionnaire Mongol chargé par son Empereur de négocier des relations amicales avec le Japon. Mais *Hôjô Tokimouné* très mécontent de l'invasion de l'année précédente fit décapiter ces envoyés.

C'est alors qu'au mois de mai la grande invasion mongole eut lieu au Japon. *Koma* donna 1.000 hommes comme avant-garde, 15.000 marins et une grande quantité de munitions. Mais au mois de juillet un orage terrible détruisit toute cette flotte. Trois seulement échappèrent à la mort.

Envisageons successivement les diverses attitudes prises par le Japon et le Mongol, et déterminons la portée exacte de chacune d'elles.

D'abord quel est le véritable caractère de la notification du Mongol de 1268 et de ses diverses réclamations faites les années suivantes. Est-elle une proposition des relations amicales ? Nullement et cela pour deux raisons : 1° Comme nous l'avons déjà remarqué, il n'existait point de relations amicales au sens moderne du mot à cette époque, c'est-à-dire elles n'existaient qu'entre le supérieur et l'inférieur et non pas entre deux égaux. Par conséquent, l'ac-

ception de cette proposition n'était qu'une soumission sans hostilité et le seul résultat de ce fait serait un nouveau régime de protectorat ou de suzeraineté de Mongol au Japon.

Cette communication était en effet la pratique habituelle prise par le Mongol pour conquérir ses voisins. Pourquoi l'Empire Mongol pouvait-il conquérir de si grandes étendues de territoire ? C'est parce qu'il avait non seulement d'excellents guerriers, mais aussi de bons diplomates qui, par leur politique habile, pouvaient soumettre même de grands territoires par une seule proposition diplomatique. Et c'est justement ce qu'il a essayé vis-à-vis du Japon.

D'un autre côté, nous pouvons remarquer que le Japon n'a pas donné de réponse à la proposition du Mongol. Il est évident qu'il a décidé la guerre à la suite de son rejet de 1268, mais comme il était isolé depuis plusieurs siècles, il a voulu garder son état d'indépendance et de tranquillité. Ni soumission pour l'Etat étranger, ni conquête de ses voisins ne lui semblent désirables. Il attendit alors l'invasion des terribles Mongol, et c'était la seule attitude qui lui restait à prendre.

Malgré la remarque précédente, la guerre était déclarée dans l'intérieur du pays. D'un côté *Tokimouné* a donné son ordre militaire à ses armées et leur a demandé de fortifier les côtés ouest. De l'autre, l'Empereur Kaméyama a, dans le temple de *Issé* consacré à *Amatérasou Omikami*, grand dieu du soleil et l'ancêtre de la famille royale. La guerre a été décidée par *Tokimouné* mais a été faite au nom

de l'Empereur et, à ce titre, l'Empereur prend toutes les responsabilités de la guerre et demande le succès de ses armes à son ancêtre qui est considéré comme le dieu qui protège le pays éternellement. Ce qui nous intéresse ici, c'est que cette coutume existe encore aujourd'hui et que l'Empereur fait la même cérémonie devant le temple *Issé* au début de la guerre contre l'étranger.

E) Pendant l'époque de *Sengokou* (à partir du XII^e siècle jusqu'au XVI^e siècle), les gouvernements shogounals reconquirent une autorité absolue et les guerriers japonais, ne trouvant pas l'occasion de montrer leur courage et de réaliser leur ambition infestèrent alors les côtes de la Corée et de la Chine. C'est ce qu'on appelle dans l'histoire *Wakô* (l'invasion japonaise). Comme ils étaient très forts et causaient un grand dommage à ces pays, ceux-ci demandèrent à maintes reprises au *Bakou fou* (gouvernement shogounal) d'intervenir. Ce dernier ne réussit qu'à grand'peine à les réprimer. Ces guerriers étaient en quelque sorte des pirates et n'étaient nullement autorisés par le gouvernement japonais, ce qui fait que leurs coutumes n'entrent point dans le domaine de cette étude.

F) En 1586, *Hideyoschi* envoya son ambassadeur en Corée, demandant de reprendre les anciennes relations amicales, mais l'empereur de Corée, n'était point disposé à accepter. *Hideyoschi* fit de nouvelles tentatives en 1588 et 89 qui échouèrent également. Enfin l'année suivante la Corée, craignant d'encourir la colère d'*Hideyoschi* envoya un ambassadeur

chargé de présents auprès du gouvernement japonais.

Voici la réponse qui leur fut adressée : « J'ai rendu la paix à l'Empire. Je suis fils d'une pauvre famille, mais pendant ma conception, ma mère rêva qu'elle était enceinte du soleil. Un devin lui dit : « Partout où le soleil brillera cet enfant deviendra maître ». J'assemblerai donc une puissante armée, j'envahirai le pays du grand *Ming* (la Chine) et la givre de mon sabre remplira le ciel des quatre cents provinces. Que la Corée soit mon avant-garde ! »

La Corée fut étonnée de l'audace d'*Hideyoschi*, mais craignant de s'engager dans une aventure malheureuse en s'alliant avec le Japon contre la Chine, hésita à donner une réponse favorable.

Cependant le Japon engagea la guerre en 1592, c'est-à-dire trois ans plus tard. Une nombreuse armée japonaise envahit la Corée. Les Chinois s'interposèrent et voulurent en vain la défendre. Mais *Hideyoschi* mourut avant d'avoir eu le temps d'atteindre son but. La guerre se termina en 1598.

Cette remarque vient confirmer celle que nous faisons au commencement de ce paragraphe. La proposition d'*Hideyoschi* de 1586 n'était point une demande d'ouverture de relations amicales sur la base d'équilibre, mais elle était une exigence de soumission. Quant à sa réponse de 1560, quoi qu'elle apparaisse dans sa forme extérieure comme une proposition d'alliance offensive, dans le sens moderne, contre la Chine, elle n'était qu'une demande pour offrir ses armées au Japon dans son expédition contre la Chine, comme l'Etat vassal est obligé de le

faire pour l'Etat suzerain. Par conséquent, le rejet de cette demande de la part de la Corée amène certainement la guerre entre ces deux pays. Enfin, bien que *Hideyoschi* ait ouvert les hostilités sans déclaration préalable, il a déclaré la guerre officiellement, d'après la coutume traditionnelle.

G) Après l'expédition de *Hideyoschi*, jusqu'à la guerre Sino-Japonaise (1894), aucune guerre n'avait eu lieu entre le Japon et la Corée. Cependant on compte trois attaques dirigées par ce pays sur nous, s'adressant soit aux navires de guerres, soit à la légation.

Le 20 septembre 1875, *Unyo*, navire de guerre japonais, faisant des sondages près des côtes de Corée fut bombardé par le fort de l'île *Kang-hua*. L'équipage japonais répondit à ce bombardement et détruisit le fort coréen. Cette affaire eut pour conséquence entre les deux pays un traité d'amitié par lequel le Japon reconnut l'indépendance de la Corée.

En 1882, les sentiments xénophobes des Coréens n'étant nullement éteints se ranimèrent. Le 23 juillet, la garnison de Séoul se rua sur la légation japonaise et la massacra. La Corée, en réparation, dûit payer une indemnité et autoriser le Japon à tenir garnison à Séoul.

Le 4 décembre 1884, le parti progressiste tenta de soulever une révolution et demanda aide à la légation du Japon. Le palais impérial fut défendu par les soldats japonais. Mais lorsque les troupes chinoises arrivèrent, l'Empereur de Corée les reçut avec

empressement. Alors survinrent des complications qui donnèrent lieu au traité de Tien-tsin, signé le 18 avril 1885, entre *Li-Hung-tchang* pour la Chine et *Ito-Hiroboumi* pour le Japon, et qui reconnaît des droits égaux pour ces deux pays sur la Corée.

Nous estimons que ces événements ne peuvent pas être considérés comme la guerre officielle entre deux pays. A vrai dire, les relations diplomatiques entre eux, n'étaient pas établies d'une façon solide jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Donc les hostilités, qui éclataient d'une manière subite et sans aucune négociation préalable ne peuvent pas entrer dans le cadre de cette étude.

2° Les guerres contre la Chine.

A partir de 662, plusieurs petites guerres avaient eu lieu en Corée entre les armées japonaises et chinoises, sans toutefois que les deux Gouvernements fussent en guerre ouverte, mais seulement comme alliés des différents petits royaumes de Corée. Ce ne fut qu'au XIII^e siècle que la guerre éclata vraiment entre les deux pays.

4) En 1268, le Mongol, par l'intermédiaire du *Koma*, envoya au Japon un message ainsi conçu : « Nous, Empereur du grand Mogol, envoyons notre messager au roi du Japon afin d'obtenir un lien d'amitié. Un petit pays, d'après la règle de tous les temps fait tous ses efforts pour obtenir l'amitié d'un grand Etat voisin. Nos ancêtres, d'après la mission du Ciel, ont conquis le monde, et les pays même très éloignés nous sont soumis. Au commencement de mon règne, ayant ouï dire que les habi-

tants paisibles de *Koma* souffraient des révoltes, j'y ai envoyé une armée et j'ai rétabli l'ordre du pays. Celui-ci, reconnaissant de nos bontés vient de devenir notre protectorat. Comme vous le savez très bien, lorsqu'un roi est juste envers son vassal, le lien d'amitié entre eux devient aussi fort qu'entre le père et le fils. Il est donc notre fief dans l'est et vous êtes son voisin. Autrefois, vous avez envoyé de temps en temps, un messenger amical à la Chine, mais, pendant notre règne, aucune mission semblable n'a été expédiée ; peut-être ignorez-vous l'existence de notre dynastie. Je vous envoie donc un messenger spécial, chargé de vous communiquer mes désirs. Je souhaiterais donc entretenir des relations amicales avec vous. Le sage considère le monde entier comme une famille. Il n'est alors pas normal qu'il n'y ait pas d'amitié dans une famille. Si parfois j'étais obligé d'employer les armes contre vous, ce serait un malheur pour tous. Réfléchissez donc bien, mon ami, sur ce sujet ». L'Empereur du Japon était presque décidé à répondre favorablement, mais *Hojô Tokimouné*, *schikken* du *Bakou-fou* (généralissime du gouvernement *shôgounal*) s'y opposa et expulsa les envoyés du Mongol.

Au printemps de l'année suivante, le messenger du Mongol vint à *Tsoushima*, mais le gouverneur de l'île lui interdit l'entrée du pays.

Au mois de septembre, l'envoyé de *Koma* revint à *Dazaïfou*, chargé d'un message mongol et pour son pays, mais il fut expulsé.

Au mois d'octobre en 1271, l'envoyé du Mongol revint encore à *Dazaïfou*. Le gouverneur japonais

voulut prendre la boîte contenant le message, mais l'envoyé protesta en disant avoir reçu l'ordre de son *Empereur* de le remettre directement au roi du Japon ou à son généralissime. Si ce message ne peut être envoyé directement au roi, de le remporter aussitôt. Il ne voulut pas le quitter. Mais comme on lui interdisait l'entrée du palais, il voulut copier le message ainsi conçu : « Comme vous le savez, *Kôma* est devenu une partie de notre famille et vous êtes son voisin. Je vous ai déjà envoyé plusieurs messagers dans le but d'obtenir une amitié sincère, mais vous n'avez jamais donné de réponse. Je vous fais cette fois un envoi spécial afin de solliciter une réponse favorable. Si vous voulez envoyer un messager, le nôtre l'emmènera. Nous attendrons votre réponse jusqu'à la fin novembre ; si vous n'acceptez pas, je vous enverrai une grande armée ». Cependant *Hojô Tokimouné* l'expulsa encore une fois.

En 1272, au mois de mai, et en juin 1273, des envoyés du Mongol furent encore expulsés du Japon.

Enfin en 1274 au mois d'octobre, une armée mongole vint attaquer le Japon. Cette guerre se termina, comme nous l'avons dit, par un terrible orage.

Après cet événement, le Mongol envoya encore deux fois des messagers qui furent tous deux décapités.

En 1281, au mois de mai, *Koublai*, l'empereur du Mongol très mécontent de ces procédés réunit une flotte puissante (100.000 hommes et 3.500 jonques), qui fut complètement détruite par un cyclone ; trois hommes seulement survécurent à ce naufrage.

Nous pouvons ajouter quelques remarques à ce que nous avons exposé précédemment. A cette époque, les relations entre les Etats en Extrême-Orient étaient comme une règle générale dans l'état de guerre, à condition qu'il n'y ait pas de relation de vassal et de suzerain. Dans cette circonstance, l'Etat qui veut conquérir ses voisins n'avait pas tenu compte de l'avantage économique. Mais l'ambition politique seule dirige leur conduite. Le Japon étant un pays isolé depuis longtemps croyait qu'il était le seul maître perpétuel dans son domaine. Le rejet de la proposition mongole faite d'une manière presque barbare n'était que le résultat de cet orgueil national qui a continué d'exister jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

B) A partir du XIV^e siècle commença l'invasion que firent en Chine les guerriers japonais sans l'autorisation de leur gouvernement. Cette invasion est connue au Japon sous le nom de *Wako*. La Chine très éprouvée par ces luttes continuelles fit demander à l'Empereur du Japon d'intervenir et de donner l'ordre à ses guerriers de rentrer dans leur pays.

En 1380, le gouvernement chinois envoya un ultimatum au Japon, l'avertissant que si le *Wako* continuait, elle ferait la guerre au Japon. Mais le gouvernement, trop faible à cette époque, ne put réprimer ces désordres ; il envoya une note amicale aux Chinois et le *Wako* continua environ deux siècles encore. Toutefois, nous ne pouvons pas considérer ces événements comme une guerre officielle.

C) En 1592, au printemps, *Hideyoschi* envoya une

armée en Corée, composée de 150.000 hommes, et la guerre éclata officiellement contre la Corée et la Chine. Avant le commencement des hostilités, quoique cette guerre fut dirigée contre la Chine qu'*Hidoyoschi* avait rêvé de conquérir, aucune négociation n'avait été échangée directement. La Corée qui n'était que l'intermédiaire négociait et luttait avec le Japon. Cependant, comme l'expédition était faite non seulement vis-à-vis de la Corée mais aussi vis-à-vis de la Chine, la Chine a envoyé son armée en Corée. Donc la guerre officielle n'existait pas entre le Japon et la Chine.

D) Depuis cette époque, les relations entre le Japon et la Chine ne furent plus vraiment interrompues avant la guerre sino-japonaise de 1894. Cependant on peut citer un différend qui éclata en 1874 à propos des affaires de Formose, mais la guerre fut évitée grâce aux bons offices des ministres français et anglais à Pékin. Bien que Formose fut sous la domination de la Chine, les habitants encore sauvages de ce pays dans la partie sud et est, ne suivaient jamais les ordres donnés par le gouvernement chinois ; mais celui-ci déclina sa responsabilité en prétendant que cette contrée n'était point sous sa domination.

En novembre 1871 ; beaucoup de pêcheurs japonais furent également massacrés à Formose ; le gouvernement japonais envoya *Soëjima-Tanéômi*, ministre des affaires étrangères, à Pékin pour avertir l'Empereur de Chine de son intention de combattre

la partie encore sauvage de Formose. Il ajouta que si les armées japonaises, ne connaissant pas très bien les frontières, entraient incidemment dans le pays dominé par la Chine, il espérait bien que le gouvernement chinois comprendrait que l'attaque était dirigée contre les habitants de Formose non civilisés, et non pas contre la Chine. Le gouvernement chinois se déclara tenir en respect ces populations sauvages. Néanmoins il consentit à accorder réparation aux Japonais. L'envoyé de celui-ci s'assura que le gouvernement chinois ne s'opposait pas à ce que le Japon fit la guerre à ces habitants. En 1873, au mois de juillet, des Japonais furent dévalisés à Formose, ce qui décida le gouvernement japonais à y faire une expédition au mois d'avril de l'année suivante.

En 1874, au mois de mai, le gouvernement chinois envoya une protestation aux Japonais. La note était ainsi conçue : « L'île de Formose étant absolument sous notre domination, même les habitants sauvages se reconnaissent nos sujets, car ils nous envoient leur tribut. Il n'est donc pas juste que les autres États attaquent cette contrée avec une armée officielle. Nous vous demandons en conséquence, de bien vouloir ordonner à vos armées de se retirer de ce pays le plus vite possible ». Et la Chine se mit en devoir de se préparer à la guerre. Le Japon, de son côté, commença sa mobilisation, acheta des bâtiments de guerre et des armes à l'étranger. Jusqu'au dernier moment on crut la guerre imminente. Le gouvernement japonais envoya alors un ambassadeur : *Okoubô Tochimitsou*, auprès de l'Empereur de Chine pour négocier cette affaire et demander

réparation. Au début de ces négociations, il l'interrogea sur deux questions : 1° Le gouvernement de Pékin avait-il administré les habitants de la Formose non civilisée ? 2° Pourquoi ne réprimait-il pas les actes de sauvagerie commis à chaque instant par ces habitants ? Le gouvernement chinois répondit que sa domination ne fut que nominale ; elle n'en était pas moins réelle.

L'ambassadeur japonais lui demanda alors pourquoi il avait déclaré au consul américain que cette contrée était en dehors de son autorité souveraine ; qu'il avait répété les mêmes paroles au ministre des affaires étrangères du Japon, trois ans auparavant. Il ajouta que cette contrée étant indépendante et n'étant subordonnée à aucun pouvoir souverain, les nations avaient le droit absolu de l'attaquer. Cette conférence, commencée depuis le 14 septembre 1874, n'avait au bout de vingt jours donné aucun résultat. Le 5 octobre, après une longue discussion avec le gouvernement chinois, l'ambassadeur japonais déclara que ne voyant aucun point d'accord, il allait terminer sa mission et quitter Pékin, sa présence étant devenue inutile, et qu'en conséquence le gouvernement japonais continuerait son expédition dans l'île de Formose. Le 10 octobre il envoya une note contenant les points principaux de l'opinion japonaise au gouvernement chinois, demandant une réponse dans un délai de 5 jours. Sur ces entrefaites, il vit les ministres plénipotentiaires français et anglais, leur expliqua le cas, et leur fit comprendre que si une guerre éclatait avec la Chine, la responsabilité n'en incomberait point au Japon. Le 14,

les Chinois demandèrent encore trois jours de délai pour donner une réponse. Le 18 octobre, les négociations se firent à l'hôtel de notre ambassadeur. Le gouvernement chinois reconnut la légitimité de notre expédition et accorda réparation. Mais il déclara que cette réparation était accordée par faveur de l'Empereur de Chine, non pas à titre d'indemnité. Aucune somme exacte n'était fixée, ni aucun traité signé. Enfin, le gouvernement chinois déclarait ne vouloir verser l'argent que lorsque les armées japonaises auraient quitté Formose. Ces conditions ne donnaient pas satisfaction à l'ambassadeur japonais. Dans la conférence du 23 octobre, il déclara son intention arrêtée de quitter Pékin. Le 26 octobre, il annonça de plus que le Japon allait se mettre à la conquête de cette île et l'administrer, pour le bien et le profit du monde. La veille de son départ, au soir, le ministre plénipotentiaire d'Angleterre vint lui annoncer que le gouvernement chinois acceptait toutes les conditions. Enfin, grâce aux bons offices de la France et de l'Angleterre, le traité de Pékin fut signé le 31 octobre.

Dans la remarque précédente, nous pouvons trouver que l'attitude du Japon a subi de grands changements. En effet, cette époque était encore une période de transition. Ses relations internationales n'étaient pas encore établies d'une façon aussi parfaite qu'aujourd'hui. Cependant son attitude vis-à-vis des pays étrangers devient très paisible et sa politique internationale était dirigée par le seul critérium de l'intérêt économique qui a besoin comme base fondamentale, de relations amicales. C'est pour

cela que le gouvernement japonais a épuisé tous les moyens conciliants pour arriver à une entente pacifique. Les négociations diplomatiques étaient faites avec le respect mutuel de deux pays en litige. Nous n'y trouvons point d'ancien orgueil dans lequel l'Etat qui commence les négociations prétendait, déjà au début, être le supérieur ou le suzerain.

3° Hachikacé, les tribus qui habitent l'est de la Sibérie.

L'histoire du Japon nous montre que plusieurs expéditions furent faites dans ces contrées, dans l'intention de les conquérir et de les dominer.

En avril 658, et mars l'année suivante et encore en mars l'année suivante, *Abénô-Hirafou*, d'après l'ordre de l'impératrice *Saï-Meï* envahit ces tribus et les conquît.

Au mois de mars 1019, *Toï*, l'une de ces tribus vint attaquer le Japon, mais elle fut repoussée.

En 1592, dans l'expédition d'*Hideyoschi* en Corée, *Katôo-kiyomasa* enleva encore plusieurs provinces dans ces contrées. Evidemment dans ces guerres, toutes les attaques furent subites et sans aucune forme d'avertissement.

4° Annam, Siam, Indo-Chine, Tonkin, Océanie.

Le Japon ne fut jamais en guerre officielle avec ces pays, cependant à partir du XIV^e siècle jusqu'au XVI^e les *Wakôs*, guerriers japonais indépendants, envahirent souvent ces pays. Nous nous bornerons à citer seulement les principales expéditions de ce genre.

En 1602 eut lieu la grande invasion d'Annam. On l'appelle *Bahân* ; Annam envoya un messenger au-

près du gouvernement *shôgounal* afin qu'il l'arrêtât. *Tôkougawa-Iyeyasou*, le *shôgoun* actuel obligea ces guerriers à regagner leur pays et les punit en conséquence.

Parmi les guerres de *Wâkos*, on cite le fait de *Yamata-Nagamasa* qui s'appropriâ le pays de Siam et s'y fit un royaume.

Toutes ces guerres étaient faites indépendamment du gouvernement japonais, simplement par besoin pour ces guerriers de faire la guerre et de chercher la gloire, et naturellement aucune déclaration de guerre n'existait.

5° Les Etats européens.

A partir du XVI^e siècle, quelques européens ayant abordé sur les côtes du Japon, des relations amicales s'ensuivirent et sous le règne de *Nobounaga*, les chrétiens furent bien traités. Mais le gouvernement de *Hideyoschi* et de *Tokougawa* prirent une ligne de politique opposée et interdirent la religion chrétienne sous peine de mort, et pour empêcher l'entrée des chrétiens dans ce pays, ils interdirent l'entrée aux étrangers. En 1637, *Iyémitsou*, troisième *shôgoun* du gouvernement *Tokougawa*, après l'insurrection de *Shimabara* décida d'adopter la politique de porte fermée. Ce ne fut qu'en 1853 que le commodore *Perry*, ayant jeté l'ancre à l'improviste dans la baie de *Yédô*, que les relations avec les Européens recommencèrent. Cette situation ne constituait pas un état de guerre et le décret de *Iyémitsou* ne saurait être considéré comme déclaration de guerre. Aucune guerre n'eut donc lieu avec les Européens jusqu'à la guerre Russo-Japonaise en 1904.

Il est temps maintenant de chercher à tirer les conclusions de ce que nous avons remarqué jusqu'ici. Le Japon fut, dans la plus grande partie de son histoire, un Etat isolé. Il n'existait point de forme directement employée pour ouvrir les hostilités. La guerre a toujours été précédée d'une négociation, mais les hostilités commençaient subitement. Dans ce sens, quoi qu'il y eut une surprise politique causée par la proposition de l'adversaire, car celui-ci se prétendait dès le début comme supérieur et demandait hautement l'obéissance, la surprise militaire n'existait pas en ce qui concerne l'attaque de l'ennemi. Dès que la proposition est rejetée, l'état de guerre est établi entre eux. Et comme le Japon est une île, ces luttes avec l'étranger sont naturellement commencées par la guerre maritime. Par conséquent, il n'y a pas moyen de prévenir son attaque de l'ennemi.

Nous ajouterons dans le paragraphe suivant l'histoire de l'ouverture des hostilités à l'intérieur du Japon. Et cela pour deux raisons. Tout d'abord, quoique cette étude n'entre pas dans le cadre du droit international, nous trouvons qu'il y a une relations très intime entre la coutume de la guerre internationale et celle de la guerre interne. L'ancienne pratique a en effet une influence traditionnelle sur les procédés modernes. Dans ce sens, l'étude de l'ancienne coutume est nécessaire pour la recherche du procédé moderne. Peu importe qu'elles soient faites contre l'étranger ou à l'intérieur du pays. Deuxièmement, pendant le régime féodal, les seigneurs gouvernaient leurs territoires de la même manière

que les diverses puissances le font aujourd'hui. Les relations entre ces seigneurs peuvent être comparées aux relations internationales et c'est ce qui explique que nous en parlions dans cette étude.

§ III

Histoire de l'ouverture des hostilités à l'intérieur du Japon (52)

Les guerres qui eurent lieu depuis les temps les plus reculés, à l'intérieur du Japon, furent toujours des guerres terrestres ayant pour mobile une question politique ou ambitieuse. Ce sont là autant de motifs suffisants pour expliquer que ces guerres furent toujours faites avec loyauté. Parfois dans la tactique, au cours d'une guerre, quelques attaques improvisées se produisirent, mais le début des hostilités était toujours précédé d'une déclaration préalable, différente dans sa forme extérieure de celles reconnues aujourd'hui par le droit international, mais qui n'en constituait pas moins un avertissement. Chaque époque a d'ailleurs des coutumes différentes.

1° Epoque du gouvernement Impérial.

A) Pendant la période de l'autorité souveraine, absolue (660 ans av. J.-C. jusqu'à 850).

(52) V. spécialement KO-KOU-SHI-GWAN : *L'Histoire du Japon* publiée par l'Université Impériale de Tokio, le 23^e année de Meiji.

A ce moment, l'Empereur, maître absolu des armées avait seul le pouvoir de faire la guerre, et l'impératrice ou le prince héritier étaient seuls capables de le remplacer ; jamais le peuple ne disposait d'un pouvoir aussi étendu. Le service militaire était déjà obligatoire pour tous les nationaux du pays. La guerre privée était interdite d'une manière absolue. La guerre était toujours publique.

En 660 av. J.-C., la guerre de *Jim-mou*, premier empereur du Japon, fut commencée. Se disant descendant du dieu du Soleil (*Amatérasou-Omikami*) et investi par ce même dieu du pouvoir de gouverner les peuples, il ordonna à ses ennemis de lui obéir et lorsqu'une tribu s'y refusait, il lui faisait la guerre, mais toujours après le refus d'obéissance de ces peuples. C'étaient surtout des luttes de croyance religieuse, ce qui inspirait des principes de générosité et de noblesse dans une certaine mesure. L'Empereur quitta *Hiyouga*, première capitale du Japon située au sud de *Kiouchou*, pour aller combattre les tribus à *Hondô*. Tous les habitants se soumirent excepté *Nagasouné-hiko*, grand chef de tribus de *Yamato*, beau-père de *Nighihayahi*, un des descendants du dieu du Soleil, qui lui résista à *Kousaka* et à *Osaka*. Enfin, la guerre se termina par la soumission de *Nighihayahi* qui tua *Nagasouné-hiko*. *Jem-mou*, en reconnaissance en fit son général en chef.

Ce qu'il importe de constater, c'est que cette guerre a été faite entre la famille impériale et les diverses tribus, avant la fondation du pays. Elle a donc un caractère de la guerre internationale et par

conséquent il y a une ressemblance entre cette guerre et les guerres faites postérieurement contre les pays étrangers.

Pendant le règne de l'empereur *Keïko*, deux grandes expéditions furent faites contre les tribus dans les provinces éloignées alors en révolte.

En 82 ap. J.-C. les *Koumaço*, tribus sauvages habitant la partie sud de *Kiouchou* se révoltèrent. L'Empereur ordonna officiellement à tous les peuples du pays de l'attaquer et il partit lui-même à la tête de ses armées et fut vainqueur l'année suivante.

En 97 ap. J.-C., les *Komaço* se révoltèrent encore. L'Empereur, cette fois, envoya à sa place *Yamatotakénomikôtô*, le prince héritier qui mit encore une année à les soumettre.

En 110 eut lieu l'expédition des *Azouma-Emishi*, habitants sauvages de la plus grande partie du nord de *Hondô*. Cette fois encore, il envoya le prince héritier qui vainquit peu à peu, et enfin au bout de quatre années ces provinces devinrent la possession absolue de l'Empereur. Comme ces guerres étaient faites pour réprimer la désobéissance de ces tribus, il suivit les anciennes coutumes et prévint toujours l'ennemi avant de le combattre.

En 367, sous le règne de l'Empereur *Nin-To-kou*, les *Azouma-Emishi* se révoltèrent. La guerre fut déclarée et le général *Tamitchi* fut envoyé pour les soumettre. Nous remarquons dans ce fait que l'ancienne règle réservant à l'impératrice et au prince héritier seuls le pouvoir de remplacer l'empereur était modifié, et c'est là que commença la coutume d'envoyer un dignitaire remplir une mission impé-

riale. La puissance des familles militaires grandit ; ainsi fut préparée la faiblesse du pouvoir impérial en face de ces familles. Toutefois les familles militaires ne pouvaient encore prendre l'initiative de la guerre et l'expédition était toujours faite au nom de l'Empereur d'une façon parfaite.

A partir de 1646, le système du service militaire obligatoire fut abandonné. Ce fut la cause de *Taïkwa-no-shingéï* ou réformes politiques dues à l'introduction au Japon de la civilisation chinoise.

A la fin du VIII^e siècles, plusieurs révoltes eurent lieu dans les provinces du Nord. L'Empereur envoya toujours ses généraux pour les réprimer. Il les investit de son pouvoir afin que la guerre eut lieu sous le signe impérial ; il leur remet l'étendard impérial et un sabre d'honneur.

B) Période de prépondérance de la famille *Foujiwara* (851 jusqu'à 1068).

Le pouvoir central était déjà solidement établi à cette époque et ce fut pour le Japon une période de progrès en toutes choses. Les beaux-arts, la littérature, l'architecture, la musique, la religion y prirent une grande extension. La nation goûta à ce moment une époque de calme à l'intérieur et à l'extérieur. Mais le pouvoir central s'affaiblit.

En 939, la révolte éclata subitement à *Kwantô* (*Kwantô* était une province au nord-est de *Hondô*), soulevée par *Masakadô*. Et le gouvernement trop préoccupé des arts d'agrément négligeait de s'informer de l'état de choses des provinces éloignées. Il apprit avec étonnement cet événement imprévu.

Heureusement, cette révolte fut étouffée dès le

début. Mais déjà les *Bouké*, ou chefs militaires, voulurent gouverner leurs guerriers et formèrent ainsi de petites tribus indépendantes. Autrefois, les gouverneurs militaires régissaient aussi les affaires civiles, mais ces fils d'anciens guerriers dans cette époque de paix, perdirent leurs talents militaires et devinrent incapables de se défendre : aussi, pour les remplacer dans cette fonction, ils s'entourèrent de simples guerriers mercenaires, à leur solde. Ceux-ci prirent peu à peu de l'empire et formèrent une deuxième catégorie de gouverneurs, de sorte qu'en réalité ils furent les fonctionnaires militaires et leurs prédécesseurs devinrent les gouverneurs civils.

Ce fut la fin de la puissance de la famille *Foujiwara* et l'apparition des grandes familles militaires appelées *Genji* et *Heïké*.

En ce moment, les luttes privées sévissaient partout entre tribus guerrières, principalement à *Kwantô*, et le pouvoir central étant trop affaibli pour les réprimer, la guerre civile exista à l'état permanent dans ces provinces. On ne saurait préciser la règle à laquelle ces guerriers se conformaient pour commencer une guerre, cependant chaque bataille était précédée d'un défi, d'une provocation.

C) Commencement de prépondérance politique des familles militaires (*Heïké* et *Genji*, 1069-1192).

Le désordre régna dans tout l'empire même dans la capitale *Kioto*. Les familles militaires en profitèrent pour prendre de l'empire. Les prêtres bouddhistes s'en mêlèrent aussi.

En 1151, *Abéyoritoki*, grand chef de tribu à *O-ou*

se révolta. Le gouvernement envoya deux généraux *Yoriyoshi* et *Yoshiïé* pour le combattre. La guerre dura une quinzaine d'années (*zenkounen*, guerre de neuf ans, *Gosannem*, guerre de trois ans).

Cependant la deuxième guerre, guerre de trois ans n'était pas reconnue par le gouvernement impériale comme publique, car contrairement à la première guerre, elle était entreprise par la seule volonté du général et pas au nom de l'Empereur.

En 1156 et 1159, les guerres civiles eurent lieu entre deux partis qui se disputaient le pouvoir. Ce furent les guerres de *Hôgen* et de *Heiji*. Les membres de la famille impériale, divisés, se mirent à la tête de deux ligues composées des guerriers de *Genji* et de *Héiké*. Cette guerre revêtit un caractère particulièrement douloureux ; on vit les familles divisées et le fils combattre contre le père. Toutes les agressions étaient faites brusquement. Cependant les combattants justifiaient leur conduite en affirmant que leur devoir les commandait et qu'ils soutenaient chacun la bonne cause en se battant pour l'empereur de leur choix. Quoique l'empereur ne gouvernât le Japon que nominalelement, il existait, dans l'esprit de ses sujets un grand respect, presque de la vénération pour sa personne.

L'esprit de respect et de fidélité aux supérieurs est un des caractères principaux des Japonais, ce qui fait que la cause d'une guerre importe peu et tous les moyens leur paraissent justes pourvu que ce soit pour leur Maître. Dans les guerres civiles, les chefs des différents partis commandent toujours au

nom de l'Empereur, afin de discipliner leurs soldats.

Il ne saurait plus être question que, lorsque le pouvoir impérial s'affaiblit, la déclaration de guerre au nom de l'Empereur perdît aussi de son autorité. Cependant on croyait cette pratique nécessaire pour commencer une guerre légitime. Donc, non seulement la guerre impériale, mais aussi les luttes entre les grandes familles militaires sont précédées par la déclaration de guerre impériale. Lorsqu'un grand chef d'armée veut entreprendre une guerre privée, quoique cette guerre ne soit dirigée que par ses intérêts personnels, il demande l'autorisation de la commencer soit à l'Empereur, soit à une autre personne de la famille impériale. Ainsi il déclare hautement et publiquement « une guerre légitime ». Il y avait trois formes de déclaration : *Senji* (décret de l'Empereur), *Inzen* (recommandation d'un Empereur qui a abdiqué) et *Reïshi* (ordre du prince impérial). Elles étaient l'ordre militaire adressé aux guerriers en province pour leur dire de se mobiliser et se réunir à l'armée principale. Leur promulgation était faite en général d'une façon publique et ouverte. Cet ordre militaire sert en même temps pour avertir l'adversaire de la guerre, car celui-ci connaît la décision de l'agresseur par la publication, car la guerre ne commence ordinairement que quelques mois après cette promulgation.

Après ces deux grandes guerres civiles, *Hogen* et *Heiji*, la famille de *Héïké*, grâce à l'habileté de son grand chef *Kiyomori*, devint prépondérante. Mais son despotisme militaire attira sur elle le méconten-

tement général. Le prince *Motchi-hito* donna l'ordre d'attaquer cette famille et rappela les familles *Ghenji* alors en exil dans les provinces est du pays.

En recevant cet ordre, *Yoritomo*, chef de la famille *Ghenji*, retiré à *Kamakoura*, et *Joshinaka* à *Kissô*, levèrent des armées au nom du prince *Motchi-hito*.

En 1183, *Yoshinaka* s'avança jusqu'à la capitale, extermina la famille *Héïké* et l'expulsa. Mais ayant toujours habité dans des contrées sauvages et n'ayant pas l'instruction nécessaire pour être chef de gouvernement, il accapara le pouvoir politique au nom de l'Empereur ; mais son despotisme dépassant encore celui de *Héïké*, l'Empereur fut obligé de demander à *Yoritomo* de l'expulser.

Il se mit en marche avec une armée ayant à sa tête son frère *Yoshitsouné* et mit deux années à conquérir le pays. Pendant ces guerres, qui furent faites au nom de l'Empereur, une déclaration précédait toujours les hostilités. Il donna comme motif de la guerre le désir de l'Empereur d'amener une période de paix dans le pays.

En 1192, il fonda enfin *Bakou-fou*, ou gouvernement shôgounal, à *Kamakoura* et ce fut la fin de l'époque du gouvernement impérial.

2° Le gouvernement shôgounal (1192-1866). Avec le gouvernement *shôgounal*, le système politique du Japon fut modifié.

La féodalité qui existait à cette époque en Europe fit son apparition au Japon. Les guerres qui se firent en ce moment furent empreintes de l'esprit chevaleresque des *bouchis* (anciens chevaliers japonais). Alors, avant de faire l'histoire de l'ouverture des

hostilités à cette époque, il est utile d'expliquer quels grands sentiments inspira la chevalerie japonaise et quelles étaient leurs manières de combattre.

a) Aux termes de la religion de Confucius, le souverain est le patriarche, le père de ses sujets. C'est de cette idée qu'est né le dévouement absolu que les *samouraï* professaient envers le daïmio ; ce dévouement participait de la soumission passive due par le soldat à son officier, par l'officier à son général.

b) Avec le dévouement aux chefs, l'honneur était le principal devoir du *samouraï*. Chez les nobles japonais, nous trouvons une notion de l'honneur très semblable à celle que s'en faisaient les chevaliers européens. De même, un vrai *samouraï* n'attaquait pas son ennemi par derrière. Le combat lui-même était donc courtois et loyal.

Takéda-Chine-Ghen, un des plus grands paladins du seizième siècle et même de toute l'histoire japonaise, rédigea en 17 articles le code du parfait *samouraï*. Il est dit dans l'un d'eux : « Un *samouraï* ne doit jamais insulter son ennemi, jamais mentir ou s'emporter ou commettre l'homicide, hors dans une bataille ; il doit toujours se montrer prudent, loyal, *soucieux de ne rien dire qui puisse faire devenir un plan stratégique* ».

Nous venons d'étudier le caractère du *samouraï* au point de vue militaire : ceci permettra de mieux comprendre leur manière d'ouvrir les hostilités.

Avant une bataille rangée, l'on célébrait le *tchima-tsouri* ou sacrifice du sang : devant les étendards consacrés à *Hatchiman*, le général égorgeait

des condamnés et des captifs. Puis les deux armées rangées l'une en face de l'autre échangeaient un salut solennel en s'envoyant des flèches de comparaison (*yaawaçé*) qui étaient le plus souvent des flèches à sifflet. Le salut terminé, l'un des généraux poussait un cri de défi : son armée lui répondait en hurlant, en frappant des armes, en agitant des bannières. Le général de la seconde armée jetait à son tour son défi, et dans les rangs de ses soldats c'étaient les mêmes hurlements, les mêmes battements d'armes, le même frémissement de bannières. Puis la bataille s'engageait.

Mais au Japon comme en Europe, l'orgueil et l'ardeur gênaient généralement l'exécution du plan de bataille ; sortant du rang, les jeunes *boushi* venaient défier leurs ennemis particuliers ; ils le faisaient dans un style solennel : « Voici mon nom, disait-il, et voici le nom de mon clan. Je suis le fils du général qui a gagné telle bataille, le petit-fils du héros dont on rapporte tel exploit ».

Ces anciens *boushi* combattaient pour acquérir de l'honneur, non seulement pour lui, mais aussi pour la famille. Quand le fils partait en guerre, sa mère lui recommandait de combattre bravement, de voir l'honneur avant la victoire et lui disait qu'elle serait fière de lui s'il mourait pour l'honneur et le devoir.

Avec de tels principes, jamais on attaquait un ennemi à l'improviste : au contraire la guerre était toujours loyale.

A) Epoque du gouvernement *Hôjô* (1220-1333), *Yoritomo* fut le premier *shôgoun*, et quoique sa

puissance fut supérieure à celle de l'Empereur, il professait à son égard un grand respect. Mais une vingtaine d'années après sa mort, *Hôjô-Yoshitoki*, le premier ministre du gouvernement shôgounal prit le pouvoir et le shôgoun ne fut plus qu'un titre nominal. Alors le pays fut gouverné, à partir de 1222 jusqu'en 1333 par la famille de *Hôjô*.

Le respect de l'Empereur diminua, et même dans la guerre on trouve beaucoup d'exemples de tentatives dirigées contre la famille impériale.

En 1221, la guerre civile de *Shokyô* éclata. *Hôjô Yoshitoki* très despotique avait obligé l'Empereur *Gotoba* à abdiquer et l'avait remplacé par *Juntôkou* alors très jeune. *Gotoba* prépara secrètement une guerre contre le gouvernement de *kamakoura*, mais l'entreprise fut découverte et ils furent vaincus aussitôt. Mais avant de le combattre, *Hôjô-Yoshitoki* déclara ouvertement la guerre. En 1331, l'Empereur *Godaïgo* très mécontent du despotisme de *Hôjô* prépara la guerre contre lui, aidé de son général *Kousounoki* et *Nitta*. Ces guerres civiles durèrent trois années et *Hôjô* fut exterminé. Les soldats partagés en deux camps se battaient, les uns pour soutenir l'Empereur, les autres pour obéir au maître qu'ils reconnaissaient dans *Hôjô* : aussi ces guerres furent déclarées réciproquement par les deux partis avant le commencement des hostilités.

B) Epoque du gouvernement *Ashikaga* (1336-1573). Après la chute du gouvernement *Hôjô*, l'Empereur *Godaïgo*, fut maître du pouvoir absolu et gouverna lui-même l'Empire. Mais *Ashikaga Ta-*

kaouji prit aussi de la puissance et bientôt même son influence devint prépondérante et il fit revenir le gouvernement shôgounal.

En 1336, *Takaouji* réussit à détrôner l'Empereur *Godaïgô* qui se réfugia dans la partie sud du pays et y forma ce qu'on appelle *Nantchô* (dynastie sud), tandis que le nouvel empereur monta sur le trône impérial et fonda ainsi *Hokoutchô* ou dynastie nord. Cet état de choses dura jusqu'en 1392. Pendant toute cette période ce furent des guerres ininterrompues. Les guerriers divisés en deux lignes défendaient chacun l'Empereur qu'il reconnaissait pour souverain véritable. On ne peut citer toutes ces luttes séparément, vu leur trop grand nombre, mais cependant il paraît certain qu'elles furent toujours faites avec loyauté et déclarées publiquement.

En 1393 jusqu'en 1464, ce fut une époque de renaissance pour les beaux-arts et tous les travaux intellectuels ; une longue période de paix favorisa les progrès de toutes sortes dans le pays. Les luttes privées furent absolument interdites.

Mais en perdant l'habitude de guerroyer, le gouvernement, dont la puissance résidait surtout dans son art militaire perdit son autorité et diminua ainsi celle du pouvoir central.

En 1438, *Motchiouji* se révolta à *Kamakoura* et *Yoshinori*, le shôgoun qui gouvernait cette époque, demanda à l'Empereur la permission de faire la guerre, ce qui lui fut accordé. Après une année de luttes, il réussit à le vaincre. Cette guerre fut donc déclarée ouvertement.

A partir de 1465, commence l'époque de *Cen-go-*

kou (grande guerre civile). La guerre commença à *Kioto*, la capitale, puis s'étendit aux provinces les plus éloignées. Ce fut une longue mêlée générale, tout le monde voulait être soldat ; même les prêtres bouddhistes s'en mêlèrent. Chacun combattait pour son intérêt particulier sous la conduite de leurs petits chefs de tribu. Ce genre de guerre et les motifs peu honorables qui l'inspiraient firent qu'elles furent perfides et cruelles. Les bons principes des *bouchidô* furent oubliés et leurs pratiques courtoises et loyales. Ces luttes furent donc presque toutes improvisées et subites, sans aucune déclaration publique. En d'autres termes, les relations pacifiques n'existaient point à cette époque. Les chefs de famille militaire se trouvaient l'un contre l'autre dans un état de guerre absolue. L'attaque à l'improviste était estimée comme la meilleure tactique.

En 1467, la guerre de *Onin* éclata à *Kioto* et dura 11 années. Toute la capitale fut détruite. Comme c'était toujours dans un but d'intérêt personnel qu'ils faisaient cette insurrection, aucune bataille ne saurait être citée comme ayant été précédée d'une déclaration loyale.

Parmi les grandes guerres qui furent faites entre les chefs de provinces, on cite celles-ci : les guerres de *Kawanakajima* en 1453, en 1456 et 1461 ; la guerre de *Okéazama* en 1560. Quant aux révoltes fomentées par les prêtres bouddhistes, elles furent nombreuses et célèbres : on cite principalement celles de *Ikkô* et *Hokké*.

C) L'époque du gouvernement de *Nobounaga* et

d'*Hideyoschi* (1574-1602). *Yoshiaki*, dernier shôgoun du gouvernement *Ashikaga* fut vaincu par *Nobounaga* ; celui-ci conquît les provinces voisines de la capitale. Contrairement à ses prédécesseurs, il avait un grand respect pour la famille impériale. Il remit en honneur les anciennes coutumes solennelles dont on entourait autrefois le trône impérial. A ce moment, la guerre s'était étendue à tout l'Empire ; ces guerres étaient faites comme les précédentes dans un but d'intérêt personnel. *Nobounaga* livra bien des batailles au nom de l'Empereur, mais les chefs de tribu, dans les provinces éloignées la faisaient pour agrandir le territoire soumis à leur domination. Dans ces conditions, dans la pratique de la guerre ils eussent attaqué volontiers leur ennemi à l'improviste, mais la difficulté des communications était un empêchement pour cette attaque, surtout que ces guerres étaient terrestres. De plus, lorsqu'un *daïmio* partait pour attaquer un ennemi, il recrutait ses soldats un peu partout, où il passait, car il ne gardait autour de lui que son peloton de garde. Puis chaque *daïmio* avait ses espions qu'il envoyait dans les armées ennemies afin de connaître leurs intentions. Toutes ces questions sont autant de raisons qui rendaient l'attaque à l'improviste difficile, sinon impossible.

En 1582, *Nabounaga* partant en expédition afin d'aller conquérir les provinces de l'Est, fut assassiné au moment où il entrait dans une pagode (honnôji) par un de ses généraux *Mitsouhidé*. Après la mort de *Nobounaga*, *Hideyoschi* prit la conduite de l'expédition et en un mois devint le plus grand dignitaire

du pays. Ses procédés furent toujours loyaux et il déclara publiquement la guerre avant de la faire.

Ce fut lui qui, indigné de la conduite ingrate de *Mitsouhidé* envers son maître le dénonça, et pour le punir de son crime il l'attaqua à *Yamasaki* et le tua ainsi que tous ses partisans. C'est ainsi qu'il déclara hautement sa raison de la guerre.

Les généraux de *Nobounaga*, jaloux de la prépondérance qu'avait acquise *Hideyoshi* se révoltèrent. En 1583 plusieurs guerres eurent lieu entre *Hideyoshi* et ces généraux. Donc la guerre a été hautement déclarée et les hostilités étaient conduites d'une manière loyale.

L'année suivante, *Nobouô*, fils de *Nabounaga*, envieux de la puissance d'*Hideyoshi* voulut lui faire la guerre. Et *Iyéyasou*, grand général, pensant que l'esprit chevaleresque commandait d'aider le plus faible et jugeant qu'*Hideyoshi* était coupable d'attaquer le fils de son maître, s'allia avec *Nobouô*. *Iyéyasou* déclara publiquement la guerre à *Hideyoshi* et ils se battirent à *Komakiyama*, mais les forces étant égales, ils ne purent ni l'un ni l'autre remporter la victoire. Puis *Hideyoshi* voyant en *Iyéyasou* un chef valeureux préféra l'avoir comme allié que comme ennemi et ils conclurent ensemble un traité.

Hideyoshi envoya toujours avant de combattre les chefs de tribus éloignées plusieurs conseils de soumission ; en cas d'obéissance il ne leur livrait pas bataille mais s'ils refusaient de se soumettre, ils leur faisait la guerre au nom de l'Empereur et il la déclarait publiquement avant de la faire. Il livra ainsi

deux principales batailles : celle contre *Shimatsou* en 1587 et celle contre *Hôjô* en 1590.

En 1598, *Hideyoshi* mourut pendant que ses armées faisaient l'expédition de Corée. Après sa mort, son fils *Hideyori* lui succéda, mais *Iyéyasou* était plus populaire et jouissait de l'estime générale. *Hideyori*, envieux de la prépondérance de *Iyéyasou*, voulut lui faire la guerre. Tous les guerriers du pays, partagés en deux camps prirent part à cette formidable guerre (*Sékigahara*) restée légendaire au Japon. Enfin *Iyéyasou* fut définitivement vainqueur. Sa puissance encore agrandie, il alla fonder, au nom de l'Empereur, son gouvernement shôgounal à *Yédo*, le Tokio actuel en 1603. Ils ont combattu l'un contre l'autre d'une façon publique. Le commencement de la guerre a été généralement notifié préalablement.

En 1614, *Iyéyasou* fit une grande expédition à *Osaka* et la famille d'*Hideyoshi* vaincue par là finit ainsi. C'est ce qu'on appelle les guerres de *Osaka-Natsou-no-jin* et *Osaka-Fouyou-no-jin*. Cette guerre avait été précédée de longues négociations, à la suite desquelles *Iyéyasou* avait dû déclarer la guerre.

D) Epoque du gouvernement de *Tokougawa* (1603-1867).

Lorsque *Iyéyasou* eut fondé son gouvernement shôgounal à *Yédo*, le pays fut parfaitement administré et les guerres civiles furent supprimées. La paix régna donc à l'intérieur, d'une façon permanente. En 1637, une révolte des chrétiens éclata cependant à *Shimabara*. Le gouvernement de *Bakou-fou* demanda aux *daïmio* des provinces voisines

de les soumettre, ce qui fut fait, et la révolte cessa ainsi. En 1651, la révolte de *Youïno-Shôsétsou* éclata et fut aussitôt réprimée. Nous trouvons aussi que la pratique de la déclaration de guerre publique a précédé cette guerre.

Au milieu du XIX^e siècle, des Européens ayant abordé sur les côtes du Japon voulurent entamer des relations amicales. Il se forma à ce sujet deux partis différents dans le pays : les uns voulaient l'expulsion des étrangers, les autres désiraient entrer en relations avec les étrangers. Le *Bakou-fou* devenu trop faible pour imposer sa volonté et quoiqu'il eut décidé de faire un traité avec les étrangers, cette décision attira le mécontentement général.

En 1864 et 1876, le *Bakou-fou* fut obligé de faire une expédition à *Tchoshou* où se trouvait le centre de révoltes, mais il échoua dans sa tentative. Chose bizarre, le *Bakou-fou* faisait cette guerre avec l'autorisation de l'Empereur et la déclara publiquement.

En 1867, *Keïki*, le dernier *shôgoun* du *Bakou-fou* restitua enfin le pouvoir souverain à l'Empereur. Le pays se trouva ainsi unifié et ce fut la fin de l'époque *shôgounale*.

3^e Époque de Monarchie Constitutionnelle (1868 jusqu'à nos jours).

Au commencement de cette époque, les anciens fonctionnaires du *Bakou-fou*, mécontents du nouveau système de gouvernement prirent les armes dans les provinces du Nord. L'Empereur envoya une expédition qui les vainquit en une année. Il avait à cette occasion déclaré publiquement la guerre et renouvelé l'ancienne coutume consistant à envoyer à

la tête de l'armée un prince du sang portant comme signe de son pouvoir autorisé de l'Empereur un étendard et un sabre. Cette coutume fut pratiquée dans toutes les expéditions contre les révoltés ; ainsi la révolte de *Saga* de 1874, de *Koumamôtô* de 1876, la guerre de *Saïgo-Takamori* en 1877.

Après avoir exposé l'histoire de l'ouverture des hostilités au Japon, recherchons maintenant quelle était la coutume générale à cet égard.

Tout d'abord, notre examen des faits nous oblige à distinguer la guerre publique et la guerre privée. La guerre privée se trouve en dehors de notre étude. Comme nous l'avons vu dans les invasions de *Wâko* et les combats entre les guerriers pendant l'époque de *Sengokou*, il est non seulement difficile de trouver une pratique générale dans leur conduite, mais aussi leur manière n'a aucune influence traditionnelle sur les générations ultérieures. Il faudra donc nous contenter de limiter notre champ d'observation dans la guerre publique.

Ce qu'il importe de constater ici, c'est que nous pouvons déduire une règle générale parmi les diverses pratiques qui ont été employées pour ouvrir les hostilités pendant tout le cours de notre histoire. Après ce que nous avons constaté, une chose remarquable, c'est que le titre de guerre était considéré comme une condition indispensable pour commencer les hostilités. Le provocateur de la guerre prétendait à une supériorité politique sur son adversaire dès le début des négociations précédant les hostilités. C'est ainsi que dans la guerre internationale l'agresseur, soit le Japon ou ses voisins, prétendait à une mission

divine ou naturelle pour gouverner le monde. Dans la guerre intérieure, l'agression était faite au nom de l'Empereur ou des membres de la famille impériale, car on croyait que l'Empereur seul pouvait régner sur le pays. Pour cette raison, tous les *Shôgoun*, tous les chefs de famille militaire se servaient du nom de l'Empereur pour conquérir le pays. La déclaration de guerre était en même temps la publication du provocateur de la guerre. De même cette déclaration n'avait pas pour but d'empêcher la surprise de l'ennemi. Elle était une sorte d'ordre militaire aux guerriers et elle n'était pas adressée directement à l'adversaire. Toutefois l'agression à l'improviste n'a jamais été exécutée. Dans le cas de guerre offensive, la proposition de soumission et les négociations suivantes étaient suffisantes pour prévenir l'adversaire de la volonté de faire la guerre. Quant à la guerre défensive, comme le cas de révolte, la manifestation de cette décision n'était point indispensable. De plus, comme cette déclaration est publiquement et hautement promulguée dans toutes les parties du pays, et comme les hostilités ne commençaient en réalité que longtemps après cette publication, la surprise de l'attaque improvisée était empêchée d'une manière indirecte mais parfaite. Enfin, non seulement la guerre publique ne commençait qu'après le rejet de la notification de l'agresseur, mais aussi l'esprit de loyauté gouvernait la conduite des guerriers. L'attaque improvisée et fourbe n'existait pas.

Nous pouvons alors conclure que la guerre politique au Japon a été précédée par un acte public, et

cela résulte selon nous tout naturellement de son caractère politique. Nous pouvons ajouter que ces considérations ne sont pas sans intérêt pour notre recherche de la conduite du Japon au début des guerres de 1894 et de 1904.

CHAPITRE III

Opinions des publicistes

Les opinions des publicistes, au sujet de l'ouverture des hostilités peuvent se classer en deux groupes principaux. Pour un certain nombre d'auteurs, aucun avertissement préalable n'est requis : le premier acte d'agression détermine le moment précis où entrent en vigueur le droit de la guerre et le droit de la neutralité. Pour d'autres auteurs, l'avertissement est indispensable. Dans chacune de ces catégories, les auteurs qui partagent le même avis ne basent cependant point leurs opinions sur les mêmes motifs. Nous allons essayer de les exposer d'une façon systématique.

SECTION I

1^{er} GROUPE. — OPINIONS QUI CONCLUENT A L'INUTILITÉ DE L'AVERTISSEMENT PRÉALABLE

C'est au XVI^e siècle que l'on rencontre les premiers partisans de cette opinion. En 1558, Conrad Bru-

nius (1) dans *De Légationibus* jugea que la déclaration de guerre n'était point indispensable. En 1626, Cocceji (2), dans son *De Clarigation* émettait des principes semblables. Au XVIII^e siècle, un grand nombre d'auteurs non seulement la jugèrent inutile, mais considérèrent cet avertissement comme préjudiciable. En général, les publicistes subirent l'influence de leur milieu, des faits et des circonstances. Les guerres maritimes, coloniales, commerciales exigeaient, dans l'intérêt même de l'offensive, l'ouverture de la guerre par une attaque brusque ; cette nécessité eut pour conséquence les théories dont nous nous occupons et qui offrent un grand nombre d'avantages pratiques.

Les auteurs qui considèrent comme inutile l'avertissement préalable s'appuient sur toute une série de motifs dont les principaux sont les suivants :

1^o *L'organisation du monde moderne.*

Il est utile de considérer qu'une surprise de nos jours n'est guère possible. D'ailleurs avant qu'un différend ne cause une guerre, les ministres, les diplomates, les Parlements et les journaux l'ont discuté à tous les points de vue ; l'opinion publique a donné son avis (3). Le pouvoir absolu qui réservait à un souverain le droit de décider de la guerre

(1) CONRADIVS BRUNIUS : *De Legationibus*, 1548, l. III, ch. VIII.

(2) H. COCCÉIUS : *De clarigatione*, 1624.

(3) RIVIER : *Principes du droit des gens*. Paris, 1896, t. II, § 62, p. 221.

en un Conseil secret n'existe plus : aujourd'hui, toutes ces discussions ont lieu au grand jour ; elles sont livrées au public par la presse de tous les pays, qui se charge de renseigner tous ceux qui ont intérêt à connaître les évolutions de la politique étrangère. Ce ne sont plus les rois qui font la guerre, mais ce sont les peuples qui décident de l'opportunité des conflits. La diplomatie n'est plus enveloppée de son ancien mystère, et l'adversaire est averti par la tournure que prennent les négociations. Autrefois, l'attaque improvisée était facile, par suite des décisions promptes et secrètes que pouvait prendre un monarque, quoique la mobilisation fut longue. De nos jours, si les armes sont perfectionnées et si la facilité des communications permet une surprise pour l'ennemi, la longueur des négociations motivant cette guerre avertissent suffisamment tous ceux qui ont intérêt à l'être (4).

Cette opinion est soutenue par Calvo, Brocher, Lueder, de Domin de Pétruschevecz (5), Rolin Jac-

(4) PIÉDELIÈVRE : *Précis de droit international public*, t. II ; *Des litiges internationaux et de leur évolution*. Paris, 1895, ch. III, sect. 1^{re}, p. 131.

(5) Calvo, Brochet, Lueder et de Domin de Pétruschevecz constatent qu'à notre temps, la formalité d'une déclaration de guerre est complètement tombée en désuétude. (V. CALVO : *Le Droit international théorique et pratique*. Paris, 1887, t. IV, ch. II, p. 43 ; H. BROCHET : *Les Principes naturels du droit de la guerre*, dans la R. de D. I. et de Lég. Comp., t. IV, p. 40 ; LUEDER : *Handbuch de Holtzendorf*, § 84, p. 347 ; DOMIN DE PÉTRUSCHEVECZ : *Précis d'un code de droit international*. Leipzig, 1861, art. CVII).

quemynes (6), F. de Martens (7), Rivier (8), Hall (9), Westlake (10), etc...

(6) Lors de la guerre de 1870, Roland Jacquemynes trouva étrange que la France déclarât solennellement la guerre à la Prusse, car le monde entier était averti d'une guerre imminente par suite des longueurs et de la tournure des négociations franco-allemandes. (V. art. de Roland JACQUEMYNES dans R. de D. I., et Lég. Comp., 1870, p. 656).

(7) F. de Martens, le célèbre jurisconsulte russe, bien que constatant que surprendre un ennemi est indigne d'une nation qui se respecte, juge que la guerre ne doit pas être solennellement déclarée s'il existe un concours de circonstances prouvant jusqu'à l'évidence que les hostilités étaient prévues et qu'il n'y a pas eu de surprise. Il considère que les guerres faites par surprise sont des actes de piraterie. Il mentionne comme exemple de ces cas l'invasion de la Silésie en 1740, et la guerre des Etats-Unis en 1812. (F. de MARTENS : *Traité de droit international public* (trad. de A. Léo), t. III, ch. II, p. 204. Paris, 1897 ; Lettres de M. F. de Martens intitulées : les hostilités sans déclaration de guerre dans la R. G. de D. I. P., mars-avril 1904 ; dans R. de D. I., privée, 1904, p. 525).

(8) Rivier dit : « Il faut dire que si un acte de notification, ou un acte équivalent marque clairement le commencement de guerre est désirable, cet acte n'est point nécessaire dans l'état actuel du droit. Il ne faut pas oublier que, de nos jours, et dans l'intérieur de la société des nations, une surprise d'un Etat par un autre au moyen d'un coup de main brutal, d'une attaque opérée à l'improviste n'est guère concevable. Avant qu'un différend n'amène la guerre, les ministres et les agents diplomatiques, les journaux, les Parlements l'ont discuté dans tous les sens, l'opinion publique a travaillé. Quand enfin la guerre éclate, le télégraphe emporte en un instant la nouvelle mesure nécessaire pour la sauvegarde de leurs intérêts ». (A. RIVIER : *Principes du droit des gens*, t. II, l. VIII, ch. III, § 62, p. 240 et suivantes).

(9) Hall dit : « Nous pouvons supposer que les publicistes qui soutiennent à l'époque moderne la nécessité de la déclaration de guerre, sont influencés par la force traditionnelle

2° *L'organisation militaire actuelle.*

La déclaration peut devenir inefficace et illusoire si elle est suivie d'une attaque immédiate, car ni les troupes ni les sujets n'ont le temps d'être avertis, ou si elle détermine un délai avant l'expiration duquel les hostilités seraient interdites, la déclaration deviendrait ainsi nuisible, imprudente pour la nation qui en est l'auteur, en donnant à l'ennemi le temps de se préparer à la lutte, et affaiblir ainsi ses chances de succès. D'ailleurs elle est contradictoire à l'organisation actuelle, et à moins d'incapacité, d'un chef d'Etat, celui-ci doit toujours être prêt à faire la guerre. Cette opinion est soutenue par les auteurs contemporains tels que Rivier (11) et Nys (12).

3° *Passage de l'état de paix à l'état de guerre.*

On objecte quelquefois que la déclaration est

des idées sans en avoir la conscience ; les idées qui appartiennent aux périodes ultérieures du droit international ont peu de valeur dans leur application de la guerre moderne ». HALL : *Treatise on international law*. Oxford, 1895, 4^e édition, p. III, ch. 1^{er}, § 123, p. 391.

(10) Westlake dit : « Une attaque imprévue est infâme et non seulement l'Etat attaqué, mais aussi les puissances tierces blâmeront cette conduite. Mais dans la pratique ordinaire, le ton des négociations devient de plus en plus accrimonieux, des préparations militaires sont faites ouvertement et la guerre éclate en effet sans aucune surprise ». J. WESTLAKE : *International law*, 1907, part. II, p. 1922).

(11) Rivier dit : Il serait absurde, en effet, d'exiger une déclaration de l'Etat qui se voit attaqué ». (A. RIVIER : *Principes du droit des gens*, t. II, l. VIII, ch. II, § 62, p. 220 et suivantes).

(12) Nys : *La Guerre et la déclaration de guerre*, dans R. de D. I. et de Lég. Comp., t. XVII, 1885, p. 36).

utile en ce sens qu'elle fixe d'une façon précise le passage de l'état de paix à l'état de guerre. Cependant, le premier acte d'hostilité peut, lui aussi, marquer ce passage et établir, d'après cette date, les droits et les devoirs des belligérants et des neutres (13). La déclaration peut même compliquer les choses en suscitant des doutes sur la date exacte à laquelle a commencé la guerre, soit de la publication de la déclaration, soit du premier acte hostile. Et la déclaration n'est qu'un leurre, puisque jamais une nation intelligente ne donne un délai suffisant à son adversaire pour être avertie et préparer sa défense.

Toutefois, pour que l'état de guerre puisse être considéré comme existant réellement, il faut qu'il y ait réciprocité dans les actes hostiles, ou résistance. La notion de l'état de guerre ne saurait résulter que du libre consentement des nations belligérantes. Si l'une veut attaquer et que l'autre ne veuille pas se défendre, il n'y a pas de guerre, mais seulement agression violente ; et ce même consentement mutuel indispensable pour constituer l'état de guerre l'est aussi pour rétablir la paix, à moins que l'un des deux adversaires ne soit amoindri et hors d'état de continuer la lutte. La guerre ne peut se terminer qu'à l'instant où tous deux y renoncent librement. Au XIX^e siècle, les publicistes ont ainsi mis en relief la « réciprocité ». L'application réciproque de la

(13) H. EBREN : *Obligation juridique de la déclaration de guerre* dans la R. G. de D. J. P., mars-avril 1904 ; FÉRAUD-GIRAUD : *Les Hostilités sans déclaration de guerre* dans R. de D. J. et Leg. Comp., t. XVII, 1885, n^o 1.

force est une notion essentielle de la guerre ; la rupture des relations pacifiques, la menace de recourir aux armes ou même un acte hostile, ne constitue point un état de guerre si l'Etat attaqué ne répond point.

A ce point de vue, nous devons citer les travaux faits par MM. Travers Twiss (14), Féraud-Giraud (15), Rivier (16), Hall (17), Holland (18), etc...

(14) TRAVER-TWISS dit : « Si le caractère de tous les actes commis avant une déclaration de guerre doivent se mesurer selon le même critérium qui s'applique à l'état de paix, alors tous les actes commis en pareilles circonstances sur la haute mer seront des actes de piraterie, et ceux qui les ont commis peuvent être traités comme *hostes humani generis* ; mais jamais cour d'amirauté d'aucun pays n'a osé décider que les actes de partis qui sont belligérants *de facto* avant une déclaration de guerre sont des actes de piraterie. De plus, là où il y a entre les parties en état de guerre *de facto* qui ne peut être précédé d'une déclaration, comme, par exemple dans le cas extrême d'une guerre civile où une fraction de la nation a établi un gouvernement distinct et séparé, l'existence de l'état de guerre, dans de semblables circonstances, est de nécessité reconnue par les puissances étrangères, quoiqu'elle n'ait pas reconnu l'indépendance politique du nouveau gouvernement; et les tribunaux étrangers, en appliquant le droit des gens, ont uniformément traité chaque parti comme un belligérant relativement à tous les actes qu'elle affirme avoir été faits *jure belli*. Ainsi, l'existence de la guerre civile entre le peuple du Texas et les autorités et le peuple des autres Etats mexicains fut reconnue par le Président des Etats-Unis, au mois de novembre 1835. Bientôt après, avis officiel fut donné au gouvernement mexicain de ce fait et de l'intention du président de maintenir la neutralité des Etats-Unis ; et quand la goëlette armée, *Invincible*, navigua sous le pavillon de la République nouvellement constituée au Texas, et captura, dans le mois 1836, le break américain *Packet*, sous le prétexte qu'il était

4° *Notion de loyauté.*

La notion de loyauté de la guerre ne doit pas être critiquée d'après la manière d'ouvrir les hostilités. On ne peut qu'apprécier les motifs fondamentaux qui ont déterminé un Etat à faire la guerre. Celle-ci

chargé d'une cargaison de contrebande de guerre destinée à l'usage de l'armée mexicaine, l'attorney général des Etats-Unis avertit formellement le président que l'accusation de piraterie contre l'équipage de la goëlette texienne ne pouvait être soutenue ». (V. TRAVER-TWISS : *Le Droit des gens ou des nations*, t. II, n° 35).

(15) Féraud-Giraud dit : « Je n'entends pas dire par là que du moment où une guerre existe incontestablement, et sans doute n'est hésitation possible pour personne, on puisse la considérer comme n'existant pas parce qu'elle n'a pas été précédée d'une déclaration ou d'un acte équivalent. Du moment où un fait existe et qu'il est notoire, du moment où l'état de guerre est certain, il faut bien reconnaître ce qui existe et ne pas se refuser à admettre des relations incontestables ». V. FÉRAUD-GIRAUD : *Des hostilités sans déclaration de guerre* dans la R. de D. J. et de Leg. Comp., t. XVII, 1885, p. 36).

(16) Rivier considère que s'il est désirable que le commencement d'une guerre soit marqué par un acte hostile, ceci n'est point indispensable. (RIVIER : *Principes du droit des gens*, t. II, L. VIII, ch. II. § 62, p. 220 et suiv.).

(17) Hall prétend que l'acte hostile précise l'état de guerre mieux que ne pourrait le faire une déclaration. C'est un fait net et précis qui ne peut donner lieu à aucune équivoque. (V. HALL : *Treatise on international law*. Oxford, 1895, § 123, p. 391 et suivantes).

(18) M. Holland, professeur de l'Université d'Oxford, estime que c'est une doctrine élémentaire d'admettre que des actes de violence autorisés ou non désavoués par l'Etat qui en est l'auteur, lorsqu'ils ont donné lieu à la résistance de la part de l'Etat qui les a soufferts. Ils peuvent bien constituer le commencement d'une guerre. (HOLLAND : *Studies on international law*. Oxford, 1898, p. 115).

est une ressource extrême à laquelle on ne doit recourir que lorsque les tentatives de solution pacifique ont échoué. Elle a pour objet de conquérir par la force ce qu'on n'a pas pu obtenir par les voies pacifiques et amicales.

Bien que l'on commence une guerre par un acte hostile, sans déclaration, on ne saurait taxer cette conduite de déloyauté, si l'on a fait connaître ses griefs ou si l'on a produit ses réclamations avant d'engager la lutte, et si l'adversaire ainsi mis en demeure n'a point donné satisfaction (19).

Déjà au XVIII^e siècle, Heincius (20) admettait que la déclaration de guerre était une formalité prescrite par la courtoisie, mais nullement par le droit des gens.

MM. Wheaton (21) et Oppenheim (22) émettent leurs vœux dans le même ordre d'idées.

(19) PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité du droit international public américain et européen*. Paris, 1874, t. VI, § 2676, p. 617.

(20) HEINCIUS (1681-1741) : *Elementa juris civilis*. Leipzig, 1766, t. II, § 198.

(21) Wheaton dit : « Aucune déclaration ou autre avis à l'ennemi de l'existence de la guerre n'est nécessaire pour légaliser les hostilités ». (WHEATEN : *Element of international law*, 1874, partie IV, ch 1^{er}, § 9).

(22) M. Oppenheim dit : « Les seules règles qui peuvent exister en ce qui concerne du commencement de la guerre sont les suivantes : la négociation doit précéder la guerre. Il n'y a pas de plus grande violation du droit des nations que celle commise par un état qui commence les hostilités en temps de paix sans controverses précédentes et sans avoir essayé d'arrangé le différend par les négociations. Toutefois, après que les négociations diplomatiques ont échoué, un Etat peut recourir aux hostilités sans aucune déclaration de guerre et on ne peut

5° *Forme facultative de l'ouverture des hostilités.*

La déclaration peut être considérée comme un simple fait de publicité, une mesure laissée à l'appréciation des belligérants, mais elle peut être remplacée par tout autre acte capable de rendre public l'état de ces belligérants. Dès lors, son absence peut être une ruse de guerre, mais son obligation juridique n'est point justifiée. Si au cours des hostilités on n'est point obligé de prévenir l'ennemi des opérations que l'on veut exécuter, il n'est pas nécessaire de l'avertir de l'instant précis où on les commencera.

A ce sujet, nous rencontrons deux opinions contradictoires : l'une considérera que le fait de faire précéder une guerre d'une déclaration officielle est plus honorable et plus glorieuse ; l'autre prétend que dans la guerre on ne doit considérer que le côté pratique et de ce fait, la déclaration devient préjudiciable à celui qui en est l'auteur. Le premier point de vue est soutenu par MM. Bynkershoek (23), Klü-

considérer cette conduite comme perfide ». (L. OPPENHEIM : *International law*, v. II, part. II, ch. II, p. 103).

(23) Bynkershoek est d'avis que l'on ne saurait exiger comme un droit une déclaration préalable de l'agresseur et qu'il n'existe pas de raison pour l'exiger. On peut ranger la déclaration au nombre de ces choses qu'on accorde, mais que l'on ne saurait réclamer comme un droit. La grandeur d'âme pèse toute chose plus généreusement, et il n'est point nécessaire qu'une guerre soit déclarée pour qu'elle soit légitime. Cependant, cette formalité est considérée comme plus honorable et plus glorieuse. (BYNKERSHOECK : *Questiones juris publici libri duo*, Paris, 1737, l. 1^{er}, ch. II).

ber (24), G.-F. de Martens (25), Travers Twiss (26), Wheaton (27), etc..., le second est soutenu par Hall (28) et par la plupart des auteurs anglo-américains.

(24) Klüber admet qu'une telle règle est susceptible d'exceptions et dans certains cas, une déclaration de guerre sera nécessaire. Une telle déclaration n'est requise que par exception lorsqu'elle est stipulée dans un traité ou qu'elle peut donner lieu à l'espoir d'un accommodement, la guerre n'étant permise que dans les cas extrêmes. (KLÜBER : *Le Droit des gens modernes de l'Europe*. Paris, 1874, § 238, p. 340).

(25) D'après G.-F. de Martens, celui qui le premier entre en guerre n'a pas d'obligation générale et naturelle d'annoncer la guerre à l'ennemi, avant d'en venir aux hostilités. (G.-F. de MARTENS : *Précis du droit des gens modernes de l'Europe*. Paris, 1864, t. II, p. 212).

(26) Traver-Twiss dit : « Par contre, Burlamaqui prétend avec plus de raison à l'égard du but réel de la déclaration de guerre et de la pratique positive des nations, que les « formalités observées par les différentes nations dans les déclarations de guerre sont arbitraires. Peu importe qu'elle soit la forme de la déclaration pourvu que le souverain adverse ne l'ignore pas ». Ainsi, comme suivant la constitution des Etats-Unis d'Amérique, il appartient au pouvoir législatif et non au gouvernement exécutif de déclarer la guerre ; une guerre ne peut-être commencée régulièrement par l'Union fédérale sans un acte du Congrès d'adoption d'un acte de ce genre par le Congrès, est en conséquence considéré par les Etats-Unis comme un avis officiel adressé formellement à tout le monde et ayant droit au même respect international qu'une déclaration de guerre ou un manifeste, dont la notification rentre dans les attributions propres du gouvernement exécutif d'un Etat monarchique. C'est pourquoi les Etats-Unis, en 1812, commencèrent les hostilités actives contre la Grande-Bretagne, aussitôt que l'acte du Congrès eut été voté, sans attendre qu'on eut communiqué une notification de ses intentions au gouvernement anglais et sans avoir publié un manifeste exposant les motifs de commencer la

6° Coutumes modernes.

Nous trouvons dans les auteurs anglo-américains que l'ouverture des hostilités par l'agression est devenue une règle générale. Pour établir ce principe, ils se basent sur l'histoire moderne.

Reddie (29), Kent (30), Klüber (31), Travers

guerre ». (TRAVER-TWISS : *Le Droit des gens ou des nations*, t. II, n° 35.

(27) Wheaton prétend que lorsqu'une guerre est précédée d'une déclaration solennelle, elle devient aussi honorable et les actes belliqueux commis au début de la guerre sont légalisés. Tandis que la guerre ouverte par une agression brusque laisse des doutes sur la légitimité de ces attaques, et le pays ainsi attaqué aura le droit, au moment du traité de paix, de demander des réparations. (WHEATON : *Eléments du droit international*. Leipzig, 1874, part. IV, ch. 1^{er}, § 9, p. 279.

(28) Hall dit : « Un acte d'hostilité est en lui-même une déclaration parfaite de l'intention de guerre. Toute déclaration antérieure est donc une formalité inutile à moins qu'elle n'ait pour but de donner à l'ennemi le temps et l'opportunité de se mettre en état de défense, et il est inutile d'affirmer que personne ne peut considérer comme obligation un pareil donquichotisme ». C'est ainsi que Hall en arrive à prouver que l'agression brusque est le meilleur moyen de commencer les hostilités. (HALL : *Traité on international law*. Oxford, 1895, 4^e édition, § 123, p. 391 et suiv.).

(29) Reddie, en se basant sur l'histoire, soutient les principes britanniques. (JAMES REDDIE : *Researches historical and critical in maritime international law*. Edembourg, 1844).

(30) Kent, publiciste américain, nous fait remarquer que depuis la paix de Versailles, l'usage d'une déclaration ait été à peu près abandonnée. (JAMES KENT : *The declaration of war*. Boston, 1876, t. 1^{er}, p. 54).

(31) Klüber considère que la coutume de déclarer la guerre a cessé au milieu du XIX^e siècle. (KLÜBER : *Le Droit des gens modernes de l'Europe*. Paris, 1874, p. 340).

Twiss (32), Rivier (33), Halleck (34), Hall (35), Westlake (36), Holland (37), Moore (38), soutiennent tous,

(32) Traver-Twiss dit : « En l'absence d'arrangements conventionnels spéciaux à ce sujet, la règle générale à l'égard des belligérants paraît être que l'état de guerre peut exister entre eux sans déclaration de guerre de part ou d'autre. Il peut commencer avec les hostilités mutuelles, et les conséquences légitimes de la guerre ont cours à partir du commencement immédiat de ces hostilités ». (TRAVER-TWISS : *Le Droit des gens ou des nations*, t. II, n° 35).

(33) Rivier dit : « La déclaration de guerre n'est plus ce qu'elle était autrefois une notification solennelle, un défi, une clarigation : la guerre est déclarée par simple note sans aucune formalité. Il n'est même pas besoin d'une notification quelconque. On est en guerre par le simple fait d'actes de violence militaire ordonnés par l'autorité suprême à ceux qualifiés, exercices de part et d'autre. Ainsi par l'entrée de l'armée sur le territoire de l'adversaire, pourvu toutefois que celui-ci fasse entendre faire résistance, car s'il ne devait pas faire résistance du tout, il n'y aurait pas de guerre et il peut y avoir conquête sans guerre ». (A. RIVIER : *Principes du droit des gens*, t. II, l. VIII, ch. II, § 62, p. 220 et suiv.).

(34) Halleck dit : « De nos jours, la pratique de la déclaration formelle à l'ennemi a tombé dans une entière désuétude ; les belligérants ne déclarent la guerre d'une manière publique que dans leur territoire et qu'à leurs peuples. Non seulement la jurisprudence internationale, mais aussi la pratique et l'usage modernes n'exigent pas cette formalité comme obligatoire ». HALLECK : *International law*, 1893, v. 1^{er} ch. 18, p. 523 et suiv.

(35) Hall dit : « D'après les pratiques internationales en temps moderne, il est évident que la doctrine artificielle de la déclaration de guerre n'est pas applicable en fait. Elle n'a jamais été acceptée comme obligatoire par les Etats. Depuis le milieu du XVIII^e siècle, elle a perdu son ancienne influence et elle est devenue tout à fait inacceptable ». HALL : *Treatise on international law*. Oxford, 1895, § 123, p. 391 et suiv.).

(36) Westlake dit : « Le principe que le commencement des

à des degrés divers cette opinion. Sans doute, la thèse du colonel Maurice eut une grande influence sur eux.

7° *Légitimité de la guerre.*

Nous trouvons aussi des publicistes dont les considérations plus profondes visent à une portée plus généreuse et plus haute.

Pinheiro Ferreira (39) ne se contente pas, comme

hostilités doit être précédé ou accompagné par une déclaration de guerre dans une forme ou dans l'autre, était contre la pratique... A tous points de vue, la coutume internationale observe une guerre légitime avec tous ses effets légaux, soit qu'elle ait commencée par un fait, soit par une déclaration ». (WESTLAKE : *International law*, 1907, part II, p. 19 et suiv.).

(37) Holland prétend que depuis un siècle on a généralement commencé la guerre sans aucune déclaration quelconque. Aussi il s'étonne de voir une semblable pratique remise en vigueur par la France en 1870 et par la Russie en 1877. Aussi il dit : « Le principe qu'une guerre peut être légitimement commencée avec un acte hostile par l'une des parties belligérantes et sans aucune déclaration précédente, avait été affirmé à plusieurs reprises par les tribunaux anglais et américains, et par conséquent, il est universellement reconnu ». (Conférence de Holland à l'Université d'Oxford dans R. G. de D. I. P., t. X, p. 117 ; Lettres au *Times* publiées le 22 février 1895 ; *Studies on international law*. Oxford, 1898, p. 115).

(38) J.-B. Moor dit : « Il est universellement admis qu'une déclaration formelle n'est pas nécessaire pour constituer un état de guerre... Une nation peut légitimement et convenablement commencer une guerre à n'importe quel moment et en n'importe quelles circonstances, avec ou sans une notification, avec une discrétion absolue ». (J.-B. Moor : *Digest of international law*. Washington, 1906, t. VII, § 1107, p. 171).

(39) Note de PINHEIRO-FERREIRA. — § 267, p. 215.

G.-F. de Martens (40), de proclamer sans explication l'inutilité de la déclaration de guerre, il en donne les raisons. Selon lui, la nécessité d'une déclaration a sa base dans la légitimité ou l'injustice de la guerre. Si le conflit a une cause injuste, il faut, pour rester conforme à la loyauté, avertir celui que l'on attaque, afin qu'il ait le temps de prendre ses précautions et de se mettre sur la défensive. Mais s'il s'agit d'une guerre légitime, il n'y a pas de ménagement à garder. Comment prétendre que l'ennemi qui par un refus d'accomplir ses engagements nous force à la guerre ait droit à ce que nous le mettions, par notre déclaration, à même de mieux pouvoir soutenir l'injustice par la force.

Enfin, nous trouvons dans cette liste d'arguments différents, la théorie plus perfectionnée de Robert Ward (41). Il prétend que si on se place au point de vue de l'ennemi, des neutres et des sujets, trois cas et trois arguments différents se présentent. En ce qui concerne l'ennemi, il démontre que la déclaration formelle ne saurait être basée sur l'utilité pratique, puisque souvent des déclarations sont faites après les premières agressions. Il faut remarquer que les nations n'envoient plus de hérauts d'armes, mais qu'elles font seulement publier une déclaration

(40) J.-F. de MARTENS. — *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*. Paris, 1864, t. II, ch. III, p. 212.

(41) ROBERT WARD. — *An inquiry into the manner in which the differend wars in Europe commenced during the last two centulies, to which are added the autholities upon the nature of a modern declaration*, 1805, p. 2 et suivantes.

à l'intérieur du pays, ou bien qu'elles adressent un manifeste aux puissances neutres, et que rien ne tend à faire connaître à l'ennemi lui-même la décision prise à son égard. Il admet que l'ennemi soit prévenu, mais il ajoute qu'on ne doit point laisser le temps à l'adversaire de se préparer à acquérir des forces pour commettre le mal. Il insiste sur la nécessité d'avertir les sujets des obligations nouvelles qui leur incombent. Pour les neutres, il les considère comme arbitre entre les belligérants, et prétend qu'il est bon de faire appel à leur justice. Kluber (42), Twiss (43), Phillimore (44), considèrent qu'il n'y a aucune raison pour exiger qu'une nation prévienne son adversaire avant la guerre, mais elle a le devoir d'avertir les nations neutres et les sujets à l'intérieur.

A ces raisonnements, les publicistes contemporains ont adressé un certain nombre de critiques. Tout d'abord, nous trouvons dans les auteurs anglais des formules vagues, à double sens, paraissant d'un côté conforme au droit en vigueur parmi les nations civilisées, et de l'autre permettant de légitimer dans tous les cas la conduite de l'Angleterre. Les théories anglaises, sur l'ouverture des hostilités, se basent toutes sur l'intérêt immédiat de la Grande-Bretagne, qui consiste à se livrer à des attaques brusques et qui, grâce au « silver streak of the sea » lui servant de

(42) KLUBER. — *Le Droit des gens moderne de l'Europe*, p. 340 et suiv.

(43) TRAVER-TWISS. — *Le Droit des gens ou des nations*, t. II, p. 67 et suivantes.

(44) PHILLIMORE. — *Commentaries upon international law*, London, 1885, t. III, § 51, p. 113.

rempart et de barrière presque infranchissables n'a pas à redouter de ses voisins d'outre-Manche les mêmes attaques.

Mais il est utile de considérer que la guerre maritime est la seule guerre de cette puissance insulaire. Ses colonies sont vastes, ses ports de relâche nombreux, ses escadres disséminées de façon à pouvoir apparaître promptement dans toutes les mers. Maîtres de presque tous les câbles sous-marins, ils peuvent attaquer tous les vaisseaux de l'ennemi sans que celui-ci se doute du danger qui le menace. Ses auteurs, ses politiciens, ne considèrent dans la discussion de l'ouverture des hostilités que l'intérêt immédiat de leur patrie ; ils n'observent le droit international que d'après l'avantage de leur politique nationale.

C'est ainsi que sir Robert Phillimore (45) pose, comme principe du droit des gens, qu'un Etat peut commencer les hostilités sans déclaration préalable ; le premier acte d'hostilité constituant par lui-même cette déclaration, il affirme que ce principe est indiscutable, car il repose à la fois sur la loi des nations, sur l'autorité des juristes britanniques lord Stowell, Hall, Blackstone, Scott, et sur les décisions des cours anglaises.

D'ailleurs l'Angleterre a toujours suivi la ligne de conduite qui consiste à agir par surprise, et elle n'a pas varié depuis Pitt qui répondit à Louis XV : « Le plein droit de toutes les opérations hostiles de la

(45) Robert PHILLIMORE. — *Commentaries upon international law*, t. III, p. 113 et suiv.

guerre ne résulte pas d'une déclaration formelle, mais des hostilités dont l'agresseur a usé en premier lieu », jusqu'au lord civil de l'amirauté de East Leigh qui, dans un discours prononcé récemment au sujet des relations anglo-allemandes, émettait cette vue d'avenir : « Si par malheur la guerre devait éclater, la marine britannique frapperait le premier coup avant que de l'autre côté de la mer on ait même eu le temps de lire dans les journaux que la guerre est déclarée ».

Le refus de l'Angleterre de laisser construire un tunnel la reliant à la France est un argument de plus tendant à démontrer que la Grande-Bretagne a suivi et entend suivre au point de vue de la guerre, une conduite juridique purement nationale (46).

SECTION II

2^e GROUPE. — OPINIONS AYANT TRAIT A LA NÉCESSITÉ D'UNE DÉCLARATION PRÉALABLE AUX HOSTILITÉS

Les principes de la théorie de l'école anglaise sont les mêmes que l'on invoque pour défendre l'intérêt particulier d'une nation. Tandis que les raisons qui ont inspiré le principe de l'école française sont plus profondes et d'intérêt plus général.

(46) Article de M. DUPUIS. — *Les Théories anglaises sur le droit de la guerre en général*, dans R. G. de D. I. P., 1898, t. V, p. 35.

§ I

*Opinions généralement admises depuis l'antiquité
jusqu'à nos jours*

Tous les publicistes anciens ayant écrit sur les droits de la guerre ont prouvé la nécessité de faire précéder les hostilités d'une déclaration. Cicéron (47) disait : « Pour qu'une guerre soit juste, il faut qu'elle soit d'abord nécessaire et ensuite régulièrement déclarée ». D'autres auteurs romains tels que Paul Melpieu et Pompinus sont du même avis.

Au moyen âge, nous retrouvons les mêmes principes enseignés à Rome autrefois. Isidore de Séville et Gratien enseignent les mêmes principes.

Nous allons exposer les principaux motifs invoqués par les auteurs qui considèrent la déclaration préalable comme indispensable.

1° *Notion de communauté internationale.*

La première des raisons qui nécessite la déclaration de guerre a son origine dans la notion de communauté internationale. L'attaque à l'improviste diminuait l'esprit de sociabilité indispensable au progrès du monde entier. Le progrès, l'étendue toujours croissante des relations amicales entre tous les peuples a fourni les grands marchés mondiaux. Les conditions essentielles de la vie et du bien-être d'une nation, inséparables des communautés écono-

(47) CICÉRON. — *De officiis*, t. 1^{er}, ch. XI.

miques avec les autres puissances ; l'industrie, le commerce, les finances, les beaux-arts, le développement intellectuel ne peuvent prospérer isolément dans un pays. Cette division du travail et la coopération ne peut exister et n'avoir de durée qu'autant que les nations ont les unes dans les autres une confiance réciproque. Ces principes de confiance formant la base essentielle du droit international sont la conséquence d'une réciprocité sur la nécessité d'un régime de paix pour le plein épanouissement de l'individu et des sociétés. Par conséquent, lorsqu'un Etat veut rompre cette harmonie de paix, il est indispensable que toutes les autres nations en soient averties. Si l'ouverture des hostilités par une attaque soudaine devenait une règle générale, il s'ensuivrait une défiance, une incertitude qui amènerait l'isolement de chaque Etat et l'arrêt de tout progrès, ce procédé étant la négation de toute communauté internationale (48).

La vaste communauté formée aujourd'hui par toutes les nations ne peut vivre qu'en s'astreignant à des règles de loyauté, d'estime réciproque, et en entretenant des relations fondées sur l'honnêteté et la confiance. Les Etats sont des êtres collectifs et comme les individus physiques ont des droits et des devoirs dont l'accomplissement est indispensable à la réalisation de leur but.

C'est dans ce sens que Grotius, insistant plus encore que ses prédécesseurs estimait qu'une guerre

(48) EBREN. — *Obligations juridiques de la déclaration de guerre* dans la R. G. de D. I. P., mars-avril 1904 ; FÉRAUD-

qui n'est pas décrétée publiquement n'est pas légitime. Parmi les nombreux publicistes qui ont la même opinion, nous signalons notamment : Albéric Gentil (49), Heffter (50), Fauchille et Bonfils (51), Despagnier (52), Pillet (53), Barbeyrac (54), Zouch

(49) GENTILIS. — *De jure belli*, t. II, ch. II. L'auteur réclame formellement une déclaration : pour lui, cette formalité est exigée par la justice qui veut que nous fassions connaître notre détermination à l'adversaire contre lequel nous avons décidé de prendre les armes. Aussi, loin d'être une règle particulière s'imposant à une nation, la nécessité d'une semblable déclaration est-elle au contraire une règle générale ordonnée par la loi divine à tous les Etats. Aucune guerre n'est juste si elle n'a pas été annoncée, si avant de l'entreprendre on n'a pas demandé une réparation.

(50) Heffter trouve la déclaration de guerre indispensable pour maintenir les relations internationales, car le jour où les nations, sans avis préalable et régulier, auront à redouter le flot de la guerre, « la bonne foi disparaîtra pour faire place à un système d'isolement et de crainte mutuelle ». (HEFFTER : *Le Droit international de l'Europe*, t. II, ch. II, § 120, p. 228).

(51) Fauchille et Bonfils estiment que les Etats ayant entretenu ensemble des relations pacifiques sont par là même obligés de s'avertir que l'état de paix cesse d'exister et que l'état de guerre lui est substitué. (BONFILS, FAUCHILLE : *Manuel de droit international public*, p. 586).

(52) Pour F. Despagnier, un tel avertissement s'impose en raison et en équité. DESPAGNIER : *Cours de droit international public*. Paris, 1905, I. VII, t. II, sect. II, p. 622).

(53) M. Pillet prétend que c'est une question de loyauté de prévenir son adversaire et que la déclaration est commandée par les préceptes du droit international, car elle correspond aux intérêts sociaux que notre science a précisément pour objet de sauvegarder. « On ajoute quelquefois qu'une déclaration de guerre n'est pas d'une utilité évidente. Actuellement les négociations diplomatiques se déroulent généralement au grand jour. Le peuple, par le contrôle qu'il est appelé à exercer sur

(55), Huber (56), Burlamaqui (57), Valin (58), Rayneval (59), Rutherford (60), Hautefeuille (61),

les affaires politiques qui le concernent, prend intérêt à leur conduite et sait constamment par le moyen de la presse, l'état de ses relations présentes avec les nations étrangères. Une guerre ne peut aujourd'hui surprendre personne, et il n'y a nul besoin d'une déclaration dans les formes pour révéler un état d'hostilité dont la présence frappe tous les yeux. Cette argumentation ne manque certainement pas de valeur et elle pourrait passer pour conciliante si elle ne présentait pas l'inconvénient de laisser passer inaperçu le moment précis qui sépare l'état de paix de l'état de guerre ». (PILLET : *Le Droit de la guerre*, 1892 ; *les lois actuelles de la guerre*, 1901).

(54) Barbeyrac affirme que la formalité précédant les hostilités n'est pas seulement exigée par le droit des gens, mais par le droit de nature. (Note sur PUFFENDORF : *De jure naturæ et gentium*, t. VIII, ch. VI, § 9, p. 560).

(55) ZOUCH. — *Juris et judicæ fœdalis*, 1650.

(56) HUBER. — *De conflictu legum*, 1708.

(57) BURLAMAQUI. — *Principes du droit naturel et du droit politique*. Genève, 1748.

(58) VALIN. — *Traité des prises*.

(59) RAYNEVAL. — *L'Institution de droit de la nature et des gens*. Paris, 1903.

(60) RUTHERFOLTH. — *Institutes of natural laws*.

(61) Hautefeuille considère que les hostilités commencées avant la déclaration sont non seulement des actes déloyaux, mais les attentats contre les droits de la nation attaquée, des violations flagrantes du droit primitif, des actes de brigandage qui devraient faire mettre leurs auteurs au ban des nations civilisées et motiver contre les coupables l'application des punitions réservées aux pirates. (HAUTEFEUILLE : *Des Droits et des devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime* Paris, 1868, t. 1^{er}, p. 97.

Arnz (62), Funck Brentano et Albert (63), Bluntschli (64), Mérignhac (65), etc..

A une époque plus récente, de nombreux publi-

(62) Arntz dit : « La guerre entre les nations civilisées est ordinairement précédée d'une déclaration de guerre soit pure et simple, soit éventuelle *casus belli* ». (E. R. N. ARNTZ : Programme du cours de droit des gens, 1882, p. 155).

(63) Funk Brentano et Albert Saurel disent : « La paix repose sur des obligations réciproques et l'une des principales est celle qui exige que tout Etat qui veut sortir de la paix prévienne les autres Etats avant de les attaquer. Sans cette obligation et sans la confiance mutuelle qui en résulte, il n'y aurait point de relations pacifiques possibles entre les Etats et ils seraient condamnés à se suspecter incessamment les uns les autres. Le fait qu'ils ont entretenu des relations pacifiques et reconnu les obligations réciproques de l'état de paix, les met dans la nécessité de s'avertir que cet état de paix n'existe plus entre eux. L'Etat qui attaque ne donne pas cet avertissement par respect pour l'Etat attaqué, car l'attaque même détruit entre eux tout rapport de respect ; mais il donne par respect pour lui-même et pour les autres Etats avec lesquels il demeure en relations pacifiques : autrement ces Etats ne pourraient plus attendre de sa part les égards qui leur sont dûs et il ne les rendrait plus avec la même confiance ». (T.-H. FUNK BRENTANO et Albert SAUREL : *Précis du droit des gens*, ch. II, p. 241 et suiv.).

(64) Bluntschli dit : « L'Etat qui commence une guerre offensive est tenu avant de recourir aux armes, après avoir épuisé tous les moyens pacifiques, de dénoncer avant l'ouverture des hostilités, son intention de faire la guerre ». (BLUNTSCHLI : *Le Droit international codifié*, I. III, p. 295 et suiv.).

(65) Mérignhac dit : « La solution qui exige une déclaration formelle de guerre nous paraît seule admissible. Les relations internationales seraient, en effet, profondément troublées, si un Etat envahissait subitement le territoire d'un autre, sans aucune espèce d'avertissement préalable. La déclaration apparaît d'abord comme nécessaire dans les rapports des Etats en conflit, étant données les conséquences incalculables que la

cistes défendent cette opinion par les mêmes arguments. Nous trouvons en France J. Guelle (66), Bry (67), Fauchille (68), Piedellièvre (69) ; dans les autres pays nous pouvons citer Halleck (70), en Amérique, Geffken (71), en Allemagne, etc.

On va quelquefois jusqu'à prétendre que la déclaration de guerre est indispensable au point de vue utilité pratique non seulement pour les pays attaqués et neutres, mais aussi pour l'Etat agresseur (72).

guerre va produire à leur égard. Sa nécessité se manifeste également vis-à-vis des neutres, qui seront eux aussi profondément touchés par la guerre et auront à cet égard à revendiquer certains droits, à accomplir certaines obligations ». (MÉRIGNIAC : *Traité de droit international*. Paris, 1905, t. 1^{er}, p. 229 et suiv.). (

(66) GUELL. — *La guerre continentale et les personnes*. Paris, 1881.

(67) BRY. — *Précis élémentaire de droit international public*. Paris, 1906.

(68) BONFILS, FAUCHILLE. — *Manuel de droit international public*. Paris, 1905.

(69) R. PIÉDELIÈVRE. — *Précis du droit international public*.

(70) HALLECK. — *International law*, 1893.

(71) GEFFCKEN. — *Le Droit international de l'Europe*.

(72) Ainsi, dans son critique de la guerre russo-japonaise, M. Pillet dit : « A notre époque, où les guerres se font non plus en chevaliers mais en marchands, il semble bien que le seul point de vue à aborder dans la discussion d'une semblable question est celui de l'utilité ». L'auteur prétend dans ce sens l'utilité d'une déclaration de guerre et remarque : « les pertes, on le voit, y dépassent singulièrement les gains, et la doctrine de l'intérêt se trouve d'accord cette fois, avec les lois de l'honneur ». (PILLET : *La Guerre doit-elle être précédée d'une déclaration ?* dans la revue pol. et par. t. XI, 1904, p. 50 et suiv.).

De même, M. Maurel dit : « Nous croyons qu'il est plus

L'Institut de droit international, dans sa session de Gand 1906 s'est prononcé très nettement pour le principe de l'avertissement non équivoque. L'article 1^{er} de ces résolutions établit les règles suivantes : « Il est conforme aux exigences du droit international, à la loyauté que les nations se doivent dans leurs rapports mutuels, ainsi qu'à l'intérêt commun de tous les Etats, que les hostilités ne puissent commencer sans un avertissement préalable et non équivoque » (73).

2° *Notion de la Souveraineté Nationale.*

Au point de vue de droit international, il est formellement reconnu que chaque Etat est souverain et indépendant ; à ce titre, tous les Etats sont égaux et se doivent un respect mutuel qui sert de base à leurs relations (74).

utile, non seulement aux neutres, mais aussi aux belligérants eux-mêmes de commencer les actes d'hostilité après un avertissement préalable que d'agir par surprise... L'attaque par surprise excitera le patriotisme de la nation ainsi violentée, la guerre sera plus longue, plus meurtrière et durera jusqu'au complet épuisement des forces ». (MAUREL : *De la déclaration de guerre*, l. IV, t. III, p. 371 et suiv.).

R. Piedelièvre dit : « Non pas que nous exigeons une déclaration de guerre en forme et directement notifiée à l'adversaire, mais nous estimons qu'il est nécessaire ou tout au moins fort utile qu'avant d'en venir aux armes, l'intention d'ouvrir des hostilités soit manifestée d'une manière aussi nette et aussi explicite que possible ». R. PIÉDELIEVRE : *Précis de droit international public*, l. IV, t. II, ch. II, p. 131 et suiv.).

(73) V. Rapport de M. Albéric ROLAND dans l'Annuaire de l'I. de D. I. t. XXI.

(74) MÉRIGNIAC. — *Traité de droit international*. Paris, 1905, t. 1^{er}, p. 229.

Au point de vue du droit interne, bien que la souveraineté ait un pouvoir absolu, la guerre est un événement trop considérable pour qu'une nation s'y trouve engagée sans son consentement ; elle doit être la conséquence d'une crise de réflexion. Aussi la déclaration de guerre est-elle indispensable pour le respect mutuel international et la nécessité d'avoir la sanction du peuple dans cette circonstance.

Nous trouvons cette idée chez MM. Puffendorf (75), Emérigon (76), Ortolan (77), Pillet (78), Féraud-Giraud (79), Heffter (80), Manuel (81), etc...

(75) Puffendorf pensait que les hostilités non précédées d'une déclaration formelle constituaient des actes de pur brigandage. (PUFFENDORF : *De jure naturæ et gentium*, ch. IV, p. 560).

(76) Emerigon considère que la déclaration est une formalité dérivant des principes de justice et d'équité naturelle et qui est indispensable pour légitimer une guerre. (EMÉRIGON : *Traité des assurances*, t. 1^{er}, ch. XII, sec. 35, § 3, p. 562. Paris, 1827).

(77) Ortolan dit que la puissance attaquée avant la proclamation de la guerre est en droit de se plaindre de celle qui la première a commencé les hostilités générales, et d'adresser les reproches de trahison et de perfidie à celle qui l'a surprise. (ORTOLAN : *Règle internationale et diplomatie de la guerre*, t. II, l. III, ch. 1^{er}, p. 13. Paris, 1845).

(78) Pillet dit : « Il est vrai que cette question concerne au fond, la loyauté, mais la loyauté entre Etats n'est-elle pas un principe suffisant de droit et de devoir ? Les relations internationales seraient-elles possibles sans loyauté ? La civilisation même existerait-elle si une loi générale d'honnêteté ne dominait pas les actions humaines ? Pourquoi la guerre échapperait-elle à cette loi générale ? Nous verrons plus tard que certaines ruses sont condamnées par le droit de guerre comme n'étant pas

3° *Notion de la guerre.*

La guerre est le moyen extrême des Etats en l'absence d'un tribunal suprême international pour faire respecter leurs droits réciproques. Elle n'est légitime que si elle est indispensable et inévitable. C'est

loyales. Par la même raison, il faut condamner aussi les guerres commencées à l'improviste et dans le but de ruiner les forces de l'ennemi avant qu'il ait eu le moyen d'organiser sa défense... Le souverain qui ouvre brusquement les hostilités rend par là-même impossible toute solution aimable du différend qui le concerne. Il montre donc que s'il désire la guerre, c'est en vue des avantages qu'il pense en retirer et non pas pour la garantie de ses droits, car cette garantie aurait un peu à gagner peut-être à être demandée d'abord par des moyens purement pacifiques. (PILLET : *Les Lois actuelles de la guerre*, 1901).

(79) Féraud-Giraud dit : « Aucune guerre ne peut être entreprise de la part de l'agresseur sans une déclaration préalable, cette déclaration peut résulter en tout acte par lequel un gouvernement fait connaître d'une manière formelle et publique, son intention de recourir à la force, soit immédiatement, soit dans un délai plus ou moins prochain pour obtenir réparation d'un tort ou d'une injustice, s'il ne reçoit pas la satisfaction qu'il réclame ». (M. FÉRAUD-GIRAUD : *Des hostilités sans déclaration de guerre*, dans R. de D. I. et de Leg. Comp., t. XVII, 1885, p. 36 et suiv.).

(80) Hefftel dit : « Dire que la guerre commence *ipso facto* par le premier acte d'hostilité n'est pas exact, car il n'y a pas de guerre tant que l'autre partie n'y répond pas également par des actes hostiles ». (A.-G. HEFFTEL : *Le Droit international de l'Europe*, 1883, l. II, ch. II, § 120, p. 263).

(81) M. Maurel dit : « La déclaration de guerre nous paraît commandée par la loyauté des relations internationales. Les agressions brusques sont légitimes pendant la guerre ; elles sont injustifiables pendant la paix, et c'est bien en état de paix qu'elles se produisent lorsqu'aucune déclaration de guerre ne les a précédées ». MAUREL : *De la déclaration de guerre*, l. IV, t. III, p. 361 et suiv.).

ultima-ratio à laquelle on ne doit recourir que lorsque toutes les tentatives de conciliation ont échoué (82). Toutefois, si l'on supprime la déclaration de guerre et que l'on commence les hostilités par un acte belliqueux, la guerre perd de son caractère de justice suprême. Au contraire, si l'on estime que la déclaration est nécessaire, les négociations pourront peut-être suivre leur cours normal et les puissances arriveront ainsi à une entente pacifique.

De même les nations tierces pourront avoir la faculté d'offrir leurs bons offices, leur médiation, et de proposer un arbitrage au cours des négociations diplomatiques entre les Etats en litige. Si les tentatives d'entente pacifique ont échoué, et que la guerre éclate, ce ne sera pas par surprise (83).

La déclaration sera encore nécessaire pour enregistrer un succès des tentatives d'arrangement. Si au contraire, la guerre éclate sans déclaration préalable, les solutions pacifiques sont écartées sans raison et la lutte sera engagée sans motif impérieux. De plus, elle perdra son caractère *ultima-ratio*, qui seul la rend légitime. A ce sujet, nous trouvons l'opinion émise par MM. Balde (84), Puffendorf (85),

(82) VATTEL. — *Le Droit des gens*, t. II, l. III, ch. III, § 24, p. 366 ; Benjamin CONSTANT : *Cours de politique constitutionnelle*. Paris, 1861, t. II, p. 179 ; FÉNELON : *Télémaque*, l. XII.

(83) MÉRIGNHAC. — *La Conférence internationale de la paix*. Paris, 1900, p. 265 et 277.

(84) Balde prétend que recourir à la voie des armes sans avoir prévenu l'ennemi constitue une espèce de trahison. (BALDE, 1324-1400 : *Commentaria in primam digesti vetreis parten*).

(85) Puffendorf demande qu'on ne prenne les armes qu'après

Vattel (86), Bluntschli (87), Hautefeuille (88), Dalloz (89), Mérignac (90), Gérard de Rayneval (91), Maurel (92), etc...

avoir tenté toutes les voies de la douceur et de la conciliation, après avoir exigé une satisfaction. (PUFFENDORF : *De jure naturæ et gentium*, l. VIII, ch. VI, p. 560).

(86) Vattel estime que la déclaration était nécessaire pour tenter encore de terminer le différend sans effusion de sang. (VATEL : *Le Droit des gens*. Paris, 1863, t. II, ch. IV, p. 399 et suiv.).

(87) Bluntschli considère que l'Etat qui commence une guerre offensive est tenu, avant de recourir aux armes, et parès avoir épuisé tous les moyens pacifiques de dénoncer son intention de faire la guerre avant les hostilités. « La déclaration de guerre et l'ouverture des hostilités sans ultimatum et sans proposition préalable, sont non seulement contraire aux lois de l'humanité, mais encore à l'idée même de la guerre : la guerre est le dernier moyen dont les Etats disposent pour faire respecter leurs droits ». BLUNTSCHLI : *Le Droit international codifié*, l. III, p. 290 et suiv.).

(88) Hautefeuille trouve inadmissible qu'un Etat puisse attaquer un adversaire à l'improviste, sans le prévenir officiellement que désormais il sera traité en ennemi. La déclaration de guerre lui paraît indispensable pour rendre la guerre régulière. (HAUTEFEUILLE : *Des droits et des devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime*. Paris, 1868, t. 1^{er}, p. 97).

(89) Dalloz nous dit que lorsqu'il y a juste cause pour une nation, elle doit, avant de recourir à ce moyen extrême, déclarer à la nation qui l'a outragée, qu'elle va employer la force ouverte pour assurer son droit. (DALLOZ : *Répertoire de législation, de doctrines et de jurisprudence*. v. d. naturel et des gens, ch. IV).

(90) M. Mérignac a exprimé ses opinions d'une manière semblable dans son livre dernièrement publié sur les lois et les coutumes de la guerre sur terre. (MÉRIGNAC : *Les lois et les coutumes de la guerre sur terre*. Paris, 1903, l. 1^{er}, p. 31).

(91) Gérard Rayneval jugea qu'une guerre sans déclaration

4° *Passage de l'état de paix à l'état de guerre.*

La déclaration est l'acte le plus précis pour marquer le passage séparant l'état de paix de l'état de guerre. Les Etats belligérants, les Puissances tierces, les sujets des Puissances qui entrent en lutte et les sujets des nations qui restent neutres ont donc le plus grand intérêt à connaître d'une manière précise, l'instant où cesse l'état de paix, et où commence l'état de guerre.

A) Nous allons considérer les principaux avantages que présente la déclaration de guerre pour les Etats belligérants.

D'abord, il est difficile de distinguer les actes de guerre des mesures de rigueur comme l'embargo, les représailles et la rétorsion. Les unes sont compatibles avec l'état de paix et sont de simples moyens de coercision auxquels ont recours les Puissances lésées.

préalable est un guet-apens, une violation de la foi publique, un véritable brigandage ; c'est la guerre des pirates et des flibustiers. (Gérard de RAYNEVAL : *Institution de la nature et des gens*. Paris, 1832, l. III, ch. III, § 1, p. 11).

(92) M. Maurel dit : « La tendance actuelle du droit des gens consiste à limiter les maux de la guerre et l'adoption du principe de la nécessité d'un avertissement préalable aux hostilités serait conforme à cette tendance naturelle ». (MAUREL : *De la déclaration de guerre*, p. 311 et suiv.).

C'est aussi l'enseignement donné dans l'armée française : « La déclaration de guerre et l'ouverture des hostilités sans ultimatum et sans proposition préalable, sont non seulement contraire aux lois d'humanité, mais encore à l'idée même de la guerre ». *Notions de droit international destinées à MM. les Officiers*. Paris, 1887, p. 11).

Comment différencier les voies de fait destinées à obtenir une juste satisfaction des hostilités commençantes, s'il n'y a pas eu de déclaration de guerre ? Si un Etat voit ses frontières envahies par des troupes étrangères, la situation sera des plus équivoques et comment devra-t-il considérer cet acte ? Devra-t-il appliquer à ses troupes les honneurs de la guerre ou les rigueurs de la loi martiale ? De plus, les fonctionnaires militaires et civils des nations belligérantes ont le plus grand intérêt à connaître exactement la situation de leur pays vis-à-vis des autres Etats. Ainsi, que devra faire un officier placé à la tête d'un détachement à la frontière, lorsque des hostilités ont été engagées et qu'aucune déclaration n'a été publiée ? Dès que l'état de guerre commence, il est obligatoire pour un Etat de prendre toute mesure opportune ; rappeler les agents diplomatiques, retenir ou expulser les sujets ennemis habitant son territoire, mettre en demeure les alliés de son ennemi afin qu'il fasse connaître leurs intentions, interdire ou autoriser les commerces de ses sujets, indiquer les objets qu'il considère comme contrebande de guerre, etc. Une déclaration est donc indispensable pour fixer le moment où doivent s'accomplir ces formalités.

La déclaration formelle de guerre est encore plus indispensable dans une guerre maritime. Si un commandant d'escadre connaît l'ouverture des hostilités et qu'il se trouve dans les mers éloignées, il pourra mettre le blocus devant un port ennemi et empêcher la centralisation de ses navires. Si au contraire, il ignore l'état de guerre, il court le risque d'être atta-

qué à l'improviste et il va au danger sans s'en douter.

La déclaration de guerre seule est capable de fixer d'une manière précise les immunités de la croix-rouge, l'application des lois martiales, les droits de l'occupant en territoire ennemi, le traitement des prisonniers de guerre, le droit de prises relativement à la propriété privée ennemie, etc. Sans elle tout est dans une situation équivoque. Par conséquent, la déclaration de guerre doit aviser tous les gouvernements ennemis afin qu'ils prennent les décisions nécessitées par le nouvel état de choses et éviter les incertitudes en prenant des mesures nettes et précises.

Enfin, les sujets vivant à l'intérieur des Etats belligérants vont souffrir dans leurs intérêts moraux et pécuniaires, de l'état de guerre ; soldats, ils sont appelés à la frontière ; industriels, commerçants, agriculteurs, ils supportent non seulement le poids de la guerre, mais ils souffrent encore dans leurs intérêts économiques. Les victimes doivent donc être averties afin d'être à même de prendre des mesures capables de protéger leurs intérêts et de se préparer moralement à supporter leur malheur. Les auteurs de l'école française et ceux même de l'anglaise sont généralement de cet avis, tels que MM. Pascal Fiore (93), Pillet (94), Funck Brentano (95), Travers Twiss (96), Wheaton (97), Mérignhac (98), etc...

B) La déclaration formelle de guerre est aussi in-

(93) Pascal Fiore dit qu'on doit considérer comme une règle impérative pour les belligérants, la détermination exacte du moment où cesse la paix et où commence la guerre ; de là,

dispensable afin d'avertir les Etats neutres et leurs sujets qui subissent le contre-coup des hostilités. De même que les Etats belligérants, leur état de neutra-

la nécessité d'un acte solennel. (P. FIORE : *Le Droit international codifié et sa sanction juridique*. Paris, 1890, p. 306).

(94) Pillet dit : « Les faits d'hostilité montreront bien, par leur répétition, par leur continuité, que l'on est en état de guerre avec un pays, mais ils ne le montreront qu'au bout d'un certain temps, pendant lequel le doute ne cessera de planer sur ce point qui, cependant, est capital. De part et d'autre, les souverains comme les simples particuliers ont intérêt à savoir si oui ou non ils sont en état de guerre ouverte, les premiers pour concentrer immédiatement les forces vives de leurs peuples et les seconds pour conformer la conduite de leurs affaires particulières aux devoirs que l'état de guerre fait naître pour les belligérants ». (PILLET : *Le Droit de la guerre*).

(95) Funk Brentano et Albert Saurel disent : « La déclaration de guerre est donc à la fois la dernière conséquence des relations pacifiques, et la première conséquence des relations d'hostilités entre les Etats, elle forme en quelque sorte la transition entre le droit des gens en temps de paix et le droit des gens en temps de guerre ». FUNK BRENTANO et ALBERT SAUREL : *Précis du droit des gens*, ch. II, p. 241 et suiv.

(96) Traver-Twiss dit : « C'est là un arrangement très sage et très raisonnable dont l'adoption générale préviendrait toute difficulté et toute contestation relativement à la date exacte du commencement juridique de la guerre. Comme la guerre met fin à tous les rapports amicaux entre les sujets des puissances belligérantes et abroge ou suspend tous les engagements contractés, antérieurement par traités, il semble raisonnable que son commencement juridique soit signalé par la cessation formelle des rapports d'amitié entre les gouvernements ». TRAVER-TWISS : *Law of nations*, p. 75).

(97) Wheaton dit : « Cette publication peut être nécessaire pour l'instruction et la direction des sujets de l'Etat belligérant par rapport à leurs relations avec l'ennemi, ayant trait à certains effets que le droit des gens volontaire attribue à la guerre faite dans les formes. Sans une telle déclaration, il pourrait

lité leur impose de nombreux devoirs auxquels ils doivent se conformer, et si l'on veut qu'ils puissent s'en acquitter, il est utile qu'ils soient avertis du nouvel état de choses. De plus, les sujets des Etats neutres sont susceptibles de souffrir des opérations licites de la guerre. C'est ainsi que Vattel jugea qu'une déclaration est un ménagement dû à l'humanité, aux neutres et au repos des sujets.

Cette opinion est soutenue notamment par MM. Gérard de Rayneval (99), Pillet (100), Piédelèvre (101), Travers Twiss (102), etc.

être difficile de distinguer dans un traité de paix, les actes qu'on regarde comme les effets légaux de la guerre, ceux que chaque nation peut considérer comme des torts évidents et pour lesquels elle peut, en de certaines circonstances, demander réparation ». (II. WHEATEN : *Eléments du droit international*, part. IV, ch. 1^{er}, § VIII, p. 279 et suiv.).

(98) M. Mérygnac dit : « Sans une règle fixe et immuable, qui ne peut être que celle de la déclaration de guerre, tout devient arbitraire, car chaque belligérant fera nécessairement varier, suivant ses intérêts, le moment précis où la guerre devra être réputée officiellement commencée ». MÉRYGNAC : *Traité de droit international*. Paris, 1905, t. 1^{er}, p. 229 et suiv.).

(99) Gérard de Rayneval pense que tout gouvernement qui respecte le jugement de l'histoire doit faire une déclaration de guerre avant le commencement des hostilités et le communiquer à la nation que l'on doit attaquer et aux nations neutres. (Gérard de RAYNEVAL : *Institution du droit de la nature et des gens*. Paris, 1832, l. III, ch. III, p. 11).

(100) Pillet dit : Les étrangers, les simples neutres, sont fort intéressés aussi à connaître, aussitôt qu'il se produit, le fait de l'état de guerre, parce que la guerre a, par rapport à eux, cet effet de rendre illicite quantité d'actes qui, jusque-là, étaient licites, et les expose à subir sans la moindre faute de leur part, des dommages considérables. Enfin, il importe aux mili-

Dans sa session de Gand de 1906, l'Institut de droit international a rejeté le principe de la notification de l'état de guerre aux Etats neutres. Cependant on trouvera dans les résolutions sur la neutralité,

taires plus qu'à personne, de saisir exactement le passage de l'état de paix à l'état de guerre. Que l'on suppose un officier placé à la tête d'un détachement à la frontière, à un moment où des hostilités se sont déjà produites, sans que la guerre ait été officiellement déclarée. Une occasion se présente à lui de tenter un coup de main de quelque importance. C'est un parti que l'on pourrait surprendre, un convoi qu'il serait facile d'enlever. Que fera-t-il ? Restera-t-il dans l'inaction ? Mais si l'on estime que la guerre existe en fait, son inaction donnera prise à un juste reproche. Agira-t-il ? Mais si les hostilités antérieures sont jugées sans conséquence, il sera réputé avoir commis un grave manquement à ses devoirs et le seul acte par lui accompli pourra être pour son pays, le principe de complications sérieuses ». PILLET : *Le Droit de la guerre*).

(101) R. Piédelièvre dit : « Elle est d'intérêt particulier pour les neutres, étant données les conséquences graves que la nouvelle situation entraîne à leur égard, et les dommages considérables auxquels les exposerait leur ignorance des devoirs nouveaux qu'elle met en leur charge ». (R. PIÉDELIÈVRE : *Précis de droit international public*), t. IV, t. II, ch. II, p. 131 et suiv.).

(102) Traver-Twiss dit : « Mais à l'égard des autres nations, les devoirs de la neutralité ne leur sont imposés qu'après que l'état de guerre entre les belligérants leur a été annoncé officiellement, ou qu'elles ont acquis autrement la connaissance positive de son existence... La guerre peut exister d'une façon notoire et, dans ce cas, une puissance neutre n'est pas libre de refuser d'en reconnaître l'existence. D'autre part, si une tierce nation ignore de bonne foi l'existence de la guerre entre deux autres nations, dans ce cas, il n'existe aucun motif fondé pour exiger d'elle l'accomplissement des devoirs, que le droit des gens attaché au caractère neutre, car elle n'a pas conscience d'avoir l'occasion d'agir sous ce caractère ». (TRAVER-TWISS : *Law of nations*, part. II, p. 75).

l'impression fidèle de l'opinion de la majorité des membres de l'Assemblée à ce sujet. En effet, l'article IV se borne à dire que « les devoirs de la neutralité pour l'Etat neutre prennent cours du moment qu'il a eu connaissance de l'ouverture des hostilités » (103). C'est donc, d'après l'opinion de l'Institut, une question de faits qui ne peut dépendre d'une notification arbitraire d'un belligérant ou soi-disant tel.

5° *Coutumes et traités internationaux.*

Tout d'abord la déclaration de guerre est conforme aux coutumes internationales. C'est ainsi qu'Ortolan en se plaçant même exclusivement au point de vue maritime, affirme que l'usage de déclarer la guerre n'est pas tombé en désuétude et qu'il est resté une coutume du droit des gens.

D'ailleurs, la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 relative à l'ouverture des hostilités, imposa d'une façon formelle aux Puissances contractantes l'obligation de déclarer préalablement la guerre.

Dans les traités conclus avec diverses puissances, le Brésil a stipulé expressément qu'en cas de guerre une déclaration formelle devrait intervenir.

6° Enfin, les raisons invoquées par quelques auteurs de l'école française nous semblent trop influencées par la notion du *droit privé* et déplacé dans cette question de droit international.

A) Lorsqu'un procès s'engage entre deux parti-

(103) Annuaire de l'Institut de droit international, t. XXI

culiers, le demandeur est obligé d'avertir son adversaire de la réparation qu'il va poursuivre. Pourquoi cette formalité serait-elle supprimée dans les différends de peuple à peuple, plus sérieux et dont les conséquences sont plus graves ? Ce qui a aidé le progrès dans le domaine privé sera aussi un important avantage dans le domaine international, dans la société humaine et dans les lois juridiques de plus en plus développées. C'est ainsi que d'après Conrad Brunius (104), l'avertissement de guerre doit correspondre à la citation aux matières civiles.

B) Enfin, dans une guerre précédée d'une déclaration, il est facile de savoir sur qui repose les responsabilités de cette guerre. Le gouvernement qui aura ainsi conduit son pays à la défaite trouvera dans cet acte écrit la preuve et la condamnation de sa faute.

§ II

Opinions modernes

Le principe de la nécessité d'une déclaration préalable aux hostilités a son origine dans la communauté internationale et est conforme à tous les points de vue au droit des gens. Bien que cette théorie soit la plus parfaite, elle est difficilement applicable ; même ses partisans sont obligés de reconnaître qu'en pratique, elle exige quelques modifications. Nous

(104) BRUNIUS. — *De legationibus*.

allons étudier quelles sont les principales lignes de conduite que les auteurs modernes proposent de suivre.

I

LES CAS EXCEPTIONNELS AUX PRINCIPES

1° *Impossibilité matérielle.*

Il est certain que s'il y a une impossibilité matérielle pour une puissance à déclarer la guerre, elle pourra s'en dispenser sans qu'on puisse blâmer sa conduite, par exemple lorsqu'une nation ne veut admettre ni un ministre ni un héraut d'armes, et s'il y avait danger pour eux. Ainsi, autrefois, les Turcs maltraiétaient les représentants étrangers, et il eut été dangereux et inutile de leur envoyer un avertissement (105).

2° *Attitude d'une puissance sur la défensive.*

Lorsqu'un Etat est attaqué, il est évident qu'il n'a pas à publier de déclaration ; cette exception tient à la nature même des choses (106). Toutefois il est

(105) BURLAMAQUI. — *Précis de droit de la nature des gens*. Paris, 1820, t. V, p. 112 ; MAUREL : *De la déclaration de guerre*, l. II, ch. IV, p. 157.

(106) VATTTEL. — *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle*, p. 405 ; HEFFTEL : *Le droit international de l'Europe*, p. 263 ; BLUNTSCHLI : *Le droit international codifié*, § 524.

A ce sujet, nous trouvons plusieurs opinions exprimées par les éminents jurisconsultes. R. Piédelièvre dit : « Il est cer-

utile de faire une distinction ; quelquefois l'Etat agresseur a commencé par publier un avertissement. Dans ce cas, les neutres et les sujets étant prévenus à l'avance, la nation attaquée n'est point tenue de publier une déclaration. Si elle le fait, c'est pour montrer aux autres nations de quel côté sont les torts, s'attirer leur sympathie et encourager ses propres sujets. Si au contraire le pays agresseur a agi à l'improviste, la nation ainsi attaquée sera tenue de publier un avertissement aux Puissances neutres, et son intérêt consiste à prendre l'opinion publique comme juge en la circonstance et montrer les agissements perfides de son adversaire.

Néanmoins, ceci ne constitue point une obligation, car par l'intermédiaire de la presse, les nations

tain qu'il ne peut être question de déclaration de guerre dans n'importe quelle forme de la part de l'Etat qui se défend. Les hostilités déjà ouvertes ou sur le point de l'être, rendent toute déclaration de ce genre superflue. Cette solution se fonde sur le bon sens. Le premier soin de l'Etat attaqué est de repousser la force par la force, et il serait bizarre qu'on attendît de lui une déclaration qui n'aurait aucune utilité : elle n'apprendrait rien à l'agresseur, rien aux puissances étrangères, les faits parlant suffisamment d'eux-mêmes. Sans doute, il peut arriver que l'Etat attaqué réponde par un manifeste aux hostilités ouvertes contre lui, mais en prenant cette mesure, son unique souci sera de donner satisfaction à ses propres convenances ; il agira ainsi, par exemple, pour instruire et diriger ses nationaux, pour répondre aux griefs que son adversaire fait valoir contre lui et justifier sa résistance dans un appel à l'opinion publique ». R. PIÉDELÈVRE : *Précis de droit international public*, t. IV, t. II, ch. II, p. 131 et suiv.).

Hefftel dit : « Il résulte de la nature des choses, qu'il n'est pas indispensable qu'une guerre défensive soit précédée d'une

neutres et les sujets du pays attaqué sont mis au courant de la situation (107).

3° *La guerre de blocus.*

Cette guerre peut avoir lieu aussi sans déclaration à une Puissance dont les ports sont bloqués, mais les Puissances neutres doivent en être averties. Les hostilités sont ainsi localisées et on doit applaudir à ce progrès, d'autant plus que tout blocus est signalé aux autorités du lieu ainsi assiégé par la voie diplomatique. Le Vénézuéla nous montre fréquemment des exemples de ce genre (108).

4° *Guerre civile.*

Dans cette guerre, l'avertissement est impossible, car la fraction insurgée n'a point de souverain reconnu pour dénoncer son intention. Cependant, si un gouvernement est régulièrement constitué et si la guerre civile devient une guerre internationale, on devra user d'une déclaration préalable (109).

déclaration préalable : des hostilités déjà ouvertes par l'ennemi ou sur le point de l'être la rende superflue ».

Bluntschli dit : « En cas de guerre défensive, il n'est pas nécessaire qu'il y ait une déclaration de guerre préalable de la part de celui qui se défend, lorsque l'attaque de l'ennemi a déjà commencé. Repousser l'attaque de l'ennemi armé est toujours licite ».

(107) DUDLEY-FIELD. — *Projet de code international*, art. 710.

(108) CAUCHY. — *Le Droit international maritime*. Paris, 1862, t. II, p. 426 ; DESPAGNET : *Cours de droit international public*. Paris, 1894, p. 631.

(109) RASPILLEL. — *Du passage de l'état de paix à l'état de guerre*. Nancy, 1904, 1^{re} part., ch. II, p. 60.

5° *Alliés de l'ennemi.*

Les traités d'alliance contiennent des clauses qui varient avec les Etats. Les alliances ont défensives seulement, ou à la fois défensives et offensives. Mais leur caractère exact n'est point porté à la connaissance générale, ce sont des actes secrets. Aussi une Puissance qui en attaque une autre doit user de beaucoup de tact et de modération afin de ne pas augmenter le nombre de ses adversaires, ou ne point considérer l'allié de son ennemi comme ennemi lui-même, par suite de son alliance, celui-ci peut quelquefois, au moment de remplir ses engagements, demander à être traité comme neutre. Si l'on n'est pas fixé sur ses intentions, il est utile de lui demander quelle attitude il a l'intention de garder. Pour que cet allié soit traité comme ennemi, il faut qu'il prête main-forte au pays ennemi suivant ses engagements, où qu'il se prépare ostensiblement à y prendre part. Dans ces conditions, la déclaration faite aux parties principales concerne également leurs alliés. C'est ainsi que les auteurs français approuvèrent la conduite de la France en 1870 qui, dans sa déclaration de guerre passa sous silence les alliés de la Prusse (110).

(110) R. Piédelièvre dit : « Nous ne croyons pas en effet que l'Etat allié de l'ennemi doive être regardé comme ennemi lui-même, par le fait seul de son alliance, car ce ne sont pas les traités d'alliance, de secours, de subsides en hommes ou en argent, qui font perdre à l'Etat que ces traités obligent, le droit de rester neutre, mais seulement leur exécution... Nous pensons donc que l'allié ne doit être traité en ennemi qu'autant qu'il prend une part effective aux hostilités ou qu'il se dispose

6° *La répression des actes dommageables commis au préjudice d'un Etat par des individus isolés ou même groupés* qui stationnent sur un territoire contigu aux frontières n'exigent point de déclaration de guerre, car ceci ne constitue point un fait de guerre, mais une mesure de police, de défense, de sûreté. C'est ainsi que la France agit envers les Marocains et qu'elle bombarda Fiji sans prévenir le Mahzen.

La question est très délicate de savoir si l'on peut poursuivre les individus sur un territoire étranger sans en avertir leur gouvernement ; en effet, celui-ci doit empêcher de pareils actes, s'il néglige de prendre les mesures nécessaires ou s'il en est incapable, l'Etat lésé peut se faire justice lui-même après avoir informé leurs autorités. Cet avertissement pourra être considéré comme preuve de bonne intention ou comme une déclaration de guerre (111).

manifestement à y prendre part, et lorsqu'on dit que la déclaration de guerre faite entre les parties principales produit également ses effets contre les alliés, cela ne peut s'entendre que des alliés qui sont déjà entrés en litige, ou y entrent après la déclaration ». R. PIÉDELÈVRE : *Précis du droit international public*, t. IV, t. II, ch. II, p. 31 et suiv.).

V. aussi PRADIER-FODÉRÉ : *Traité de droit international public américain et européen*. Paris, 1884, t. VI, § 2685, p. 440 et suiv. ; FUNK-BRENTANO et SAUREL : *Précis du droit des gens*. Paris, 1877, l. II, sect. 1^{re}, ch. II, § II, p. 131 et suiv.).

(111) RASPILLET. — *Du passage de l'état de paix à l'état de guerre*, 1^{re} partie, ch. II, p. 62 ; PRADIER-FODÉRÉ : *Traité de droit international public américain et européen*. Paris, 1884, t. II, p. 637 ; MAUREL : *La Déclaration de guerre*, l. II, ch. IV, p. 159.

Parallèlement à cette question, il s'en pose une deuxième, ayant rapport à la guerre contre les peuples non civilisés. Faut-il faire précéder ces expéditions d'une déclaration ? Pour les uns, les guerres coloniales ne sont point des guerres véritables. D'ailleurs les peuplades barbares n'observant point les lois de la guerre qu'ils ignorent, et comme elles considèrent que tout est permis contre un ennemi, on n'est tenu à aucun avertissement à leur égard. Pour d'autres, comme ces peuplades ont une souveraineté qui mérite le respect des étrangers, on doit user à leur égard d'un avertissement préalable (112).

II

FORME FACULTATIVE DE LA DÉCLARATION DE GUERRE

Le progrès des voies de communication et le développement des armes, oblige les juriconsultes et les politiciens partisans de la déclaration préalable, à admettre des notions plus larges en ce qui la concerne dans ses formes extérieures.

Il est certain qu'on ne discute plus sur la question de connaître si on doit accompagner une déclaration de formalités extérieures et religieuses. Nous n'en sommes plus à ces manifestations primitives,

(112) VATEL. — *Le Droit des gens ou principe de la loi naturelle*, t. II, ch. IV, § 58, p. 405 ; SALOMON : *De l'Occupation des territoires sans maître*. Paris, 1889, p. 208 ; C. GÈZE : *Etude théorique et pratique sur l'occupation*. Paris, 1876 ; DESPAGNET : *Essai sur les Protectorats*.

mœurs de peuples jeunes. Nous ne faisons plus de la guerre une chose d'apparat.

Le télégraphe, le téléphone, nous obligent à admettre des moyens plus rapides et plus simples : grâce à la télégraphie sans fil, les amiraux, les chefs d'escadre peuvent se prévenir de leur intention d'attaquer.

Les auteurs modernes qui reconnaissent la nécessité de la déclaration ne tiennent pas compte de sa forme. Leur but est de flétrir les attaques soudaines et les surprises. Ils observent comme Albert Sorel et Funk Brentano (113), que cette forme varie depuis la note remise solennellement par un ambassadeur, jusqu'à la note envoyée par un commandant d'armée, au commandant d'une armée ennemie.

Le point important est que les Etats n'entrent point en guerre avant d'avoir échangé des négociations et des avertissements de leur intention de commencer les hostilités. Funk Brentano et Albert Sorel disent : « Il est clair que si la guerre éclate brusquement avant que des préparatifs militaires aient été accomplis, l'ultimatum ou la déclaration directe sont la forme la plus naturelle ; alors au contraire que des négociations prolongées ont eu lieu, que les armées sont en présence, une note envoyée par les commandants des forces militaires suffit à prévenir l'Etat auquel la guerre est déclarée ». Nous trouvons le même ordre d'idées chez MM. Ebre

(113) FUNK BRENTANO et SAUREL. — *Précis du droit des gens*, 1877, t. II, sect. 1^{re}, ch. II, p. 242 et suiv.

(114), Féraud-Giraud (115), Bluntschli (116), Neumann (117), Pillet (118), etc...

La conclusion qui semble se dégager des tendan-

(114) M. H. Ebren dit, en critiquant la conduite du Japon au début de la guerre de 1904 : « La forme sous laquelle l'avertissement préalable se produit importe peu, ultimatum ou déclaration proprement dite, il n'y a pas de forme sacramentelle comme autrefois. Mais il importe qu'il n'y ait point d'équivoque sur le sens et la portée de cet acte ». (EBREN : *Obligation juridique de la déclaration de guerre* dans R. G. de D. I. P., 1904, t. XI, p. 148.).

(115) M. Féraud-Giraud dit : « La déclaration pourra résulter soit d'une déclaration directe et formelle, d'un acte spécial, soit de tout autre acte ayant le même caractère et le même but ou le même résultat ». FÉRAUD-GIRAUD : R. de D. I., tome XVII, p. 19).

(116) Bluntschli dit : Ce qui importe, c'est d'indiquer l'intention de faire la guerre et de constater le fait de l'ouverture des hostilités... On attache, en général, de nos jours, moins d'importance à ces formalités ; la clarté du droit en souffre, mais les hommes d'Etat et les généraux s'en trouvent mieux ». BLUNTSCHLI : *Le Droit international codifié*, t. III, p. 295 et suiv.).

(117) De même, Neumann remarque : « Différente du monde antique et du monde féodal, notre époque, assure-t-on, aurait abandonné toute déclaration formelle de guerre. Ce qui est vrai, c'est que la déclaration ne se fait plus aujourd'hui solennellement et par voie de héraut, mais le plus souvent par un message écrit ou même par le rappel du ministre accrédité, par un manifeste adressé aux citoyens ou aux puissances, annonçant la guerre et en justifiant l'entreprise ». (NEUMANN : *Elément du droit moderne des gens européen*. Paris, 1893).

(118) Pillet dit : « L'essentiel est que le souverain ennemi soit prévenu de la guerre qui va éclater, mais le choix des moyens à employer importe peu. Le plus direct et le plus parfaitement légal consiste à notifier, avec ses griefs, la résolution que l'on a prise de recourir aux armes et de laisser à l'ennemi, avant que d'y recourir en effet, le temps qui lui serait nécessaire pour accéder immédiatement aux exigences

ces actuelles et des progrès des idées, est que nous devons prendre le mot de déclaration dans le sens le plus large, le dépouiller de l'influence des coutumes passées et ne lui laisser que le sens qui convient à son but qui est d'avertir.

Nous ajouterons enfin la résolution de l'Institut de droit international, dans sa session de Gand 1906 à cet effet. L'article II dit : « Cet avertissement peut avoir lieu soit sous la forme d'une déclaration de guerre pure et simple, soit sous la forme d'un ultimatum dûment notifié à l'adversaire par l'Etat qui veut commencer la guerre » (119). C'est ainsi que l'Institut a admis, à côté de la déclaration de guerre proprement dite, le système d'avertissement conditionnel comme forme de la notification.

III

DÉLAI ACCORDÉ DANS LA DÉCLARATION

Il est très possible que les hostilités suivent immédiatement une déclaration de guerre. Celle-ci n'est plus alors qu'un leurre puisque la nation ainsi prévenue n'a point le temps de prendre ses dispositions. C'est pourquoi certains auteurs prétendent qu'un intervalle doit séparer la remise de la déclaration des premières hostilités.

dirigées contre lui ». (PILLET : *Droit de la guerre*, conférence faite aux officiers à Grenoble. Paris, 1891, t. 1^{er}, p. 80.

(119) Annuaire de l'I. de D. I., t. XXI.

Déjà au XVI^e siècle, Belli (120) ne se contente pas d'une déclaration officielle, il veut encore qu'un délai s'écoule entre la déclaration et le commencement de la lutte. Il constate qu'en fait, il n'y a nulle obligation de laisser écouler un délai entre la déclaration de guerre et l'ouverture des hostilités ; il en exprime le regret, car, à ses yeux, il y a presque vol et perfidie à déclarer la guerre et à attaquer au même moment : il cite l'opinion de Gui et de la Pape, lequel se prononce pour un délai de trois jours. Albéric Gentil (121) estime qu'une déclaration n'est point suffisante. Il faut encore un délai de trente-trois jours entre cette dénonciation et le recours aux armes. Wheaton (122) et Dudley-Field (123) proposent un délai de soixante jours. Bluntschli (124) est aussi partisan d'un délai qui pourrait être très court et varier de quelques jours à quelques heures. Burlamaqui (125) estimait qu'il fallait un délai qui sépare la déclaration de guerre du commencement des hostilités, sinon la déclaration de guerre serait une vaine formalité.

Albéric Rolin (126), président de l'Institut de

(120) NYS. — *Le Droit international*, t. III, p. 122.

(121) GENTIL. — *De jure belli commentationes*. Oxford, 1588.

(122) WHEATEN. — *Eléments du droit international*. Leipzig, 1874, t. 1^{er}, p. 279.

(123) DUDLEY FIELD. — *Projet de code international*. Paris, 1881, art. 709 et 715.

(124) BLUNTSCHLI. — *Le Droit international codifié*. Paris, 1895, art. 525.

(125) BURLAMAQUI. — *Principe du droit de la nature des gens*. Paris, 1820, t. V, ch. IV, p. 106.

(126) ALBÉRIC ROLAND. — *Rapport sur la question de la dé-*

Droit international, proposait, pour éviter toute surprise, un délai d'une dizaine de jours, si les temps lui paraissaient mûrs.

M. Marius Maurel (127) prétend qu'il est difficile de déterminer un délai invariable ; il vaut mieux s'en rapporter aux circonstances, s'incliner devant les nécessités des opérations militaires et borner nos exigences tendant à limiter l'emploi de la force à faire admettre le principe de l'avertissement préalable aux hostilités.

L'Institut de droit international, dans sa session de Gand 1906, s'est prononcé très clairement pour le principe de l'avertissement précédant suffisamment l'ouverture des hostilités. L'article III de ces résolutions dit : « Les hostilités ne pourront commencer qu'après l'expiration d'un délai suffisant pour que la règle de l'avertissement préalable et non équivoque ne puisse être considérée comme éludée (128).

La conférence de La Haye de 1907 a longuement discuté sur cette question. Nous allons exposer les diverses opinions principales qu'on y a exprimées (129).

1^o Délai dans lequel doit se produire la notification à l'adversaire.

La délégation française a proposé un projet des

claration de guerre à l'In. de D. I., dans l'Annuaire de l'Ins. de D. I., 1904, t. XX, p. 69.

(127) MAUREL. — *De la déclaration de guerre*, p. 156.

(128) Annuaire de l'Institut de D. I., t. XXI.

(129) V. à ce point 2^e conférence internationale de la Paix, La Haye, 15 juin, 18 octobre 1907 ; Recueil des actes publiés par le ministère des affaires étrangères, 1908.

règles internationales de l'ouverture des hostilités ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — Les Puissances contractantes reconnaissent que les hostilités entre Elles ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable et non équivoque qui aura soit la forme d'une déclaration de guerre motivée, soit celle d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle.

Art. 2. — L'état de guerre devra être notifié sans retard aux Puissances neutres.

A cette proposition, un amendement fut apporté par la délégation néerlandaise. « La proposition et l'amendement avaient ce caractère commun d'exiger un avertissement préalable à l'ouverture des hostilités, ainsi que la notification aux neutres. La différence portait surtout sur la fixation d'un délai que proposait d'établir la Délégation néerlandaise entre l'avertissement et l'ouverture des hostilités. Des questions spéciales ont été soulevées en ce qui touche la notification aux neutres » :

1° Délai entre l'avertissement et l'ouverture des hostilités : « L'avertissement doit être préalable en ce sens qu'il doit précéder les hostilités. S'écoulera-t-il un certain temps entre la réception de l'avertissement et l'ouverture des hostilités ? La proposition française ne fixe aucun délai, ce qui implique que les hostilités peuvent commencer dès que l'avertissement est parvenu à l'adversaire. La limitation de la guerre dans le temps est ainsi moins nettement déterminée que dans le cas d'ultimatum. La Délégation française avait estimé que les nécessités de la

guerre moderne ne permettent pas de demander à celui qui a la volonté d'attaquer, d'autres délais que ceux qui sont absolument indispensables pour que son adversaire sache que la force va être employée contre lui : « Le principe de la proposition française n'a pas été contesté et le texte en a même été voté à la presque unanimité par la sous-commission de la Conférence après que les Délégations d'Allemagne, de Grande-Bretagne, du Japon et de Russie ont expressément déclaré s'y rallier.

« La Délégation des Pays-Bas voulait compléter le principe de la manière suivante : « Les Puissances contractantes reconnaissent que les hostilités entre Elles ne doivent commencer qu'au moins 24 heures après qu'un avertissement non équivoque, ayant la forme d'une déclaration de guerre motivée ou d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle, soit venue officiellement à la connaissance du gouvernement de l'adversaire ». La différence avec la proposition française consiste dans la fixation d'un délai, devant s'écouler entre la réception de l'avertissement et l'ouverture des hostilités. La nécessité de ce délai a été motivée de la manière suivante, par le colonel Micheroussen au nom de la délégation de Russie : « Le problème d'un tel délai est étroitement lié avec la question du rapport qui existe dans chaque pays entre les effectifs de paix et les effectifs de guerre. C'est donc par conséquent une réduction de dépenses plus ou moins considérable. Le temps n'est peut-être pas si éloigné où nous pourrions distinguer entre les effectifs et les préparations de guerre que chaque pays, en pleine souverai-

neté de sa décision, juge conforme à sa situation politique, et ceux qu'il est obligé de maintenir uniquement dans la nécessité d'être à tout instant sur le qui-vive. En établissant un certain délai entre la rupture des relations de paix et le commencement des hostilités, nous donnerions au pays le moyen, à qui le voudrait, de réaliser certaines économies pendant les périodes de paix. Les économies seraient incontestablement bienfaisantes de part et d'autre et ne seraient pas sans apporter une grande détente dans l'état de la paix armée, détente d'autant plus facile à accepter qu'elle ne toucherait en rien au droit de chaque nation, d'établir ses armements et ses effectifs uniquement d'après ses propres vues et nécessités. Le délai dont il s'agit aurait encore un autre avantage : il donnerait aux Puissances amies et neutres un temps précieux, que celles-ci pourraient employer à faire des efforts de réconciliation à persuader les nations en litige de porter leur différend même devant la Haute Cour d'arbitrage. Mais en parlant de délai, il ne faut pas perdre de vue cependant les hostilités présentes. L'idée d'un délai considérable, n'est pas encore mûr dans la conscience des peuples. Peut-être serait-il utile par conséquent de ne pas aller trop loin dans nos désirs, de ne pas dépasser à l'heure actuelle, les possibilités réelles d'aujourd'hui. Bornons-nous donc à accepter le délai de 24 heures proposé par la Délégation des Pays-Bas. Laissons à demain l'œuvre de demain en exprimant seulement un vœu pour l'avenir, d'un délai plus grand, plus bienfaisant ».

« On ne saurait nier la force de ces raisons, qui

n'ont cependant pas convaincu la majorité de la Conférence. La fixation d'un délai n'a pas paru conciliable avec les exigences militaires actuelles ; c'est déjà un progrès que d'avoir fait admettre la nécessité d'un avertissement préalable. Espérons que l'avenir permettra d'en réaliser alors, mais n'allons pas trop vite. Il est à remarquer que l'Institut de droit international, dans la résolution à laquelle il a été fait allusion plus haut, n'a pas eu non plus pouvoir de suggérer la fixation d'un délai, bien que, dans cet ordre d'idée une assemblée de jurisconsultes puisse être moins réservée qu'une assemblée de diplomates, de militaires et de marins. Il s'est borné à dire ceci : « Les hostilités ne pourront commencer qu'après l'expiration d'un délai suffisant, pour que la règle de l'avertissement préalable et non équivoque ne puisse être considérée comme éludée ».

2° Délai dans lequel doit se produire la notification aux neutres. D'après l'article II de la proposition de la Délégation française, « l'état de guerre devra être notifié sans retard aux Puissances neutres ». En effet, la guerre ne modifie pas seulement les rapports entre les belligérants, mais encore elle exerce une grande influence sur la situation des Etats neutres ; il importe dès lors qu'ils soient prévenus le plus tôt possible. Aujourd'hui avec la diffusion rapide des nouvelles, il n'est guère à supposer que l'on tarde beaucoup à connaître dans le monde entier l'existence d'une guerre ayant éclaté sur un point quelconque du globe, et qu'un Etat puisse invoquer son ignorance de l'état de guerre pour se soustraire à toute responsabilité. Mais enfin, il peut arri-

ver que malgré les télégraphes terrestres et sous-marins et le radio-télégraphe, la nouvelle parvienne d'elle-même aux intéressés ; il y a donc des précautions à prendre. D'une part, la Délégation de Belgique avait proposé l'amendement suivant : « L'état de guerre devra être notifié aux Puissances neutres. Cette notification qui pourra être faite, même par la voie télégraphique, ne produira effet à la rigueur, que 48 heures après sa réception ». D'autre part, la délégation britannique proposa : « Un Etat neutre n'est tenu à prendre les mesures pour préserver sa neutralité que lorsqu'il aura reçu d'un des belligérants, un avis du commencement de la guerre ».

« Disons tout de suite que l'amendement de la Délégation belge ne pourrait être pris à la lettre. Un Etat neutre qui reçoit notification de l'état de guerre, n'a évidemment pas 48 heures pour violer impunément sa neutralité, il s'agit seulement de lui donner le temps nécessaire pour prendre les mesures destinées à faire observer sa neutralité. L'opinion qui a prévalu est qu'il n'y avait pas lieu de fixer de délai ; l'idée maîtresse est très simple : un Etat ne peut être tenu de remplir les devoirs de la neutralité que lorsqu'il connaît l'état de guerre, qui fait précisément naître ses devoirs. Dès qu'il en est informé, peu importe par quel moyen, pourvu qu'il n'y ait aucun doute à cet égard, il doit se conformer aux règles de la neutralité. Est-il en même temps tenu d'empêcher les actes contraires à la neutralité qui pourraient être commis sur son territoire ? L'obligation suppose la possibilité de la remplir. Ce que l'on peut demander au gouverne-

ment neutre, c'est de prendre sans retard les mesures nécessaires. Le délai dans lequel les mesures pourraient être prises varierait naturellement suivant les circonstances, l'étendue du territoire, la facilité des communications. Le délai de 48 heures qui était proposé pourrait être, selon les cas, trop long ou trop court. Il n'y a pas à établir de présomption légale, de responsabilité ou d'irresponsabilité. C'est une question de fait qui le plus souvent sera résolue assez aisément.

La Conférence s'est donc bornée à adopter la rédaction suivante : « L'état de guerre devra être notifié sans retard aux Puissances neutres et ne produira effet à la rigueur qu'après réception d'une notification qui pourra être faite même par voie télégraphique ». On a fait remarquer que la règle ainsi posée est très absolue, puisqu'elle supposerait qu'un gouvernement neutre qui, par suite de telle ou telle circonstance, n'aurait pas reçu la notification prévue, mais qui cependant ne douterait pas de l'état de guerre, peut se dégager de toute responsabilité à raison de ses actes, en se fondant simplement sur l'absence de notification. L'essentiel n'est-il pas qu'un gouvernement connaisse l'état de guerre pour prendre les mesures nécessaires ? La preuve est nécessaire dans le cas d'une notification, s'il n'y a pas eu de notification, le belligérant qui se plaint d'une violation de neutralité doit prouver nettement que l'état de guerre était certainement connu dans le pays où se sont passés les actes incriminés. Après discussion, la majorité de la conférence a décidé d'ajouter la phrase suivante : « Il est

du reste entendu que les Puissances neutres ne pourraient invoquer l'absence de notification, s'il est établi d'une manière non douteuse qu'en fait, elles connaissent l'état de guerre ».

Enfin, les propositions de fixation de délai déposées par la Délégation des Pays-Bas et de Belgique n'ont pas été estimées par la Conférence, conciliables avec les exigences militaires et ont été repoussées.

CHAPITRE IV

Critique des diverses opinions

Deux remarques doivent être faites dès le début de ce chapitre :

1° Il est bien entendu tout d'abord que notre discussion est une discussion de principe et que volontairement nous laissons de côté tout ce qui touche au sentiment national ou aux ressentiments passés.

De nos jours, la guerre tend de plus en plus à devenir le résultat de causes économiques, et la diplomatie doit être la servante du commerce. De plus, l'organisation militaire actuelle ne permet plus l'application des anciennes pratiques de déclaration solennelle. On doit, pour cette raison, se conformer aux exigences modernes nécessitant de nouvelles théories, et ne pas juger d'après les principes autrefois mis en honneur.

2° La deuxième remarque c'est que, si la question de déclaration de guerre a été définitivement codifiée par la deuxième conférence de La Haye en

1907, il reste encore place pour la discussion des principes au point de vue juridique. D'ailleurs les étonnants progrès faits par la science aérienne depuis deux années nous obligent à envisager cette question sous un angle nouveau. La discussion théorique de ces principes a de ce fait, une importance plus considérable.

Nous conduirons cette discussion en examinant avec les auteurs des différentes écoles, les trois questions suivantes :

1° La question de la guerre commencée par surprise.

2° La question du passage de l'état de paix à l'état de guerre.

3° La notion de la légitimité de la guerre basée sur la déclaration de guerre.

4) Tout d'abord, les partisans de l'école française exigeaient une déclaration préalable en se basant sur la notion de communauté internationale et la souveraineté nationale de chaque Etat.

Ils ne demandent aucune forme spéciale pour cette déclaration ; toutefois, elle doit être préalable, c'est-à-dire avertir l'adversaire d'une manière précise de la volonté de son auteur d'entrer en guerre avant tout acte belliqueux. Cependant ils reconnaissent certains cas d'exception lorsque les circonstances ne permettent pas d'accomplir cette formalité.

D'un autre côté, les adeptes de l'école anglaise jugeaient que l'organisation sociale et militaire moderne rendent impraticable cette déclaration : ce n'est qu'une forme de publicité facultative de l'ou-

verture des hostilités ; elle est d'autant plus inutile pour empêcher les surprises si elle ne contient point un délai suffisant entre sa publication et le commencement de la guerre.

B) Ensuite, les deux écoles reconnaissent la nécessité de marquer le passage de l'état de paix à l'état de guerre : l'école anglaise considère que le premier acte d'hostilité marque d'une façon précise et non équivoque le point de départ de la guerre ; elle n'exige une notification qu'à l'adresse des Etats neutres. L'école française, au contraire, pense qu'une publication de la volonté d'attaquer un adversaire constitue le seul moyen légitime de marquer ce passage.

C) Enfin, les publicistes de l'école française prétendent qu'une guerre n'est point légitimée si elle n'a pas été précédée d'une déclaration, tandis que les auteurs anglais s'attachent seulement à juger une guerre d'après les causes qui l'ont déterminée.

Nous trouvons encore d'autres raisons de moindre importance indiquées par les partisans de ces deux écoles et que nous allons examiner avant de nous étendre sur les points principaux :

1° Nous trouvons, surtout dans les anciens auteurs que la déclaration de guerre est indispensable au point de vue de la loyauté. Mais ceci est une notion morale ou politique, non point une question de droit.

Autrefois, lorsque le droit et le fait étaient confondus, il n'y était donc pas question de légitimité

légale en face de la loi, mais seulement ce qui paraissait généreux et loyal prévalait en toute chose. Mais la morale d'autrefois était différente de celle qu'on enseigne aujourd'hui, tout comme les guerres faites par gloire ou ambition diffèrent des guerres actuelles qui ont toutes un but économique. C'est ainsi que la loyauté comprise avec les idées d'autrefois n'a plus raison d'être en face du droit international moderne ; la guerre constitue un fait, on ne discute plus ni ses causes ni son but ; la conformité à la loi et aux principes imposés seule importe. La question de loyauté et de moralité s'est changée en une discussion politique, et n'a point de rapport avec le droit.

La morale internationale sert de base au droit des gens ; mais celui-ci n'est dirigé que par la notion de justice et d'humanité, et si la notion de loyauté dans le sens moderne forme une partie de ces préceptes, il ne saurait intervenir dans ses jugements légaux.

2° Les coutumes internationales servirent souvent de base aux théories des auteurs de l'école anglaise. Le droit international, encore jeune, ne possédant que peu de lois codifiées, porte ses jugements d'après ces coutumes qui lui servent de source principale.

Mais pour que ces coutumes soient internationales, il faut qu'elles soient suivies par toutes les Puissances. Bien qu'à partir du XVIII^e siècle la plupart des guerres fussent commencées par un acte belliqueux dans certains pays, cette conduite ne saurait servir de règle internationale ; elle ne fut observée que par quelques Etats, et elle fut blâmée par d'au-

tres. Le fameux rapport du colonel Maurice n'a donc aucune valeur pour constater la coutume internationale. D'ailleurs les changements, les progrès apportés chaque jour dans l'organisation militaire, exigent l'application de nouveaux principes et l'abandon des coutumes usitées encore au dernier siècle, car la question de l'ouverture des hostilités est étroitement liée au développement militaire. Quoique les autres règles du droit international soient dirigées par les coutumes modernes, cette question de déclaration de guerre ne peut être traitée de même.

3° Nous trouvons quelques publicistes prétendant que l'on doit traiter les différends entre Etats de la même façon que les différends entre individus, et qui veulent appliquer les règles du droit privé. Effectivement, le droit international a plutôt le caractère du droit privé que celui d'un droit public : cependant une question de litige privée entre individus se termine par une réparation satisfaisante, tandis que dans les différends entre Etats, une Puissance risque même son indépendance. Toutes les Puissances sont membres de la communauté internationale, elles se doivent un respect mutuel et leur existence est plus importante que le respect dû aux autres Puissances. Un Etat doit donc user de tous les moyens possibles pour défendre son indépendance. Cette question étant toutefois en dehors du domaine du droit privé, doit être traitée d'après des principes différents.

4° Enfin quelques auteurs prétendent qu'une déclaration est indispensable pour fixer de quel côté se trouve la responsabilité de la guerre. Mais ceci est

une question de politique interne, car les constitutions de chaque Etat ont revêtu certaines autorités du pouvoir de déclarer la guerre, soit contre les étrangers, soit à l'intérieur du pays, et c'est ainsi que la responsabilité de cette déclaration leur incombe. Mais cependant on ne doit pas confondre la responsabilité de la déclaration et celle de la guerre elle-même.

SECTION I

LA QUESTION DE SURPRISE

D'après les publicistes de l'école française, c'est un devoir, de la part du pays qui commence les hostilités d'éviter les surprises, car, entre Etats, la paix repose sur l'accomplissement des obligations réciproques et sur le respect des devoirs internationaux. L'un de ces devoirs consiste, pour l'Etat qui veut sortir de la paix, à prévenir les autres de son intention. Le fait que les Etats ont entretenu ensemble des relations pacifiques les met dans la nécessité de s'avertir que l'état de paix cesse d'exister et que l'état de guerre lui est substitué. Il est alors désirable d'établir une entente internationale relative à l'ouverture des hostilités, il convient que celle-ci soit précédée d'une déclaration de guerre ou d'un acte équivalent.

Notre avis, à ce point de vue, est tout à fait conforme à ces idées ; il est évident que nous ne pouvons pas vivre dans une inquiétude perpétuelle. Il est conforme aux exigences de l'esprit du droit inter-

national moderne, ainsi qu'à l'intérêt commun de tous les Etats, que les hostilités ne puissent commencer sans un avertissement préalable et non équivoque.

Toutefois, nous trouvons dans ces théories quelques points défectueux, soit au point de vue des règles de la guerre, soit aux exigences et aux nécessités actuelles, soit dans son application, ou encore dans ses conséquences pratiques. Enfin, l'article 1^{er} de la Convention de La Haye de 1907 laisse place à beaucoup de critiques.

Nous allons maintenant examiner cette question à plusieurs points de vue, et critiquer le principe de la déclaration de guerre :

1° La déclaration de guerre peut-elle empêcher la surprise d'une manière parfaite, dans son application pratique ?

2° Peut-on établir d'une façon précise les cas dans lesquels, d'après le principe de la déclaration de guerre, l'Etat agresseur peut ouvrir des hostilités sans avertissement préalable ?

3° Existe-t-il, dans la guerre moderne, une différence considérable entre la surprise de la guerre commencée par les hostilités et celle de la guerre ouverte avec une déclaration de guerre ?

4° La tendance moderne de la guerre nationale ne diminue-t-elle pas la surprise puisque, aujourd'hui, l'Etat civilisé doit réfléchir très sérieusement avant de décider de la guerre et puisque l'attaque improvisée, décidée par le souverain seul n'a plus lieu ?

5° Le principe établi dans la convention de La

Haye de 1907 est-il applicable d'une manière parfaite dans la pratique moderne entre les Etats ?

Chacun de ces points formera l'un des paragraphes de cette section, et leur examen nous conduira à une conclusion juste et légitime.

§ 1

Effets de la déclaration de guerre sur la surprise

La question de savoir si la déclaration de guerre peut empêcher la surprise dans son application pratique paraît, à première vue, susceptible d'être synthétisée en deux formules : 1° relation entre la déclaration et la surprise ; 2° l'intervalle qui peut exister entre la déclaration et l'attaque.

1° L'objet essentiel de cet article est en premier lieu de rechercher la notion exacte de la surprise et ensuite de constater quel est l'effet pratique de la déclaration de guerre sur la surprise.

A) Nous pouvons envisager la notion de surprise à trois points de vue : 1° la surprise du gouvernement ou de l'Etat et des nationaux ; 2° la surprise politique ou militaire et juridique ; 3° la surprise de la partie belligérante et des Etats neutres.

La surprise du gouvernement signifie celle des représentants de l'Etat : le souverain, le ministre des affaires étrangères, les agents diplomatiques, etc., tandis que la surprise des nationaux marque l'étonnement de ceux qui ne s'occupent pas directement de la diplomatie de l'Etat : les peuples, les militaires et une grande partie des fonctionnaires... Il va de

soi que les surprises citées ci-dessus n'existent simultanément que très rarement. Mais il est d'ailleurs facile de comprendre que cette divergence est beaucoup moindre dans un pays démocratique où la diplomatie est dirigée par la volonté du peuple, que dans un pays monarchique où la politique extérieure est entre les mains du souverain ou des grands fonctionnaires.

La surprise juridique est un étonnement causé par la violation du principe du droit international. C'est ainsi que l'avertissement préalable avant la guerre étant devenu, depuis 1907, une règle parfaite du droit international, il y aura, dans l'avenir, surprise juridique de la part du pays attaqué sans déclaration. En d'autres termes, avant la convention de La Haye de 1907, l'avertissement préalable n'était pas obligatoire, et par conséquent la surprise juridique n'existait pas à ce propos. La surprise politique est causée par l'Etat qui agit contrairement à l'esprit de communauté internationale et à la morale entre les Etats. Cependant, comme le droit international est basé au fond sur la notion de communauté internationale, cette sorte de surprise devient peu à peu la surprise juridique, avec le progrès et le perfectionnement du droit international. Enfin, la surprise militaire n'exprime que l'étonnement au point de vue tactique militaire et par conséquent est tout à fait en dehors de notre étude.

La surprise de la part de la partie belligérante et des pays neutres est également importante à examiner dans notre étude, car dans notre sujet, les relations entre les Etats neutres et les pays belligérants sont

aussi importantes que celles qui existent entre les deux pays belligérants.

B) Envisageons maintenant successivement les effets de la déclaration de guerre dans ces diverses hypothèses et déterminons exactement son efficacité pratique.

a) Il est de toute évidence que la déclaration de guerre ne peut pas empêcher la surprise des nationaux. Cette déclaration est ordinairement adressée directement au gouvernement du pays adversaire, et la date de sa remise est fixée au moment où cette note est acceptée par le gouvernement ennemi. Les nationaux sont donc tout à fait laissés de côté. Cependant on s'accorde à admettre que ce procédé peut empêcher la surprise du gouvernement.

Bien que dans la guerre moderne l'intervalle entre la remise de la déclaration et le premier acte d'hostilité devienne beaucoup plus court qu'auparavant, il n'est nullement question que l'avertissement préalable puisse toujours prévenir la guerre et empêcher ainsi la surprise. Toutefois, cela ne laisse pas que de soulever une autre difficulté pratique. L'Etat qui n'est pas surpris de la guerre grâce à l'envoi d'une déclaration peut être étonné de cette remise de déclaration. Cette question entraîne l'étude plus profonde de la surprise juridique et politique, et nous allons la rechercher dans l'article suivant.

b) Dans notre observation préliminaire, nous avons prétendu que la surprise juridique n'existait qu'après la convention de La Haye de 1907. Avant

cette convention, il n'y avait ni règle établie d'une manière parfaite par les Etats civilisés ni principe observé dans le droit international, ni pratique internationale considérée comme coutume à cet égard. L'Etat agresseur n'avait aucun devoir de déclarer la guerre avant le commencement des hostilités. En d'autres termes, il n'existait que la surprise politique qui ne soulève aucune question juridique. Nous devons examiner maintenant si la déclaration de guerre pourrait être un procédé parfait à cet égard. La déclaration qui peut empêcher la surprise juridique peut-elle prévenir d'une manière parfaite toute surprise ? Théoriquement oui ; mais pratiquement non, en l'état actuel des relations internationale. L'Etat agresseur cherche la situation la plus favorable pour lui, et, bien qu'il commence la guerre conformément aux règles du droit international public, il est bien possible que son attaque sera faite de la manière la plus avantageuse pour lui. Il y aura surprise politique, c'est certain, et ceci mérite que nous nous y arrêtions.

Supposons par exemple que l'Etat agresseur ait décidé la guerre depuis longtemps ; il n'a même pas commencé les négociations diplomatiques à ce propos jusqu'à la terminaison de sa préparation militaire. Dès qu'il est prêt, il envoie tout à coup à l'Etat adversaire, une réclamation excessive, et sur la réponse négative de ce dernier, il déclare la guerre. Dans ce cas, cet Etat a commencé la guerre conformément au principe du droit international. Il n'y a donc pas de surprise juridique. Mais la surprise politique existe soit à raison des réclamations exces-

sives formulées, soit à raison de la promptitude de la décision. Pouvons-nous approuver la conduite de l'Etat agresseur, même en ne nous plaçant qu'au point de vue juridique ? Puisque cette conduite est une violation de la morale entre les Etats et qu'elle est contraire à l'esprit de communauté internationale, elle doit être condamnée même au point de vue juridique.

Le droit international, encore jeune dans son développement, a beaucoup de lacunes dans ses règlements. Il est cependant facile de comprendre que toute atteinte aux bases fondamentales de ce droit doit être blâmée à juste titre. Nous pouvons donc conclure que la déclaration de guerre ne peut pas empêcher d'une manière parfaite la surprise juridique.

Toutefois, cette remarque nous conduit à l'examen de la notion de surprise politique. La surprise juridique, déterminé par le droit a toujours un caractère fixe. La surprise politique au contraire est toute relative et subjective. Elle dépend des circonstances et des conditions psychologiques de l'Etat.

c) Enfin, la déclaration de guerre n'est envoyée qu'au gouvernement de l'Etat adversaire ; elle ne peut pas prévoir la guerre comme le manifeste aux gouvernements et aux peuples des Etats neutres.

Nous pouvons donc conclure que dans la communauté internationale moderne, la question de surprise dépend de l'esprit pacifique de l'Etat agresseur. Elle ne dépend pas de la manière d'ouvrir des hostilités. Le principe de la nécessité d'une déclaration de guerre n'empêche pas la surprise.

2° L'intervalle entre la déclaration et l'attaque.

Ce qu'il importe le plus de remarquer en ce qui concerne l'utilité pratique de la déclaration de guerre, c'est la question de l'intervalle entre la remise de la note de déclaration et le premier acte d'hostilité. Nous nous sommes déjà bien étendu sur cette question que nous allons étudier maintenant au point de vue technique.

D'après l'opinion de von Pustan, ancien capitaine de vaisseau allemand : « Les ballons dirigeables peuvent avoir une vitesse de 60 kilomètres à l'heure. Pour la durée de temps qu'un dirigeable peut passer en l'air, il cite le voyage du Zeppelin II, au printemps de 1909, du lac de Constance à Bitterfeld et retour, où ce dirigeable plana 38 heures sans reprendre terre et parcourut 1100 kilomètres. Pour emporter un poids d'une certaine force militaire avec armes et munitions, le Deutschland, du système Zeppelin (rigide) peut enlever 100.000 kilogs. Quant aux aéroplanes, ils peuvent fournir une vitesse de 20 à 50 kilomètres à l'heure de plus que les ballons. Leur record pour la durée de temps est 363 kilomètres en 5 h. 3 minutes (qui sont dépassées ci-après). Le record de distance avec 2 passagers plus le pilote est actuellement de 93 kilomètres en 1 heure $\frac{1}{2}$ environ. Cela correspond pour l'aéroplane à un poids utile net de 140 kilogs. De là, on peut constater d'une manière décisive leur capacité militaire très notable ; car 363 kilomètres sont, même à la guerre, une très respectable distance, et avec

140 kilogs de grenades en mains, on peut déjà faire de grands ravages » (1).

Il y a encore lieu de tenir compte du développement infini de ces machines volantes et de ces ballons dirigeables dans l'avenir. En somme, c'est une grande révolution non seulement dans la tactique, mais encore dans le domaine du droit international. On n'a qu'à se représenter ce qui arriverait si nous avions à compter avec l'éventualité qu'un jour, une nuit, plusieurs douzaines d'aéroplanes arrivant du large viennent répandre quelques milliers d'explosifs au-dessus des armées, des forteresses, des escadres, des ports, des capitales, etc... Une heure de retard dans la défense a déjà pour résultat la destruction du pays. On a donc besoin de beaucoup de promptitudes au commencement de la guerre. On ne permet plus le procédé ancien de la déclaration qui, dès le début de la guerre donne un avantage énorme aux ennemis. Quoiqu'on fasse la formalité de la déclaration de la guerre, l'attaque doit suivre immédiatement cette déclaration, car le pays qui attaque et qui est même décidé à risquer son existence, ne peut pas donner à son ennemi le temps nécessaire pour prendre même l'offensive.

Cela explique que l'intervalle doit être très restreint et la déclaration de guerre perdra de son importance pratique pour empêcher la surprise.

D'ailleurs, de nos jours, la déclaration peut être envoyée par une dépêche et on peut bien savoir le temps qu'elle mettra pour arriver. Dans ce cas, on

(1) *Le Temps*, n° 30 août 1910.

calcule toujours le temps minimum et quoiqu'on donne à son adversaire la faveur d'un intervalle entre la remise et la note de déclaration et la première attaque, on ne peut pas attendre, dans les conditions actuelles et surtout à venir, que la déclaration de guerre ait été confirmée par le gouvernement ennemi, car le gouvernement ennemi n'a pas le devoir de répondre de suite, on peut bien supposer que, dans quelques cas, l'avertissement n'est pas arrivé à l'heure habituelle et que l'Etat belligérant commence ses actes d'hostilité avant qu'il arrive à l'ennemi. Nous trouvons dans l'histoire plusieurs exemples semblables ; c'est ainsi dans la lutte de 1897 entre la Turquie et la Grèce ; la guerre a été officiellement déclarée par la Turquie dans la journée du 18 avril ; cependant quelques heures avant la remise de la déclaration au cabinet d'Athènes, un navire grec, le Macédonia fut canonné par le fort de Prevesa à sa sortie du golfe Ambra-cique ; il est vrai que ce bombardement avait été précédé de la notification de guerre faite par l'ambassadeur grec à Constantinople.

Telles sont les critiques principales que l'on peut adresser à la déclaration de guerre en tant qu'elle devrait éviter la surprise.

Bien que la solution d'une telle question intimément liée à une question de faits soit toute relative, nous avons constaté que l'argument des partisans de la déclaration de guerre, à cet égard, n'a pas de raison d'être. Nous avons d'ailleurs à étudier maintenant un certain nombre d'exceptions avant d'arriver à une conclusion plus exacte.

§ II

*Les exceptions aux principes de déclaration
de guerre*

D'après l'opinion des partisans de la déclaration de guerre, il existe plusieurs cas exceptionnels aux règles générales de la déclaration de guerre. Cependant, la notion de chacun de ces cas nous semble très vague et nous sommes en droit de supposer que leur application pratique doit soulever des difficultés considérables.

D'après ces auteurs, les cas exceptionnels qui nous paraissent admissibles pour qu'on puisse légitimement commencer les hostilités sans avoir, par un acte quelconque, notifié l'état de guerre, peuvent se grouper en deux catégories : la *guerre défensive* et le *cas de force majeure*. Ces exceptions résultent en effet de la nature même des choses, car dans le premier cas l'Etat qui voit son territoire envahi n'a pas besoin de penser à la surprise de son adversaire ; dans le second cas, on peut dire que c'est un accident tel que ni la vigilance, ni la prudence de l'homme ne peut le prévoir et l'empêcher.

Toutefois, cette opinion mérite d'être critiquée sur ces deux points : 1° notion de guerre défensive ; 2° cas de force majeure.

1° On dit qu'une guerre est *défensive* lorsqu'elle est entreprise pour repousser un ennemi agresseur. Mais il est souvent difficile de déterminer de quel côté se trouve le caractère défensif, d'abord parce qu'il est rare qu'une des parties belligérantes accepte

l'imputation d'agresseur, ensuite parce que, bien qu'on entende généralement par guerre offensive celle qui est faite par la nation qui la première a pris les armes, il est certain pourtant que la guerre doit être considérée comme défensive quand elle est entreprise dans le but de réprimer une offense ; enfin parce que le but de la guerre, quel que soit celui qui l'entreprend, se rapporte en général à la sûreté ou à la poursuite de quelque droit. En somme, au point de vue du droit, à la différence du point de vue militaire, la guerre offensive n'est pas toujours celle dans laquelle on accomplit les premiers actes d'hostilité, mais bien celle qui est soutenu par le parti dont les agissements l'ont provoquée et rendue inévitable. On peut qualifier d'agresseur celui qui attaque le premier, même pour soutenir une guerre défensive, et de provocateur celui qui est la cause des hostilités, ne les entreprendrait-il pas le premier.

Il est donc indispensable de distinguer la surprise politique de la surprise militaire, et pour éviter celle-ci, il est de première nécessité d'empêcher la première. Par exemple, si un Etat, dans ses relations politiques prend quelque mesure menaçant l'honneur ou la tranquillité d'un de ses voisins et que celui-ci soit obligé, dans ses intérêts d'avoir recours à la force armée, la surprise est en réalité provoquée par cet Etat qui a obligé un autre à l'attaquer.

Si la déclaration de guerre est indispensable pour éviter les surprises dans la communauté internationale, il est nécessaire d'étudier, non pas d'après les apparences extérieures mais surtout de considérer le

fond des choses. On ne saurait donc blâmer la conduite d'un Etat qui commet une surprise militaire, tandis que l'Etat qui n'a pas usé de moyens pacifiques pour arriver à une entente amicale et qui par sa manière d'agir donne motif à une autre Puissance de l'attaquer soudainement pour défendre son indépendance, est celui qui devra être blâmé.

Toutefois ces considérations sont du domaine politique. Et comme la politique est discutée à l'infini, le principe est resté vague, sans qu'un critérium exact puisse être cité. C'est pourquoi on n'a pu définir exactement dans quel cas on devra appliquer ce principe.

2° Le deuxième cas exceptionnel dans lequel on peut échapper à la nécessité d'une déclaration de guerre est celui d'. Mais ici tout est relatif et variable à l'infini. Chaque cas de force majeure doit être apprécié en lui-même suivant les circonstances. Cette complexité est devenue encore plus grande dans les temps modernes, par suite du développement des armements tant sur terre que sur mer et dans les airs. Les premiers signes de mobilisation dans un pays ennemi constituent pour son adversaire un cas de force majeure qui l'oblige à se mettre immédiatement sur le pied de guerre. Et cette difficulté s'accroît encore à mesure que les torpilleurs, sous-marins, aéroplanes, ballons dirigeables, etc., prennent de l'extension. Le cas de force majeure est donc étendu à l'infini et les circonstances dans lesquelles la déclaration de guerre est applicable sont d'autant plus restreintes. Ces cas exceptionnels ne fournissent-ils pas des prétextes

pour l'Etat qui veut attaquer son adversaire sans avertissement préalable ? Puisque l'Etat agresseur est seul juge de l'existence de ces cas exceptionnels, il est bien possible qu'il s'appuie sur l'un de ces cas pour soutenir que son attaque est légitime. S'il doit en être ainsi, force nous est de déclarer nuisible l'existence de ces exceptions. C'est un des motifs pour lesquels nous voulons perfectionner le procédé de déclaration de guerre et notre étude sur la déclaration de guerre conditionnelle avec l'état de guerre conditionnelle nous paraît combler cette lacune d'une manière parfaite.

Il importe d'examiner cette question d'un autre point de vue, c'est-à-dire l'étude sur la surprise au début de la guerre commencée par des actes d'hostilité.

§ III

La surprise au début de la guerre commencée par les hostilités

Nous avons constaté, dans les paragraphes précédents que la surprise des nationaux ennemis devaient être prévenue de la manière la plus parfaite. Quant à la surprise du gouvernement ennemi, comme il est hors de doute que le chef d'Etat connaît en général la situation politique de l'Etat qu'il représente, sa surprise causée par une attaque à l'improviste n'est pas toujours aussi grande que celle des nationaux. De là, plusieurs auteurs prétendent que l'attaque inopinée a pour résultat la méfiance

et les troubles continuels de la part des peuples ennemis et que surtout une déclaration de guerre est nécessaire pour leur faire connaître ce nouvel état de chose.

Nous avons vu précédemment que la déclaration de guerre étant envoyée directement au gouvernement adverse ne peut pas faire connaître l'état de guerre aux peuples ennemis et qu'elle est par conséquent impuissante à empêcher la surprise des nationaux. En pratique, nous ne trouvons aucune différence à cet égard entre la guerre commencée par les hostilités et celle qui débute par une déclaration. Toutefois, il importe d'examiner s'il existe quelque différence entre ces deux guerres relativement aux dommages causés par la guerre aux nationaux ennemis. En d'autres termes, les nationaux ennemis sont-ils protégés d'une façon différente entre ces guerres ? Cette question est très importante, car nous devons attacher dans notre droit plus d'importance à la protection matérielle qu'à celle de sensation. La surprise elle-même ne peut pas être empêchée complètement. Mais, si le dommage matériel est suffisamment prévu, nous pourrions considérer que le procédé juridique atteint son but. Nous allons maintenant examiner cette question de la manière suivante : 1° la protection des nationaux ennemis qui résident dans le pays belligérant ; 2° la protection des navires de commerce.

1° Il est universellement admis dans le droit international moderne que la guerre, relation d'Etat à Etat, ne peut atteindre directement les individus.

La guerre ne doit se manifester directement qu'en-

tre les forces militaires des États et de plus, les actes de guerre sont restreints par leur nécessité même. On doit condamner tous ceux qui ne sont pas justifiés par le besoin bien établi de détruire ou d'affaiblir la puissance militaire de l'ennemi. Si par exemple les habitants d'une capitale sont surpris par la calamité inattendue de l'attaque d'un aéroplane, cela ne sera qu'une conséquence indirecte de la guerre, à condition que l'attaque reste bien dans les limites de la guerre.

Par contre, la guerre même sans déclaration préalable, ne devra porter aucun préjudice direct aux sujets de l'Etat ennemi résidant sur le territoire, soit en ce qui concerne leurs personnes, soit en ce qui concerne leurs biens.

Il n'en était pas de même autrefois, mais, de nos jours et depuis longtemps on considère comme inique de surprendre des particuliers venus dans le pays sous la garantie de paix.

L'Etat belligérant n'expulse les sujets ennemis que lorsque cette mesure est devenue indispensable pour sa sécurité ; mais cette expulsion en masse jadis fréquente, ordonnée aujourd'hui seulement à la dernière extrémité accorde un délai moral suffisant à ces sujets pour se retirer et emporter leurs biens. Il est d'ailleurs inutile que ces sujets soient troublés, rien ne s'oppose à ce qu'ils demeurent en paix là où ils ont cherché l'hospitalité.

C'est ainsi qu'en 1870 la France n'expulsa pas tout d'abord les cent mille Allemands qui étaient chez elle et dont quarante mille se trouvaient à Paris ; le 28 août seulement à la menace d'investissement

de la capitale, on fit sortir ceux qui s'y trouvaient en accordant facilement des permis de séjour et en confiant les intérêts des autres aux représentants des Puissances qui voulurent s'en charger. Cette modération malgré le bien fondé de l'expulsion elle-même, par suite du danger que présentaient ces nombreux Allemands dans Paris fut cependant critiquée dans une protestation adressée par l'Allemagne à ce sujet, qui demanda de ce chef une indemnité de 100.000.000 de francs.

Ainsi, en 1877, lors de la guerre russo-turque le gouvernement russe a défendu expressément aux sujets de la Porte résidant dans l'Empire russe d'y continuer leur séjour et leurs occupations paisibles sous la protection des lois.

Pendant la guerre de 1899, la Grèce n'a pas expulsé les sujets ennemis. Et le Japon a permis aux Russes de séjourner sur son territoire après l'ouverture des hostilités, tandis que tous les Japonais ont été expulsés sans délai de la Lieutenance Impériale d'Extrême-Orient.

Les sujets ennemis autorisés à demeurer sont sous la protection d'un représentant d'un Etat neutre, ils sont donc à l'abri du danger. Cette protection, le gouvernement japonais l'a accordée aux nationaux ennemis au début de la guerre sino-japonaise et russo-japonaise qui ont donné lieu à beaucoup de discussions par la force dont les hostilités ont été ouvertes sans déclaration officielle.

Au début de la guerre sino-japonaise, le 11 août 1894, le gouvernement japonais rendit un décret relatif à la protection des Chinois établis au Japon.

En même temps il invita les préfets de l'Empire à exercer une surveillance sur leurs administrés afin qu'aucune violence ne fût commise sur les Chinois. Le gouvernement japonais, se conformant aux usages des peuples civilisés considérait ainsi la guerre comme un fait entre les Etats, il entendait que les relations entre individus ne fussent point entravées tant qu'elles ne porteraient pas atteinte aux intérêts militaires. Nous citons ici le texte du décret impérial :

Art. 1^{er}. — « Les sujets Chinois pourront, à condition de se conformer aux prescriptions du présent décret, continuer à demeurer dans toutes les localités de l'Empire où il leur a été permis de résider jusqu'à présent en jouissant de la protection de leur personne et de leurs biens, et ils pourront s'y livrer à toute profession pacifique et licite. Toutefois ils devront se soumettre à la juridiction des cours et des tribunaux de l'Empire ».

Art. 2. — « Les sujets Chinois qui doivent résider dans l'Empire en vertu de l'article précédent feront, dans le délai de vingt jours à partir de la promulgation du présent décret, une déclaration au préfet du lieu, de leur résidence, de leur profession ainsi que de leur nom et prénoms ».

Art. 3. — « Le préfet remettra un certificat d'enregistrement aux sujets Chinois qui auront obtenu l'enregistrement prévu à l'article 2 ».

Art. 4. — « Les sujets Chinois ayant obtenu l'enregistrement indiqué à l'article 2 pourront transférer ailleurs leur résidence. Mais ils devront obtenir

du préfet de leur résidence un endossement sur le certificat d'enregistrement et dans les trois jours après leur arrivée au lieu de leur résidence nouvelle, ils devront faire une déclaration au préfet de ce lieu afin d'obtenir de nouveau l'enregistrement indiqué à l'article 2 ».

Art. 5. — « Les préfets pourront faire sortir des territoires de l'Empire les sujets Chinois qui n'auront pas demandé l'enregistrement établi par le présent décret ».

Art. 6. — « Les sujets Chinois qui portent atteinte aux intérêts de l'Empire, commettent des infractions, troublent l'ordre et la paix, en sont suspects, de ces divers faits, outre les condamnations qu'ils encourront en vertu des lois et règlements pourront encore être expulsés des territoires de l'Empire par l'ordre du Préfet ».

Art. 7. — « Le présent décret est applicable aux Chinois employés par les autorités ou par les particuliers de l'Empire ».

Art. 8. — « Le présent avis ne préjudicie pas à tout ordre émis ou à toute mesure prise par une autorité militaire de l'Empire à l'égard des Chinois y résidant, dans un but qu'elle se propose d'atteindre dans la guerre ».

Art. 9. — « Aucun sujet Chinois ne sera admis après la promulgation du présent décret, à entrer dans les territoires de l'Empire qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur demandée par l'entremise du préfet ».

Art. 10. — « Le présent décret entrera en vigueur le jour même de sa promulgation ».

Les Chinois établis dans l'Empire du Japon réclamaient leur enregistrement aussitôt après la promulgation du décret du 4 août. La moitié environ des Chinois résidant au Japon demandèrent l'autorisation d'y demeurer ; les autres retournèrent dans leur pays.

On peut remarquer que grâce à ce décret aucun attentat ne fut commis pendant cette guerre dans tout l'Empire, contre la personne et contre les biens des Chinois.

Au début de la guerre russo-japonaise, le 9 février, le ministre de l'intérieur envoya aux préfets de l'Empire des instructions relatives à la protection des sujets russes ; la légation et le consulat de Russie se retirèrent ; le lendemain, le même ministre donna encore les ordres suivants :

« Obligé à son grand regret de déclarer la guerre à la Russie, le gouvernement impérial n'a réellement l'intention de se montrer hostile aux sujets de cette nation. Ceux d'entre eux qui se trouvent actuellement sur le territoire de l'Empire pourront donc continuer à y résider ; ceux qui y viendront n'en seront point expulsés et ceux qui voudront le quitter n'en seront point empêchés. Ils seront tous protégés dans leur vie, honneur et biens, d'après le texte de nos lois et ordonnances ; ils pourront vaquer tranquillement à leurs affaires et demander la protection des tribunaux impériaux. Toutefois, cela doit être considéré comme une bonne grâce du gouvernement impérial. En conséquence, pour l'exécution des ordres

administratifs nécessaires, de la surveillance et des mesures prises par les autorités militaires ou navales, dans des buts militaires, le gouvernement impérial n'admettra aucune restriction et pourra limiter en partie la garantie relative aux personnes, à leur vie et biens et, de plus, il pourra défendre ou limiter les changements de domicile ou les voyages, s'il le juge nécessaire. Ainsi, ceux qui servent leur patrie en vue d'intérêt militaire ou qui attentent à la sûreté, à l'ordre ou aux bonnes mœurs de l'Empire ou commettent tout autre acte nuisible aux intérêts de l'Empire en opposition ainsi avec la faveur accordée par le gouvernement Impérial, pourront être l'objet de mesures spéciales d'après les lois et ordonnances, et même recevoir l'ordre de quitter immédiatement l'Empire. Ceux qui, n'ayant aucun moyen d'existence doivent s'adresser à la charité publique pourront aussi se voir interdire de résider sur le territoire de l'Empire. En un mot, à tout sujet de l'Empire russe se trouvant sur le territoire de l'Empire du Japon, il sera accordé le plus de protection possible dans les limites où ils ne puissent nuire aux intérêts de l'Empire ; il y aura donc lieu de traiter les sujets russes d'après cet esprit et d'avoir soin de ne pas laisser les sujets de l'Empire créer des malentendus sur ce point ».

Le ministre de l'instruction publique adressa le même jour aux instituteurs une note leur enjoignant de réprimer le chauvinisme ; en outre, il leur exposait la règle de conduite qu'ils avaient à faire respecter envers les sujets russes. Nous citons ici une partie de cette communication :

« Bien que le gouvernement Impérial soit a présent en guerre avec la Russie, dans le but de pouvoir assurer plus tard une paix durable, les étudiants et les élèves doivent s'appliquer à ne se montrer aucunement hostiles envers les sujets russes. Une semblable hostilité de leur part, ferait naître à notre égard de mauvais sentiments chez les nations étrangères. Aussi est-ce là un point important qu'il est nécessaire de traiter dans l'éducation des garçons et des filles ».

Le 19 février, le ministre de l'intérieur, dans ses instructions aux chefs des diverses sectes shintoïstes et bouddhistes, disait au sujet de la liberté religieuse: « Bien qu'entre l'Empire et la Russie les relations diplomatiques soient suspendues, il n'y a aucune raison de se montrer hostile envers les sujets russes, et surtout, il ne doit y avoir aucun changement apporté dans l'égalité et dans la liberté des religions. Ce sera donc là un point important auquel voudront bien donner tous leurs soins ceux qui s'occupent de propagande et des missions religieuses. Aussi les chefs des différentes croyances auront-ils à inviter leurs religieux à se bien pénétrer de ces présentes instructions ».

Par ces diverses notes on peut se rendre compte de l'esprit de justice et de modération du gouvernement du Japon, soucieux de montrer de quelle manière il entend le droit des gens et la liberté des personnes.

Tous les gouvernements modernes, animés de l'esprit d'humanité et guidés par les grands principes du droit des gens comprennent la nécessité de

protéger les sujets de ses adversaires pendant toute la durée de la guerre.

La guerre est une relation d'Etat à Etat et les hostilités n'ont lieu qu'entre les armées belligérantes. Les nationaux paisibles sont donc tout à fait en dehors de ces relations.

On voit par là qu'il n'y a pas de surprise possible pour les nationaux des Etats belligérants, soit qu'ils connaissent d'avance la situation politique, soit qu'ils bénéficient d'une protection suffisante même après l'ouverture des hostilités. Une déclaration de guerre officielle est donc à ce point de vue pour le moins inutile. De plus, théoriquement parlant, la déclaration n'est annoncée qu'au gouvernement ennemi, et elle n'empêche donc les surprises qu'entre gouvernements. L'argument soutenant la nécessité d'une déclaration préalable pour éviter les surprises des sujets ennemis n'a donc aucune raison d'être.

2° Quelques publicistes jugent que la déclaration est encore plus nécessaire, plus indispensable, en cas de guerre maritime. Ne faut-il pas que les capitaines de navires de commerce soient dûment avisés et puissent prendre leurs précautions avant de quitter les ports où leurs vaisseaux sont amarrés ? Mais aujourd'hui le principe que la guerre est un rapport d'Etat à Etat défend la propriété privée contre toute confiscation. Bien que les personnes des non-combattants et la propriété privée soient moins protégées dans la guerre maritime que dans la guerre terrestre, on accorde aux navires ennemis un délai pour s'éloigner, sous la forme d'une permission appelée quelquefois indult. Les 26 et 27 mars 1854, la France

et l'Angleterre accordèrent six semaines aux navires russes pour se retirer. La Russie donna le même délai aux navires anglais et français ; la France, en 1870, accorda trente jours aux navires allemands. Des délais ont été aussi réciproquement accordés dans les guerres russo-turque de 1877-1878 et gréco-turque de 1897. Dans la déclaration du 16 avril 1898, les Etats-Unis accordèrent jusqu'au 21 mai aux navires espagnols pour se retirer, tandis que l'Espagne n'accorda que cinq jours. Le Japon accorda 16 jours aux navires russes par le décret du 9 février 1904 et la Russie, le 27 février ne laissa que 48 heures aux navires japonais pour charger et quitter ses ports.

C'est ainsi que, d'après la coutume internationale entre les Etats civilisés un délai moral est accordé par toutes les Puissances aux navires de commerce ennemis au début des hostilités. Et l'intervalle de temps est conforme aux circonstances et surtout proportionné au progrès de communication.

La Conférence de La Haye, désireuse de garantir la sécurité du commerce international contre les surprises de la guerre et voulant, conformément à la pratique moderne, protéger autant que possible les opérations engagées de bonne foi et en cours d'exécution, avant le début des hostilités, a résolu de conclure une convention à cet effet. Cette Convention était signée le 30 juin 1908 par tous les Etats représentés à la Conférence, sauf par les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et le Nicaragua ; elle comprend les articles suivants :

Art. 1^{er}. — « Lorsqu'un navire de commerce relevant d'une des Puissances belligérantes se trouve,

au début des hostilités, dans un port ennemi, il est désirable qu'il lui soit permis de sortir librement, immédiatement ou après un délai de faveur suffisant, et de gagner directement, après avoir été muni d'un laissez-passer, son port de destination ou tel autre port qu'il lui sera désigné. Il en est de même du navire ayant quitté son dernier port de départ avant le commencement de la guerre et entrant dans un port ennemi sans connaître les hostilités ».

Art. 2. — « Le navire de commerce qui, par suite de circonstances de force majeure n'aurait pu quitter le port ennemi pendant le délai visé à l'article précédent, ou auquel la sortie n'aurait pas été accordée ne peut être confisqué. Le belligérant peut seulement le saisir moyennant l'obligation de le restituer après la guerre sans indemnité, ou le réquisitionner moyennant indemnité ».

Art. 3. — « Les navires de commerce ennemis qui ont quitté leur dernier port de départ avant le commencement de la guerre, et qui sont rencontrés en mer ignorants des hostilités, ne peuvent être confisqués. Ils sont seulement sujets à être saisis moyennant l'obligation de les restituer après la guerre sans indemnité, ou à être réquisitionnés ou même à être détruits, à charge d'indemnité, et sous l'obligation de pourvoir à la sécurité des personnes ainsi qu'à la conservation des papiers de bord.

Après avoir touché à un port de leur pays ou à un port neutre, ces navires sont soumis aux lois et coutumes de guerre maritime ».

Art. 4. — « Les marchandises emmenées se trou-

vant à bord des navires visés aux articles premier et second sont également sujettes à être saisies et restituées après la guerre sans indemnité, ou à être réquisitionnées moyennant indemnité conjointement avec le navire ou séparément. Il en est de même des marchandises se trouvant à bord des navires visés à l'article 3, etc... ».

Toutefois, l'Allemagne et la Russie ont signé sous réserve de l'article 3 et de l'article 4.

Cependant malgré ces principes il arrive quelquefois que la saisie et même l'embargo soient mis sur les navires ennemis dans des cas de nécessité absolue. Dans ce cas-là le principe de nécessité de la guerre justifie ces mesures. La guerre moderne n'est faite que par le libre consentement des nationaux, et ne peut éclater aussi soudainement et si facilement qu'autrefois. Le peuple connaît suffisamment avant le début des hostilités la gravité de la situation. On peut donc en déduire que les nationaux ennemis montant les bateaux de commerce ennemis avec des contrebandes de guerre sont censés connaître l'état de chose actuel et ont osé faire un acte qui est l'objet d'une saisie, ils ont risqué leur vie et leur propriété et ils n'ont donc pas le droit de protester contre les mesures qui peuvent être prises contre eux.

Dans ces circonstances, la déclaration de guerre officielle est inutile, le droit international et les coutumes établies protégeant suffisamment les navires ennemis au début des hostilités.

§ IV

La tendance moderne en ce qui concerne la surprise

Nous ajouterons ici que notre conviction personnelle est qu'à l'avenir cette sorte de surprise de la guerre sera de plus en plus rare.

L'attaque par surprise qui eût lieu si fréquemment autrefois, qui fut le sujet de tant de discussions politiques et qui donna naissance au principe de déclaration de guerre n'a aucun rapport avec la conception de la guerre économique et nationale des temps modernes. De plus, le développement des relations économiques entre les Etats et le progrès de l'esprit de communauté internationale contribueront de plus en plus, non seulement à éviter les surprises, mais encore à supprimer la guerre elle-même.

La guerre a ses apologistes et ses admirateurs qui lui attribuent d'heureux effets moraux ; au premier rang, Joseph de Maistre dans « les Soirées de Saint-Pétersbourg » ; le maréchal de Moltke écrivait à Bluntschli : « La guerre est une institution de Dieu, un principe d'ordre dans le monde. Sans la guerre, le monde tomberait en pourriture et se perdrait dans le matérialisme » (2) ; Lieber, auteur des « Instructions pour les armées » des Etats-Unis considérait la guerre comme un élément de civilisation ; pour Ortolan elle n'est pas toujours un mal ; elle est un

(2) R. D. I., t. XIII, p. 79.

moyen de propagation d'idées généreuses et de progrès (3).

Cependant, tel n'est pas notre avis. La guerre est toujours un mal ; même le maréchal de Moltke disait dans une lettre adressée à M. Goubareff, le 10 février 1881 : « Chaque guerre, même la plus victorieuse est un malheur pour le pays ; aucune indemnité territoriale ni pécuniaire ne peut compenser l'existence humaine et le deuil des familles ».

Bien qu'elle soit un mal inhérent à l'humanité et indéracinable, il est possible étant données les tendances actuelles qu'on arrivera à en diminuer la fréquence.

Depuis la disparition en grande partie des divergences qui séparaient autrefois les peuples notamment des oppositions de races et de régions, le progrès moral qui fait de plus en plus sentir le défaut au point de vue rationnel de la force brutale comme mode de solution des conflits ; la reconnaissance réciproque de la personnalité des Etats et des droits qui en découlent ; le développement des rapports internationaux qui ont déterminé un désir d'entente commune et solidarisé les différents pays que les hostilités compromettent ; enfin, la transformation du régime politique qui donne aux populations, premières victimes de la guerre et généralement désireuses de l'éviter, surtout depuis l'établissement du service militaire obligatoire pour tous et dans la plupart des pays, une part de plus en plus grande

(3) Henry BONFILS et Paul FAUCHILLE. — *Manuel de droit international public*, p. 614.

dans la direction des relations extérieures : tous ces faits réunis tendent à faire écarter, dans la mesure du possible, les hostilités comme moyen de résoudre les difficultés entre les Etats.

Il est tout naturel que les adversaires de la guerre soient plus nombreux et tout aussi convaincus que les apologistes : « Je ne puis cependant pas, dit M. Bluntschli, me joindre aux bruyantes apologies de la guerre auxquelles d'importants écrivains ont vivement associé leur nom... Bien que j'estime fort haut la bravoure, le courage, le sang-froid, les qualités viriles qui se développent pendant la guerre et qui, mettent en jeu toutes les forces corporelles ou tous les ressorts de l'âme, les élèvent jusqu'à l'héroïsme, je suis retenu par la pensée de la haine sauvage des hommes contre d'autres hommes, par le spectacle d'individus possédés par la rage de détruire, de piller ou de faire couler le sang. Je me souviens des souffrances horribles et souvent entièrement inutiles que l'homme inflige à son semblable. Je songe à l'infortune de tant de familles compromises au bonheur, de tant de milliers d'individus anéantis.

« Les chants de victoire sont pour moi comme les hurlements des loups, ou tout au moins les rugissements du lion affamé. Mais une chose reste vraie, c'est que la guerre, par cela même qu'elle manifeste en grand les forces des peuples et la puissance des faits concourt à la création du droit. Elle n'est certes pas l'idéal de l'humanité, mais elle est malheureusement, aujourd'hui encore, un moyen indis-

pensable pour assurer les progrès nécessaires de l'humanité » (4).

M. Bluntschli s'est trop avancé en disant que la guerre est un moyen *indispensable* pour assurer les progrès de l'humanité. Certainement, nous trouvons dans l'histoire nombre de guerres qui ont finalement engendré des résultats heureux ; elles ont créé de nombreux débouchés commerciaux, et même des principes humanitaires se sont étendus et développés. Les guerres des croisades ont introduit en Europe les sciences et les arts des Arabes et ont établi des relations commerciales avec l'Orient. La guerre de Trente Ans qui fut si cruelle eut pour résultat le traité de Westphalie qui proclame l'égalité internationale des Etats ayant des idées religieuses différentes. Les guerres de la République Française et de Napoléon I^{er} ont étendu en Allemagne, en Italie, en Espagne, etc., les grands principes politiques de la grande Révolution. Mais ce qu'il importe de remarquer, c'est que la guerre n'est pas la seule chose indispensable pour produire ces résultats. L'état de paix peut aussi les rendre possibles mais d'une manière plus tardive et plus lente. Cette remarque vient de confirmer ce fait que les politiques internationales de toutes les Puissances deviennent plus paisibles et le nombre des causes de guerre diminue. Autrefois, par suite de notions insuffisantes au point de vue moral, du manque de reconnaissance du droit des autres Etats, des relations rares et difficiles entre

(4) BLUNTSCHLI. — *Le Droit de la guerre*, Introduction, p. 10.

eux, comme aussi des oppositions plus tranchées qu'aujourd'hui au point de vue des races, des religions et des mœurs, le recours à la force était considéré comme plus naturel, et, par conséquent était beaucoup plus fréquent, même pour des causes hors de proportions avec la gravité d'une déclaration de guerre. Aujourd'hui au contraire, grâce à la marche de l'évolution progressive du monde, du progrès des armements, à la discipline des armées et du développement des voies de communication, aux relations commerciales et financières internationales, etc..., nous venons de signaler que l'esprit de la communauté internationale dirige la diplomatie de toutes les Puissances et on comprend de plus en plus, avant de recourir à l'emploi de la force, qu'il est aussi juste et rationnel qu'avantageux de tenter une solution amiable. Il est vrai que toutes les fois qu'elles le peuvent les parties en litige obtiennent une entente paisible en sauvegardant leurs droits essentiels car elles peuvent consentir à des concessions qui représentent un sacrifice bien moins considérable que les dépenses, les pertes d'hommes et les catastrophes que peut entraîner la guerre. Ces solutions amiables se multiplient de nos jours et sont même envisagées dans la diplomatie moderne comme un devoir imposé par le droit international. La guerre est alors un moyen extrême que sa nécessité absolue peut seule justifier. De même que l'accord des Etats a établi des lois humanitaires pendant les hostilités, leur entente particulière dans chaque conflit spécial, peut confier la solution à des juges volontairement choisis par eux : c'est l'arbi-

trage international dont les applications sont de plus en plus fréquentes. Bref, la guerre par surprise ne peut exister à tous points de vue à l'époque contemporaine. L'opinion des publicistes qui exigent la nécessité de la déclaration de guerre pour empêcher les surprises a perdu sa raison d'être par suite de la disparition générale des attaques par surprise depuis un demi-siècle. Il arrive par conséquent que ces théories ont une valeur historique, mais peu praticable aujourd'hui.

§ V

L'utilité pratique des procédés établis par la Convention de La Haye de 1907

Nous avons étudié dans les sections précédentes la question de la surprise à un point de vue théorique abstrait. Il importe dès maintenant de la critiquer sur les textes de la Convention de La Haye de 1907 (5).

« La disposition principale de cette convention, inspirée par une résolution de l'institut de droit international (session de Gand, septembre 1906), justifie aisément la nécessité d'une déclaration de guerre. Elle prévoit deux cas distincts :

A) Une difficulté surgit entre deux Etats : elle

(5) V. spécialement, *Deuxième Conférence internationale de la Paix, Actes et Documents*, ministère des affaires étrangères du Pays-Bas, La Haye, 1908.

donnera ordinairement lieu à des négociations diplomatiques plus ou moins longues, dans lesquelles chaque partie cherche à faire connaître ses prétentions ou tout au moins à obtenir une satisfaction partielle. L'accord ne se réalisant pas, une des nations peut déterminer dans un ultimatum les conditions qu'elle exige et dont elle déclare ne pas vouloir se départir en fixant un délai pour la réponse et en déclarant qu'en l'absence de réponse satisfaisante elle recourra aux armes. Dans ce cas, il n'y a aucune surprise et aucune équivoque. La puissance à laquelle s'adresse un pareil ultimatum peut se décider, en connaissance de cause, satisfaire son adversaire ou se préparer à combattre.

B) « Le conflit peut surgir brusquement et une puissance peut vouloir recourir aux armes sans tenter ou prolonger des négociations diplomatiques jugées inutiles. Elle doit alors avertir directement son adversaire de son intention et cet avertissement doit être non équivoque.

« Quand l'intention de recourir aux armes est formulée conditionnellement dans l'ultimatum, elle est forcément motivée, puisque la guerre doit être la conséquence du refus des satisfactions demandées. Il n'en est pas nécessairement ainsi, quand l'intention de faire la guerre est manifestée directement et sans ultimatum antérieur. La proposition veut que l'intention soit aussi motivée dans ce cas. Un gouvernement ne doit pas recourir à une résolution aussi extrême que la guerre sans la motiver. Il faut que tout le monde, dans les deux pays qui vont être

belligérants comme dans les pays neutres sachent pourquoi l'on va se battre afin qu'un jugement puisse être porté sur la conduite des deux adversaires. Sans doute on ne saurait se faire l'illusion de croire que les véritables causes de la guerre seront toujours indiquées ; mais la difficulté d'indiquer ces causes n'ayant rien de fondé ou en disproportion avec le fait même de la guerre, sont de nature à attirer l'attention des Puissances neutres et à éclairer l'opinion publique.

L'article 1^{er} de la convention de La Haye de 1907 exige deux formes distinctes pour deux circonstances différentes ; c'est-à-dire, on n'emploie l'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle qu'après avoir vainement tenté de tous les moyens pacifiques pour obtenir satisfaction en temps utile, tandis qu'il y aura lieu à déclaration de guerre lorsqu'un Etat veut entrer en guerre subitement et sans aucune négociation diplomatique.

1° La déclaration de guerre motivée.

Nous pouvons supposer deux cas principaux en ce qui concerne des motifs de l'attaque à l'improviste. D'un côté l'attaque illégitime et de l'autre attaque pour la défense de l'indépendance.

A) Il est certain tout d'abord qu'il faut écarter la supposition d'une guerre faite sans raisons sérieuses ou apparentes, ou sans qu'il se soit produit au moins un incident susceptible de donner lieu à une discussion. Une agression en pleine paix, sans motif plausible, n'est plus compatible avec le sentiment public des Etats du monde civilisé. Dans ce cas-

là, quoiqu'il y ait une déclaration qui avertisse préalablement et d'une manière non équivoque son adversaire, il faut blâmer la conduite de l'Etat agresseur. De plus, il faut bien remarquer que même s'il n'y a pas de surprise en ce qui concerne les attaques ennemies, cette surprise peut exister en ce qui concerne les motifs des hostilités. Et la surprise politique peut être considérée comme beaucoup plus grave que la surprise contenant l'attaque. Par conséquent, il est facile de comprendre que la forme d'une déclaration de guerre motivée n'a aucune utilité pratique dans cette circonstance et l'article 1^{er} de la convention de La Haye ne trouve pas d'application dans ce cas.

B) Nous pouvons imaginer d'autre part que, dans certains cas le dommage matériel ou moral causé à un Etat lui paraît assez grave pour qu'il ne juge pas possible de ne pas chercher réparation par les armes. Il en est ainsi parfois dans le conflit entre deux individus lorsque les témoins de l'un reçoivent mission de réclamer uniquement une rencontre.

Il se peut aussi qu'au cours des négociations diplomatiques, celles-ci prennent une tournure telle que le réclamant perde tout espoir d'obtenir par cette voie des conditions suffisantes. Il pourra fort bien alors rompre brusquement l'entretien, et avoir recours à la force pour s'assurer la satisfaction qu'il exige.

Dans ces deux cas, que la guerre éclate immédiatement ou pendant les pourparlers, elle commencera sans aucun usage des moyens pacifiques, car

tout acte portant atteinte à l'indépendance d'une nation ou à la libre jouissance de ses droits acquis doit être une raison justificative de guerre de la part de la nation lésée ; son recours à la force repose d'une manière parfaite sur une cause puissamment fondée.

Théoriquement parlant, cet Etat, bien qu'il ait commencé les hostilités, doit être regardé comme étant en état de défense, car le vrai motif de la guerre existe plutôt de la part de l'Etat adversaire, et si une déclaration n'est pas exigée dans la guerre défensive de la part de l'Etat attaqué, ce principe doit trouver son application dans le cas ci-dessus. Il faut envisager la question de la guerre défensive non seulement au point de vue militaire, mais aussi au point de vue moral et politique qui sont les bases du droit. Les Etats ne sortent pas de leur sphère légitime d'action lorsque pour se prémunir contre un danger imminent ils exercent des hostilités contre leur agresseur.

D'ailleurs, l'Etat adversaire ne peut invoquer pour justifier cette lésion ni son intérêt privé ni son désir de s'agrandir à l'infini aux dépens et au préjudice des autres. La guerre est alors un châtiment pour lui. Bien que les publicistes n'admettent pas que les nations puissent être châtiées au sens technique du mot, il est clair que cet Etat agresseur, en méconnaissant le respect dû à la communauté internationale, peut ouvrir les hostilités sans avertissement préalable. Cette conduite peut aussi se justifier d'après le principe de réciprocité qui sert de base aux actes internationaux.

Enfin, l'Etat adversaire, en lésant les droits prin-

cipaux de l'autre Etat, doit prévoir les dangers de la guerre ; le commencement des hostilités ne doit pas avoir pour conséquence la surprise de cet Etat. Ici aussi on peut constater qu'il n'y a aucune utilité pratique dans la formule de la déclaration de guerre.

Il arrive alors que la forme d'une déclaration de guerre motivée, citée dans l'article 1^{er} de la convention de La Haye n'est pas pratiquée et ne trouve aucune application utile à l'ouverture des hostilités.

2° L'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle.

« La guerre moderne a pour origine au moins un fait ayant une certaine gravité et pouvant motiver un échange d'explications. Alors commencera habituellement la période des négociations diplomatiques, au cours desquelles chaque Puissance cherchera à obtenir de l'autre des conditions propres à satisfaire ses intérêts. Si l'accord ne se réalise pas, l'une des Puissances peut avoir recours à la menace de guerre en fixant, par voie d'ultimatum, les concessions qu'elle exige. Elle fixe aussi, en général, un délai de réponse, après lequel elle se réserve de faire appel aux armes.

« Quand les événements se produisent sous cette forme au début d'un conflit entre deux nations, il est bien certain que l'état de guerre se trouve déclaré d'une façon suffisante : l'ultimatum porte lui-même l'avertissement préalable et non équivoque ; il indique la concession exigée et par conséquent la cause de la guerre en cas de refus ; enfin, il limite même la guerre dans le temps puisque l'état de guerre commence à la limite du délai de réponse.

Cependant nous estimons en effet, en ce qui concerne le délai de cet ultimatum, que les nécessités de la guerre moderne ne permettent pas de demander à celui qui a la volonté d'attaquer, d'autres délais que ceux qui sont absolument indispensables pour que son adversaire réponde, et qu'ils doivent être extrêmement courts. Il devient difficile dans ces conditions de trouver une différence pratique entre la déclaration préalable et l'ultimatum avec délai. On peut donc arriver à cette conclusion : l'utilité de l'ultimatum réside dans ce fait qu'il permet aux intéressés de s'expliquer paisiblement sur la limite des concessions exigées. Il n'a pas pour principal objet d'empêcher une surprise.

On peut grouper sous trois chefs principaux les points qu'il importe d'examiner à propos de la question de déclaration de guerre au point de vue de la surprise.

1° Une entente internationale relative à l'ouverture des hostilités est désirable pour la sûreté et la confiance mutuelle entre les Etats. L'idée, l'esprit de communauté internationale ne nous permet pas de vivre dans une situation d'incertitude internationale complète et chaque Etat n'a pas le droit d'agir comme bon lui semble.

2° Au point de vue théorique abstrait, l'ouverture des hostilités doit être précédée soit d'une déclaration de guerre, soit d'un acte équivalent. Notre point de vue à cet égard est le même que celui que certains auteurs de l'école française ont exprimé et ont combattu dans le temps. Il est conforme aux exigences de l'esprit de droit international moderne,

ainsi qu'à l'intérêt commun de tous les Etats que les hostilités ne puissent commencer sans un avertissement préalable et non équivoque. Toutefois, au point de vue pratique, cette déclaration n'a pas autant d'effet qu'on pourrait le supposer pour empêcher la surprise des attaques. La question du délai qui devra s'écouler entre la notification d'un tel acte et l'ouverture des hostilités est considéré comme impossible au point de vue militaire actuel. L'article 1^{er} de la convention de La Haye a établi que « les Puissances contractantes reconnaissent que les hostilités entre Elles ne doivent pas commencer sans un avertissement préalable... » Cependant, il me semble que dans une matière d'aussi grave importance, il est nécessaire de préciser et d'éviter les termes vagues. Or, si l'on ne précise pas ce que l'on désire atteindre avec le terme *avertissement préalable*, cet avertissement pourra être envoyé à l'adversaire une heure, même une demi-heure ou moins encore avant que les ennemis passent la frontière. Il va sans dire que le terme : « *préalable* » ne signifie plus rien. Il ne faut pas alors parler du désir qu'on a d'éviter les surprises, et l'avertissement ne devient à cet égard qu'une simple formalité. Seul l'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle peut se justifier et paraître satisfaisant même au point de vue théorique et pratique.

3° La déclaration de guerre ou l'acte équivalent doit être notifié aux neutres. Cette notification est absolument nécessaire. Il y a tant de choses et d'affaires importantes qui changent d'un bout du monde à l'autre à partir du moment où une guerre est com-

mencée, que les gouvernements neutres et leurs sujets en doivent être informés au plus tôt officiellement, non seulement par l'Etat qui a commencé la guerre, mais encore par tous les Etats qui sont devenus parties belligérantes. Cet avertissement aux neutres que je vais étudier dans le chapitre suivant a un caractère tout à fait différent de celui qui est donné au pays ennemi, et il faut bien les distinguer. Toutefois, l'article 2 de la convention de La Haye a très bien établi ce principe de la manière suivante : « L'état de guerre devra être notifié sans retard aux Puissances neutres et ne produira effet à leur égard qu'après réception d'une notification qui pourra être faite même par voie télégraphique. Toutefois les Puissances neutres ne pourraient invoquer l'absence de notification s'il était établi d'une manière non douteuse qu'en fait, Elles connaissaient l'état de guerre ».

Il importe maintenant d'examiner la question de déclaration de guerre à l'autre point de vue et d'étudier son caractère légal.

SECTION II

LE PASSAGE DE L'ÉTAT DE PAIX A L'ÉTAT DE GUERRE

De nos jours, dès que la volonté des Etats de faire la guerre s'est manifestée, les règles de la guerre entrent en vigueur. Comme nous l'avons déjà étudié, il ne saurait plus être question de la distinction entre la guerre juste et la guerre injuste au sens

de guerre ayant des effets juridiques et de guerre ne produisant pas de semblables effets. Cependant, dans la doctrine, deux opinions sont en présence. Pour un certain nombre d'auteurs, nul avertissement préalable n'est requis : le premier acte d'agression détermine le point précis où entrent en vigueur le droit de la guerre et le droit de la neutralité. Pour d'autres auteurs, l'avertissement est indispensable, il est tout à fait nécessaire pour fixer d'une manière formelle le point de départ exact des droits et des devoirs des belligérants et des neutres. De plus, pour tant de relations commerciales qui se sont développées aujourd'hui si extraordinairement, il importe que le moment où la guerre, qui bouleverse et change tout, a commencé, soit fixé et puisse être déterminé exactement.

Nous allons critiquer tout d'abord les opinions des auteurs de la première catégorie et ensuite nous exposerons notre avis au point de vue théorique et pratique.

1° Les partisans de la première catégorie, c'est-à-dire les auteurs qui appartiennent à l'école anglaise, semblent croire que la déclaration de guerre n'est demandée que pour fixer avec certitude le moment précis où commencent à se produire les effets juridiques de l'état de guerre. Le premier acte d'hostilité est équivalent à une déclaration de guerre pour marquer clairement le commencement de la guerre. Le premier coup de canon d'un vaisseau, le premier lancement de torpilles, la première prise maritime, **la première intrusion d'armée, de ballons dirigeables et d'aéroplanes militaires sur la frontière peu-**

vent marquer le commencement de l'état de guerre aussi clairement qu'une déclaration de guerre.

De plus, même à ce point de vue la déclaration de guerre ne suffit pas à remplir le but. Il ne manque pas, dans le passé, d'exemples où la déclaration de guerre, loin de précéder, a suivi l'ouverture des hostilités. Français et Anglais se battaient depuis deux ans quand survint la déclaration de guerre de 1756. Au lieu de préciser la date où commencent les effets juridiques de la guerre, une déclaration, en pareil cas, ne fait que la rendre douteuse. Est-ce à partir de l'ouverture réelle des hostilités ou à partir de l'ouverture officielle de la déclaration qu'il faut appliquer les conséquences de l'état de guerre ? Le plus simple n'est-il pas de faire dater la guerre du premier acte d'hostilité, fait net, précis, ne prêtant à aucune équivoque, sauf à en suspendre, puis à en annihiler les effets juridiques, si ce premier acte n'a pas de suites belliqueuses, si, au lieu d'être le prélude d'une lutte sérieuse il devient le prélude d'une nouvelle entente.

Enfin, la guerre est une chose assez grave, elle produit des conséquences assez rigoureuses pour qu'il importe de prévenir avant de l'entreprendre : Féraud-Giraud s'est élevé contre l'idée que lorsqu'une guerre existe incontestablement on puisse la considérer comme n'existant pas parce qu'elle n'aurait pas été précédée d'une déclaration de guerre ou d'un acte équivalent. « Du moment où un fait existe et qu'il est notoire, dit-il, du moment où l'état de guerre est certain, il faut bien reconnaître

ce qui existe et ne pas se refuser à admettre des réalités incontestables » (6).

Cependant, notre avis sur ces points est contraire. La guerre est un fait. Des Etats qui se font la guerre peuvent bien rompre, en ce qui les concerne personnellement, les relations, les obligations réciproques de droits et de devoirs créés entre eux par le droit des gens en temps de paix ; mais ils ne peuvent les anéantir par rapport aux autres Etats, à la souveraineté et à l'indépendance desquels il leur est interdit de porter atteinte ; ils ne peuvent détruire la civilisation, les progrès réalisés ; les notions intellectuelles développées par les nations ; ce sont là autant de barrières devant lesquelles l'intérêt personnel est contraint de transiger. Or, comme ces faits s'imposent également à tous les Etats qui peuvent se trouver en guerre, tous sont dans la nécessité d'en tenir compte et il en est résulté les coutumes et les lois de guerre sur la manière d'employer la force. Donc, si l'on peut dire que l'acte de guerre est un acte exceptionnel auquel s'attachent des droits spéciaux, ces droits ne peuvent s'exercer qu'à la condition de l'accomplissement de certains devoirs. L'ensemble de ces droits et de ces devoirs forme le droit international en temps de guerre. Si l'on dit que la guerre est un fait, c'est dans le sens que la paix est un fait. Les relations juridiques internationales existent dans l'état de paix, et si ces relations juridiques sont soutenues par l'esprit de communauté interna-

(6) FÉRAUD-GIRAUD. — *Des hostilités sans déclaration de guerre*, dans R. de D. I. et L. comp., 1885, t. XVII.

tionale et le respect mutuel entre les Etats on aurait besoin d'un acte formel qui puisse préciser ce passage des relations le plus clairement possible. Quoique certaines relations juridiques internationales soient développées par l'entente tacite de tous les Etats et par suite l'acceptation et l'observation de certaines pratiques communes, passées désormais à l'état de coutumes et devenues de véritables obligations auxquelles aucun Etat n'ose plus se soustraire sous peine d'encourir la réprobation générale, la question du passage de l'état de paix à l'état de guerre n'étant pas un phénomène du développement ne peut pas être marquée d'une manière négative et tacite. C'est un changement abstrait de l'application du droit international, et le moment où le droit des gens en temps de paix est remplacé par les lois de la guerre et de la neutralité en ce qui concerne des relations entre les parties belligérantes et neutres, doit être précisé. Il importe donc que ce nouvel état de choses soit nettement manifesté. C'est un devoir de la part de l'Etat agresseur au point de vue du principe de la loi de guerre.

Toutefois, dès qu'un Etat décide d'ouvrir des hostilités vis-à-vis de son ennemi, tous les actes faits par cet Etat doivent être réglés par la loi de la guerre. Cette loi a un caractère universel et doit être appliquée à tous les actes des belligérants. De même l'acte de déclarer la guerre est celui qui suit la décision de la guerre ; il peut être regardé comme une partie des actes d'hostilités. Mais il ne saurait plus être question de déclaration de guerre quand les hostilités sont si bien établies, que les relations diplo-

matiques entre les parties belligérantes sont rompues. Théoriquement, il n'y a plus aucun moyen d'annoncer la guerre à son ennemi, puisque la loi de la guerre ne permet plus les relations et les communications diplomatiques entre les Etats belligérants. De là, résulte qu'une déclaration pure et simple ne peut pas être admise pour atteindre ce but. Néanmoins, un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle peut d'une manière parfaite arriver à ce but. C'est un acte qui précède la décision de guerre et qui peut seul remplir cette fonction.

Il est facile de comprendre qu'un Etat qui néglige d'informer son adversaire sous cette forme d'avertissement et qui commence la guerre par des actes d'hostilité risque les dangers de l'acte défensif illégal de l'ennemi, car, bien que la loi de guerre ait un caractère universel, le principe de la réciprocité détermine les limites de son application. Il en est ainsi lorsqu'un navire est attaqué subitement par les escadres ennemies, en pleine mer. Comme il ne connaît pas la volonté des ennemis, il peut prendre ces mesures comme des actes d'agression même illégale, et peut appliquer quelquefois des mesures en dehors des règles de la guerre, pour se défendre. Il pourra se conduire d'une manière extrême vis-à-vis des pilotes ou d'une expédition, lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons, employer des projectiles ou des balles explosives, etc... Et l'Etat agresseur ne pourra pas réclamer contre ces actes illégaux, car il a négligé d'annoncer sa décision de commencer la guerre régulière dans laquelle tous les

Etats observent les droits et les devoirs de la guerre régulière.

En deuxième lieu, lorsque les actes d'hostilité précèdent la déclaration, il est certain que l'état de guerre commence dès que la remise de cette déclaration est faite et tous les actes belliqueux faits par cet Etat agresseur doivent être réglés par la loi de paix et par conséquent ils sont illégaux. Cependant, quelquefois un Etat agresseur, qui a commencé une guerre par des hostilités, déclare la guerre plusieurs jours après le commencement des hostilités, et son auteur lui donne un effet rétroactif, la fait remonter au-delà des actes d'hostilité. D'après cette doctrine, il y a guerre dès que les hostilités ont commencé, la déclaration du gouvernement servant seulement à constater officiellement le moment où les premiers actes de guerre ont eu lieu. Il en a été ainsi lors de la guerre de 1898 entre l'Espagne et les Etats-Unis. Cependant, tel n'est pas notre avis. Quoique cette procédure donne des avantages pour faciliter les jugements des tribunaux de prise et pour justifier des sanctions sur les contrebandes de guerre, etc., l'esprit de droit international public ne permet plus aujourd'hui l'existence de cette conduite despotique des parties belligérantes. L'état de guerre ne peut exister que par l'accord des volontés belliqueuses des parties belligérantes. Par conséquent, cet état ne peut avoir les droits des belligérants vis-à-vis de son adversaire qu'après la décision de défense de l'Etat ennemi, et il ne peut demander les devoirs des neutres aux pays tiers qu'après leur déclaration de neutralité. Il arrive maintenant que la déclaration

qui intervient après le commencement des hostilités ne peut pas avoir un effet rétroactif, mais elle a une efficacité importante pour exprimer sa volonté de suivre rigoureusement les droits et les devoirs de la guerre.

Enfin, bien que la guerre, étant une mesure extrême de la part de l'Etat agresseur, ne puisse pas être déclarée d'une manière solennelle de nos jours, le télégraphe et même le télégraphe sans fil peuvent atteindre ce but ; il ne saurait plus être question alors de craindre les dangers d'une préparation ennemie. Toutefois, comme nous l'avons exposé, l'ultimatum avec déclaration de guerre peut seul, d'une manière raisonnable, avertir l'ennemi du commencement de la guerre, et dans cette circonstance on a besoin d'observer l'existence de l'état de guerre conditionnelle que nous allons critiquer dans le chapitre suivant. Les dangers de la part de l'Etat agresseur diminuent à l'infini et l'inquiétude des auteurs de l'école anglaise n'a pas raison d'être sur cette question.

2° Il importe maintenant d'envisager cette question aux points de vue théorique et pratique.

A) Théoriquement parlant, le passage de l'état de paix à l'état de guerre ne peut être constaté que d'après le principe de la réciprocité. De même l'état de guerre commence, de la part des agresseurs, dès que la décision d'attaquer existe ; de même aussi le pays attaqué n'observe ce nouvel état de choses qu'au moment où il décide de se défendre. Cela explique aussi le commencement de l'état de neutralité. Tou-

tefois l'état de guerre ne peut exister d'une manière parfaite qu'après le consentement à cet égard des parties belligérantes et des pays neutres. Il faut à ce propos distinguer la différence d'utilité publique entre la guerre qui commence par une déclaration non équivoque et celle qui commence avec des actes d'hostilité. L'Etat qui a ouvert des hostilités avec l'ultimatum ou avec des procédés semblables exprime dès le début des hostilités sa volonté d'observer les lois de guerre. De là résulte qu'il peut exiger de la part de son ennemi, l'observation rigoureuse des droits et des devoirs de la guerre dès qu'il reçoit cet avertissement. Ceci peut s'appliquer aussi dans le cas des pays neutres. Dans une guerre commencée par des actes d'hostilité, l'Etat agresseur ne peut avoir les droits et les intérêts des belligérants qu'au moment où l'Etat ennemi décide de se défendre et où les Etats tiers déclarent la neutralité. Dans cette circonstance, il n'est nullement question d'un intervalle plus ou moins long entre le commencement de l'état de guerre de la part du pays agresseur et celui du pays attaqué. Quant aux Puissances tierces, la déclaration de neutralité peut seule déterminer leurs droits et leurs devoirs de neutres et cette déclaration ne pourra être faite que quelque temps après le commencement des hostilités.

De tout ceci, il faut conclure que l'avertissement préalable à l'ouverture des hostilités est un acte obligatoire de la part du pays agresseur. C'est un acte qui est légalement nécessaire pour créer le nouvel état de choses. C'est le seul moyen de justifier divers

actes des Etats belligérants, par exemple le jugement des tribunaux de prise, etc.

B) Cependant, il faut, à cet égard, noter deux remarques au point de vue pratique. D'un côté, on peut considérer qu'il y a peu de différence au point de vue pratique pour marquer le moment précis du commencement de la guerre, entre l'avertissement et l'acte d'attaque grâce au développement des voies de communication. De l'autre, cet acte d'avertissement sera toujours suivi immédiatement par les attaques belliqueuses.

En résumé, quoique la déclaration de guerre ne puisse pas empêcher la surprise, elle est indispensable au début de la guerre comme un procédé juridique pour marquer le moment exact du passage de l'état de paix à l'état de guerre. En effet, cet acte doit être un acte juridique car il est appelé à produire des effets de droit.

SECTION III

NOTION DE LA LÉGITIMITÉ DE LA GUERRE BASÉE SUR LA DÉCLARATION DE GUERRE

La solution de cette question exige la division de cette section en deux paragraphes :

1° Différence entre la notion de la guerre elle-même, celle des actes d'hostilité et celle de l'avertissement préalable.

2° Différence entre les points de vue politiques, militaires et légaux.

3° De la légitimité de l'avertissement préalable comme un acte réglé par la loi de paix.

1° Différence entre la notion de la guerre elle-même, celle des actes d'hostilité et celle de l'avertissement préalable.

La guerre est un fait complexe, comprenant de nombreux actes d'hostilité. La notion de la guerre elle-même est donc plus vaste et plus profonde que celle de chaque acte belliqueux. Par conséquent, sa légitimité ne peut pas être confondue avec celle de chaque acte d'hostilité accompli pendant la durée de l'état de guerre. Toutes les guerres sont en fait justes au point de vue du droit moderne. Elles existent plutôt au-dessus ou en dehors de la loi de guerre. Nous pouvons peut-être prétendre, à un point de vue abstrait, qu'une guerre doit être tenue pour juste, lorsque le droit international autorise le recours aux armes ; pour injuste lorsqu'elle est contraire aux principes de ce droit. Cependant comme il n'existe pas de code international ni de critérium exact pour autoriser le recours aux armes, et comme les Etats, étant souverains, sont les seuls appréciateurs des causes de la guerre, de leur urgence et de leur nécessité, nous n'avons aucun moyen de distinguer la guerre juste et la guerre injuste. La légitimité de la guerre est une notion de morale internationale. Au point de vue politique international, l'usage de la force est légitime quand elle est employée à la défense de l'indépendance, de l'autonomie, de la sécurité, de l'honneur d'un Etat, etc... Mais la légitimité des actes d'hostilité est une notion légale basée sur la loi de guerre, soit dans la forme du code interna-

tional, soit dans celle des traités et coutumes entre les Etats. Un pays peut avoir raison de commencer la guerre quand il y a *casus-belli*, mais il aura tort de ne pas bien observer les règles de la guerre pendant les hostilités. La guerre est ainsi légitime en elle-même et illégitime en ce qui concerne chaque acte d'hostilité.

De plus, l'acte d'avertissement préalable est un acte paisible. Il doit précéder le commencement de l'état de guerre et par conséquent ce n'est pas un acte d'hostilité réglé par la loi de la guerre. La question de la légitimité de cet acte ne peut être apprécié qu'au point de vue de la loi de paix.

Il importe alors de constater qu'il y a une distinction très délicate, mais très réelle entre les notions de la légitimité de l'acte d'avertissement, celle de l'acte d'hostilité et celle de la guerre elle-même. Comme l'avertissement est fait au début de la guerre, on a confondu tout de suite ces trois notions et prétendu qu'une guerre n'est pas légitime quand l'ouverture des hostilités n'est pas précédée des formalités habituellement employées en pareil cas.

2° Différence entre les points de vue politiques, militaires et légaux.

A) On prétend tout d'abord que l'avertissement préalable n'est pas indispensable lorsqu'un Etat agresseur a épuisé tous les moyens pacifiques d'arrangement. L'essentiel, en ce qui concerne l'ouverture des hostilités, c'est que la guerre n'ait lieu qu'après des négociations sérieuses. Toutefois, nous

pouvons critiquer ces arguments, même au point de vue théorique et pratique.

Théoriquement parlant, bien qu'un pays ait ouvert les hostilités après un avertissement préalable, s'il ne manifeste pas d'intention pacifique dans les négociations diplomatiques qui précèdent les hostilités, ces actes de guerre ne peuvent pas être regardés comme légitime à aucun point de vue. Car il est tout naturel que le principe d'avertissement préalable exige non seulement la nécessité de sa forme extérieure, mais aussi au fond des choses, l'esprit paisible d'entente cordiale. Toutefois, la notion de la solution paisible des conflits entre les Etats est plus profonde et plus grande que celle de l'esprit qui exige l'avertissement préalable pour l'ouverture des hostilités. Ce n'est qu'après avoir envoyé un ultimatum ou employé d'autres moyens semblables qu'un Etat peut prétendre n'avoir pas réussi dans la solution pacifique. Un Etat qui commence la guerre par des actes d'hostilité ne peut prétendre avoir épuisé tous les moyens d'arrangements amiables.

Au point de vue pratique, nous ne trouvons pas d'exemple historique qu'un Etat qui avait coutume de commencer la guerre par des hostilités ait négocié avec un esprit pacifique la solution des litiges qui l'intéressaient. Est-ce que l'Angleterre a toujours soigneusement fait des efforts d'arrangement pacifique dans les conflits lorsque ses attaques en pleine paix jetaient le trouble dans toutes les relations internationales ? En 1761, au moment où, par voie diplomatique l'Angleterre assurait la France de ses intentions pacifiques, sa marine militaire capturait

des vaisseaux français. En 1768, apprenant qu'un traité avait été conclu entre la France et les Etats-Unis, l'Angleterre confisquait tous les navires français stationnant dans ses ports.

B) On prétend que la vie des Etats est comme celle des hommes : ceux-ci ont le droit de tuer dans le cas de légitime défense ; ceux-là ont le droit de faire la guerre pour leur propre conservation. La légitime défense est un devoir de l'Etat envers lui-même. Par conséquent, lorsque la guerre est absolument indispensable et urgente, et la première attaque brusque nécessaire pour atteindre son but, un Etat peut prendre n'importe quel moyen pour ouvrir les hostilités : c'est la défense légitime, et la légitimité de la cause de la guerre peut justifier tous les moyens illégaux.

Nous sommes d'accord en ce qui concerne la théorie abstraite. Cependant, la question de la légitime défense ne peut être discutée qu'au point de vue politique et nous laisse quelque inquiétude. Maintien de l'intégrité du territoire national, désir de conquêtes et convoitise des possessions d'autrui, nécessité de prévenir ou d'arrêter l'inquiétant développement d'une puissance menaçant la sécurité des autres, ambition d'accroître ses propres ressources, de reculer ses frontières, orgueil national qui cherche la gloire dans l'asservissement ou dans l'abaissement des autres nations, fanatisme religieux d'un peuple qui veut imposer ses croyances aux peuples voisins, tout a été, tout peut être une cause de guerre selon la constitution, les traditions, la culture morale des Etats, etc... Ainsi les causes de guerres sont aussi

variées, aussi multiples que sont variés et multiples les rapports entre les Etats. Toute affaire, tout conflit dans lequel les Etats jugent leurs intérêts engagés ou leurs droits violés peut devenir une cause de guerre. Leur intérêt, bien entendu, ne leur commande-t-il pas de concilier leurs différends par les voies pacifiques ? Vaut-il mieux recourir à la force des armes et seront-ils en mesure de faire la guerre avec succès, telles sont les questions que se posent les politiques et les hommes d'Etat. De même dans le cas de force majeure, les Etats étant souverains peuvent seuls juger de son existence. Par conséquent, ils doivent flétrir et condamner la prétention de la force majeure dans la guerre d'ambition et de conquête, sous quelque voile qu'elle se dissimule, quelque prétexte qu'invoquent leurs auteurs.

C) On prétend quelquefois que la forme de l'ouverture des hostilités est plutôt une question stratégique. Comme les causes de la guerre sont toutes aussi relatives, aussi variées, aussi multiples que sont multiples et variés les rapports entre les Etats, la manière d'ouvrir les hostilités peut varier à l'infini. Il importe de remarquer qu'en fait, le but de la guerre correspond rarement à sa cause véritable ; il se modifie, se développe au cours des hostilités mêmes, les exigences du vainqueur croissant avec les sacrifices qu'il a dû faire, avec les périls qu'il a courus, les succès qu'il a obtenus sans que l'on tienne compte de la réclamation demandée à la réparation que l'on a cherchée dès le début en engageant la lutte. Par conséquent, aussi longtemps qu'on ne

pourra déterminer les causes de la guerre on ne pourra demander une forme particulière en ce qui concerne le commencement de la guerre. Dès qu'un Etat décide d'ouvrir des hostilités, tous les actes faits contre l'ennemi doivent être dirigés d'après le but militaire. Commencer une guerre par un avertissement préalable ou par une attaque improvisée est une question qui doit être déterminée d'après l'intérêt individuel de l'Etat agresseur. On ne peut plus la discuter au point de vue juridique. Enfin, tous les Etats conservent leur liberté d'action à ce sujet.

Cette argumentation est, à nos yeux, doublement erronée : 1° Il y a confusion entre l'acte d'avertissement qui est un acte pacifique réglé par la loi de paix, et les actes d'hostilité ; 2° L'auteur s' imagine que l'acte de commencer la guerre fait partie de la guerre elle-même et est en dehors du contrôle de la loi de la guerre. Cependant, bien que la guerre elle-même étant un fait ne puisse être discutée qu'au point de vue juridique, tous les actes faits par l'Etat individuellement vis-à-vis de son adversaire soit dans l'état de guerre, soit dans l'état de paix doivent être rigoureusement réglés par le droit international public. Un Etat qui fait partie de la communauté internationale et observe l'existence du droit international ne peut conserver une liberté parfaite, surtout dans les actes qui auront pour conséquence un nouvel état de choses et qui auront créé des droits et des devoirs spéciaux pour tous les Etats. Dans ce sens la proposition que nous combattons est inadmissible d'après l'esprit du droit des gens.

3° De la légitimité de l'avertissement préalable comme un acte réglé par la loi de paix.

Le principe de l'avertissement préalable est admis non seulement au point de vue théorique, mais aussi dans la convention de La Haye, relative à l'ouverture des hostilités en 1907. Toutefois, cet acte d'avertissement doit être, comme nous l'avons remarqué, soit dans la forme d'un ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle, soit dans celle d'un moyen semblable. C'est un acte pacifique de la part de l'Etat auteur de cette déclaration ; il est réglé d'une manière parfaite par la loi de paix. Nous enlevons à cet acte d'avertissement le caractère d'une déclaration de guerre pure et simple, car celle-ci étant un acte d'hostilité ne peut raisonnablement exister dans les rapports diplomatiques entre les Etats.

Il n'est donc plus question de savoir que si un Etat manque à son devoir d'avertissement, il ne sera responsable et blâmable qu'en ce qui concerne la transgression des lois de paix sur cet acte. Il ne faut pas condamner soit la guerre elle-même, soit les autres actes militaires pour cette seule raison. La distinction est très délicate en pratique, mais très nette en théorie.

Nous avons lu souvent dans les ouvrages de doctrine de droit international public que la force majeure est toute force à laquelle on ne peut résister soit de droit, soit de fait. Ce principe existe aussi en ce qui concerne l'ouverture des hostilités. Les cas de force majeure peuvent être invoqués pour justifier la non exécution de l'avertissement préalable.

Cependant il importe d'examiner encore les détails de cet état de choses.

Lorsque la force majeure est l'effet d'un accident naturel, tel qu'un tremblement de terre, tempête, etc., sans aucun concours de la volonté de l'homme, la question est très nette et très simple. Toutefois, on considère aussi souvent comme cas de force majeure des événements produits par le fait de l'homme, tels que l'invasion de pirates, l'attaque des voleurs, les violences exercées par un plus puissant, les actes émanés de l'autorité d'un souverain. Que la force majeure provienne de la nature ou du fait de l'homme, elle opère les mêmes effets : elle ne donne aucun recours pour les dommages qui en résultent. Cependant, la conception de cette dernière hypothèse de la force majeure est toute relative ; elle dépend des circonstances, des Puissances lésées et du caractère du danger. Il n'y a aucun critérium abstrait qui puisse déterminer son existence. L'Etat menacé peut seul décider cet état de choses soit d'après la raison, soit d'après l'esprit égoïste.

Cependant, tel n'est pas notre avis. Le principe d'équilibre de danger doit y trouver son application. Le même danger peut être regardé comme le cas de force majeure pour le pays faible, et contrairement pour un Etat puissant. Par conséquent, tandis que le pays faible peut trouver même dans les menaces insignifiantes un cas de force majeure, la Puissance forte ne peut l'invoquer qu'en cas d'extrême danger. Il y a donc là un élément tout à fait subjectif.

Nous trouvons dans l'histoire des exemples d'Etats puissants qui ont pris le temps d'apprécier les causes

de la guerre, leur urgence et leur nécessité et ont provoqué une guerre, sous prétexte de force majeure, contre un Etat plus faible. C'est ainsi qu'en 1864 la guerre faite au Danemark eut pour prétexte les droits héréditaires du duc d'Augustembourg et les prétentions de la confédération germanique ; la cause impulsive, réelle fut le désir d'agrandissement de la Prusse. La guerre franco-allemande de 1870 eut pour prétexte un affront fait au représentant de la France, affront relaté dans une dépêche mensongère que le prince de Bismarck a avoué avoir fabriquée à Berlin avec le feld-maréchal de Moltke pour exciter à la fois les passions allemandes et les passions françaises ; la cause réelle était dans le désir d'unifier, grâce à la confraternité des armes, l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse. Pour cette raison, si on pense que des prétextes, des motifs apparents, mais non fondés, servent fréquemment à dissimuler les causes réelles de la guerre, et que celles-ci ne se découvrent que par la suite des événements, par les documents produits longtemps après, par les aveux de leurs auteurs, il ne saurait plus être question que le droit international public doive donner plus de protection et de sympathie à l'Etat faible qu'à la Puissance forte en ce qui concerne l'explication du cas de force majeure vis-à-vis de lui.

Bien que cette question touche un peu au domaine de la discussion politique et diplomatique, l'avantage de l'application de cette doctrine augmente de plus en plus dans notre siècle. Dans la guerre terrestre, l'armée nombreuse a toujours plus de chance

de victoire que la faible. Mais, dans la bataille maritime ou aérienne, grâce au développement de la science, la victoire est plus incertaine de la part de la Puissance la plus forte. Une grande escadre peut être détruite momentanément par les attaques improvisées de torpilleurs ou de sous-marins. Bien loin de là, les aérostats auront une puissance formidable pour conquérir le pays ennemi. Bref, de nos jours, tandis que les moyens d'attaque deviennent plus faciles, la défense militaire est très difficile. C'est pourquoi un Etat même puissant doit accomplir les plus grands sacrifices d'argent et d'énergie nationale pour assurer la défense parfaite de son territoire. L'égalité de tous les Etats internationaux se réalise non seulement au point de vue du droit, mais aussi dans leurs relations actuelles. La cause de la guerre ne sera plus que l'ambition de la Puissance forte. Il résulte de là que si l'Etat faible peut avoir plus de liberté dans son jugement du cas de force majeure, les actes ambitieux de l'Etat, forts vis-à-vis des faibles seront diminués et ceci aura pour résultat la paix perpétuelle du monde et le développement du droit international.

SECTION IV

NÉCESSITÉ DE NOUVEAUX PRINCIPES

L'étude précédente nous a éclairé non seulement sur les qualités, mais aussi sur les défauts des deux théories concernant le procédé d'ouverture des hostilités.

Nous avons constaté en même temps que le principe de la déclaration de guerre a en somme plus de raison d'exister à notre époque qu'autrefois et que, contrairement aux idées de l'ancienne école anglaise, il a place dans le droit international moderne.

Cependant, le principe soutenu par les publicistes de l'école française et établi dans la convention de La Haye de 1907 nous paraît défectueux et nous oblige à rechercher, tout en partant de la même notion juridique des perfectionnements qui en rendent l'application pratique plus facile.

Nous allons maintenant jeter un coup d'œil sur la classification théorique des procédés employés pour commencer la guerre et montrer les imperfections des règles établies dans la convention de La Haye. De là découlera la nécessité de nouveaux principes.

§ I

Classification théorique des procédés employés pour commencer la guerre

Il n'est pas sans intérêt de classer au point de vue théorique les divers procédés employés pour ouvrir les hostilités, pour que nous puissions connaître d'une manière précise leur caractère juridique. En tenant compte de tout ce qui précède, nous pouvons les grouper.

1° Nous distinguons d'abord deux catégories principales : *les procédés juridiques* et *l'acte d'hostilité*.

Les procédés juridiques peuvent être de droit international et de droit interne. Parmi les procédés de droit interne, certains produisent des effets juridiques, d'autres n'ont que des conséquences morales et politiques.

Il est de toute évidence que dans notre étude nous ne discuterons que les procédés du droit international et que les autres doivent être mis de côté. C'est ainsi que ni l'acte d'hostilité soutenu par les auteurs anglais comme le procédé légitime de commencer la guerre, ni le décret du gouvernement aux citoyens, ni le message d'un chef d'Etat aux nationaux, accepté quelquefois par les auteurs comme le procédé juridique du droit international ne peut entrer dans notre étude.

2° En ce qui concerne les procédés du droit international, il existe deux catégories principales : *l'avertissement préalable* de la guerre et *la déclaration postérieure*, qui est publiée après le commencement de la guerre et à laquelle son auteur donne un effet rétroactif, en la faisant remonter au-delà des actes d'hostilité. Elle sert seulement à constater officiellement le jour où les premiers actes de guerre ont eu lieu. Cette manière de procéder n'a aucune utilité pratique et nous ne pouvons pas l'accepter même au point de vue théorique comme un procédé juridique du droit international. Selon nous ce procédé appartient plutôt au domaine du droit interne et n'entre pas dans le cadre de cette étude.

3° L'avertissement peut être en outre, subdivisé en deux catégories : *l'avertissement explicite* et la *notification tacite*. Dans le premier cas, l'état agres-

seur exprime clairement sa volonté de faire la guerre, tandis que dans le deuxième on ne peut que déduire, soit d'après les expressions des notes diplomatiques, soit d'après la gravité du litige, soit d'après les diverses autres circonstances, la décision du pays agresseur de faire la guerre. C'est donc le cas de la guerre de facto. Il paraît quelquefois difficile de nier que ce procédé soit un moyen légitime de commencer la guerre. Cependant, en tant que principe général, il est inacceptable en raison de sa portée inexacte et de sa forme imparfaite.

4° L'avertissement explicite comprend d'un côté la *déclaration de guerre pure et simple* et la *déclaration de guerre conditionnelle*, de l'autre l'*avertissement adressé au pays adversaire* et aux *Etats neutres*.

L'avertissement aux neutres n'a aucune forme définie, soit au point de vue théorique, soit dans la pratique internationale. En réalité, l'Etat agresseur, suivant les circonstances pourra user de la simple forme de circulaire diplomatique ou du manifeste. Cependant, l'avertissement à l'Etat adversaire comprend plusieurs procédés différents.

La déclaration de guerre pure et simple peut s'exprimer d'une façon positive et claire. Dans le cas de déclaration de guerre officielle et du manifeste, l'Etat agresseur déclare la guerre d'une manière directe, tandis que dans le cas de la notification de la rupture des relations diplomatiques, quoique sa conséquence théorique ne présente aucune différence avec le premier, la façon de notifier la guerre est toute indirecte. Elle ne signifie pas positivement le commen-

cement d'état de guerre, elle marque la fin de l'état de paix et dans ce sens elle explique indirectement le début de la guerre.

La déclaration de guerre conditionnelle est ordinairement renfermée dans un ultimatum. Elle est une proposition de guerre qui, suivant l'accueil fait par l'adversaire devient une déclaration véritable.

Le principe général établi par la convention de La Haye de 1907 exige l'avertissement préalable de l'Etat agresseur non seulement à l'Etat ennemi, mais encore aux puissances tierces. Vis-à-vis de l'Etat adversaire, deux procédés seulement sont acceptés comme forme obligatoire d'ouverture des hostilités : la déclaration de guerre motivée et l'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle. Il faut en conclure que dans l'avenir ni la notification de la rupture des relations diplomatiques et de la cessation des négociations, ni le rappel des agents diplomatiques ne pourront être considérés comme la forme légitime du commencement de la guerre, à condition qu'il n'y ait pas de traités spéciaux entre les Etats belligérants à ce sujet. Quant à la forme d'avertissement aux pays neutres, la convention n'exige aucun procédé spécial. L'Etat agresseur peut les avertir de la guerre, soit par manifeste, soit par circulaire diplomatique, etc... De plus, la convention a indiqué que ni l'avertissement postérieur, ni la déclaration aux nationaux, ni aucune notification tacite, de quelque nature qu'elle soit ne sera acceptable dans le droit international.

La convention de La Haye de 1907 marque une époque nouvelle dans la question de déclaration de

guerre. Il va sans dire qu'elle a contribué considérablement au développement de cette partie du droit international public. C'est la victoire du droit sur la politique, la conquête de l'esprit de communauté internationale sur l'intérêt individuel de divers Etats. La raison juridique a remplacé la pratique traditionnelle de plusieurs Etats. Cependant, cette convention présente des défauts. La solution d'un tel principe, intimément lié aux faits, exige un examen minutieux dans les applications pratiques de ses règles. Nous allons les envisager successivement dans le paragraphe suivant.

§ II

Les défauts des règles établies dans la convention de La Haye de 1907

Les principaux défauts des règles de la déclaration de guerre dans la convention de La Haye résident, d'un côté dans la formation des règles elles-mêmes, de l'autre dans l'application des procédés établis.

1° Le principe de la déclaration de guerre qui était depuis longtemps l'objet de controverses parmi les jurisconsultes est devenu, dans la conférence de La Haye de 1907, la règle de guerre. Dès lors, les Etats signataires sont dans l'obligation de l'observer d'une manière parfaite. Que faut-il penser de cette réglementation nouvelle ? Les règles que la pratique n'a pas adoptées sans difficulté seront-elles d'une application facile ? Nous allons d'abord étudier la notion

des règles de guerre et critiquer les procédés établis dans la convention à ce point de vue.

La conception d'un droit de la guerre est de date relativement récente. Le développement de la civilisation et surtout de la communauté entre les Etats a bien élevé l'idée de l'humanité et le respect réciproque entre eux. « Incontestablement, la guerre rompt, comme MM. Frank Brentano et Sorel nous l'indiquent, les liens établis entre les Etats par le droit international en temps de paix ; mais elle ne peut rétroactivement anéantir les faits sur lesquels repose le droit international ; elle ne saurait faire disparaître la souveraineté des Etats ni leur indépendance politique, ni leur mutuelle indépendance économique ; elle ne peut pas davantage supprimer la civilisation acquise et les mœurs établies ».

Ces faits s'imposent aux Etats qui sont en guerre et tous ont été ou sont obligés d'en tenir compte.

Le respect de ces faits a engendré certaines pratiques communes qui se sont accrues et développées, à mesure que s'accroissaient aussi et se développaient une connaissance plus complète et une entente plus exacte de ces mêmes faits. Les pratiques nées des rapports nouveaux engendrés par l'Etat de guerre sont passées à l'état de coutume et, ayant été acceptées par tous les Etats civilisés sont devenues de véritables obligations internationales et par corrélation ont créé des droits. Ainsi la guerre, pur fait en elle-même, entraîne un cortège de droits et de devoirs dont l'ensemble forme le Droit international en temps de guerre. Ce droit s'est formé et développé de la même manière que le droit du temps de paix

qui comme lui est rationnel ou positif, qui a les mêmes sources : coutumes, traités et raisons.

La convention de La Haye de 1907 a bien codifié le principe de déclaration de guerre comme une des règles de la guerre. Cependant, il nous semble que deux points principaux de cette règle peuvent être discutés.

A) D'abord la formation de ce principe n'est point naturelle, car elle n'est ni la conséquence de la coutume, ni celle de la doctrine historiquement admise, Tandis que, en effet, l'œuvre de la Conférence a consisté essentiellement dans la codification des règles déjà reconnues depuis longtemps comme normes juridiques, nous ne trouvons dans notre sujet que les discussions assez fréquemment échangées entre les Etats. Nous connaissons que la souveraineté de l'Etat a une autorité suprême et que les conventions entre elles établissent des obligations juridiques. Nous mettons simplement en doute son effet pratique, soit son exécution parfaite, soit son application équitable. Le simple stratagème de diplomates et la discussion précipitée de jurisconsultes ne sont pas suffisantes pour établir une règle si importante et sérieuse, lorsqu'elle n'a aucune racine historique dans les coutumes internationales. La règle de la déclaration de guerre telle que la pose la convention de La Haye est donc de formation purement rationnelle, artificielle et elle laisse de côté toutes les considérations historiques qui forment la base du développement du droit international.

B) De plus, la codification de ce principe n'a été faite que pour des raisons internationales et le côté pratique n'en a point été suffisamment examiné. Pourquoi n'existe-t-il pas de coutume ni de traité conforme à ce principe ? C'est donc qu'il y a pour tous les Etats inconvénient à s'y conformer strictement et aujourd'hui encore nous constatons que cette situation de fait ne s'est modifiée nulle part. Le principe de la déclaration de guerre reste une théorie abstraite conforme à l'idée de communauté internationale et la notion du droit des gens, mais il est dans les temps modernes de plus en plus impraticable. Une théorie abstraite ne peut à elle seule constituer un principe dont il pourra être fait usage dans les relations internationales. Elle doit toujours être suivie d'applications le cas échéant. La raison seule ne pourrait, au moins dans le domaine du droit international, établir une règle pratique.

2° Passons maintenant en revue les défauts essentiels des procédés établis dans la convention.

A) Au point de vue théorique, la forme de la déclaration de guerre motivée n'est pas acceptable. D'après notre recherche théorique, l'Etat agresseur doit être responsable de tous ses actes dès qu'il a décidé la guerre. Dès ce moment, l'état de guerre commence de sa part et la loi de guerre seule règle les relations entre les Etats belligérants. Dans ce sens, cet Etat ne peut pas déclarer la guerre par la voie diplomatique qui n'existe plus en ce moment au point de vue théorique entre les deux Etats. La déclaration de guerre motivée, quoiqu'elle puisse exister

en fait, n'a pas raison d'être en théorie. De plus, cet acte de l'Etat agresseur lui donne un avantage injustifiable. L'état de guerre débute généralement au moment de la remise de la déclaration au pays adversaire. Donc l'intervalle entre la décision de guerre et cette remise doit être regardé comme appartenant à l'état de paix. Sur ces points il nous paraît que la forme d'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle est seule acceptable.

B) Au point de vue pratique, les deux procédés établis sont également defectueux dans leur application. C'est précisément en raison du délai qui existe entre la remise de la note et le commencement de la guerre que la déclaration de guerre officielle tombe en désuétude en pratique. Le droit international en temps de guerre, s'il veut rester pratique ne doit pas seulement poser quelques principes généraux dont les juristes se contenteraient de déduire abstractivement les conséquences. Il est nécessaire au contraire, que ceux-ci se tiennent au courant des dernières découvertes. Depuis plusieurs années un grand nombre d'inventions scientifiques ont trouvé un champ d'application considérable en temps de guerre. De là sont nées diverses difficultés que les vieilles règles du droit des gens n'avaient pas prévues et qu'elles ne pourront résoudre. A vrai dire, la déclaration de guerre pure et simple n'a pas plus d'efficacité proprement dite. Le développement des armes a modifié l'aspect du combat sur terre et sur mer. La guerre une fois décidée, il faut que le pays agresseur attaque son ennemi le plus tôt possible. La

première attaque doit suivre la déclaration de la guerre. L'ennemi est averti de la guerre en même temps par la note diplomatique et par l'acte d'hostilité. L'avertissement préalable ne peut plus empêcher la surprise de la guerre. Tel est le cas dans la guerre moderne. L'adoption du principe de déclaration de guerre, idéale sans doute mais inapplicable au fond n'est pas un progrès ; l'humanité n'y gagne rien. Quant à la forme d'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle, les difficultés pratiques sont moins considérables. Cependant, l'imperfection que nous avons signalée existe encore, car dans ce cas aussi il est toujours avantageux pour le pays agresseur de raccourcir le plus possible l'intervalle du délai accordé ; il devient alors très court, presque nul. Donc, c'est à ce point qu'aboutissent toutes les difficultés en ce qui concerne la déclaration de guerre. Tant que le problème du délai n'est pas résolu d'une façon absolue, cette règle de la convention de La Haye ne peut être regardée comme parfaite. L'étude de cette difficulté est donc d'un intérêt certain. Il est désirable qu'une nouvelle doctrine plus parfaite se forme pour résoudre complètement ce problème. C'est ainsi que notre étude à ce propos nous a fait conclure que l'application de guerre conditionnelle serait le procédé le plus parfait même en théorie et en pratique, à la condition d'établir au préalable un principe nouveau sur l'état de guerre conditionnelle. Nous allons étudier, dans le chapitre suivant, la supériorité de ce procédé, et ensuite exposer le point essentiel sur notre principe de l'état de guerre conditionnelle.

CHAPITRE V

La déclaration de guerre conditionnelle

Il importe de diviser ce sujet en deux sections principales : 1° l'étude de cette déclaration vis-à-vis du pays adverse ; 2° vis-à-vis des Puissances neutres.

SECTION I

DÉCLARATION DE GUERRE CONDITIONNELLE VIS-A-VIS DU PAYS ADVERSAIRE

§ I

*Formes d'ouverture des hostilités autres que la
déclaration de guerre conditionnelle*

Avant de passer à l'examen de la déclaration de guerre conditionnelle, une remarque générale s'im-

pose sur le caractère illégitime et inadmissible des modes autres qu'une déclaration de guerre conditionnelle.

1° Le recours à la force sans notification préalable n'est admissible qu'en cas de force majeure, et par conséquent, ce n'est pas le mode légitime dans le principe général d'ouverture des hostilités.

2° L'acte de l'organe auquel le droit constitutionnel de l'Etat attribue la compétence pour décider la guerre rentre dans le droit interne ou politique du pays agresseur. Bien que ce mode puisse marquer le point de départ de l'état de guerre de la part de son auteur, il n'a aucun effet juridique au point de vue du droit international, c'est-à-dire, vis-à-vis du pays adversaire et des puissances neutres.

3° La notification de la décision à l'Etat ennemi étant le cas de déclaration de guerre pure et simple n'est pas rationnelle au point de vue de théorie abstraite de la conception de guerre et est peu pratique dans l'organisation sociale et militaire du monde moderne.

4° L'avis donné à ses propres sujets par l'Etat qui commence la guerre a pour conséquence de leur faire connaître ses griefs et la décision qu'il a prise de faire la guerre. Cependant, ce mode de manifestation, bien qu'il soit fort ancien est, d'une manière parfaite, une mesure politique interne et ne peut plus entrer dans le domaine juridique du droit international.

5° Le manifeste aux Etats neutres est absolument justifiable au point de vue de la notion de communauté internationale ; sinon les Puissances neutres

ne pourraient prendre aucune précaution et rien ne pourrait être exigé d'elles. Ce mode d'avertissement est particulièrement indispensable lorsqu'un Etat est obligé d'ouvrir des hostilités sans notification préalable à l'ennemi, par la force majeure. Cependant, nous avons une opinion avancée : cette notification doit être faite même dans le cas d'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle. Nous étudions minutieusement cette question dans le chapitre suivant.

6° Le rapport de l'agent diplomatique accrédité auprès de l'Etat ennemi et le renvoi de l'agent diplomatique de l'Etat ennemi accompli dans des circonstances déterminées.

Ici, il faut remarquer deux points principaux. Bien que la rupture complète des relations diplomatiques puisse signifier que l'Etat renonce aux rapports pacifiques et qu'il entend recourir à la guerre, le rappel des représentants ne doit nécessairement avoir pour résultat la rupture des relations diplomatiques. L'Etat peut confier le service diplomatique aux représentants d'une puissance amie. De là résulte une différence très importante entre l'avertissement de la rupture complète des relations diplomatiques et la simple mesure du rappel du représentant. Dans le premier cas, il n'y a nul doute possible que l'Etat déclare la guerre. Tandis que dans le second, comme il n'y a pas de manifestation de la volonté de rompre les relations pacifiques, si l'Etat commence des hostilités sans aucun autre moyen légitime, sa conduite n'est pas conforme au droit international.

D'un autre côté, lorsque les conventions internationales sont formellement établies, on ne peut plus dire que le rappel et le renvoi des agents diplomatiques servent à manifester la volonté de l'Etat de recourir à la force et de substituer les rapports de guerre aux rapports de paix. Le traité conclu le 26 septembre 1786 entre la France et la Grande-Bretagne porte que la rupture entre les deux parties contractantes ne sera censée exister que lors du rappel ou du renvoi des ministres respectifs. Le traité conclu le 19 novembre 1794 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne dispose de même. Le traité conclu le 19 février 1810 entre la Grande-Bretagne et le Portugal renferme une clause identique. Ainsi sont conçus les traités conclus en 1826, en 1827, en 1828, entre le Brésil d'une part, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et le Danemark d'autre part.

7° La notification de la rupture des relations diplomatiques n'est qu'une signification indirecte de la guerre. La déclaration de guerre pure et simple manifeste, d'une manière positive et décisive l'intention de faire la guerre, tandis que cette notification informe indirectement et plutôt tacitement du commencement de la guerre. Au point de vue théorique abstrait, nous ne pouvons trouver aucune différence entre les deux. L'Etat peut prendre l'une ou l'autre d'après sa considération politique. De là résulte que cet avertissement, comme nous l'avons vu dans le cas de déclaration pure et simple doit être commis après la décision de faire la guerre et par conséquent, au point de vue théorique abstrait, il n'a pas raison d'être. De plus, il faut éviter ce moyen vague

qui laisse quelque doute sur l'existence de l'état de paix.

8° L'avertissement que l'on va recourir à la note diplomatique. La note adressée par M. Kourino au comte Lamsdorff le 5 février 1904 contient les phrases suivantes : « En adoptant cette mesure, le gouvernement impérial se réserve le droit de recourir à toute action indépendante qu'il pourra estimer la meilleure pour consolider et défendre sa situation menacée, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes ». Dans ce cas, tout dépend de la signification de « l'action indépendante ». Si le gouvernement japonais, après l'échec des tentatives de solution amiable se détermine à recourir aux moyens qui lui restent pour défendre ses droits dans l'état actuel des rapports internationaux, c'est-à-dire dans l'état de paix, à l'emploi de la force, soit par la rétorsion, les représailles, l'embargo ou le blocus pacifique, il n'y aura pas là ouverture d'hostilités. Mais si le Japon décide de commencer la guerre, cette note ne sera qu'une déclaration pure et simple. Enfin, si cette mesure est prise simplement pour avertir l'ennemi des dangers de la guerre, c'est une forme imparfaite de l'ultimatum. Forme imparfaite, disons-nous, car elle n'indiquera ni l'objet de la réclamation, ni le délai dans lequel la Russie devra fournir une réponse. Et bien que l'ultimatum avec déclaration de guerre conditionnelle soit une forme parfaite et justifiable des ouvertures des hostilités, nous ne pouvons pas admettre cette forme imparfaite et non raisonnable au point de vue

juridique, comme le procédé général d'ouverture des hostilités.

§ II

Déclaration de guerre conditionnelle

1° La notion de la déclaration de guerre conditionnelle apparaît au XVIII^e siècle. Chrétien de Wolf mentionna la distinction entre la dénonciation pure et simple, la *denunciatio belli pura* et la dénonciation conditionnelle, la *denunciatio belli conditionata*. Cette déclaration prend généralement la forme d'une note ou d'un mémoire présenté à un souverain par le ministre ou l'agent diplomatique, et est appelée ultimatum. Cependant, la forme à donner aux ultimatums, les développements que comporte un acte de ce genre varient naturellement suivant les circonstances et les affaires spéciales qui en provoquent l'emploi. Ce qui est certain, c'est que ce document doit en premier lieu énoncer nettement et clairement les propositions extrêmes auxquelles on demande une réponse également nette et sans équivoque.

Deuxièmement, il doit fixer le délai dans lequel cette réponse devra être faite, en signifiant qu'un retard ou l'absence de réponse sera considéré comme une preuve que l'Etat auquel l'ultimatum est adressé désire la guerre. Troisièmement, lorsque l'ultimatum est rejeté, le délai tombe de lui-même.

Par conséquent, l'état de guerre existe à partir soit de l'expiration du délai, soit du rejet de l'ultimatum, soit du refus de recevoir la note diploma-

tique. L'ultimatum ne saurait être alors regardé comme une déclaration de guerre pure et simple ; il a besoin d'être suivi d'un autre acte pour déterminer l'état de guerre entre les parties en désaccord.

Souvent aussi, l'ultimatum n'indique point de délai et perd de son caractère de déclaration de guerre conditionnelle. C'est ainsi que dans la guerre du Pacifique de 1879, dans la guerre russo-japonaise de 1904 et lors du conflit entre le Pérou, le Chili et la Bolivie, nous trouvons la note diplomatique qui est dépouillée de toute forme de cette sorte de déclaration, mais qui sert d'avis au gouvernement de la nation attaquée. De nombreux auteurs prétendent que cette note doit être regardée comme une déclaration implicite de guerre et équivaut même à une déclaration de guerre. Sans doute cette question ne peut être jugée qu'après des études minutieuses de chaque circonstance. Mais elle a le grand inconvénient de n'être pas suffisamment explicite, de laisser le doute dans l'esprit des ennemis et le doute parmi les Etats neutres.

2° La nécessité de cette déclaration peut être provoquée par deux points de vue.

Théoriquement parlant, dès qu'un Etat décide d'ouvrir des hostilités contre son adversaire, tous les actes qu'il va faire vis-à-vis de lui doivent être réglés par les lois de la guerre et l'état de guerre commence d'une manière parfaite de la part de cet Etat. Dans le cas d'une déclaration de guerre pure et simple, comme le moment précis de la décision de l'Etat agresseur n'est déterminé que par l'envoi de cette déclaration, l'intervalle entre le départ de cet aver-

tissement et son arrivée a pour résultats plusieurs inconvénients : 1° On ne connaît pas d'une manière précise le moment exact où la note arrivera ; 2° pendant cet intervalle, l'Etat agresseur seul a les droits et les devoirs de la guerre et l'état de guerre n'existe qu'à son égard au point de vue juridique, jusqu'au moment où le pays attaqué a décidé de se défendre , 3° comme l'Etat attaqué n'a ni le devoir ni le moyen de répondre à l'Etat agresseur, le commencement de l'état de guerre n'est marqué que d'une manière vague ; 4° comme nous l'avons remarqué déjà très souvent, l'acte pacifique consistant à avertir son ennemi du commencement de la guerre est inadmissible après la décision de la guerre, c'est-à-dire après le *commencement de l'état de guerre*, car il n'y a aucune relation diplomatique entre les parties belligérantes et les lois de la guerre seules règlent la conduite entre les parties belligérantes.

Pratiquement parlant, la déclaration de guerre a beaucoup de défauts au point de vue militaire et social : 1° Le délai entre la remise de cette déclaration et le commencement des hostilités ne peut pas exister, étant donnée l'organisation militaire actuelle ; 2° Tandis que la déclaration de guerre conditionnelle laisse l'espoir d'une entente amicale, la déclaration de guerre annonce d'une manière décisive le commencement de la guerre.

Enfin, la question du délai s'élève aussi dans le cas de la déclaration de guerre conditionnelle. Ce délai accordé doit être assez long pour permettre au gouvernement adverse de prendre une décision si grave après mûre réflexion. Mais dans l'organisation

militaire actuelle, l'Etat adverse peut en profiter facilement pour se préparer à la lutte, et il est bien possible que ce délai sera très court et ne permettra pas à l'adversaire des réflexions suffisantes. Nous sommes donc obligé d'examiner outre l'état de guerre, un autre état de choses : l'état de guerre conditionnelle que nous allons étudier dans le chapitre suivant.

SECTION II

DÉCLARATION DE GUERRE CONDITIONNELLE VIS-A-VIS DES NEUTRES

Nous étudierons cette question en nous occupant tout d'abord de la nécessité de l'avertissement aux neutres au point de vue théorique et pratique, puis nous démontrerons que ce principe s'applique aussi dans le cas de déclaration de guerre conditionnelle.

§ I

La nécessité de l'avertissement aux neutres

Au point de vue théorique, la neutralité est volontaire en ce sens que chaque Etat, à raison de sa souveraineté même, est libre de la respecter ou de participer aux hostilités en prenant d'ailleurs tel parti qui lui conviendra. Comme la guerre est le résultat d'une initiative propre de la part des belligérants, elle ne peut naturellement pas avoir d'effet direct sur la situation acquise par les neutres. Or, les

neutres ont le droit de maintenir leur condition juridique antérieurement acquise vis-à-vis des parties belligérantes. Le respect des droits des belligérants de la part des neutres a pour cause l'acte des belligérants. Par conséquent, le principe de la neutralité a sa raison d'être plutôt dans le respect des neutres pour les belligérants, que dans la nécessité de la guerre. La signification de l'ouverture des hostilités qui suit immédiatement la décision de la guerre est un devoir absolu et indispensable de la part des belligérants, pour commencer une guerre régulière.

Au point de vue pratique, comme nous l'avons déjà remarqué, la guerre a une influence considérable sur les pays neutres. Les Etats neutres auront des devoirs à observer vis-à-vis des belligérants, des droits spéciaux pendant la durée de la guerre. Les égards que les Etats se doivent en temps de paix exigent qu'ils s'avisent des modifications profondes que la guerre avec un autre Etat va apporter à leurs relations antérieures. Les belligérants doivent avertir les autres Etats que les devoirs de la neutralité vont leur être imposés.

Dans la pratique internationale, une notification est généralement adressée par la voie diplomatique aux Etats neutres qui sont ainsi mis en mesure d'avertir leurs propres sujets de leurs devoirs de neutralité. Parfois les belligérants font des déclarations dans lesquelles ils rappellent les droits qu'ils reconnaissent aux neutres ainsi que les devoirs qu'ils exigent d'eux. D'autre part, toutes les fois que par leur position, les Puissances neutres peuvent être intéressées dans une guerre, elles publient des

déclarations de neutralité dans lesquelles elles affirment les droits qu'elles revendiquent et désignent les devoirs qu'elles entendent observer ; elles précisent aussi les obligations qui incombent aux particuliers comme conséquence de la neutralité, en leur signalant soit les sanctions auxquelles ils s'exposent de la part des belligérants, soit les peines dont ils pourront être frappés en vertu de la loi même de la Puissance qui interdit sur son territoire des actes contraires aux devoirs des neutres. Certaines de ces déclarations constituent de véritables lois permanentes, tels sont le *Neutrality Act* du 20 avril 1818 aux Etats-Unis et les actes anglais *Foreign Enlistment Acts* des 3 juillet 1819 et 3 août 1870. En France, les déclarations de neutralité sont répétées en termes à peu près identiques : ainsi celle d'avril 1898 au sujet de la guerre hispano-américaine reproduit celle de 1877 à propos de la guerre russo-turque. La nécessité d'un avertissement aux Puissances neutres à l'ouverture des hostilités a été admise par l'Institut du Droit International dans sa session de Gand en 1906. La convention du 18 octobre 1907 proposée par la seconde conférence de la Paix relative à l'ouverture des hostilités, dispose ainsi qu'il suit : Art. II. « L'état de guerre devra être notifié sans retard aux Puissances neutres et ne produira effet à leur égard qu'après réception d'une notification qui pourra être faite même par voie télégraphique. Toutefois les Puissances neutres ne pourraient invoquer l'absence de notification s'il était établi d'une manière non douteuse qu'en fait elles connaissent l'état de guerre ».

Afin que les neutres, avertis de l'état de guerre par les belligérants puissent en prévenir les parties les plus éloignées de leur territoire, la délégation de 48 heures après sa réception. Mais c'était, en définitive, mettre aux neutres de faire pendant 48 heures tous les actes contraires à la neutralité. Aussi la proposition belge a été repoussée par la conférence. Enfin, il est clair que la déclaration de guerre aux neutres n'a pas un effet rétroactif. C'est un point très important au point de vue des droits et des devoirs des neutres. Lors de la guerre du Transvaal, l'Angleterre notifia aux pays tiers, à la fin de novembre 1899, la guerre avec les Républiques du Transvaal et d'Orange en faisant remonter le point de départ de cette guerre aux jours des premières hostilités le 11 octobre 1899. Ceci est absolument inadmissible au point de vue juridique.

§ II

La nécessité de l'avertissement de la déclaration de guerre conditionnelle aux neutres

L'article II de la convention de La Haye relatif à l'ouverture des hostilités, le 30 juin 1908, signifie que l'Etat agresseur doit avertir les neutres du commencement de la guerre dès l'ouverture des hostilités. A notre point de vue cependant, cette règle n'est pas bien satisfaisante dans l'état actuel du monde. Supposons, dans le cas d'une déclaration de guerre conditionnelle, que l'Etat agresseur n'avertit les neutres qu'après l'expiration du délai ou du

rejet de l'ultimatum ou du refus de recevoir cette déclaration. Et comme le délai doit être suffisant et raisonnable, nous pouvons le fixer de 24 heures. Il résulte de là que l'Etat agresseur peut très facilement avertir les Etats neutres pendant cet intervalle, de son intention de guerre conditionnelle. De même la déclaration de guerre aux neutres est indispensable au point de vue de l'esprit de communauté internationale. Cet avertissement de la guerre conditionnelle est absolument nécessaire à raison du respect dû aux pays neutres. Bref, l'Etat agresseur a un devoir absolu de notifier sans retard aux Puissances neutres, l'envoi qu'il a fait de la déclaration de guerre conditionnelle à l'adversaire. Toutefois, ce principe doit observer d'autre part, l'existence de l'état de guerre conditionnelle. Nous allons étudier dans le chapitre suivant quels effets produira cet état de choses aux pays neutres.

CHAPITRE VI

L'état de guerre conditionnelle

L'état de guerre conditionnelle est un état particulier qui existe dans les relations entre les belligérants et les neutres pendant l'intervalle de la remise de la déclaration de guerre conditionnelle au pays qui la reçoit et le commencement de l'état de guerre. D'un côté, c'est le *statu quo* au point de vue militaire entre les belligérants. Mais il ne faut pas que cette situation mette le pays agresseur en état d'infériorité au point de vue militaire : le droit international doit donc lui reconnaître le droit de sauvegarder ses intérêts. Enfin, cette situation persiste tant que l'attitude du pays qu'on attaque n'a pas changé. Mais cet état sera remplacé par l'état de guerre dès que le pays adversaire aura pris des mesures militaires menaçantes. La condition est donc le *statu quo* militaire de la part de deux parties belligérantes. Il importe de répartir sur trois points principaux l'étude de l'état de guerre conditionnelle :

1° sa nécessité, 2° ses règles principales, 3° la différence entre l'état de guerre et l'état de guerre conditionnelle.

SECTION I

LA NÉCESSITÉ D'OBSERVATION DE L'ÉTAT DE GUERRE CONDITIONNELLE

1° L'existence de l'état de guerre conditionnelle doit être une conséquence logique et raisonnable de la déclaration de guerre conditionnelle qui est le seul mode justifiable et pratique d'ouvrir des hostilités. La question d'ouverture des hostilités ne peut pas être discutée d'une manière simple au point de vue juridique. De même que l'état de guerre commence séparément à l'égard du pays agresseur, des Etats attaqués et des Puissances neutres, nous trouvons un état spécial de paix avant le commencement de la guerre par l'emploi de l'ultimatum. En fait, l'état de guerre conditionnelle pouvant prévenir soit le pays ennemi, soit les Puissances neutres du commencement de la guerre d'une façon indirecte, peut empêcher les surprises de la guerre à tous les points de vue. Les commerçants, les industriels, les financiers, les navigateurs, etc., tous auront avantage à se préparer pour ce nouvel état de choses. De là résulte que les propositions des délais de la délégation des Pays-Bas et de la délégation de Belgique seront nettement réalisées et que la transition de l'avertissement préalable aux hostilités sera établie

d'une manière parfaite au point de vue théorique et pratique. D'ailleurs, ce procédé peut marquer exactement le passage régulier de l'état de paix à l'état de guerre. Les tribunaux de prise peuvent facilement marquer le moment exact où commencent les droits et les devoirs des belligérants et des neutres ; et leurs jugements seront aussi exacts que possible. De plus, dans l'autre mode d'ouverture des hostilités, l'état de guerre commence séparément de la part du pays agresseur, du pays attaqué et des pays neutres, tandis que dans ce cas-là il commence simultanément de la part de tous les Etats. Par conséquent, ils ont des avantages énormes même au point de vue juridique et pratique. Selon nous alors, ceci est une manière idéale pour l'ouverture des hostilités dans l'organisation du monde moderne.

SECTION II

LES RÈGLES PRINCIPALES

Il convient de classer les règles principales de l'état de guerre conditionnelle en trois catégories :

1° Dans tous les cas, les règles de l'état de guerre conditionnelle doivent être notifiées officiellement au pays ennemi et aux Puissances neutres. Au point de vue théorique, l'état de guerre conditionnelle a pour motif la défense légitime. Le principe fondamental de ses règles doit suffisamment sauvegarder les intérêts militaires du pays agresseur contre les attaques de son adversaire. Cependant, la guerre

conditionnelle est aussi une forme de l'état de paix et de là résulte que nous ne pouvons pas lui donner aussi grand intérêt qu'aux belligérants. Toutefois, comme il n'existe aucun principe reconnu par les Etats civilisés, comme aucune doctrine n'existe aujourd'hui à cet égard en droit international, il suffit de remarquer que cet état doit être déterminé chaque fois par le pays agresseur d'une manière nette et précise. De cette manière, l'Etat agresseur n'ayant que les droits cités dans sa notification, les devoirs demandés à l'Etat attaqué ou aux Puissances neutres ne dépasseront par les limites établies dans cette déclaration. L'état de guerre conditionnelle ne produira effet à leur égard qu'après réception de cette notification qui pourra être faite même par voie télégraphique. Enfin, le pays adversaire ou les Puissances tierces ne pourraient invoquer l'absence de notification s'il est établi d'une manière non douteuse qu'en fait Elles connaissaient l'état de guerre conditionnelle. Nous allons maintenant discuter quelles seront les principales règles raisonnables dans cet état de choses, soit sur terre, soit sur mer, soit contre l'adversaire, soit vis-à-vis des neutres.

2° Entre les forces militaires, le principe de l'armistice trouve son application. Le *statu quo* au point de vue militaire est la nature caractéristique de cet état de choses. Toute offensive militaire est interdite jusqu'à la fin du délai. La concentration des armées à la frontière ou le débarquement des soldats de la métropole aux colonies qui seront sûrement le théâtre de la guerre doivent être interdits. De même, les vaisseaux de guerre ne doivent pas

sortir du port d'attache. Enfin, les ballons dirigeables ou les aéroplanes ne peuvent pas voler soit pour le but militaire, commercial ou sportif. Ce qui importe le plus à cet égard est que les deux parties en litige doivent observer ces règles. Le pays agresseur doit notifier que non seulement le pays adversaire, mais aussi l'auteur même de cette notification sont responsables des clauses qu'ils ont souscrites. Il doit ajouter que toute violation volontaire de ces clauses équivaut à l'ouverture des hostilités et donne à l'autre partie le droit de commencer la guerre.

Il faut remarquer cependant que l'état de guerre conditionnelle fait partie de l'état de paix et d'une façon générale, on appliquera pendant cette période les règles de droit international du temps de paix. Ce qui est interdit n'est que ce qui est notifié et qui ne peut pas être considéré comme un acte menaçant la défense légitime du pays agresseur. Néanmoins, il faut prévoir des règles spéciales et rigoureuses pour les évolutions d'aéroplanes pendant le même laps de temps : il est facile de se rendre compte que ces machines peuvent, dans un temps très court, porter un coup décisif à l'adversaire. D'autre part, il est difficile, pour ne pas dire impossible, de distinguer l'aéroplane militaire de l'aéroplane civil. Par conséquent, pour éviter tout danger ou toute difficulté, il semble logique de poser comme règle internationale, pour cette période de temps, l'interdiction absolue aux aviateurs adversaires ou neutres de s'élever dans les airs.

Cette dernière règle a sûrement pour résultat d'empêcher les communications paisibles, mais

comme elle est absolument indispensable pour la défense militaire nous sommes obligés de l'observer comme juste moyen du pays agresseur. Quant au télégraphe sans fil et au téléphone, il n'est apporté à leur sujet aucune modification aux règles du temps de paix. Enfin, pour les vaisseaux qui sont en mer et qui ne connaissent pas l'existence de cette notification, ils peuvent continuer leur voyage à la condition de ne pas adopter une attitude menaçante.

3° Dès le commencement de cette période, on devra aussi faire en sorte que la contrebande de guerre soit impossible. Les relations commerciales subiront de ce chef une gêne. Nous étudierons cette question en deux points différents : 1° quelles sont les marchandises qui seront considérées comme contrebande de guerre ; 2° quelle est la raison d'être de ces mesures.

A) Grotius répartit les objets du commerce en 3 catégories : 1° les objets exclusivement utiles à la guerre : armes et munitions, ces objets constituent essentiellement et pour tous la contrebande de guerre ; 2° les objets qui ne sont d'aucune utilité à la guerre : objets de luxe ; le commerce en est libre ; 3° les objets qui sont à la fois utiles en temps de paix et en temps de guerre, d'un usage douteux. Cette troisième catégorie comprend l'or et l'argent, les vivres, les matériaux pour la construction des vaisseaux ou munitions navales, tous les métaux, le soufre. L'auteur reconnaît aussi deux sortes de contrebande de guerre : *l'absolue*, comprenant les choses qui sont essentiellement et pour tous les Etats exclu-

sivement utiles à la guerre ; la *relative* dont la compréhension s'élargira, s'accroîtra ou se rétrécira, se diminuera selon les conditions contingentes de telle ou telle guerre, selon les ressources et les besoins variables des Etats belligérants (1).

Parmi les auteurs contemporains, la majeure partie des publicistes anglais adoptent, au fond, la classification de Grotius et les deux sortes de contrebandes ; presque tous les publicistes français repoussent la thèse de Grotius et des auteurs anglais. En effet, l'idée de contrebande est très compliquée, variable selon les temps et les circonstances. De là, il est absolument difficile de la déterminer d'une façon parfaite et constante. Il y a des cas dans lesquels aucune hésitation n'est possible. Les navires de guerre, les canons, les fusils, etc., feront toujours partie de la contrebande. Il n'y a aucune difficulté pour les nations à se mettre d'accord sur ce point. Par conséquent, nous pouvons prétendre que la contrebande absolue et générale de guerre a un caractère absolu et permanent et comme elle est très dangereuse pour le pays agresseur non seulement pendant la durée de la guerre, mais encore dans l'état de guerre conditionnelle, nous jugeons qu'il est absolument indispensable pour la défense légitime du pays agresseur d'empêcher, après la notification de déclaration de guerres conditionnelle, le transport de toutes ces marchandises dans le pays adverse.

(1) GROTIUS. — *De jure belli ac pacis*, lib. III, cap. I, § 5. cité par H. Bonfils et P. Fauchille, p. 929.

B) Nous prétendons que l'Etat qui a envoyé la déclaration de guerre conditionnelle a le droit d'empêcher le transport de contrebande de guerre absolue au pays adverse. Toutefois, il ne s'agit que du droit d'interdire le transport. Il ne faut pas le confondre avec le droit de saisie. Si l'attitude prise par cet Etat cause des dommages, que la guerre éclate ou non, il devra réparer le préjudice qu'il aura causé.

Si les contrebandes de guerre telles que les conçoit le droit actuel ont leur origine dans le devoir fondamental de la neutralité, les Puissances tierces devront aussi s'abstenir pendant la même période de temps de toutes les contrebandes spéciales. De même que les devoirs de la neutralité ont leur fondement dans le principe de la nécessité de la guerre, de même ces devoirs spéciaux des tierces Puissances se justifient par la nécessité de la défense légitime du pays agresseur. Bien qu'il nous semble que le droit extraordinaire ou même excessif du pays agresseur ne puisse pas coexister avec l'état de paix, nous jugeons que les dommages causés par ce droit au commerce neutre ne sont pas très grands : car non seulement la durée de temps où l'Etat agresseur peut exercer ce droit est très limitée, mais aussi les objets de cette sorte de contrebande ne sont qu'une petite partie du commerce international. Le plus grand dommage sera causé, soit par les représailles, soit par le blocus pacifique, soit par l'embargo.

Enfin, lorsque la guerre éclate, les objets dont le transport est arrêté par le pays agresseur pendant la durée de l'état de guerre conditionnelle vont devenir la véritable contrebande de guerre. Toutefois,

même dans ce cas, le pays agresseur ne pratiquera pas une prise. Il devra payer les marchandises faisant partie de la contrebande saisie et les commerçants ne subiront aucune perte. La liberté du commerce et les communications générales ne seront pas détruites par l'observation de l'état de guerre conditionnelle.

SECTION III

LE CARACTÈRE SPÉCIAL DE L'ÉTAT DE GUERRE CONDITIONNELLE

Nous étudierons cette question en comparant tout d'abord l'état de guerre conditionnelle avec celui de paix et ensuite avec celui de guerre pure et simple.

1° Examinons en premier lieu quelles sont les différences entre l'état de paix et celui de guerre conditionnelle. Il est très facile de comprendre que la différence entre ces deux états n'est que l'effet des règles citées précédemment. Cependant une question délicate s'élève dans le cas des représailles, de l'embargo, du blocus pacifique, qui sont faits dans l'état de paix dans le but de la solution coercitive du litige. Nous étudierons quelle est la différence fondamentale entre ces conduites de l'Etat et l'état de guerre conditionnelle. Nous jugeons tout simplement que le critérium de la distinction n'est que l'existence de la volonté de la guerre conditionnelle. Il y a représaille, dit M. de Martens, si l'Etat contre lequel elles sont exercées n'y répond pas par des ac-

tes d'hostilité. Si, au contraire, il ouvre à son tour les hostilités, c'est la guerre. D'autre part, elles n'atteignent que l'Etat ou ses sujets accusés d'avoir violé le droit. Elles ne doivent léser directement ni les autres Etats ni leurs nationaux. Il n'en est pas de même de l'état de guerre. Les pays qui demeurent étrangers à la lutte ne prennent pas la qualité de neutres, car s'il n'y a pas de guerre, il n'y a pas de neutres.

Nous trouvons alors une différence très nette au point de vue juridique entre ces moyens coercitifs et l'état de guerre conditionnelle. Bien qu'ils fassent également partie de l'état de paix, et qu'au point de vue politique ou pratique on ne trouve aucune différence dans ces effets, il y a une différence très importante dans la volonté de l'Etat agresseur. D'un côté, nous ne trouvons aucune existence du motif belliqueux, d'un autre la volonté de faire la guerre est clairement exprimée. Dans le premier cas, l'acte coercitif seul suffit pour atteindre le but, tandis que le second n'est qu'une forme d'ouverture des hostilités. Ce n'est qu'un résultat d'insuccès des négociations diplomatiques. Il est alors bien possible que l'Etat adversaire ne cèdera pas et qu'il commencera la guerre. La nécessité d'une défense légitime de la part du pays agresseur est par conséquent très urgente. De là résulte que l'observation des droits et des devoirs spéciaux à cet état de choses est indispensable et que non seulement les parties en litige, mais aussi les Puissances tierces sont obligées d'obéir aux règles spéciales à cet état de choses.

2° Les différences entre l'état de guerre pure et

simple et celui de guerre conditionnelle sont considérables.

Lorsque la guerre commence, les parties belligérantes ont le droit, à partir de ce moment, d'appliquer elles-mêmes les lois de guerre. Cependant nous ne trouvons aucune sorte de ces lois dans l'état de guerre conditionnelle.

Une des conséquences immédiates et des plus importantes de l'état de guerre, c'est l'interdiction de toute relation commerciale entre les sujets qui sont en guerre, à moins d'exceptions spécialement autorisés. Dans l'état de guerre conditionnelle, au contraire, la liberté de commerce est observée d'une façon parfaite, sauf des exceptions citées dans la notification de guerre conditionnelle.

La guerre produit des effets immédiats sur les traités qui liaient les parties belligérantes, au moment de la cessation des relations pacifiques. On s'accorde à admettre la rupture définitive des liens conventionnels conclus expressément en vue de l'état de paix de ceux qui ont pour objet spécial de favoriser les rapports de bonne harmonie de nation à nation tels que les traités d'amitié, d'alliance et des autres actes de même nature ayant un caractère politique. Quant aux arrangements douaniers, postaux, aux conventions de navigation ou de commerce, aux accords relatifs à des intérêts privés, on les considère généralement comme suspendus jusqu'à la fin des hostilités. Cependant, dans l'état de guerre conditionnelle, nous ne trouvons aucun changement à cet égard. Les lois de paix trouvent leur application parfaite dans cet état de choses.

Il est de règle que le commencement de la guerre entre les parties principes produise également ses effets à l'égard des alliés, dès qu'ils sont appelés à remplir les engagements qu'ils ont contractés par traité d'alliance. Toutefois, dans l'état de guerre conditionnelle, nous trouvons l'application des mêmes principes. Au point de vue théorique, les alliés du pays adversaire font partie des ennemis et il n'y a aucune différence juridique entre l'adversaire principal et ses alliés.

Les deux chapitres qui précèdent contiennent l'exposé d'un procédé idéal de déclaration de guerre et en même temps la solution décisive des inconvénients que nous avons signalés. Nous n'avons pu que l'exposer dans ses grandes lignes : beaucoup de détails manquent encore ; mais nous serions heureux que ces idées puissent se répandre autour de nous et si dans la prochaine conférence de La Haye elles pouvaient trouver quelque écho.

DEUXIÈME PARTIE

L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS AU COMMENCEMENT DES GUERRES SINO-JAPONAISE ET RUSSO- JAPONAISE

Avant de passer à l'étude de la conduite du Japon au début de ses deux dernières guerres, une remarque générale s'impose. Ces guerres ont eu lieu avant la convention de La Haye de 1908. En d'autres termes, à l'époque où elles se sont produites, le principe de l'avertissement préalable n'était pas encore établi d'une façon positive. Par contre, dans la pratique internationale nous trouvons beaucoup d'exemples contraires à cette doctrine. Par conséquent, notre critique ne peut pas prendre cette convention pour base.

Il est nécessaire en effet, pour organiser une critique sérieuse, d'avoir un terme de comparaison ou un critérium. Le critérium manque ici. Nous som-

mes donc forcé d'envisager la conduite du Japon d'une manière théorique et idéale. La raison seule peut formuler une critique impartiale. Et pour ce faire, elle doit tenir compte d'un certain nombre de circonstances de fait, parmi lesquelles les habitudes des pays envisagés, leur situation géographique, etc.

D'ailleurs, il est indispensable de comprendre que les dispositions essentielles de notre étude n'ont point de motif politique. Elles ont au contraire pour but, tout d'abord d'examiner juridiquement et impartialement nos questions et de contribuer au développement prochain du principe à cet effet. Telle est l'idée essentielle

CHAPITRE PREMIER

La guerre Sino-Japonaise

SECTION I

LES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS AVANT LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE

Nous allons essayer d'étudier sommairement les événements qui se sont déroulés avant la guerre de 1894 (1).

Lorsque les Tonghaks se révoltèrent en Corée au début de 1894, les partisans chinois dans le gouvernement de Corée voulurent en profiter pour réaliser leur rêve qui était de mettre ce pays sous le protec-

(1) NAGAO ARIGA. — *La Guerre sino-japonaise*, ch. II, § III et IV, p. p. 10 et suivantes; TAKAHASHI : *Cases on international law during the sino-japonaise war*, p. 1^{er}, ch. 1^{er}, p. 24 et suiv.; art. de chronique internationale dans R. G. de D. I. P., t. 1^{er}, 1894, p. 464-468.

torat de la Chine. Ils demandèrent alors des renforts au gouvernement de Pékin qui s'empressa d'accéder à leur désir. Le 4 juin, le gouvernement chinois expédia de Wei-Hai-Wei un certain nombre de soldats qui débarquèrent en Corée le 8 juin et prirent position à Asan. La Chine avait averti le Japon le 7 juin, de cette expédition, conformément au traité de Tsen-Tsin par lequel le Japon possédait les mêmes droits que la Chine en ce qui concernait l'envoi de troupes en Corée, sous condition d'avertissement réciproque. D'autre part, le gouvernement de Tokio avait reçu 5 jours auparavant un rapport de son chargé d'affaires japonais en Corée, le regretté *F. Soughimoura* et savait que le gouvernement de Corée demandait à la Chine d'envoyer des armées. Il jugea contraire à ses intérêts de laisser la Chine prendre de l'influence en Corée. Il décida alors de préparer le débarquement de son armée et donna en même temps ordre à *M. Otori*, son représentant en Corée alors en congé au Japon, de rejoindre aussitôt Séoul. Le gouvernement impérial lui signifiait de faire des reproches aux Coréens d'avoir demandé aide à la Chine sans en avoir avisé le Japon. *M. Otori* arriva le 10 juin à Chamulpoo et entra dans Séoul escorté de 400 marins. D'ailleurs, le Japon expédia une brigade mixte avec une partie de la cinquième division de l'armée de l'Empire qui débarqua à Chamulpoo le 12 juin. Le Japon alors avertit la Chine de cette expédition, conformément au traité de Tsen-Tsin. Le général Oshima, commandant de cette brigade, avait ordre d'agir sous la direction de *M. Otori*. Cette période fut donc encore consacrée aux négocia-

tions diplomatiques : néanmoins, dans l'intérieur de l'Empire, on procédait déjà ostensiblement à des préparatifs de mobilisation.

Comme les Tonghaks furent désarmés dans les combats des 6 et 7 juin, le gouvernement chinois demanda alors, le 21 juin, au Japon, de retirer ses troupes. Mais celui-ci, sachant qu'une paix durable était impossible tant que la Chine ne renoncerait point à ses prétentions de protectorat sur la Corée, jugea qu'il était préférable de profiter des préparatifs de guerre déjà faits et d'arriver à une situation nette, c'est-à-dire ou reconnaître le protectorat de la Chine en Corée ou l'obliger à y renoncer définitivement. Le Japon refusa alors d'évacuer la Corée. Il proposa le 28 juin à la Chine de procéder à une révision de l'administration intérieure de la Corée, fort défectueuse. Il lui notifia en même temps, d'une façon tacite, sa résolution de recourir aux armes si elle ne consentait à renoncer à ses prétentions et à donner à la Corée un gouvernement digne d'une Puissance indépendante. Ainsi qu'on l'avait prévu, la Chine refusa obstinément d'agréer ces propositions en prétendant qu'elle entendait laisser à la seule gestion des Coréens leur administration intérieure. Devant ce refus, le Japon envoya encore le 14 juillet, une autre notification à Pékin dans laquelle il expliquait que le secours amical des deux Puissances, dans les affaires intérieures de la Corée était le moyen le plus indispensable et convenable d'arriver à une paix durable entre ces trois Etats ; de plus, il signifiait qu'en cas de refus définitif de la Chine d'adhérer à cette proposition, il se réservait

d'agir comme il le jugerait utile, en lui laissant toute la responsabilité des événements. D'autre part, M. Otori demanda au gouvernement de Corée de faire évacuer les troupes chinoises ; mais celui-ci se montra indécis et plusieurs fois ne rendit pas réponse aux dates qu'il avait fixées. C'est alors le 22 juillet que le ministre décida d'entrer dans le château royal pour négocier avec le roi coréen. Le 24 juillet, le gouvernement de Séoul accepta la proposition de M. Otori, et lui demanda de faire évacuer les Chinois de Corée, par les troupes japonaises. C'est alors qu'un combat eut lieu le 29 juillet, entre les armées japonaises et chinoises ; ces dernières furent complètement vaincues.

D'un autre côté, la Chine avait pris la décision d'ouvrir des hostilités contre le Japon, déjà au milieu de juillet et avait embarqué à Takou, Port-Arthur et Wei-Haï-Wei, plus de 8.000 hommes sur 10 navires, à destination de la Corée. A cette nouvelle, le Japon se décida définitivement à entrer en guerre. Le 23 juillet, le Japon ordonna à trois navires de guerre *Yochimo*, *Naniva* et *Akitsoushima* de quitter Sasebo et de se rendre dans les mers coréennes : ce fut à la suite de cet événement que survint le 25 juillet l'incident de Koshung.

Le 1^{er} août, l'Empereur du Japon déclara la guerre contre la Chine dans sa Parole Impériale (Tcho-Kou-go) aux nationaux japonais (2).

(2) *Journal Officiel du Japon* du 1^{er} août de 27^e année de Méiji.

SECTION II

CRITIQUE SUR LE PROCÉDÉ DE L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS DANS LA GUERRE DE 1894

Nous pouvons envisager cette question à trois points de vue : 1° la surprise existait-elle ? 2° à quel moment précis la guerre commença-t-elle ? 3° la conduite du Japon est-elle justifiable ?

§ I

La surprise existait-elle ?

Cette question ayant un caractère en même temps politique et juridique ne peut pas être expliquée d'une manière simple. Examinons tout d'abord quelle est la surprise que nous pouvons discuter dans le domaine de droit international.

Tout d'abord, nous pouvons nous imaginer comme nous l'avons vu, la surprise de la part des belligérants et celle des neutres. Dans la guerre qui éclate dans un pays éloigné du centre du monde, nous trouvons souvent que ces deux sortes de surprise existent séparément. La guerre n'a aucun caractère de surprise pour les parties belligérantes. Cependant, à défaut de voies de communication, cette nouvelle peut étonner les Puissances tierces. D'autre part, il se peut parfois que la guerre soit une surprise pour les nationaux, mais qu'elle n'en soit pas une pour le gouvernement. Dans le pays despoti-

que où le roi et ses ministres seuls connaissent les affaires du pays, les nationaux sont tout à fait ignorants à cet égard. Il se peut enfin que le commencement de la guerre soit une surprise au point de vue politique ou militaire, mais qu'il n'en soit pas une au point de vue juridique. L'un des deux pays plus fort que l'autre peut mépriser son adversaire au point qu'il ne prête aucune attention à ce fait que les négociations diplomatiques sont sur le point d'être rompues.

Dans la guerre sino-japonaise, il est bien possible que la guerre ait été une surprise pour les Puissances européennes, car la marche des événements dans des régions si éloignées ne peut pas être connue dans ses détails, et la nouvelle de la guerre peut les étonner. De plus, dans un pays aussi grand que la Chine, où on trouve plusieurs langues différentes et diverses parties qui n'ont aucun moyen de communiquer les unes avec les autres, il est facile de comprendre que les décisions du gouvernement peuvent étonner les nationaux. Il est vrai que non seulement la plupart des Chinois sont surpris par l'ouverture des hostilités, mais aussi on en trouve parmi eux qui ne connaissent pas même l'existence des hostilités jusqu'à la fin de la guerre.

Enfin, la guerre de 1894 éclata aussi, selon nous, avec une surprise politique. A vrai dire, la Chine était en ce moment de beaucoup supérieure au Japon, soit au point de vue militaire et économique, soit au point de vue de la population et de la grandeur du pays. En vérité, la plupart des Puissances tierces croyaient à la victoire de la Chine. Donc, il

est certain que dans cette circonstance, le gouvernement chinois avait voulu arranger la question en menaçant le Japon avec sa fierté habituelle dans les négociations diplomatiques. Par conséquent, la guerre était contre son attente, et dans ce sens, nous pouvons juger qu'il y avait surprise politique.

Cependant, nous ne pouvons pas prétendre que la guerre était une surprise, soit pour le gouvernement chinois, soit au point de vue juridique. Nous avons vu que la décision du gouvernement chinois d'envoyer 8.000 hommes en Corée après avoir reçu la note du 14 juillet devait être regardée comme une décision de faire la guerre. Ceci explique que l'initiative de la guerre a été prise par la Chine, sans que cette décision ait aucun rapport avec la proposition japonaise ; dans cette note en effet, le gouvernement japonais ne touchait pas à la question de guerre et par conséquent il n'y avait là ni déclaration de guerre ni ultimatum. Peut-être la dernière notification japonaise constituait-elle tout au plus une surprise politique. Mais la Chine qui avait délibérément pris la décision de guerre ne pouvait être étonnée par le début des hostilités. Quant à la question de surprise juridique, il faut retenir deux points caractéristiques relatifs à cette guerre : 1° la convention de La Haye n'existait pas à cette époque et l'avertissement préalable n'était pas une obligation établie par le droit international ; 2° la Chine n'observait pas d'une façon parfaite les principes du droit international. Ces remarques viennent confirmer que la surprise, au sens juridique du mot, n'existe que dans le cas où le pays agresseur n'a pas épuisé tous les

moyens pacifiques avant le commencement de la guerre. En d'autres termes, l'existence de la surprise juridique ne dépendait pas à cette époque, du procédé employé pour ouvrir les hostilités, mais de la négociation diplomatique précédente. A ce propos, il importe de constater que les négociations diplomatiques ont commencé plus d'un mois et demi avant les hostilités sur une question de litige qui était discutée depuis 12 ans entre les deux pays et qui, par conséquent, était connue des deux gouvernements.

De plus, il était d'ailleurs facile de comprendre, par le caractère même du litige, que la guerre était imminente. Il était impossible pour les deux Etats, soit pour la raison historique; soit pour leur développement et pour leur indépendance, de se faire aucune concession. En tout cas, nous pouvons juger que la négociation diplomatique était incapable de résoudre ce litige, et la guerre éclata lorsque les deux Etats eurent épuisé tous les moyens pacifiques pour arriver à une solution satisfaisante. C'est donc dans ce sens que nous prétendons que la surprise juridique n'existait pas et qu'au point de vue du droit international cette observation est bien suffisante pour justifier la conduite du Japon à ce propos.

§ II

A quel moment précis la guerre commence-t-elle ?

Comme nous l'avons remarqué, dans une guerre dont les débuts sont signalés par les actes d'hostilités

ou par des procédés semblables, le passage de l'état de paix à l'état de guerre ne peut être marqué aussi clairement que dans une guerre commencée par une déclaration ou par tout autre moyen analogue. Aussi trouvons-nous plusieurs opinions différentes sur le moment précis du commencement de la guerre sino-japonaise.

1° Tout d'abord, d'après l'opinion officielle du gouvernement japonais, cette guerre débuta le 25 juillet 1894, c'est-à-dire le jour où le combat entre les escadres japonaises et chinoises eut lieu près de l'île Phung-do et où les *Koshing*, navire anglais chargé de transporter les troupes chinoises fut coulé. Cet avis était exprimé dans un document signé le 10 septembre par le comte Ito, premier ministre président du Conseil d'Etat (3). Il est facile de comprendre que le Japon entra dans l'état de guerre au moment où le premier coup de canon japonais fut tiré contre les escadres chinoises. La guerre fut ainsi commencée par les actes d'hostilité. Donc la conduite du Japon avant cet événement ne peut pas être réglée par la loi de guerre. Il était alors responsable de tous ses actes vis-à-vis de la Chine, d'après les règles de droit international en temps de paix.

Nous ne croyons pas que cette opinion doive prévaloir. En effet, deux jours avant les premières hostilités, le gouvernement japonais avait donné à ses escadres partant de Sasebo, l'ordre d'attaquer l'en-

(3) TAKAHASHI. — Cases on international law during the sino-japonaise war, p. 1^{er}, ch. 1^{er}, section VIII, p. 47.

nemi. A cet égard, on peut considérer que le Japon a pris l'initiative de la guerre.

Le gouvernement japonais ne semble pas avoir réglé sa conduite d'après les lois de la guerre au point de vue de droit international. Selon nous, dès qu'un Etat décide de faire la guerre, toute sa conduite doit être dirigée, soit d'après les principes de la guerre, soit d'après ceux de la neutralité. Et comme l'état de guerre ne signifie que cet état de choses dans lequel la loi de la guerre remplace la loi de paix, il doit être commencé au moment où un Etat décide d'entrer en guerre en se conformant aux principes habituels en pareil cas. Donc, quoiqu'il n'y ait ni hostilité ni application réelle de cette loi, l'état de guerre doit débiter, au point de vue juridique et théorique en même temps que la loi de guerre entre en vigueur. Et c'est dans ce sens que nous prétendons que l'opinion du gouvernement impérial ne fut pas théoriquement acceptable, car il est certain que la décision de la guerre avait été prise par le gouvernement japonais, avant le premier combat du 25 juillet.

2° Nous rencontrons aussi sur ce point particulier et évidemment fort délicat deux autres opinions semblables qui empruntent une autorité considérable à la juste réputation de leurs auteurs. M. Holland prétendait que le fait de l'arrêt du Koshing et les ordres accompagnés de menaces adressées à son commandant seraient par eux-mêmes des actes de guerre. Il prétendit que la guerre commença à 6 heures du matin lorsque les deux escadres se rencontrèrent et que les hostilités avaient eu lieu entre

elles (4). La différence entre cette opinion et la précédente tient à l'indication de l'heure exacte du commencement de la guerre. Le gouvernement japonais déclarant que la guerre avait commencé le 25 juillet laissait entendre que l'état de guerre existait depuis la première minute de la journée du 25. Dans l'opinion de M. Holland, au contraire, le commencement de bataille marque le début de l'état de guerre. Toutefois, nous pouvons critiquer cet auteur en ce sens que d'après lui la guerre commença au moment où ni le gouvernement japonais, ni celui de la Chine n'avait le moyen de savoir ce qui se passait. L'état de guerre exista indépendamment des volontés des deux Etats et leur conduite fut réglée par la loi de guerre, alors que ni l'un ni l'autre ne connaissait ce qui se passait. C'est ainsi qu'au point de vue théorique cette opinion se trouve bien défectueuse.

3° La thèse soutenue par M. Westlake paraissait plus raisonnable et prêtait à des objections moins graves. Le fameux professeur anglais pense que la seule expédition de renforts en Corée était un acte essentiellement hostile, tenu pour tel par ceux qui l'avaient entrepris, et assimilable à ce que serait le transport de troupes étrangères en Egypte dans le but d'en déloger les troupes anglaises. Un semblable transport, d'après lui, produirait *ipso-facto* l'état de guerre, alors même que pas un coup de feu n'aurait été tiré de part ni d'autre. Cette opinion du savant professeur de Cambridge pourra sembler acceptable. Cependant la question de savoir quel est le moment

(4) HOLLAND. — Lettres au *Times* publiées le 22 février 1895.

exact du commencement de la guerre n'est pas expliqué d'une façon précise. Sur la fixation de ce moment, on peut hésiter entre la décision de la guerre du gouvernement chinois et la première manifestation de cette volonté, c'est-à-dire le départ des troupes, car il n'a donné aucune explication à ce propos.

4° Un auteur français critiqua l'opinion précédente de la manière suivante :

« On lui reprochera non sans quelque raison, de faire abstraction de ce fait cependant important, que la Corée n'était point et n'est pas encore japonaise, qu'elle est soumise à un condominium des deux grandes puissances orientales, de telle sorte que le fait de la part de la Chine d'y envoyer des troupes n'implique pas nécessairement une intention hostile, et peut se justifier par le désir de contrebalancer le déploiement inusité de troupes japonaises, dont la presqu'île avait été le théâtre. Si probable que fussent les hostilités au mois de juillet dernier, il est difficile d'affirmer que la Chine, lorsqu'elle nolisait le *Koshing*, avait en vue une campagne et non pas une simple démonstration militaire, justifiée amplement par l'attitude de son adversaire. Les intentions du gouvernement chinois à cette époque ne seront probablement jamais connues, mais il suffit qu'un doute quelconque subsiste à leur sujet pour que l'on ne puisse pas qualifier d'hostile un acte qui pouvait recevoir une autre interprétation » (5).

A vrai dire, il ne fut nullement question que la Corée fût un pays neutre et se trouvât par conséquent

(5) Lettres au *Times*, n° du 29 août 1894.

en dehors des litiges entre les deux Etats d'une manière directe. Toutefois, après la remise de la dernière note du 14 juillet, toute la conduite militaire de la Chine en Corée est devenue un acte menaçant pour le Japon. Il en résulte que la décision de l'envoi des troupes elles-mêmes que la Chine ait averti ou non le Japon de cet envoi, doit être pris après la détermination de la guerre. Telle est l'idée essentielle. En résumé, l'envoi des troupes ne peut être considéré que comme l'une des manifestations de la volonté de guerre.

5° D'après l'opinion de M. Nagao Ariga, les relations pacifiques sino-japonaises ont été rompues le jour, où en présence du refus de la Chine d'accepter l'ultimatum (la proposition du Japon du 28 juin) qui lui avait été adressé, le Japon notifia au gouvernement de Pékin qu'il agirait seul en vue d'accorder des réformes à la Corée et que, quelles que fussent les éventualités qui surviendraient dans l'avenir, toute la responsabilité en incomberait à la Chine (la dernière notification du Japon du 14 juillet). Et les hostilités ont été ouvertes le jour où la Chine expédia ses hommes, et où, en revanche, le Japon envoya ses vaisseaux de guerre, c'est-à-dire le 23 juillet, date qui précède de quelques jours le naufrage du Koshing (6). Cette opinion de l'auteur n'est pas bien claire, car il n'explique pas suffisamment à quel moment la loi de la guerre entre en vigueur. Existe-t-elle dès le moment où la rupture des rela-

(6) NAGAO ARIGA. — *La Guerre sino-japonaise*, p. 12 et suivantes.

tions diplomatiques a lieu ? Le mouvement belliqueux est-il indispensable pour ouvrir cet état de choses ? En tout cas, nous ne pouvons pas observer un état dans lequel nous ne trouvons ni la relation pacifique, ni l'existence de la loi de guerre. Si la seule rupture des relations pacifiques suffisait à marquer le commencement de l'état de guerre, on devrait dire que la guerre de 1894 a commencé vers le 14 juillet. Au contraire, si la guerre commence dès le moment où le pays agresseur expédie ses armées pour combattre, le début de cette guerre doit être reporté au 23 juillet. Néanmoins, dans ce dernier cas, les parties belligérantes qui avaient déjà rompu les relations diplomatiques et n'avaient pas encore fait acte d'hostilité se seraient trouvées dans une situation très curieuse, et cela d'autant plus que le Japon n'a fait aucune notification pour rompre, d'une manière nette et décisive, ses relations pacifiques avec la Chine.

6° Selon nous, le commencement de cette guerre doit être envisagé d'une façon différente pour les deux parties belligérantes. L'état de guerre commença de la part de la Chine au moment où elle décida d'envoyer 8.000 soldats en Corée, c'est-à-dire après la réception de la dernière proposition du Japon du 14 juillet et avant l'embarquement de ses armées le 20 juillet. D'autre part, le Japon entra dans l'état de guerre lorsqu'il se décida définitivement à combattre en recevant cette nouvelle, c'est-à-dire avant le 23 juillet.

Quelques auteurs prétendent que les expéditions faites par deux parties belligérantes avant le 25 juillet

let ne sont que des préparatifs de guerre. Mais ceux-ci n'étaient pas suffisants pour prouver l'existence de la guerre *de facto*. Cependant, tel n'est pas notre avis. La Chine qui revendiquait un protectorat sur la Corée et qui avait reçu la dernière proposition du Japon le 14 juillet était en mesure de décider la paix ou la guerre. Toutefois, malgré cette notification la Chine osa expédier une grande armée. Cet acte ne pouvait être considéré que comme une déclaration de guerre. D'ailleurs, nous ne pouvons pas regarder ces actes militaires de deux parties belligérantes faits en dehors de leurs territoires dans un moment si critique comme de simples préparatifs de guerre. La préparation de guerre se fait dans l'intérieur du pays. L'expédition d'armées à l'étranger doit toujours être considérée comme un acte belliqueux. De même l'envoi des armées aux dates précitées n'a pas le même caractère que l'envoi d'armées fait dans un but spécial pour protéger les intérêts des deux Etats en Corée. Le critérium de cette différence existe dans la volonté de la guerre, et l'existence de cette volonté peut être affirmée par les circonstances extérieures.

Enfin, à notre avis, les deux parties belligérantes étaient responsables de leur conduite belliqueuse dès qu'elles avaient décidé d'entrer en état de guerre. Le premier acte d'hostilité n'était qu'un événement où nous trouvons la première application de la loi de guerre à la conduite de ces Etats belligérants. La distinction entre le commencement de ce nouvel état de choses et la première application de la loi de guerre est très délicate en pratique, mais très nette

en théorie. Si l'application d'une loi n'est qu'un résultat de l'existence de cette loi, il est facile de comprendre que l'état de guerre existait déjà avant la première rencontre des deux belligérants dans la haute mer.

Cela est exact, mais il reste à voir si, en l'absence d'une déclaration, les deux Etats avaient pris des mesures susceptibles de marquer le passage entre l'état de paix et l'état de guerre d'une manière parfaite. Nullement. Quoique le pays agresseur ne fût pas obligé en droit de procéder à un avertissement préalable, et bien que le gouvernement japonais ait postérieurement fixé, dans un acte officiel la date du début des hostilités, des controverses subsistent encore sur ce point parmi les publicistes. L'absence de notification préalable a pour résultat de créer deux moments différents pour chacune des parties belligérantes en ce qui concerne le point de départ de leurs droits et devoirs comme belligérants. Ceci a pour conséquence les diverses difficultés sur la responsabilité juridique des deux Etats l'un contre l'autre. D'autre part, il est bien certain que les neutres ne seront tenus des obligations qui dérivent de la neutralité qu'à partir d'une notification de l'état de guerre qui leur sera faite ou qu'après son observation de l'état de guerre entre les Etats belligérants. Et comme dans la guerre de 1894 la notification du commencement de la guerre aux neutres n'avait été faite que longtemps après, il ne saurait plus être question que les Etats n'aient pas pu mettre à leur charge les devoirs de la neutralité à partir du moment où commence l'état de guerre.

Pour toutes ces raisons, nous concluons que cette guerre a été commencée irrégulièrement au point de vue du droit international, et nous ne pouvons trouver le moment exact du commencement de la guerre que par notre déduction théorique.

§ III

Caractère juridique du procédé japonais pour l'ouverture des hostilités dans la guerre de 1894

A) Il est indispensable, avant de discuter cette question, de préciser le procédé exact employé par le Japon au commencement de la guerre. Nous pouvons l'envisager à plusieurs points de vue.

1° D'après les opinions des partisans de la déclaration de guerre, la guerre de 1894 commença avec la déclaration de guerre impériale du 1^{er} août. Ils blâment alors tous les actes belliqueux du Japon contre la Chine avant cette date comme étant inadmissibles dans l'état de paix (7). Cependant, bien que la Parole Impériale porte le titre de déclaration de guerre, il ne faut voir là qu'un procédé employé par l'Empereur pour avertir les nationaux qu'il a l'intention de faire la guerre et jamais cet acte n'a été destiné à être notifié au gouvernement chinois. Par conséquent, au point de vue du droit international ce procédé n'a aucune valeur et le commen-

(7) Art. dans R. G. de D. I. P., t. 1^{er}, 1894, p. 416 et suivantes.

cement de cette guerre ne fut marqué par aucune déclaration.

2° La plupart des publicistes de l'école anglaise prétendent que cette guerre a commencé par un simple acte d'hostilité (8). Toutefois, il importe de distinguer la conduite du Japon dans cette période et celle de l'Angleterre dans les nombreuses guerres qu'elle a faites subitement et sans aucune explication préalable. Dans le cas de la guerre de 1894, l'objet du litige était discuté depuis une quinzaine d'années entre les deux Etats. De plus, la dernière proposition du Japon à la Chine (du 14 juillet) doit être regardée comme la principale cause de la guerre. Nous ne prétendons pas précisément que cette proposition seule peut constituer le *casus-belli* ; mais il est clair que cette proposition avait pour **cause la** résolution décisive de la part du Japon et qu'elle devait avoir pour but de déterminer la Chine à ouvrir les hostilités. Elle n'est donc à notre avis qu'un procédé d'ouverture des hostilités, et le premier acte belliqueux du 25 juillet ne marque que le moment où les règles de la guerre ont trouvé leur première application.

3° Quelques auteurs prétendent que la déclaration par laquelle le Japon rejetait les demandes de la Chine, refusait d'évacuer la Corée et demandait au gouvernement de Pékin de procéder, d'un commun accord aux réformes de l'administration intérieure coréenne, n'était autre chose qu'une sorte d'ultima-

(8) HOLLAND. — Dans son article cité au-dessus. Westlake, lettre au *Times*, numéro du 9 et du 29 août 1894.

tum. Ils ajoutent d'ailleurs que la dernière proposition du Japon du 14 juillet avait pour résultat la rupture des relations paisibles entre les deux Etats (9). Cependant, tel n'est pas notre avis. Tout d'abord, la première proposition n'était pas assez complète à tous les points de vue pour être regardée comme un ultimatum. On prétend qu'elle faisait connaître en effet la dernière résolution du Japon, que celui-ci était décidé à recourir à la force si la Chine n'abandonnait pas ses prétentions, si elle ne consentait pas, comme il le lui demandait, à établir en Corée un gouvernement digne d'un Etat indépendant. En réalité, le Japon demandait une réponse dans un délai fixé. Mais il ne faisait pas allusion à la proposition dernière dont le refus devait entraîner la rupture définitive des relations pacifiques, c'est-à-dire la guerre. En effet, la Chine refusa d'agréer à la proposition japonaise et les relations paisibles entre les deux Etats ne furent point troublées par cette conduite.

Dans la seconde proposition, bien que le Japon annonçât que si sa dernière proposition en ce qui concerne des réformes en Corée était définitivement écartée par la Chine, il était décidé à agir seul, laissant à la Chine toute la responsabilité des événements qui pourraient se produire, il n'a jamais déclaré la rupture des relations pacifiques. Enfin, ces propositions ne peuvent ni l'une ni l'autre être regar-

(9) NAGAO ARIGA. — *La Guerre sino-japonaise*, p. 12 et suivantes.

dées comme le seul procédé d'ouverture des hostilités.

4° Selon nous, les procédés employés par les deux Etats pour commencer cette guerre sont très difficiles à expliquer, car ils étaient non seulement compliqués, mais aussi faits d'une façon tacite. Toutefois, nous trouvons d'un côté la dernière proposition du gouvernement japonais du 14 juillet et d'autre part, la décision prise par la Chine d'envoyer ses armées après cette notification. Le Japon qui avait bien examiné le danger de la guerre lorsqu'il avait envoyé sa dernière proposition le 14 juillet, n'avait pas encore précisément décidé la guerre. C'est dans cette circonstance qu'il a reçu la nouvelle de l'expédition chinoise. Il a alors décidé, pour se défendre, d'ouvrir des hostilités. Il est tout naturel que le gouvernement japonais qui ne savait pas la destination exacte de l'armée chinoise et qui était, à cette époque, de beaucoup inférieur au point de vue de la marine à celle-ci, décidât qu'il était utile de prendre des mesures actives pour la défense de son pays. De plus, nous pouvons facilement déduire que cette conduite de la Chine n'est qu'un résultat de sa décision de la guerre, car la proposition japonaise du 14 juillet laissait à la Chine toute la responsabilité des événements qui pourraient se produire en ce qui concerne la Corée. Cette remarque vient confirmer que les procédés d'ouverture des hostilités de la part du Japon, se compose de deux éléments : d'un côté nous trouvons la dernière proposition du 14 juillet ; d'autre part, la force majeure résultant du fait par la Chine d'expédier son armée, et la décision définitive

de la guerre, du Japon, qui suivit cet événement.

B) Pour arriver à la solution de la légitimité du procédé du Japon, il me semble que nous devons examiner cette question aux trois points de vue : 1° du principe de réciprocité ; 2° de l'agresseur et du provocateur ; 3° de la forme du procédé.

1° C'est un principe universellement reconnu en droit international par tous les Etats civilisés, soit expressément, soit tacitement, que les lois de guerre obligent les parties belligérantes sous condition de réciprocité : l'une des parties belligérantes doit se conformer à ces lois tant que l'autre s'y conforme elle-même, mais si l'une y contrevient, l'autre n'a plus l'obligation de les suivre. Ce caractère de réciprocité s'exprime de la manière la plus nette dans la convention de Saint-Pétersbourg de 1868, dans la déclaration de Paris de 1856. De même, à l'époque de la guerre de 1894, les Chinois pouvaient être comparés, au point de vue des lois de guerre, aux autres Etats non civilisés en Orient. Le Japon, dans sa guerre contre la Chine avait une très grande difficulté pour suivre les lois qu'il aurait suivies à l'égard des pays civilisés. Toutefois, il ne pouvait pas sacrifier ses intérêts militaires à l'occasion d'un événement qui intéressait ses destinées au plus haut point. Du reste, il ne faut pas oublier que la guerre de 1860 entre la Chine et l'armée franco-anglaise et celle de 1884 entre la Chine et la France se déroulèrent lentement, sans qu'aucune déclaration de guerre fut publiée et sous le nom d'expédition. Il faut donc tenir compte de cette circonstance particulière. La

Chine qui depuis dix ans restait stationnaire au point de vue de droit international, n'avait pas le même droit que les autres Puissances civilisées qui observent d'une manière parfaite le droit international, de blâmer la conduite du Japon.

2° Bien que le Japon s'attendît à la guerre au moment où il envoya sa dernière proposition à la Chine le 14 juillet, il n'avait pris aucune décision concernant l'ouverture des hostilités. La raison de protectorat chinois en Corée n'a pas sa raison d'être au point de vue historique. De plus, la Corée elle-même a notifié au Japon le 30 juin, d'une façon claire, sa déclaration d'indépendance. La notification du 14 juillet avait pour but de faire dénoncer les prétentions chinoises sur la Corée, soit par raison historique et par la déclaration de la Corée, soit pour la défense nationale du Japon et pour la paix perpétuelle en Extrême-Orient. Néanmoins, la Chine prenait des mesures menaçantes pour le Japon. Par conséquent, dans la guerre de 1894, la Chine était non seulement le provocateur de la guerre, mais aussi l'agresseur. La décision du Japon n'a aucune autre cause que cette mesure agressive de la part de la Chine.

De là résulte que la guerre de 1894 a été commencée par la Chine sans aucun avertissement préalable. Nous devons blâmer à ce propos, la conduite du gouvernement chinois. Pourquoi la Chine n'a-t-elle pas clairement notifié sa décision de faire la guerre, lorsque 8.000 hommes partirent de ses divers ports ? Il est facile de comprendre que les difficultés qui

existaient au début de cette guerre ont pour cause la conduite injustifiable de la Chine.

3° Malgré toutes les remarques précédentes, nous regrettons que l'attitude du Japon, au commencement de cette guerre, ne puisse pas être considérée comme parfaite. Il faut à ce propos l'examiner à deux points de vue différents.

a) Au point de vue théorique, l'état de guerre a commencé, de la part de la Chine, au moment où elle décida d'envoyer une grande armée en Corée, et par conséquent d'entrer en guerre. Cette remarque vient confirmer que le Japon n'avait pas besoin d'avertir la Chine de la guerre, car il est inutile, pour l'Etat défenseur, de faire connaître à son agresseur le commencement des hostilités. Cependant, au point de vue pratique, nous pouvons juger que le Japon aurait dû demander une explication à la Chine, relativement à cet envoi de grande armée. De plus, quoique l'envoi de cette armée constituât une grande menace pour l'existence et l'indépendance du Japon, nous ne pouvons pas admettre qu'il y eut force majeure dans cette circonstance.

b) Pourquoi le gouvernement japonais qui s'attendait à la guerre, n'avait-il pas notifié une déclaration de guerre conditionnelle le 14 juillet ? Nous ne voulons pas dire par là que si le Japon avait pris ce procédé parfait et raisonnable nous n'aurions trouvé aucune difficulté, soit en ce qui concerne la détermination du commencement de la guerre, soit pour empêcher la surprise universelle. Cependant, comme il est hors de doute que le gouvernement

japonais, influencé par les opinions anglaises, n'avait pas donné beaucoup d'importance à la forme d'ouverture des hostilités. C'est ce qui a laissé place à tant de discussions.

Toutefois, nous pouvons conclure que l'attitude prise par le Japon ne peut pas être considérée comme illégitime, soit d'après le principe de réciprocité, soit au point de vue de la guerre défensive. Nous prétendons seulement que son procédé n'était pas suffisamment parfait. La différence entre le procédé illégitime et le procédé imparfait est très délicate en pratique, mais très nette en théorie. Bref, la guerre de 1894 a été commencée légitimement de la part du Japon à tous les points de vue.

CHAPITRE II

La guerre russo-japonaise

SECTION I

LES RELATIONS ENTRE LES DEUX ETATS AVANT LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE

§ I

Le commencement des négociations (1)

La Russie profita de l'insurrection des Boxers en 1900, pour envoyer en Mandchourie une armée plus nombreuse que ne le comportait la situation ; l'armée continua même à occuper ce pays après l'in-

(1) V. spécialement : NAGAOKA : *La Guerre russo-japonaise et le droit international*, dans la R. de D. I. et de Lég. comp. 2^e série, t. VI, 1904, p. 433 et suiv. ; NAGAO : *La Guerre russo-japonaise*. Paris, 1907 ; PAKAHASHI : *The russo-japanese war*.

surrection. La rumeur publique prétendit qu'une convention secrète établissant quelque droit relatif à la Mandchourie était élaborée entre la Russie et la Chine, mais en réalité, cette convention n'existait pas. Une nouvelle tentative subit le même échec. Les agissements de la Russie faisaient croire qu'elle avait l'intention d'occuper la Mandchourie d'une façon permanente, ce qui était contraire aux intérêts du Japon.

L'alliance anglo-japonaise fut provoquée par cette situation, le 30 janvier 1902. Elle avait pour but de maintenir le *statu-quo* de la Chine et de la Corée. A son tour, comme contre-partie, l'alliance franco-russe fit son apparition sur cette partie de l'Asie le 12 mars 1902.

La Russie signa une convention en avril 1902, dans laquelle elle s'engageait à évacuer la Mandchourie dans 18 mois, mais elle ne fit rien. Dans cet intervalle, le Japon resta dans l'expectative ; mais lorsque la Russie, après de nouvelles demandes à Pékin, consolida plutôt qu'elle ne relâchât sa mainmise sur la Mandchourie, il constata qu'elle n'avait nullement l'intention de rappeler ses troupes. De plus, l'activité croissante de la Russie, sur la fron-

New-York, 1908 ; SOUYÉMATSOV : Lettre à l'*Indépendance belge*, numéro du 24 av. 1904 ; lettre au *Mémorial diplomatique*, numéro du 24 avril 1904 (1904, p. 266), et *L'Empire du Soleil Levant*. Paris, 1906, p. 395 et suiv. ; M. Francis REY, R. G. D. I. P., t. VII (1906), p. 215 et suiv., t. VIII (1907), p. 336 et suiv. ; M. Alex. HALOT : *Origine du conflit russo-japonais*, dans R. D. I., et Leg. Comp., 2^e série, t. VI.

tière coréenne fit naître des doutes sur les limites de son ambition. Le Japon lui proposa alors une entente en ce qui concerne ces régions, et c'est à partir du 31 juillet 1903 que commencèrent les négociations entre les gouvernements de Tokio et de Saint-Pétersbourg.

Voyons la première correspondance envoyée par le gouvernement japonais à son représentant de Russie :

« Le baron Komoura, ministre des affaires étrangères, à M. Kourino, ministre du Japon à Saint-Pétersbourg.

Tokio, 28 juillet 1903.

« Le gouvernement japonais a suivi avec une vive attention le développement des affaires en Mandchourie, et considère comme grave la situation actuelle de cette contrée. Aussi longtemps qu'il y avait des raisons d'espérer que la Russie exécuterait son engagement envers la Chine, et ses assurances données à d'autres Puissances au sujet de l'évacuation de la Mandchourie, le gouvernement japonais a conservé une attitude de réserve attentive. Mais l'action récente de la Russie, formulant de nouvelles demandes à Pékin, et consolidant plutôt que relâchant sa main-mise sur la Mandchourie, force à croire qu'elle a renoncé à l'intention de se retirer de Mandchourie, tandis que son activité accrue le long de la frontière coréenne est de nature à faire naître des doutes sur les limites de son ambition. L'occupation permanente et illimitée de la Mandchourie par la Russie, créerait une condition des

affaires préjudiciables à la sécurité, aux intérêts du Japon. Cette occupation serait destructive du principe de l'égalité du traitement, et attentatoire à l'intégrité territoriale de la Chine. Mais, chose qui est d'une importance encore plus sérieuse pour le gouvernement japonais, la Russie, établie sur le flanc de la Corée, serait une menace constante pour l'existence indépendante de cet Empire et, en tout cas, deviendrait ainsi la Puissance dominante en Corée. La Corée est un poste avancé important dans la ligne de défense du Japon, et le Japon, en conséquence, considère l'indépendance de la Corée comme absolument essentielle à sa propre tranquillité et à sa propre sécurité. Le Japon possède des intérêts et l'influence politique, aussi bien que commerciaux et industriels de premier ordre en Corée et eu égard à sa propre sécurité, ne peut consentir à les abandonner à une autre Puissance, ou à les partager avec elle. Le gouvernement a fait de cette affaire l'objet de son examen le plus attentif, et a résolu de s'adresser au gouvernement russe dans un esprit de conciliation et de franchise, en vue de la conclusion d'une entente destinée à régler des questions actuellement causes d'une juste et naturelle inquiétude ; et dans l'opinion du gouvernement japonais, le moment est opportun pour tenter d'amener l'arrangement désiré.

« Le gouvernement japonais, plein de confiance dans votre jugement et votre tact, a décidé de mettre en vos mains ces négociations délicates. C'est le désir du gouvernement japonais de donner à la présente invitation, par lui adressée au gouvernement russe,

un caractère absolument officiel. Vous avez donc instruction d'ouvrir la question en en présentant au comte Lamsdorff une note verbale à l'effet suivant :

« Le gouvernement impérial japonais, croyant que le gouvernement impérial russe partage avec lui le désir d'écarter des relations entre les deux Empires, toute cause de mésintelligence future, serait heureux d'aborder, avec le gouvernement impérial russe, l'étude de la situation des affaires dans l'Extrême-Orient, où leurs intérêts se trouvent en contact, dans le but de définir leurs intérêts spéciaux respectifs dans ces régions. Si, comme on l'espère fermement, cette suggestion est approuvée en principe, le gouvernement impérial japonais sera disposé à exposer au gouvernement impérial russe, se vues sur la nature et la portée de l'entente projetée.

En présentant au comte Lamsdorff la note précédente, vous aurez soin de lui faire comprendre que nos intentions sont absolument amicales, mais que nous attachons une grande importance à ce sujet. Vous présenterez la note au comte Lamsdorff, aussitôt que possible, et me tiendrez complètement au courant des démarches par vous faites en vertu de la présente instruction ; et, immédiatement après réception d'une réponse affirmative du gouvernement russe, la substance de nos propositions vous sera télégraphiée » (2).

(2) V. *Correspondance concernant les négociations entre le Japon et la Russie* (1903-1904). Présentée à la Diète Impériale du Japon en mars 1904, n° 1, dans le *Mémorial diplomatique*, 42^e année, p. 285 et suiv.

Remarquez bien quel sentiment amical avait le gouvernement japonais au début des négociations. Le gouvernement russe, ayant donné son adhésion au désir exprimé par le gouvernement japonais, accepta de commencer la négociation avec nous à Saint-Pétersbourg.

Une difficulté surgit cependant. Afin d'en faciliter la marche des négociations, le gouvernement japonais voulait que les négociations eussent lieu à Saint-Pétersbourg, directement entre son représentant et le ministre des affaires étrangères de Russie. Mais le gouvernement russe ayant refusé cette proposition, les négociations se poursuivirent à Tokio. Nous allons exposer dans les paragraphes suivants, la marche des événements à ce sujet.

§ II

Les négociations à Saint-Pétersbourg à la première époque

I) M. Kourino a vu le comte Lamsdorff le 31 juillet 1903, et il lui a déclaré avant de lui remettre la note verbale envoyée par le baron Komoura en substance, ce qui suit : « La situation des affaires en Extrême-Orient devient de plus en plus compliquée ; et, à moins qu'on ne fasse quelque chose, actuellement, pour écarter toute cause de mésintelligence, entre le Japon et la Russie, la difficulté des relations entre les deux pays s'accroîtra, pour ne causer que désavantages à l'un et à l'autre. Dans ces circonstances, le gouvernement impérial, pleinement

animé d'un esprit de franchise et de conciliation, a décidé de s'adresser au gouvernement russe, pour arriver à une entente » (3).

En lui remettant ensuite la note verbale, M. Kou-rino lui a dit qu'il avait des instructions à cet effet et exprimait son ardent espoir que le gouvernement russe partagerait, dans le même esprit, les vues y exprimées. Le comte a répondu qu'il était parfaitement satisfait de la décision du gouvernement japonais, car une entente entre les deux pays, non seulement est désirable, mais est la meilleure des politiques ; si la Russie et le Japon arrivaient à une entente complète, personne, dans l'avenir, ne tenterait de jeter des semences de discorde entre les deux pays. En tant qu'il était concerné, ajouta-t-il, il était en parfait accord avec l'idée du gouvernement japonais ; mais il désirait voir l'Empereur à ce sujet, avant que fut donnée une réponse précise. Il a ajouté que l'Empereur approuverait certainement l'affaire.

II) Le 3 août 1903, le Japon a présenté à la Russie, par l'intermédiaire de son représentant à Saint-Petersbourg, les bases d'un arrangement dont les points essentiels étaient les suivants :

1° Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale des Empires chinois et coréen, et de maintenir le principe d'égalité de traitement, pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans ce pays.

(3) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904). N° II.

2° Reconnaissance réciproque des intérêts prépondérants du Japon en Corée, et des intérêts spéciaux de la Russie dans des entreprises de chemin de fer en Mandchourie ; et du droit, pour le Japon, de prendre en Corée, et pour la Russie de prendre en Mandchourie telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de leurs intérêts respectifs définis comme ci-dessus, et soumis, cependant, aux stipulations de l'article 1^{er} du présent accord.

3° Engagement réciproque de la part de la Russie et du Japon de ne pas empêcher celle des activités industrielles et commerciales respectivement du Japon en Corée et de la Russie en Mandchourie, qui ne seront pas incompatibles avec les stipulations de l'article 1^{er} du présent accord.

4° Engagement additionnel de la part de la Russie de ne pas empêcher l'extension éventuelle du chemin de fer de Corée dans la Mandchourie méridionale de manière à le relier avec les lignes de la Chine orientale et de San-kaï-kwan-Newchwang.

5° Engagement réciproque, au cas où il serait jugé nécessaire par le Japon d'envoyer des troupes en Corée, ou par la Russie d'en envoyer en Mandchourie, dans le but, soit de protéger les intérêts mentionnés à l'article II du présent accord, ou de supprimer des insurrections ou des désordres de nature à créer des complications internationales, que les troupes ainsi envoyées n'excéderont en aucun cas le nombre effectivement nécessaire et seront ensuite retirées aussitôt que leur mission sera accomplie.

6° Reconnaissance, par la Russie, du droit exclusif du Japon de donner avis et assistance, dans l'in-

térêt des réformes et du bon gouvernement en Corée, y compris l'assistance militaire nécessaire.

7° Le présent accord abrogera tous les arrangements antérieurs entre le Japon et la Russie, au sujet de la Corée.

Ce texte était fait comme base d'une entente entre le Japon et la Russie. Le gouvernement japonais, après avoir examiné de la façon la plus sérieuse l'état des affaires dans les centres où les intérêts des deux Puissances se trouvent en contact, a décidé de le proposer.

En remettant le projet précédent au comte Lamsdorff, M. Kourino dit qu'il était présenté à l'examen du gouvernement russe, dans la ferme croyance qu'il pourra être trouvé bon pour servir de base sur laquelle on pourra construire un arrangement satisfaisant pour les deux gouvernements, et il assura au comte Lamsdorff que tout amendement ou suggestion qu'il pourrait croire nécessaire de présenter, serait l'objet de l'examen immédiat et amical du gouvernement japonais (4).

III) Le comte Lamsdorff notifia à M. Kourino, le 5 août, qu'il était autorisé par l'Empereur à ouvrir des négociations avec lui. En recevant cette information, le baron Komoura envoya un ordre à M. Kourino, de présenter au comte Lamsdorff une annonce à l'effet suivant : « Le gouvernement impérial apprécia pleinement l'esprit amical avec le-

(4) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° III et N° IV.

quel le gouvernement russe avait accueilli la proposition du gouvernement japonais d'entrer en négociations en vue d'une entente entre les deux pays » (5).

Le comte Lamsdorff étant très occupé, n'a reçu M. Kourino que le 23 août. Il lui a exprimé qu'il avait sérieusement étudié le projet, mais que l'Empereur ayant été absent plus d'une semaine à cause des manœuvres, il n'avait pu faire aucune démarche à ce sujet. Mais il lui a demandé son opinion au sujet du transfert des négociations à Tokio, attendu qu'il y a eu beaucoup de détails au sujet desquels il devrait être référé à l'amiral Alexieff. Celui-ci, lui dit que le gouvernement japonais lui ayant confié l'affaire, il aimerait mieux la poursuivre, mais il consentait à communiquer son opinion au baron Komoura.

Il avait déclaré avoir déjà envoyé une copie du projet présenté par le Japon à Port-Arthur, en vue d'obtenir l'opinion de l'amiral Alexieff. Après cette conversation, il dit que la question d'une entreprise de chemin de fer japonais en Mandchourie serait difficile, mais que, sur tous les autres points, peut-être le gouvernement russe pourrait arriver à une entente. M. Kourino lui répondit que pour arriver à une entente satisfaisante, des concessions mutuelles ainsi qu'un esprit de conciliation étaient nécessaires, et que le gouvernement japonais serait disposé à

(5) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° V.

examiner favorablement toute suggestion qui pourrait être faite par le comte Lamsdorff (6).

Le 27 août 1903. M. Kourino a vu le comte Lamsdorff et lui dit, d'après l'ordonnance officielle du baron Komoura, que le gouvernement japonais préférerait continuer les négociations à Saint-Pétersbourg, dans la croyance qu'en faisant ainsi, l'œuvre serait grandement facilitée. Il ajouta qu'il n'y avait pas à étudier, en connexion avec les connaissances locales, et que le gouvernement japonais ayant remis les négociations en ses mains, n'aimait pas à faire un changement. Il lui avait dit encore que le gouvernement japonais attendait avec inquiétude une réponse définie du gouvernement russe à ses propositions.

Le comte Lamsdorff dit avoir le mardi précédent, une audience avec l'Empereur et que S. M. lui déclara désirer très vivement la conclusion prochaine d'une entente satisfaisante pour les deux pays et a exprimé son désir de conduire les négociations à Tokio, de manière à activer l'affaire. Puis le comte Lamsdorff avait ajouté que l'Empereur partirait le lundi suivant pour la campagne, et pendant quelque temps pour des pays étrangers et que les ministres concernés seraient en même temps absents de Saint-Pétersbourg. En conséquence, des négociations à Tokio seraient un moyen bien plus facile et plus rapide de conclure l'affaire. M. Kourino dit que l'entente proposée impliquant surtout des questions de

(6) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° VI et N° VII.

principes et de politique plutôt que des détails et que par suite, la continuation des négociations à Saint-Pétersbourg serait adéquate et fournirait en même temps le moyen le plus rapide d'arriver à une entente satisfaisante. Néanmoins, le comte répéta ce qu'il venait de dire et insista sur la proposition (7).

Le 31 août 1903, M. Kourino vit le comte Lamsdorff et lui expliqua, d'après l'ordre du baron Komoura, que le gouvernement japonais croyait toujours que la négociation serait facilitée si elle se continuait à Saint-Pétersbourg, puisque les négociations se rapportent à des principes et non à des détails ; et il ajouta que le comte et lui ayant été dûment autorisés en cette manière, et les propositions du Japon ayant été présentées au comte, le gouvernement japonais avait supposé que le siège de négociation avait été accepté. En conséquence, il insista auprès du comte Lamsdorff sur le désir du gouvernement japonais de continuer les négociations à Saint-Pétersbourg et il exprima l'espérance que son gouvernement examinerait de nouveau la question. Il dit aussi que le gouvernement japonais présume être justifié à conclure, de la proposition de transfert de gouvernement à Tokio, que ses propositions sont acceptables en principe pour le gouvernement russe, en tant que base de négociations.

Le comte répondit que les négociations se rapportant à des principes, il était nécessaire qu'ils soient

(7) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° VIII et N° IX.

décidés d'après examen des questions locales et pratiques. En conséquence, le gouvernement russe désire transférer les négociations à Tokio où la nécessité de consulter l'amiral Alexieff et, aussi pour marquer un sentiment de déférence envers le Japon, puisque c'était lui qui avait fait la proposition dont l'acceptation à Saint-Pétersbourg ne signifiait pas que le siège des négociations devait être au même endroit. Il ajouta que la proposition de leur transfert à Tokio ne signifiait pas nécessairement que les propositions japonaises étaient acceptable pour le gouvernement russe, attendu que des bases de négociations ne pouvaient être déterminées sans référence aux questions pratiques que le baron Rosen et l'amiral Alexieff connaissaient bien mieux que lui-même.

M. Kourino exposa son opinion qui était que cette question étant la plus importante des questions de haute politique entre leurs deux pays, l'Empereur avait peut-être beaucoup à décider et qu'en conséquence il serait très avantageux que les négociations fussent conduites à Saint-Pétersbourg ; il exprima son désir d'un sérieux examen réitéré de la question de transfert, attendu que tel examen réitéré était vivement désiré par le gouvernement japonais. Il objecta aussi à la suggestion de transfert pour cette raison : que la question se rapportait à des principes aussi bien qu'à la direction d'affaires de politique internationale, qui pourraient ne pas être du domaine des pouvoirs conférés à l'amiral Alexieff. Il dit qu'il entendait que son autorité soit limitée à de pures questions d'administration locale.

Le comte répondit que, sur cette question, l'ami-

ral Alexieff serait seulement consulté et qu'il ne déciderait rien ; et il ajouta que lui, comte Lamsdorff, désirait aussi régler la question aussi vite que possible, et c'était pour cette raison qu'il avait suggéré le transfert. Les contre-propositions russes étaient préparées par des personnes ayant des connaissances locales ; conséquemment, le transfert des négociations à Tokio hâterait l'affaire. Si les négociations étaient conduites à Saint-Pétersbourg, il serait obligé de s'occuper personnellement de l'affaire avec M. Kourino ; mais cet automne, comme il devait être longtemps absent de la ville pour accompagner l'Empereur, ce qui retarderait les négociations. Dans le cas de son voyage à Vienne et à Rome, il pourrait aussi visiter certains pays étrangers et serait sujet à être fréquemment interrompu dans les négociations. Mais dans le cas où ces questions seraient examinées à Tokio, il les dirigerait par télégraphe et des télégrammes de Tokio pourraient toujours le suivre partout ; de plus, dit-il, comme nous le savions très bien, la façon dont les Russes conduisaient les affaires ici n'était pas très expéditive. En concluant, il dit qu'il aurait aujourd'hui une audience de l'Empereur et qu'il lui expliquerait les raisons pour lesquelles une entente prompte entre les deux pays était désirable ; et il promit de répéter à Sa Majesté le désir spécial du gouvernement japonais de conduire les négociations à Saint-Pétersbourg ; mais il ajouta qu'on ne pouvait espérer un changement de vues à ce sujet (8).

(8) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° X et N° XI.

Le 4 septembre 1903, M. Kourino a vu le comte Lamsdorff et lui dit, d'après l'ordre officiel du baron Komoura, que le désir reconnu des deux Puissances étant d'arriver à une entente aussi vite que possible, le gouvernement japonais craignait que les discussions ne fussent grandement prolongées, si les négociations devaient être transférées à Tokio, sans quelque base acceptée pour les négociations ; et il ajouta que le gouvernement japonais ayant présenté ses propositions sous forme concrète au gouvernement russe croit que des négociations où qu'elles soient conduites seraient grandement facilitées dans le cas où le gouvernement russe annoncerait préalablement si telles propositions pouvaient être en principe acceptées comme base des négociations. Le gouvernement japonais n'entendit pas que l'acceptation de ces propositions comme telle base, excluerait des amendements qui pourraient être considérés comme nécessaires. Au contraire, telle acceptation fixerait simplement un point de départ défini, qui était désirable dans toutes négociations et très important dans le cas actuel. Il a fait tous ses efforts pour obtenir du gouvernement russe la déclaration désirée.

La substance de l'observation du comte était ainsi : Conformément à son expérience de 40 ans au ministère des affaires étrangères, les négociations d'un caractère international ont toujours été conduites sur les propositions d'une Puissance d'accord avec la réponse de l'autre, et il n'était pas d'usage d'accepter la proposition d'une Puissance comme base unique des négociations. Le baron de Rosen avait déjà

reçu de l'Empereur l'ordre d'étudier sérieusement la proposition du gouvernement japonais, et en même temps de préparer et élaborer des contre-propositions d'accord avec l'amiral Alexieff, et, si le gouvernement japonais désirait entrer en négociations, de commencer immédiatement les pourparlers en adoptant les propositions du gouvernement japonais et les contre-propositions russes comme base de négociations. M. Kourino dit que si le gouvernement russe était réellement animé du désir d'entrer dans un arrangement satisfaisant avec le Japon, il croirait hautement nécessaire que le gouvernement russe donnât à ses négociations l'ordre d'adopter comme base les propositions japonaises, ou du moins, leurs principes essentiels de manière à faciliter l'obtention de l'objet de la négociation, car j'incline à douter que l'amiral Alexieff, disposé à entrer en négociation avec le Japon dans l'esprit de conciliation qui était de nécessité élémentaire pour arriver à une entente satisfaisante.

Le comte dit que lorsqu'il reçut le projet du gouvernement japonais, il n'y avait que deux voies ouvertes à la Russie : soit de rejeter ces propositions, soit d'entrer en négociations à leur sujet. Le gouvernement russe a adopté la dernière voie ; cela ne signifie pas cependant acceptation du projet du Japon dans son intégrité ou en principe ; mais, ayant agréé la proposition d'entrer dans une entente, il décida d'examiner les propositions et de préparer des contre-propositions, de sorte que les deux puissent servir de base aux négociations. En outre, il ajouta que, dans le projet du Japon, il y avait

certaines clauses qui ne pourraient être conciliées avec les intérêts russes, et d'autres qui exigeraient des modifications ; et il ne pouvait dire que le gouvernement russe acceptât les propositions du Japon comme base, même en principe, mais seulement en conjonction avec ses contre-propositions (9).

Après avoir épuisé tous les efforts pour arriver à ce que désirait le gouvernement japonais, M. Kourino était pleinement convaincu qu'il ne serait pas possible de modifier la ligne de conduite proposée par le comte Lamsdorff, et il proposa au baron Komoura qu'il n'y avait pas pour le Japon d'autre voie que d'accepter la suggestion du comte.

Le baron Komoura donna alors une instruction à M. Kourino, d'informer le comte Lamsdorff que le gouvernement japonais consentit à transférer ses négociations à Tokio et qu'il était persuadé que les instructions données au ministre de Russie à Tokio étaient de nature à lui permettre de présenter sans délai, les contre-propositions russes, et d'en arriver immédiatement aux négociations. C'était le 9 septembre 1903 que M. Kourino a vu le comte. Celui-ci lui a dit que le baron Rosen et l'amiral Alexieff avaient déjà reçu, par ordre de l'Empereur, des instructions télégraphique à l'effet de préparer les contre-propositions aussi promptement que possible et de commencer au plus tôt les négociations (10).

(9) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XII et N° XIII.

(10) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XIV et N° XV.

§ III

Les négociations à Tokio

I) Le gouvernement japonais décida enfin de poursuivre les négociations à Tokio, et ce n'est que le 3 octobre que le gouvernement russe présenta ses contre-propositions au Japon. Ces contre-propositions qui étaient sanctionnées par l'empereur de Russie, sur présentation conjointe par le baron Rosen et l'amiral Alexieff, étaient ainsi :

1° Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.

2° Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon de donner avis et assistance à la Corée, tendant à améliorer l'administration civile de cet empire, sans enfreindre les stipulations de l'article 1^{er}.

3° Engagement de la part de la Russie de ne pas gêner les entreprises commerciales et industrielles du Japon en Corée, et de ne pas s'opposer à des mesures quelconques prises dans le but de les protéger, en tant que ces mesures n'enfreindraient pas les stipulations de l'article 1^{er}.

4° Reconnaissance du droit pour le Japon d'envoyer, dans le même but, des troupes en Corée, à la connaissance de la Russie, mais leur nombre ne devait pas excéder celui effectivement nécessaire, et avec engagement, de la part du Japon, de rappeler ses troupes aussitôt que leur mission serait accomplie.

5° Engagement mutuel de ne se servir d'aucune

partie du territoire de la Corée pour début stratégique et de n'entreprendre sur les côtes de Corée aucun travail militaire capable de menacer la liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

6° Engagement mutuel de consolider la partie de la Corée située au nord du 39° parallèle comme une zone neutre, dans laquelle ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne devra introduire de troupes.

7° Reconnaissance, par le Japon, de la Mandchourie et de son littoral comme étant, à tout égard, en dehors de sa sphère d'intérêt.

8° Le présent accord devra remplacer tous les accords antérieurs entre la Russie et le Japon, au sujet de la Corée (11).

Le gouvernement japonais était dans l'impossibilité absolue de comprendre pourquoi la Russie, qui avait hautement déclaré n'avoir aucune intention d'annexer la Mandchourie ne serait pas disposé à admettre dans l'arrangement projeté l'insertion d'une clause qui était en complète harmonie avec ses propres principes, puisqu'elle avait manifestement déclaré vouloir respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine. Ce refus de la part de la Russie a d'autant plus démontré au gouvernement japonais la nécessité de l'insertion de la clause sixième.

Ayant présentement des intérêts commerciaux importants en Mandchourie et ayant la ferme conviction du développement ultérieur de ces intérêts, et

(11) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XVII.

de plus étant au point de vue politique plus intéressé encore à la Manchourie en raison de ses relations avec la Corée, le Japon ne pouvait en aucun cas reconnaître la Mandchourie comme étant entièrement en dehors de sa sphère d'intérêt. Ces raisons obligeaient le Japon à rejeter les propositions russes.

II) Le 8 octobre, le baron Komoura avait commencé à discuter avec le ministre de Russie au Japon, en prenant pour base les propositions du Japon et les contre-propositions russes, et en vue d'assurer si c'était possible, la reconnaissance, par la Russie, des principes fondamentaux exposés dans les propositions du Japon.

Le 16 octobre, le baron Komoura avait présenté au baron Rosen les propositions suivantes comme amendement aux contre-propositions russes.

Art. II. — Insérer, entre les mots *assistance* et à la *Corée*, le membre de phrase *y compris l'assistance militaire*. Remplacer le mot *civil* par le mot *intérieur*.

Art. III. — Entre les mots *géné* et *entreprise commerciale*, insérer les mots, le *développement des*. Remplacer *entreprise* par *activité* ; *prises* par *à prendre*, et *les protéger* par *protéger ses intérêts*.

Art. IV. — Reconnaissance du droit pour le Japon d'envoyer des troupes en Corée dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

Art. VI. — Engagement mutuel d'établir, sur la frontière coréo-mandchourienne, une zone neutre s'étendant... kilomètres de chaque côté, dans laquelle zone neutre, ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne fera entrer de troupes sans le consentement de l'autre.

Art. VII. — A effacer et à remplacer par les trois articles suivants :

7° Engagement de la part de la Russie de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie et de ne pas contrarier la liberté commerciale du Japon en Mandchourie.

8° Reconnaissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie et du droit pour la Russie de prendre telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de ses intérêts, aussi longtemps que ces mesures n'enfreindront pas les stipulations de l'article précédent.

9° Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction du chemin de fer en Corée, et du chemin de fer de l'Est chinois, lorsque ces chemins de fer auront été éventuellement prolongés jusqu'au Yalou.

Art. VIII. — Des contre-propositions russes à être numérotées art. (12).

Le résultat des discussions entre le baron Komoura et le baron Rosen sur les amendements aux contre-propositions russes était le suivant : Amendement aux articles II et VI acceptés *ad referendum*, arti-

(12) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXIII et N° XIX.

cle III accepté et article IV réservé pour discussions ultérieures. C'était pour l'article VII de l'amendement à l'article VII des contre-propositions russes qu'aucun accord n'avait pu être atteint, chacun insistant sur l'impossibilité d'accepter la proposition de l'autre. Le ministre de Russie soutenait : 1° que l'article VII russe était la seule compensation pour la Russie des concessions par elles faites au sujet de la Corée, et, 2° que l'admission des amendements japonais sur ce point serait contraire au principe sur lequel la Russie avait toujours insisté ; à savoir que la question concernant la Mandchourie était exclusive à la Russie et à la Chine et n'admettait pas l'intervention d'une tierce Puissance quelconque. Le baron Komoura soutenait : 1° que le Japon ne demandait à la Russie aucune concession par rapport à la Mandchourie, vu qu'il proposait simplement de voir confirmer, dans l'accord, le principe qui avait été spontanément, et à plusieurs reprises, affirmé par la Russie, et, 2° que le Japon possédait en Mandchourie, ses droits de traité et ses intérêts commerciaux et qu'il fallait qu'il obtienne de la Russie une garantie pour la sécurité de ses droits et intérêts, aussi bien que pour l'indépendance de la Corée, qui serait constamment menacée par une occupation définitive de la Mandchourie par la Russie (13).

Huit jours après, la Russie acceptait finalement *ad referendum* l'amendement japonais à l'arti-

(13) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XX.

cle IV. Concernant l'article VI, la proposition du Japon de fixer l'étendue de la zone neutre à cinquante kilomètres de chaque côté de la frontière avait été acceptée *ad referendum*. Quant à l'article VII, on n'avait pu arriver encore à aucun accord (14).

III) Le 30 octobre, le baron Komoura a présenté au baron Rosen ce qui suit, comme amendements définitifs du gouvernement impérial du Japon aux contre-propositions russes :

1° Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale des Empires de Chine et de Corée.

2° Reconnaissance, par la Russie, des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon de donner à la Corée avis et assistance y compris assistance militaire, destinée à améliorer l'administration de l'Empire de Corée.

3° Engagements de la part de la Russie de ne pas entraver le développement des activités commerciales et industrielles du Japon en Corée, et de ne pas s'opposer à des mesures quelconques prises dans le but de protéger ces intérêts.

4° Reconnaissance par la Russie du droit pour le Japon d'envoyer des troupes en Corée, dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

5° Engagement de la part du Japon de n'entre-

(14) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXI.

prendre sur les côtes de la Corée, aucun travail militaire capable de menacer la liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

6° Engagement mutuel d'établir, sur la frontière coréo-mandchourienne, une zone neutre s'étendant à 50 kilomètres de chaque côté, dans laquelle zone neutre ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'introduira de troupes sans le consentement de l'autre.

7° Reconnaissance par le Japon que la Mandchourie est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux, et reconnaissance par la Russie que la Corée est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux.

8° Reconnaissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie, et du droit pour la Russie de prendre telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de ses intérêts.

9° Engagement de la part du Japon, de ne pas contrarier les intérêts commerciaux et de résidence, et les immunités appartenant à la Russie, en vertu de ses engagements par traités avec la Corée, et engagements de la part de la Russie de ne pas contrarier les intérêts commerciaux et de résidence, et les immunités appartenant au Japon, en vertu de ses engagements par traités avec la Chine.

10° Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction du chemin de fer de la Corée et du chemin de fer de la Chine orientale, lorsque ces chemins de fer auront été éventuellement prolongés jusqu'au Yalou.

11° Le présent accord abrogera tous arrangé-

ments antérieurs entre le Japon et la Russie au sujet de la Corée (15).

Le lendemain, le baron Rosen déclara au baron Komoura que les propositions définitives présentées, par le gouvernement japonais, comme amendement aux propositions russes, dépassaient ses instructions, et que, le premier novembre, il télégraphierait à son gouvernement le texte complet desdites propositions, et demanderait de nouvelles instructions. Le siège des négociations avait encore une fois changé pour un moment à Saint-Pétersbourg.

§ IV

Les négociations à Saint-Pétersbourg en deuxième fois

D) Le 2 novembre, M. Kourino avait vu le ministre par intérim des affaires étrangères de la Russie, à cause de l'absence du comte Lamsdorff. Il lui dit, d'après l'ordre du baron Komoura, qu'en préparant les propositions en question le gouvernement japonais n'avait pas manqué de prendre en pleine considération les vœux du gouvernement russe. Il l'informait qu'en proposant un engagement conjoint de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine aussi bien que de la Corée, le gouvernement japonais demandait simplement une réaf-

(15) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXII.

firmation de déclarations déjà spontanément faites par la Russie et que lorsqu'on vit que la Russie était disposée à faire un pareil engagement au sujet de la Corée, on ne comprenait pas pourquoi la Chine serait exclue. Le gouvernement japonais était disposé à admettre que la question mandchourienne en tant qu'elle n'affectait pas ses droits et intérêts fut une question purement russo-chinoise ; mais le Japon avait dans cette région, des droits et intérêts étendus et importants, et le gouvernement japonais pensa qu'en déclarant que la Mandchourie était en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux, il était au moins autorisé à demander un engagement corrélatif, de la part de la Russie, de ne pas entraver les droits commerciaux et de résidence et les immunités appartenant au Japon, en vertu de ses engagements par traité avec la Chine. Il expliqua additionnellement, que l'incitation du gouvernement japonais qui avait été le point de départ des négociations actuelles, avait en vue une définition des intérêts spéciaux du Japon et de la Russie, dans les régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux Puissances entraient en contact. Le gouvernement japonais ne pouvait supposer que le gouvernement russe, en acceptant cette initiation désirerait — comme on pourrait l'inférer à l'article 7 de ses contre-propositions — restreindre la définition proposée exclusivement à la région dans laquelle le Japon possédait des intérêts spéciaux. En conclusion, M. Kourino lui demandait d'user de sa meilleure influence pour la solution satisfaisante de la question, vu que le gouvernement japonais fut

pleinement animé d'un esprit de conciliation (16).

Le 12 novembre, M. Kourino avait vu le comte Lamsdorff. Le comte dit que le baron Rosen avait reçu de l'Empereur l'ordre d'examiner avec l'amiral Alexieff, la dernière proposition du Japon, et d'y apporter des modifications, si c'était nécessaire ; il ajouta qu'en ce moment même, le baron Rosen et l'amiral Alexieff devaient être occupés à préparer les contre-propositions (cependant le baron Rosen informait le baron Komoura lorsqu'il l'avait vu le 21 novembre, qu'il avait reçu le 14 novembre, de l'amiral Alexieff un télégramme à cet effet, que l'amiral Alexieff avait déjà transmis les contre-propositions à Saint-Pétersbourg et qu'il n'avait reçu aucune instruction au sujet des contre-propositions).

Le comte dit qu'il pensait, pour sa part, que c'était la question de Mandchourie qui divisait les deux parties, vu qu'il avait dit dès le début, que le gouvernement russe considère toujours cette question comme exclusivement en question entre la Chine et la Russie, et qu'il devait être réservé à son gouvernement de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder ses très considérables intérêts en Mandchourie, au moyen d'un arrangement avec la Chine. M. Kourino lui expliqua que le Japon était toujours prêt à reconnaître les intérêts spéciaux et considérables que la Russie possède en Mandchourie, et qu'il n'avait aucune intention d'y porter atteinte ; mais que le Japon a eu le droit absolu de

(16) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXII et N° XXIV.

demander que l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine soient respectées, et les droits et intérêts du Japon dans cette région formellement garantis. Le comte répliqua que l'objection se rapportait à la forme plutôt qu'à la substance de la proposition. En Mandchourie, d'autres Puissances aussi avaient des droits et des intérêts, et la Russie ne pouvait entrer dans un arrangement spécial avec chacune de ces Puissances au sujet de la Mandchourie (17).

II) Le 21 novembre, M. Kourino avait vu le comte Lamsdorff, et après lui avoir exposé ce que le baron Rosen avait déclaré au baron Komoura le 21 novembre (v. ci-dessus I), il lui dit que d'après l'ordre du baron Komoura, le gouvernement japonais avait hâte de procéder aux négociations avec la plus grande rapidité possible, et il le pressait d'exercer son influence pour assurer le prompt envoi d'instructions au baron Rosen, afin que les négociations puissent être reprises et conclues sans délai. Le comte lui a dit que les modifications étaient déjà aux mains de l'Empereur ; mais ce dernier, en raison de la maladie de l'impératrice ne s'occupait d'aucune affaire ; de là le retard. A la fin de la conversation, M. Kourino demanda s'il ne pourrait obtenir quelque information au sujet des modifications proposées par l'amiral Alexieff. Le comte lui dit que le gouvernement russe était prêt à entrer en arrangement

(17) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXV.

immédiat avec le Japon au sujet de la Corée, même en faisant de larges concessions ; mais quant à la Mandchourie, la Russie avait une fois pris possession de ce pays par droit de conquête ; néanmoins, elle était disposée à la rendre à la Chine, mais avec certaines garanties assurant la sécurité des intérêts énormes que la Russie avait en Mandchourie. La Chine insistait toujours sur son refus de donner telles garanties ; il n'était pas possible pour la Russie d'arriver à un arrangement quelconque avec une tierce puissance concernant la Mandchourie, vu que la question existait exclusivement entre les deux pays concernés. M. Kourino dit alors que d'après la nature de la proposition du Japon, ce n'était pas l'intention de son gouvernement de s'immiscer dans les négociations directes entre les deux gouvernements concernés comme on a pu le voir par la première partie de l'article 7 de la dernière proposition du Japon ; mais le Japon ne défendait que l'indépendance et l'intégrité de la Chine, telles qu'elles avaient été à plusieurs reprises affirmées de la part de la Russie, et la sécurité pour les importants intérêts du Japon dans cette province. Ce ne fut pas dans le but de se mêler des affaires des deux Puissances concernées, mais uniquement pour prévenir les malentendus entre la Russie et le Japon au sujet de la province où ces deux Puissances avaient quelques intérêts ; et il ajouta que si en principe on pouvait arriver, sous une forme ou sous une autre à une telle entente, peut-être même des négociations entre la Russie et la Chine, pourraient-elles être plus facilement menées à bonne fin. Il dit qu'il s'attendait à

avoir une audience le 25 novembre à Skernevice et néanmoins, il n'avait pas vu l'*Empereur* le 25 novembre, à cause de la maladie de l'impératrice. Dans cette réunion, M. Kourino jugea, d'après le ton de la conversation du comte Lamsdorff, que les modifications proposées par l'amiral Alexieff ne seraient pas favorables à la proposition du Japon concernant la Chine et la Mandchourie (18).

III) Le 27 novembre, M. Kourino vit le comte Lamsdorff, parce qu'il avait reçu du baron Komoura l'ordre officiel suivant : « Comme le comte Lamsdorff s'attendait à avoir une audience de l'empereur le 25 courant, vous aviez instruction de voir le comte aussitôt que possible et de lui demander quelles mesures ont été prises au sujet d'instructions ultérieures à adresser au baron Rosen ». Cependant, sa visite était en vain. En recevant cette information, le baron Komoura a envoyé le 1^{er} décembre l'ordre officiel suivant à M. Kourino : « Le gouvernement japonais avait dès le début attaché la plus haute importance à une solution rapide des questions qui formaient en ce moment, le sujet des négociations entre le Japon et la Russie. Il lui semblait que, dans une affaire d'importance aussi vitale que celle qui occupait l'attention des cabinets de Tokio et de Saint-Pétersbourg, une conclusion prompte n'était inférieure en importance qu'à une conclusion satisfaisante. Logiquement, avec cette manière de voir, le gouver-

(18) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXVI et N° XXVII.

nement japonais en tout temps, pendant la marche des négociations s'était fait un devoir spécial de donner de prompts réponses à toutes les propositions du gouvernement russe.

Les négociations, maintenant, n'avaient pas duré moins de quatre mois, et elles n'étaient pas encore arrivées à un stade où l'issue finale puisse être prédite avec certitude. Dans ces circonstances, le gouvernement japonais ne pouvait qu'envisager avec de graves réflexions la situation dont les retards dans les négociations étaient grandement responsables. Vous aviez instruction de voir le comte Lamsdorff aussitôt que possible et de lui exposer les considérations précédentes dans telle forme et de telle manière que vos représentations en deviennent aussi impressionnantes que possible. Vous ajouteriez que le gouvernement japonais croyait rendre service à l'intérêt général en exposant au gouvernement russe, avec une pareille franchise l'état des choses.

Cette dépêche était remise par M. Kourino le 3 décembre, au comte Lamsdorff. Celui-ci avait l'audience de l'Empereur, et ce n'était que le 8 décembre qu'il avait envoyé son ordre impérial à l'amiral Alexieff et au baron Rosen à l'effet de continuer les négociations en conformité avec les contre-propositions de l'amiral Alexieff (19).

(19) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXI, N° XXXII et N° XXXIII.

§ V

*Les négociations sur la dernière proposition de la
Russie. (Les contre-propositions de
l'amiral Alexieff*

I) Le baron Rosen vit le baron Komoura le 11 décembre et, sous instruction de son gouvernement, lui avait présenté officiellement les contre-propositions suivantes du gouvernement russe, en réponse aux amendements définitifs du Japon, tels qu'ils étaient présentés par le baron Komoura au baron Rosen, le 3 octobre :

1° Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.

2° Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon d'assister la Corée de ses avis, dans le but d'améliorer l'administration civile.

3° Engagement de la part de la Russie de ne pas s'opposer au développement des activités industrielles et commerciales du Japon en Corée, ni à l'adoption des mesures pour la protection de ces intérêts.

4° Reconnaissance par la Russie du droit du Japon d'envoyer des troupes en Corée, dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

5° Engagement mutuel de ne se servir d'aucune partie du territoire coréen pour début stratégique et

de n'entreprendre sur le littoral coréen aucune travaux militaires de nature à menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée.

6° Engagement mutuel de considérer le territoire coréen au nord du 39° parallèle comme zone neutre, dans la limite de laquelle ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'introduirait de troupes.

7° Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction des chemins de fer de Corée et de la Chine orientale lorsque ces chemins de fer seront prolongés jusqu'au Yalou.

8° Abrogation de tous accords antérieurs entre la Russie et le Japon au sujet de la Corée (20).

Dans une entrevue avec le ministre de Russie, le 21 décembre, le baron Komoura a relevé la différence fondamentale, en fait de portée territoriale, entre les propositions premières du Japon et les nouvelles contre-propositions russes, et après avoir pleinement expliqué les raisons qui avaient conduit le gouvernement japonais à croire qu'il était désirable, dans l'intérêt général, de comprendre dans l'entente proposée toutes les régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux empires étaient en contact, il exprimait l'espoir que le gouvernement russe reviendrait sur son attitude dans cette partie de la question. Il lui donnait aussi pleine information au sujet des amendements que le gouvernement japonais

(20) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXIV.

jugeait nécessaire d'introduire dans les nouvelles contre-propositions de la Russie. En conséquence, dans le but d'écarter toute possibilité de malentendus de la part de la Russie, au sujet de l'attitude du gouvernement japonais, il envoyait une note verbale par dépêche, par l'intermédiaire de M. Kourino au comte Lamsdorff à l'effet suivant : Le gouvernement impérial a examiné avec grand soin et attention les nouvelles contre-propositions russes au 11 courant. Il regrette de reconnaître que le gouvernement impérial russe n'ait pas trouvé le moyen, dans ses propositions, de donner, à la portée de l'entente suggérée la même extension territoriale que celle qui était regardée comme essentielle par le Japon. Le gouvernement impérial, dans son invitation première adressée au gouvernement impérial russe en août dernier, s'est efforcé de rendre parfaitement clair qu'il désirait en vue d'écarter, de ses relations avec le gouvernement impérial russe, toute cause de malentendus futurs, faire entrer dans le domaine de l'arrangement proposé toutes ces régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux empires sont en contact ; et il ne saurait se convaincre qu'une pleine réalisation de ce désir puisse être espérée, si une grande et importante partie de ces régions est totalement exclue de la délibération. En conséquence, le gouvernement impérial se sent forcé de demander au gouvernement impérial russe de revenir sur son attitude à ce sujet ; et il espère que le gouvernement russe pourra trouver la voie nécessaire pour arriver à une solution satisfaisante de la question. Le gouvernement impérial trouve aussi

nécessaire de demander les amendements suivants aux nouvelles contre-propositions russes.

a) Lire ainsi l'article 2 : reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée, et du droit pour le Japon de donner à la Corée avis et assistance dans le but d'améliorer l'administration de l'empire de Corée.

b) Lire ainsi l'article 5 : engagement mutuel de n'entreprendre, sur le littoral coréen, aucun travail militaire susceptible de menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée.

c) Suppression de l'article 6.

Comme l'on ne saurait dire que la partie principale de ces amendements excède les modifications qui avaient été agréées *ad referendum* à Tokio, et comme le gouvernement impérial considère ces changements comme indispensables, on espère qu'ils trouveront le gouvernement impérial russe prêt à les agréer (21).

Le baron Komoura a parlé le 21 décembre dans le même sens au baron Rosen et M. Kourino a remis cette note au comte Lamsdorff, le 23 décembre, à 2 heures de l'après-midi, en formulant son désir d'une réponse prochaine le plus tôt possible. Le comte dit qu'il l'étudierait ensemble avec le rapport du baron Rosen, et qu'il ferait de son mieux pour envoyer la réponse russe à la date la plus rap-

(21) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXV.

prochée possible ; et il ajouta qu'il aurait à communiquer avec l'amiral Alexieff. En concluant, M. Kourino lui déclarait que, dans les circonstances actuelles, il y aurait danger possible qui pourrait amener de sérieuses difficultés, même des complications, si nous manquions d'arriver à une entente, et qu'il espérait que le comte userait de toute son influence pour atteindre la définition désirée (22).

M. Kourino a vu le comte Lamsdorff le 1^{er} janvier 1904, et lui a demandé si l'on avait fait quelque chose au sujet des dernières propositions du gouvernement impérial. Le comte a répondu qu'elles avaient été examinées, et il lui demanda d'assurer le baron Komoura que le baron Rosen recevrait bientôt des instructions à l'effet de continuer les négociations dans un esprit amical et de conciliation ; il ajouta aussi qu'il ne voyait pas de raison d'empêchement pour les deux empires d'arriver à une entente (23).

II) Le baron Rosen a remis, le 6 janvier, au baron Komura la réponse suivante du gouvernement russe aux deux dernières propositions du Japon datées du 21 décembre dernier : N'ayant pas d'objections aux amendements à l'article des contre-propositions russes, tels qu'ils ont été proposés par le gouvernement impérial japonais, le gouvernement impérial russe regarde comme nécessaire :

(22) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXVI.

(23) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXVII.

1° De maintenir le texte primitif de l'article 5, qui avait déjà été agréé par le gouvernement impérial japonais, c'est-à-dire, engagement mutuel de ne se servir d'aucune partie du territoire de la Corée dans les buts stratégiques et de n'entreprendre sur les côtes de Corée aucun travail militaire susceptible de menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée.

2° De maintenir l'article 6 concernant une zone neutre (cela dans le but même que le gouvernement japonais a également en vue, c'est-à-dire pour éliminer tout ce qui pourrait conduire à des malentendus dans l'avenir ; une zone semblable, par exemple à celle qui existe entre les possessions russes et britanniques dans l'Asie centrale.

Dans le cas où les conditions sus-mentionnées seraient agréées, le gouvernement impérial serait disposé à comprendre dans l'accord projeté un article de la teneur suivante : reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts, tandis que la Russie, dans la limite de cette province, ne gênera pas le Japon ni d'autres Puissances dans la jouissance des droits et privilèges par eux acquis en vertu de traités existant avec la Chine, à l'exclusion de l'établissement de résidence (24).

Il était impossible au Japon d'accepter ces conditions pour les raisons déjà exposées. On doit faire remarquer en outre que dans la réponse aucune

(24) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXVIII.

mention n'était faite en ce qui touche l'intégrité de la Chine en Mandchourie. Il est évident que la clause, telle qu'elle est proposée par la Russie, n'aurait aucune valeur pratique si elle n'était accompagnée d'une stipulation expresse concernant le respect de l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, puisque les droits résultant des traités ne coexistant qu'avec la souveraineté, l'absorption éventuelle de la Mandchourie par la Russie aurait annulé *ipso facto* tous ces droits et privilèges acquis en Mandchourie par toutes les Puissances en vertu de leurs traités avec la Chine.

Aussi le gouvernement japonais jugea-t-il indispensable d'obtenir de la Russie son consentement à la clause relative à l'intégrité de la Chine en Mandchourie et de demander la suppression de la restriction relative à l'établissement des quartiers étrangers (settlements) qui était en conflit manifeste avec le traité de commerce et de navigation supplémentaire que le Japon venait de signer avec la Chine.

En ce qui concerne la Corée, le gouvernement japonais a dû maintenir ses amendements, ne voyant aucune possibilité de faire d'autre concession. Il a donc de nouveau demandé au gouvernement russe de vouloir bien considérer toute la question avec toutes ses difficultés.

Le baron Komoura communiqua les vucs du gouvernement impérial japonais au baron Rosen, le 13 janvier, à l'effet suivant : Le gouvernement impérial, dans le but d'arriver à une solution pacifique des questions pendantes, et d'établir fermement

la base de bonnes relations entre le Japon et la Russie et, additionnellement en vue de protéger les droits et intérêts du Japon, a examiné avec le plus grand soin et de la façon la plus sérieuse la réponse du gouvernement impérial russe qui a été remise le 6 courant par Son Excellence le baron Rosen. Il est arrivé finalement à la conclusion que les modifications suivantes sont nécessaires, à savoir :

1° Suppression de la première clause de l'article 5 des contre-propositions (présenté au gouvernement japonais le 11 décembre par le baron Rosen), c'est-à-dire, « de ne se servir d'aucune partie du territoire coréen dans des buts stratégiques ».

2° Suppression de tout l'article 6 concernant l'établissement d'une zone neutre.

3° Acceptation de la proposition russe concernant la Mandchourie avec les modifications suivantes :

a) Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts, et engagement de la part de la Russie de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie.

b) La Russie, dans les limites de la Mandchourie n'entravera pas le Japon, ni d'autres Puissances, dans la jouissance de droits et privilèges par eux acquis en vertu des traités existant avec la Chine.

c) Reconnaissance par la Russie de la Corée et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts.

4° Addition dans l'article à l'effet suivant : recon-

naissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie et du droit pour la Russie de prendre des mesures nécessaires pour la protection de ses intérêts.

Les motifs de ces amendements ayant été fréquemment et pleinement exposés dans des occasions antérieures, le gouvernement impérial ne croit pas nécessaire de répéter ses explications. Il lui suffit ici d'exprimer sa sérieuse espérance du nouvel examen de la part du gouvernement impérial russe.

De plus, il devrait être remarqué que la suppression de la clause excluant l'établissement de résidence en Mandchourie est désirée, parce qu'elle est en contradiction avec les stipulations du nouveau traité de commerce entre le Japon et la Chine. A cet égard, néanmoins, le Japon sera satisfait s'il reçoit un traitement égal à celui d'une autre Puissance qui a déjà acquis des droits semblables par rapport à des résidences en Mandchourie. La déclaration de la réponse russe que le gouvernement japonais a accepté, le texte primitif de l'article V des contre-propositions russes est erroné, aucune acceptation de ce genre n'ayant jamais été exprimée par le gouvernement impérial.

Les amendements sus-mentionnés étant proposés par le gouvernement impérial tout à fait dans un esprit de conciliation, on s'attend à ce qu'ils soient accueillis dans le même esprit par le gouvernement impérial russe ; et le gouvernement impérial, de plus, espère une prompte réponse du gouvernement impérial russe, attendu qu'un nouveau retard dans

la solution de la question (25) sera extrêmement désavantageux pour les deux pays.

M. Kourino a vu le comte Lamsdorff, le 24 janvier, et lui a demandé d'après l'ordre officiel du baron Komoura, ses vues par rapport aux dernières propositions du Japon, et, aussi, à quelle époque la réponse russe serait remise. Le comte n'était pas disposé à entrer dans des détails, mais il lui dit qu'il y avait certains points qu'il ne pourrait accepter. Il espérait exposer son avis devant l'Empereur le mardi suivant, 26 janvier, et pensait pouvoir envoyer réponse avant longtemps. M. Kourino a vu aussi M. de Hartwig. Celui-ci lui a dit que le département des affaires étrangères était encore en communication avec l'amiral Alexieff, et il ne pouvait dire dans combien de temps une réponse pourrait être envoyée au Japon (26).

§ VI

La dernière époque des négociations

I) Comme nous avons vu au-dessus, le gouvernement impérial du Japon a insisté à plusieurs reprises auprès du gouvernement russe pour obtenir une prompte réponse à sa dernière note, mais la Russie,

(25) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXIX.

(26) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXX et N° XXXXI.

loin de donner la réponse demandée, n'a même pas voulu indiquer la date de sa remise. Tandis que le gouvernement japonais, durant tout le cours de cette longue négociation, animé de principes de modération et d'impartialité, n'a donné au gouvernement russe autre chose que la simple connaissance des principes qu'il a déclarés volontairement et, à plusieurs reprises, le gouvernement russe a persisté à refuser d'accéder aux justes revendications du Japon et a retardé indûment ses réponses tout en faisant continuellement ses préparatifs de guerre sur terre et sur mer. En effet, de grandes forces militaires russes étaient déjà concentrées sur la frontière coréenne.

Le baron Komoura envoya par dépêche le 26 janvier, l'ordre officiel suivant à M. Kourino : Comme la situation n'admet pas de retard indéfini dans le règlement des questions impliquées, vous chercherez à avoir à la première occasion, une entrevue avec le comte Lamsdorff, et vous lui déclarerez, comme instruction de votre gouvernement que, dans l'opinion du gouvernement impérial, une prolongation ultérieure de l'état présent des choses étant destinée à accentuer la gravité de la situation, il espère sérieusement qu'il sera honoré d'une prompte réponse, et désire savoir à quel moment il peut s'attendre à recevoir cette réponse (27).

Le comte Lamsdorff a vu M. Kourino le 27 janvier, et lui a dit que les ministres de la guerre et de

(27) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXII.

la marine et autres autorités concernées devaient se réunir le 28 janvier pour examiner la question, et que leur décision serait soumise à l'Empereur pour sanctionner ; il remarqua que l'amiral Alexieff avait eu l'intention de venir à Saint-Pétersbourg ; mais que cette idée était maintenant abandonnée, et que son opinion serait bientôt reçue par télégraphe. Dans ces circonstances, dit-il, il ne pouvait donner la date exacte à laquelle la réponse serait remise ; mais il pouvait dire qu'elle ne serait pas beaucoup retardée. Il ajouta qu'il avait reçu des rapports de source officielle à cet effet, que le Japon avait envoyé une quantité considérable de troupes, de munitions et de matériel de guerre en Corée, et il lui demanda si celui-ci pouvait lui donner une explication à ce sujet. M. Kourino répondit simplement qu'il ne connaissait aucun fait de ce genre, et qu'il regrettait de ne pouvoir lui donner l'explication. Le comte ajouta qu'une pareille action de la part du Japon causait une très mauvaise impression, alors que les deux gouvernements étaient engagés sérieusement dans des négociations si importantes (28).

Le baron Komoura a envoyé un ordre officiel à M. Kourino en recevant son rapport à l'effet précédent ; c'était ainsi : En référence à votre télégramme du 26 courant, vous verrez le comte Lamsdorff à la première occasion et lui direz que vous avez été autorisé à démentir positivement le rapport disant que le Japon a envoyé en Corée une quantité considéra-

(28) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXXIII.

ble de troupes, de munitions et de matériel de guerre. En fait, il n'a pas été récemment envoyé de troupes en Corée, et il n'y a pas été envoyé de munitions au-delà de la quantité requise pour l'usage ordinaire des troupes japonaises stationnées en Corée. Vous lui demanderez ensuite si le rapport suivant lequel des troupes russes sont concentrées sur la frontière de Corée est exact ; dans ce cas, vous lui direz qu'un pareil mouvement militaire doit être hautement désapprouvé. Enfin, vous lui demanderez s'il ne peut vous faire connaître, pour votre information personnelle, la nature de la décision prise à la conférence proposée des ministres, le 28 janvier, et s'il peut indiquer la date approximative à laquelle la réponse russe doit être donnée (29).

II) Dans la réunion du 28 janvier, le comte Lamsdorff était satisfait de l'explication japonaise sur la question de l'envoi de troupes, etc. Quant à la question concernant la centralisation des troupes près du Yalou, il ne croyait pas que ce soit vrai ; il a fait remarquer que de pareils rapports de journaux étaient très regrettables. M. Kourino cherchait à obtenir des informations au sujet de la décision de la réunion ministérielle de ce jour. Le comte répondit qu'il ne lui était pas possible de dire quoi que ce soit à ce sujet, vu que la décision ne serait pas envoyée à l'Empereur et que, jusqu'à ce que les ministres respectifs aient été reçus par l'Empereur, au sujet de

(29) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXIV.

cette question, rien ne saurait être dit définitivement. Il déclara que le grand-duc Alexis et le ministre de la marine devaient être reçus en audience lundi prochain, le ministre de la guerre et lui-même, mardi ; il pensa qu'une réponse serait prochainement envoyée à l'amiral Alexieff. M. Kourino insista sur l'urgente nécessité d'accélérer autant que possible l'envoi d'une réponse, attendu qu'une prolongation ultérieure de la situation actuelle était non seulement peu désirable, mais vraiment dangereuse. Il ajouta que, pendant tout ce temps, le monde était rempli de rumeurs et qu'il espérait que le comte ferait des démarches spéciales, de manière à ce qu'une réponse fut envoyée à une date plus rapprochée que celle mentionnée. Il répondit qu'il connaissait parfaitement la situation actuelle des choses, mais que les dates d'audience étant fixées comme ci-dessus, il n'était pas possible maintenant de les changer ; et il répéta qu'il ferait de son mieux pour envoyer la réponse le mardi suivant (le 2 février 1904) (30).

M. Kourino a vu le comte Lamsdorff, le 31 janvier et lui déclara, d'après l'ordre officiel du baron Komoura, en substance, dans le sens suivant : Le gouvernement impérial du Japon, étant pleinement convaincu du sérieux désavantage de la prolongation ultérieure de la situation actuelle, pour les deux Puissances concernées, espérait pouvoir recevoir la réponse du gouvernement russe plus tôt qu'à la date mentionnée par le comte Lamsdorff. Mais comme il

(30) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXV.

paraît cependant que la réception, de la réponse à une date plus rapprochée, n'est pas possible, le gouvernement impérial désire savoir s'il sera honoré de cette réponse à la date mentionnée par le comte Lamsdorff, c'est-à-dire mardi prochain ou, dans le cas où ce ne serait pas possible, quelle sera la date exacte à laquelle la réponse devra être donnée.

Le comte avoua qu'il appréciait pleinement la gravité de la situation présente et qu'il désirait certainement envoyer une réponse aussi vite que possible ; mais la question était très sérieuse et ne saurait être traitée légèrement. En somme, il faudrait mettre en harmonie les opinions des ministres et de l'amiral Alexieff ; de là le retard possible. Quant à la date de l'envoi d'une réponse, dit-il, il ne lui était pas possible de donner la date exacte, vu que cela dépend entièrement de la décision de l'Empereur ; néanmoins, il ne manquerait pas de faire ses efforts pour hâter la chose (31).

Le gouvernement japonais, animé du désir le plus sincère de la paix, a montré la plus grande patience jusqu'à ce jour. Mais il se vit maintenant, bien à contre-cœur, forcé par l'action de la Russie à renoncer à tout espoir de conciliation et à rompre ses négociations.

(31) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXVI et N° XXXVII.

§ VII

La rupture des relations diplomatiques

Au commencement de février 1904, le cabinet japonais, sentant bien que la paix ne pourrait être de longue durée et se rendant bien compte de la gravité de la situation, ne restait pas inactif. Ce fut, dans une réunion du Conseil des Anciens et du Conseil des Ministres qui se tint dans l'après-midi du 4 février, sous la présidence de l'Empereur, que fut résolu la rupture des négociations et celle des relations diplomatiques entre les deux Puissances, et que furent arrêtées les mesures à prendre. On y décida alors d'entrer de suite en guerre avec la Russie. Et, cette résolution prise, les autorités diplomatiques et militaires commencèrent aussitôt à agir chacun de leur côté.

1) Ainsi une note officielle qui était généralement considérée comme un ultimatum fut envoyée vers deux heures un quart de l'après-midi, le 5 février, par le gouvernement du Japon à son représentant à Saint-Pétersbourg, M. Kourino. Cette note était remise le 6 février à 4 heures de l'après-midi par M. Kourino au comte Lamsdorff ; elle était, le même jour, adressée au baron Rosen, représentant de la Russie à Tokio. Voilà deux textes des instructions qui étaient adressée par le ministre des affaires étrangères, le baron Komoura, à son représentant à Saint-Pétersbourg, M. Kourino :

« Monsieur le baron Komoura à Monsieur Kourino (télégramme).

Tokio, le 5 février 1904, 2 h. 1/4 de l'après-midi.

Une prolongation ultérieure de la situation présente étant inadmissible, le Gouvernement Impérial a décidé *de terminer les négociations pendantes et de prendre telle action indépendante qu'il pourra juger nécessaire pour défendre sa situation menacée et protéger ses droits et ses intérêts*. En conséquence, vous avez instruction d'adresser au comte Lamsdorff, immédiatement après réception du présent télégramme, une note signée à l'effet suivant :

Le gouvernement de S. M. l'Empereur du Japon regarde l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Corée comme essentielle à son propre repos et à sa propre sécurité, et, en conséquence, il ne saurait voir avec indifférence aucune action tendant à rendre la situation de la Corée mal assurée.

Les rejets successifs par le Gouvernement Impérial russe, au moyen d'amendements inadmissibles, des propositions du Japon au sujet de la Corée, dont le Gouvernement Impérial regardait l'adoption comme indispensable pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Corée, et pour sauvegarder les intérêts prépondérants du Japon dans la péninsule, combinés avec les refus successifs du Gouvernement Impérial russe de prendre des engagements à l'effet de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie qui est sérieusement menacée par son occupation continue de cette province, malgré ses engagements de traiter

avec la Chine et ses assurances répétées à d'autres Puissances possédant des intérêts dans ces régions ont rendu nécessaire, pour le Gouvernement Impérial, d'examiner sérieusement quelles mesures de légitime défense il est obligé de prendre.

En présence de délais qui restent grandement inexpliqués et d'activités navales et militaires qu'il est difficile de concilier avec des desseins entièrement pacifiques, le Gouvernement Impérial a fait preuve, dans les négociations pendantes, d'un degré de patience qui, dans son opinion, fournit la preuve de son loyal désir d'écarter de ses relations avec le Gouvernement Impérial russe, toute cause de futurs malentendus. Mais ne trouvant dans ses efforts aucune perspective de s'assurer, de la part du Gouvernement Impérial russe, une adhésion, soit aux propositions modérées et désintéressées du Japon, soit à toute autre proposition susceptible de rétablir en Extrême-Orient une paix ferme et durable, le Gouvernement Impérial n'a pas d'autre alternative que de terminer les futiles négociations actuelles.

En adoptant cette mesure, le Gouvernement Impérial *se réserve le droit de recourir à telle action indépendante qu'il pourra estimer la meilleure pour consolider et défendre sa situation menacée, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes.* Le soussigné, etc... (32).

Monsieur le baron Komoura à Monsieur Kourino (télégramme).

(32) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXVIII.

Tokio, le 5 février 1904, 2 h. 1/4 de l'après-midi.

Vous avez instruction adressée au comte Lamsdorff, en même temps que la note mentionnée dans mon télégramme précédent, une note signée à l'effet suivant :

Le soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon a l'honneur, en exécution d'instructions de son gouvernement, de faire connaître à Son Excellence, le Ministre des Affaires étrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, que le Gouvernement Impérial du Japon, ayant épuisé sans résultat tous les moyens de conciliation, en vue d'écarter de ses relations avec le Gouvernement Impérial russe toute cause de complication future, et voyant que ses justes représentations et ses propositions modérées et désintéressées dans l'intérêt d'une paix ferme et durable en Extrême-Orient, ne reçoivent pas la considération qui leur est due, a résolu *de rompre ses relations diplomatiques* avec le Gouvernement Impérial russe qui, pour la raison exposée, ont cessé d'avoir aucune valeur.

A l'exécution ultérieure de l'ordre de son gouvernement, le soussigné a aussi l'honneur d'annoncer à Son Excellence le comte Lamsdorff que c'est son intention de quitter Saint-Pétersbourg, avec le personnel de la légation impériale, à la date du.....

Le soussigné, etc..... » (33).

(33) V. Corresp. concernant les nég. entre le Japon et la Russie (1903-1904), N° XXXIX.

II) On ne s'était pas montré moins actif dans l'armée et dans la marine. Le 4 février, au soir, commençait la mobilisation de l'armée. Dans la nuit du 4 au 5, à minuit vingt, la douzième division à Kōkoura recevait l'ordre impérial d'expédier un détachement extraordinaire en Corée, et ce détachement s'embarqua sur un transport militaire dans le port de Sasébo, le 6 février à une heure du matin. Les escadres stationnant à Sasébo étaient de leur côté, averties d'avoir à escorter le transport militaire et de se rendre à Tchémoulpo. En même temps, l'Empereur adressait au ministre de la marine et au ministre de la guerre un rescrit à cet effet.

« La paix en Extrême-Orient étant notre plus cher désir, nous avons depuis l'an dernier chargé notre gouvernement de négocier avec la Russie au sujet de la Chine et de la Corée, mais nous constatons aujourd'hui que le gouvernement russe ne tient nullement à cette paix. L'intégralité des territoires de la Chine et de la Corée est liée très étroitement à l'indépendance et à la protection du Japon. C'est pour cette raison que nous avons ordonné à notre gouvernement de rompre les négociations avec la Russie et de reprendre notre liberté d'action pour assurer notre indépendance et notre sécurité. Nous connaissons votre loyalisme et votre bravoure et nous nous reposons sur eux pour arriver au but que nous nous proposons d'atteindre pour la gloire de notre Empire ».

On envoyait également à la flotte alors à Sasébo, l'ordre de lever l'ancre le plus tôt possible pour aller à la recherche de la flotte russe. Ainsi ce fut exacte-

ment le 6 à sept heures du matin que l'escadre combinée de l'Empire, sous le commandement du vice-amiral Togo, quitta Sasébo pour se diriger vers le détroit du Petchili, en détachant quelques navires au large de Tchemulpo, pour protéger les transports destinés à ce port. Le même jour, les vaisseaux de l'Empire *Saï-Yen* et *Heï-Yen* firent capituler les bateaux russes *Ekaterinoslaw* et *Mukden*. Le lendemain, les bâtiments japonais *Tatsouta* et *Azouma* firent capituler les bateaux russes *Russia* et *Argoon* dans la mer coréenne. Le 8 février, le gouvernement impérial notifia aux Puissances tierces, la rupture des relations diplomatiques avec la Russie. Et c'est en ce même jour que l'amiral Ouriou arriva à Chemulpo avec son escadre et que les torpilleurs japonais attaquèrent à Port-Arthur, vers 11 heures du soir, les grands bâtiments russes *Tzeasarevitch*, *Retvison* et *Pallada*. Enfin, le 10 février, l'empereur du Japon déclara la guerre à ses nationaux dans sa *Parole Impériale* et M. Kourino, ministre plénipotentiaire du Japon à Saint-Pétersbourg quitta la capitale russe.

Tels sont les points principaux des relations entre le Japon et la Russie au début de la guerre de 1904. Nous ajouterons maintenant quelques documents publiés par les gouvernements des deux parties au commencement de la guerre pour expliquer leur situation.

Le *Messenger du Gouvernement* a publié le 9 février, la communication suivante, relative à la situation en Extrême-Orient.

« Le gouvernement de Tokio s'est adressé l'année

dernière au gouvernement impérial sous le prétexte d'établir l'équilibre politique et un ordre plus stable sur les rivages de l'Océan Pacifique. Il proposa une révision des traités en vigueur avec la Corée. Le gouvernement impérial y consentit, et, comme les fonctions de vice-roi d'Extrême-Orient venaient d'être créées en ce moment, leur titulaire, l'aide de camp général Alexieff, fut chargé d'élaborer un projet contenant les bases d'une nouvelle entente avec le Japon.

« On lui adjoignit, dans cette tâche, le ministre de Russie à Tokio, lequel avait à conduire les négociations avec le gouvernement japonais. Bien que les échanges de vues, sur cette question, avec le cabinet japonais eussent revêtu un caractère amical, la haute société japonaise, la presse locale, la presse étrangère essayèrent de toutes les façons de créer parmi la population japonaise un état d'esprit belliqueux et d'amener le gouvernement à entrer en conflit armé avec la Russie.

« Sous l'influence de cet état d'esprit, le cabinet de Tokio commença à formuler dans les négociations des exigences de plus en plus grandes et en même temps prit les mesures les plus sévères pour se tenir prêt à une guerre.

« Le gouvernement impérial russe ne refusa pas, par cela même, de reconnaître, pour la durée de son occupation en Mandchourie, la souveraineté de l'empereur de Chine dans ce pays, non plus que les privilèges que des Puissances se sont assurés dans cette région par des traités conclus avec la Chine ;

sur ce point, une déclaration conforme a déjà été faite aux cabinets étrangers.

« Le gouvernement impérial de Russie avait donc le droit de compter, lorsqu'il chargeait son représentant à Tokio de remettre sa réponse aux dernières propositions du Japon, que le Cabinet de Tokio comprendrait toute l'importance des considérations développées ci-dessus et apprécierait le désir manifesté par la Russie d'aboutir à une entente pacifique avec le Japon.

« Au lieu de cela, le gouvernement japonais a décidé, sans même attendre cette réponse, de rompre les négociations et de cesser ses relations diplomatiques avec la Russie.

« Le gouvernement impérial, en rejetant sur le Japon la responsabilité entière de toutes les conséquences qui peuvent résulter de cette manière d'agir, attendra le développement des événements et prendra, dès qu'il y sera contraint, les mesures les plus énergiques pour la protection de ses droits et de ses intérêts en Extrême-Orient.

« Néanmoins, la Russie était animée d'un désir sincère de voir maintenir la paix en Extrême-Orient ; aussi accorda-t-elle aux manifestations du Cabinet de Tokio toute l'attention voulue, dans la mesure où ses droits et ses intérêts incontestables le permettaient, et se déclara-t-elle prête, sur la base des conditions d'une entente, à reconnaître au Japon une situation privilégiée, au point de vue commercial et économique, dans la péninsule coréenne, et à lui concéder le droit de protéger cette

situation par des moyens militaires au cas de troubles dans ce pays.

« En même temps, et malgré cela, la Russie se tenant fermement sur la base du principe primordial de sa politique regardant la Corée dont l'indépendance et l'intégrité ont été garanties par les conventions antérieures avec le Japon et par des traités avec d'autres Puissances, insista :

1° Pour une garantie réciproque et sans conditions de ce principe primordial ;

2° Pour un engagement de n'employer aucune partie de la Corée à des buts stratégiques, car la permission donnée à une puissance étrangère d'agir de cette sorte serait en contradiction directe avec le principe de l'indépendance de la Corée ;

3° Pour le maintien d'une entière liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

« Le projet qui fut élaboré dans ce sens ne satisfît point le gouvernement japonais, qui, dans ses dernières propositions, non seulement refusa d'accepter les conditions considérées comme une garantie de l'indépendance de la Corée, mais qui, en même temps, insista que dans ledit projet fussent insérées des clauses concernant la Mandchourie.

De pareilles exigences de la part du Japon ne pouvaient naturellement être admises. La question de la situation de la Russie en Mandchourie regarde avant tout la Chine elle-même, et ensuite aussi toutes les Puissances qui ont des intérêts commerciaux en Chine ; par suite, le gouvernement impérial de Russie n'a absolument pu apercevoir aucun motif pour accepter l'insertion, dans un traité particulier

avec le Japon, concernant les affaires coréennes de n'importe quelles conditions au sujet du territoire occupé par les troupes russes ».

2) Le 8 février, le gouvernement japonais a envoyé à tous ses représentants à l'étranger une note-circulaire pour expliquer officiellement et justifier l'attitude prise à l'égard de la Russie. Voici le passage le plus important de ce document : « M. Kourino, se conformant aux instructions de son gouvernement, a fait, le 5 courant, au comte Lamsdorff, une notification dans le sens suivant :

« L'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Coréen étant regardées par le gouvernement japonais comme absolument essentielles à la sécurité et à la tranquillité de son pays, le gouvernement ne peut pas voir avec indifférence une action quelconque tendant à mettre en péril la situation de la Corée.

« Le gouvernement russe, par le moyen d'amendements inacceptables, a rejeté successivement les propositions du Japon au sujet de la Corée, dont l'adoption était considérée par le gouvernement japonais comme indispensable pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Coréen, et pour sauvegarder les intérêts prépondérants du Japon dans la péninsule.

« Cette attitude du gouvernement russe unie à ses refus successifs de ne prendre aucun engagement relativement à l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, qui est sérieusement menacée par l'occupation continue de cette province par la Russie (malgré les engagements pris dans

ses traités avec la Chine et ses assurances répétées à d'autres Puissances ayant des intérêts dans les mêmes régions), a fait au gouvernement japonais une nécessité de considérer sérieusement quelles mesures de défense personnelle il était appelé à prendre en présence des retards apportés par le gouvernement russe dans les négociations pendantes, retards qui restent en grande partie inexpliqués, et en présence aussi de son activité navale et militaire, difficile à concilier avec un objectif entièrement pacifique.

« Dans les négociations pendantes, le gouvernement japonais a fait preuve d'une somme de patience qui donne abondamment, croit-il, la preuve de son loyal désir d'éloigner des relations du Japon avec la Russie toute cause de malentendus futurs. Mais ne voyant, au bout de ses efforts, aucune perspective d'obtenir du gouvernement russe une adhésion, soit aux propositions modérées et désintéressées du Japon, soit à aucune autre proposition de nature à établir une paix ferme et durable en Extrême-Orient, le gouvernement japonais n'a pas d'autre alternative maintenant que celle de terminer ces futiles négociations.

« En adoptant cette ligne de conduite, le gouvernement japonais se réserve le droit d'agir d'une façon indépendante et comme il le jugera le mieux pour consolider et défendre la position menacée du Japon, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes ».

En communiquant ce qui précède au comte Lams-

doff, M. Kourino a aussi notifié au ministre des affaires étrangères russe la déclaration suivante :

« Le gouvernement japonais ayant épuisé en vain tous les moyens de conciliation dans le but d'écarter des relations des deux pays toute cause de complications futures, et estimant que ses justes représentations et ses propositions modérées et désintéressées faites dans l'intérêt d'une paix permanente en Extrême-Orient, ne reçoivent pas du gouvernement russe la considération qui leur est due, a résolu de rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement russe, ces relations ayant cessé pour les raisons données, de posséder une valeur quelconque ».

Ensuite, M. Kourino a annoncé au comte Lamsdorff que, conformément aux instructions de son gouvernement, il avait l'intention de quitter Saint-Pétersbourg à bref délai, avec le personnel de la légation.

3) La légation japonaise à Paris a en outre communiqué aux journaux la note suivante, exposant les négociations qui ont précédé la guerre et les raisons qui l'ont décidé à engager les hostilités.

L'indépendance et l'intégrité territoriale de la Corée étant absolument indispensables pour la sécurité même du Japon, le gouvernement japonais avait l'impérieux devoir de veiller à ce qu'aucun acte pouvant menacer la position de la Corée ne put être commis dans ces parages.

L'occupation de la Mandchourie par la Russie était un de ces actes que le Japon ne pouvait regarder avec indifférence, car le jour où cette région de la Chine aurait été définitivement annexée par la

Russie, c'en était fait de l'indépendance de la Corée.

Se basant sur les engagements que le gouvernement russe avait pris par traité envers la Chine ainsi que sur les assurances réitérées données par la Russie d'évacuer la Mandchourie et désirant établir une paix solide et durable en Extrême-Orient par des négociations directes avec le gouvernement russe, le gouvernement japonais a fait des ouvertures au cabinet de Saint-Pétersbourg vers la fin du mois de juillet 1903, dans le but d'arriver à un arrangement amical concernant les intérêts mutuels, tant en Mandchourie qu'en Corée.

Le gouvernement russe ayant donné son adhésion aux vues exprimées par le gouvernement japonais, le Japon a présenté à la Russie, par l'intermédiaire de son représentant à Saint-Pétersbourg, les bases d'un arrangement dont les points essentiels étaient les suivants :

1° Engagement mutuel de respecter l'indépendance de la Chine et de la Corée.

2° Engagement mutuel de maintenir, pour toutes les nations dans ces régions le principe de l'égalité de traitement en matière de commerce et d'industrie.

3° Reconnaissance réciproque des intérêts prépondérants du Japon en Corée et des intérêts spéciaux de la Russie en ce qui concerne ses entreprises de chemin de fer en Mandchourie ; et reconnaissance mutuelle des droits respectifs du Japon et de la Russie, de prendre les mesures nécessaires pour la protection des intérêts sus-mentionnés, sans toutefois porter atteinte aux principes de l'article 1.

4° Reconnaissance par la Russie du droit exclusif

du Japon de donner des conseils et de prêter assistance à la Corée pour améliorer son administration.

5° Engagement de la part de la Russie de ne pas s'opposer à l'extension éventuelle du chemin de fer coréen dans la Mandchourie du sud et à la jonction de la dite ligne avec le chemin de fer chinois et celui Tchang-Hai-Kwan et Nion-Tchouang.

Dans l'origine, le gouvernement japonais désirant que les négociations eussent lieu à Saint-Pétersbourg directement entre son représentant et le ministre des affaires étrangères de Russie, afin de faciliter la marche desdites négociations et d'accélérer autant que possible la solution de la question. Mais comme le gouvernement russe a absolument refusé de négocier à Saint-Pétersbourg, à cause, disait-il, des voyages du tsar à l'étranger et de différentes autres raisons, on se décida à poursuivre les négociations à Tokio. Ce n'est que le 3 octobre que le gouvernement russe présenta ses contre-propositions au Japon. Dans ces contre-propositions, la Russie refusait l'engagement de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, ainsi que de stipuler le maintien du principe de l'égalité de traitement en matière de commerce et d'industrie pour toutes les nations en Chine ; elle a en même temps demandé au Japon de déclarer la Mandchourie et son littoral comme étant entièrement en dehors de sa sphère d'intérêts. En outre, la Russie a demandé à introduire diverses restrictions à la liberté d'action du Japon en Corée. Ainsi, tout en reconnaissant au Japon, d'une part, le droit d'envoyer des troupes en cas de nécessité pour la protection

de ses intérêts en Corée, elle lui refusait le droit de faire usage de toutes les parties de cette péninsule dans des buts stratégiques. Mais ce n'était pas tout. La Russie demandait même l'établissement d'une zone comprenant toute la partie de la Corée au nord du trente-neuvième degré, c'est-à-dire un tiers de tout le territoire coréen.

Le gouvernement japonais était dans l'impossibilité absolue de comprendre pourquoi la Russie, qui avait hautement déclaré n'avoir aucune intention d'annexer la Mandchourie, ne serait pas disposée à admettre dans l'arrangement projeté, l'insertion d'une clause qui était en complète harmonie avec ses propres principes si manifestement déclarés de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine. Ce refus de la part de la Russie a d'autant plus démontré au gouvernement japonais la nécessité de l'insertion de cette clause. Ayant présentement des intérêts commerciaux importants en Mandchourie et ayant la ferme conviction du développement ultérieur de ces intérêts, et, de plus, étant au point de vue politique plus intéressée encore à la Mandchourie en raison de ses relations avec la Corée, le Japon ne pouvait en aucun cas reconnaître la Mandchourie comme étant entièrement en dehors de sa sphère d'intérêts.

Ces raisons obligèrent le Japon à rejeter les propositions russes sur ce point.

Le gouvernement japonais, en exposant au gouvernement russe les raisons qui viennent d'être énumérées, introduisit sur d'autres points des amendements nécessaires aux contre-propositions russes. Il

a proposé en outre, en ce qui concerne la zone neutre, dans le cas où une pareille zone serait jugée nécessaire, de l'établir sur les deux côtés de la frontière coréo-mandchourienne avec une étendue égale de 50 kilomètres de chaque côté.

Après de longues délibérations entre le ministre des affaires étrangères du Japon et le représentant de la Russie à Tokio, le Japon présenta à la Russie ses amendements définitifs le 13 octobre.

Le gouvernement japonais, après avoir fait des démarches réitérées auprès du gouvernement russe eut enfin une réponse le 11 décembre. Dans cette réponse, la Russie supprimait toutes les clauses concernant la Mandchourie et faisait de la convention projetée un arrangement purement coréen ; et maintenait ses propositions originales relativement à la clause de non usage de toutes les parties de la Corée dans les buts stratégiques et à la création d'une zone neutre.

L'exclusion de la Mandchourie de la convention projetée étant entièrement contraire à l'objet original et essentiel des négociations pendantes dont le but était d'écarter dans l'avenir toutes causes de malentendus et de conflits, au moyen d'un arrangement franchement amical concernant les intérêts des deux pays en Mandchourie et en Corée, le gouvernement japonais a demandé au gouvernement russe de reconsidérer la question et a proposé l'abolition de la restriction relative à l'usage du territoire coréen dans des buts stratégiques et la suppression totale de la zone neutre, en se fondant sur ce motif que si la Russie était opposée à la

création d'une pareille zone neutre en Mandchourie, il n'y avait aucune raison à la créer en Corée.

La dernière note russe a été reçue le 6 janvier 1904. Dans cette réponse, la Russie consentait à insérer une clause ainsi conçue :

Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts et engagement de la part de la Russie de ne pas porter atteinte, dans les limites de cette province, aux droits et privilèges acquis par le Japon et les autres Puissances, en vertu des traités existant entre la Chine et ces Puissances, à l'exclusion toutefois de l'établissement des quartiers étrangers (settlements).

Mais cette clause ne devait être admise par la Russie que si le Japon acceptait les clauses relatives à la zone neutre et au non usage du territoire coréen dans des buts stratégiques.

Il était impossible au Japon d'accepter ces conditions, pour les raisons déjà exposées. On doit faire remarquer en outre que, dans la réponse russe, aucune mention n'était faite en ce qui touche l'intégrité de la Chine en Mandchourie. Il est évident que la clause telle qu'elle est proposée par la Russie n'aurait aucune valeur pratique, si elle n'était accompagnée d'une stipulation expresse concernant le respect de l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, puisque les droits résultant des traités ne co-existant qu'avec la souveraineté, l'absorption éventuelle de la Mandchourie par la Russie aurait annulé *ipso facto* tous ces droits et privilèges acquis

en Mandchourie par toutes les Puissances en vertu de leurs traités avec la Chine.

Aussi le gouvernement japonais jugea-t-il indispensable d'obtenir de la Russie son consentement à la clause relative à l'intégrité de la Chine en Mandchourie et de demander la suppression de la restriction relative à l'établissement des quartiers étrangers (settlements) qui était en conflit manifeste avec le traité de commerce et de navigation supplémentaire que le Japon venait de signer avec la Chine.

En ce qui concerne la Corée, le gouvernement japonais a dû maintenir ses amendements, ne voyant aucune possibilité de faire d'autres conceptions. Il a donc de nouveau demandé au gouvernement russe, le 13 janvier 1904, de vouloir bien reconsidérer la question avec toutes ses difficultés.

Le gouvernement impérial du Japon a insisté à plusieurs reprises auprès du gouvernement russe pour obtenir une prompte réponse à sa dernière note, mais la Russie, loin de donner la réponse demandée n'a même pas voulu indiquer la date de sa remise. Tandis que le gouvernement japonais durant tout le cours de cette longue négociation, animé de principes de modération et d'impartialité n'a demandé au gouvernement russe autre chose que la simple reconnaissance des principes qu'il a déclarés volontairement et à plusieurs reprises, le gouvernement russe a persisté à refuser d'accéder aux justes revendications du Japon, et a retardé indûment ses réponses tout en faisant continuellement des préparatifs de guerre sur terre et sur mer. En fait, de

grandes forces militaires russes sont déjà concentrées sur la frontière coréenne.

Le gouvernement japonais, animé du désir le plus sincère de la paix a montré la plus grande patience jusqu'à ce jour. Mais il se voit maintenant bien à contre-cœur, forcé par l'action de la Russie à renoncer à tout espoir de conciliation et à rompre les négociations.

Il nous semble que nos explications des relations entre les deux Etats avant le commencement de la guerre de 1904, soit dans les résumés des événements à cette époque, soit par les documents publiés à cet effet par les deux gouvernements sont suffisants. Nous sommes arrivés à critiquer le procédé du Japon dans son ouverture des hostilités. Enfin, il nous appartient d'examiner impartialement les faits et de voir, en toute liberté, et en dehors de toute passion, si la conduite du Japon était légitime ou s'il a violé le droit du principe international. Nous allons étudier ces questions dans la section suivante.

SECTION II

CRITIQUE SUR L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS DANS LA GUERRE DE 1904

Nous examinerons cette question à trois points de vue : 1° Y a-t-il eu surprise ; 2° à quel moment précis la guerre a-t-elle commencé ? 3° le procédé employé par le Japon pour ouvrir les hostilités est-il justifiable ?

§ I

Y a-t-il eu surprise ?

Nous pouvons envisager cette question à trois points de vue. Y a-t-il eu surprise ? 1° pour le gouvernement russe et pour les nationaux japonais et russes ; 2° au point de vue politique et juridique ; 3° entre les belligérants et les Puissances tierces.

I

Y a-t-il eu surprise pour le gouvernement russe et les nationaux japonais et russes ? (37)

1° Il est hors de doute, que dans un pays autocratique comme la Russie de 1904, les nationaux n'ont

(37) V.-M. EBREN. — *L'Obligation juridique de la déclaration de guerre*, dans R. G. D. I. P., mars-avril 1904, p. 133-148 ; M. de MARTENS : *Les Hostilités sans déclaration de guerre*, dans R. G. D. I. P., mars-avril, 1904, p. 148-150 ; A.-G. de la PRADELLE : *Des Hostilités sans déclaration de guerre*, dans *Revue politique et parlementaire*, avril 1904 ; M. FRANCIS REY : *Chroniques sur la guerre russo-japonaise*, dans R. G. D. I. P., 1906, p. 215 et suiv. ; article de Charles MALO dans le *Journal des Débats*, du 11 février 1904 ; article de Alcide EBRAY dans le *Mémorial Diplomatique* du 14 février 1904 ; M. PILLET : *La Guerre doit-elle être précédée d'une déclaration ?* dans *Revue politique et parlementaire*, juillet 1904 ; M. LABAT : *A propos de la guerre maritime russo-japonaise*, dans la quinzaine du 16 avril 1904, p. 440 ; M. CHARLES DUPUY : *La Guerre russo-japonaise et les conflits d'intérêts en Extrême-Orient*, dans la *R. des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1904, p. 186 ; A. FAUVEL : *La Guerre russo-japonaise et ses origines*, dans les *Etudes*, du

pas en général le droit de s'occuper de politique, et la masse populaire est ignorante même des grands événements politiques de son pays. Il n'est pas étonnant que la guerre de 1904 ait été une surprise pour elle. Cependant, telle n'était pas le cas pour le Japon. Le Japon, en effet, possède depuis une quinzaine d'années une constitution parlementaire, et la politique de l'Etat est dirigée par la volonté nationale. Dès le commencement des négociations diplomatiques, la plupart des nations prévoyait à quelles difficultés se heurteraient les partisans d'une entente russo-japonaise. Cette entente n'était d'ailleurs pas désirée par les sujets japonais qui voulaient la guerre et y poussaient leur gouvernement. Cette différence d'état d'esprit entre les populations russe et japonaise explique qu'il y ait eu surprise chez les Russes et qu'il n'y en ait eu aucune chez les Japonais.

C'est ainsi que la Chambre des représentants du Japon a voté la résolution suivante au moment de la clôture de sa session : « La déclaration impériale de la guerre contre la Russie est juste et honorable, étant uniquement inspirée par le désir de Sa Majesté de maintenir la paix dans l'Extrême-Orient, et il n'y aura aucun sujet de Sa Majesté qui ne fasse tous ses efforts pour obéir à la volonté impériale. La Chambre, d'accord avec l'esprit sincèrement patriotique de la nation, a pourvu aux nécessités financières demandées par le gouvernement, de sorte

20 juin 1904, p. 784 ; L. de MONTLUC : *La Guerre russo-japonaise au regard du droit des gens*, dans la *Paix par le Droit*, fév. 1904, etc.

qu'il n'y aura aucune insuffisance aux fonds de guerre.

« Nonobstant, le grand succès remporté déjà par notre marine, la guerre ne fait à peine que commencer, et le temps est encore bien éloigné du moment où une victoire complète sera gagnée et la paix de l'Extrême-Orient restaurée, et cette Chambre est fermement résolue à accorder très cordialement tous les fonds nécessaires à la poursuite de la guerre.

« Et, en votant la présente résolution comme une nette expression de la volonté nationale, la Chambre tient à témoigner aux ministres d'Etat son désir de les encourager à exécuter fidèlement la politique impériale et à travailler au prompt rétablissement de la paix, en préparant les plans nécessaires pour parer à toute éventualité et en prenant toutes les mesures opportunes » (38).

2° La guerre était-elle une surprise de la part du gouvernement russe ? Le gouvernement russe peut-il prouver d'une manière exacte son étonnement du commencement de la guerre ? Nullement. La guerre n'était une surprise ni pour le Japon ni pour la Russie. Si on étudie en détail ce qui s'est passé au début de la guerre, on peut facilement arriver à cette conclusion. Cependant une grave controverse s'est élevée entre les deux gouvernements à cet égard. Examinons maintenant quelles étaient leurs prétentions principales.

A) Prétentions du gouvernement russe.

(38) V. *Le Mémorial diplomatique*, 1904, p. 213.

Le *Messenger Officiel* a publié le 22 février 1904, une note destinée à rectifier les informations de source japonaise relatives aux événements qui ont précédé immédiatement la rupture des relations diplomatiques et l'ouverture des hostilités du côté du Japon.

Le 16 janvier, aussitôt après avoir reçu les dernières propositions du Japon, le gouvernement impérial commença à les étudier. Le 25 janvier, M. Kourino, ministre du Japon à Saint-Pétersbourg, fut informé, en réponse à une demande faite par lui à ce sujet, que l'Empereur avait chargé une commission spéciale de délibérer sur lesdites propositions, commission qui se réunit le 28 janvier.

M. Kourino fut informé en même temps que la décision de l'Empereur ne serait prise vraisemblablement que le 2 février. Ce jour du 2 février, l'Empereur ordonna d'établir un projet d'instructions définitives devant être adressées au ministre de Russie à Tokio et basées sur les résultats des délibérations de la commission.

Le 3 février, furent envoyés au vice-roi d'Extrême-Orient, l'amiral Alexieff, trois télégrammes qui renfermaient le texte complet d'un projet de convention avec le Japon, toutes les considérations qui avaient déterminé le gouvernement impérial à apporter certaines modifications aux propositions du Japon et enfin des instructions générales destinées au ministre de Russie à Tokio. Pour que la réponse de la Russie parvint plus vite au gouvernement japonais, des télégrammes identiques furent adressés

directement au baron Rosen, ministre de Russie à Tokio.

Le 4 février, c'est-à-dire quarante-huit heures avant la réception de la notification de la rupture des relations diplomatiques par le gouvernement japonais, le comte Lamsdorff a annoncé au ministre du Japon l'envoi de la réponse de la Russie au baron Rosen. Le 5 février, on a reçu, par l'intermédiaire du lieutenant de l'Empereur en Extrême-Orient, une communication du baron Rosen annonçant la réception de la réponse par ce diplomate.

Le 6 février, à quatre heures de l'après-midi, le ministre du Japon a remis, d'une façon absolument inattendue, au ministre des affaires étrangères de Russie, deux notes, dont la première annonçait la rupture des négociations, sous prétexte que la Russie évitait de répondre aux propositions du Japon, et dont la seconde notifiait la rupture des relations diplomatiques et ajoutait que le ministre du Japon et le personnel de la légation quitteraient Saint-Petersbourg le 11 février.

Les notes étaient accompagnées d'une lettre privée du ministre du Japon au comte Lamsdorff, dans laquelle le diplomate japonais exprimait l'espoir que la rupture des relations diplomatiques aurait une durée aussi courte que possible.

Le même jour, l'amiral Alexieff et le baron Rosen, ainsi que tous les représentants de la Russie à Pékin, à Tokio et près les grandes Puissances, ont été instruits par des télégrammes urgents, de la rupture des relations diplomatiques avec le Japon et de

l'ordre donné par l'Empereur à la légation de Russie à Tokio de quitter le Japon.

Dans la dépêche-circulaire, le gouvernement russe rejette sur le gouvernement japonais la responsabilité de toutes les conséquences de sa conduite.

Le télégramme de l'amiral Alexieff annonçant la réception de la dépêche-circulaire porte la date du 5 février.

Bien que la rupture des relations diplomatiques ne signifie pas du tout l'ouverture des hostilités, le gouvernement japonais a commis, dès la nuit du 8 au 9 février, et ensuite dans les journées du 9 et du 10 février, toute une série d'attaques révoltantes contre des navires de guerre et de commerce russes, en violation des prescriptions du droit international. L'ordre de l'Empereur du Japon concernant la déclaration de guerre à la Russie n'a été que le 11 février.

Nous allons maintenant examiner ce que le gouvernement russe a publié à quatre points de vue différents : 1° Si on considère l'attitude de la Russie pendant toutes ces négociations, on peut se rendre compte que le Japon ne pouvait pas avoir confiance en elle. En effet, l'Empire des Tsars ne mettait-il pas à profit ses atermoiements répétés pour se préparer à la lutte qu'il n'avait certes pas été sans prévoir, comprenant bien que sa politique de constants empiètements ne pouvait toujours être tolérée. En essayant de dissimuler, la Russie prenait ses précautions pour le jour où elle jugerait bon de jeter le masque et d'entrer en campagne. De plus, bien que le gouvernement russe ait informé le représentant du Japon que la réponse du tsar serait envoyée le

2 février, le Japon n'a reçu aucune notification russe jusqu'au moment où il décida de rompre les relations diplomatiques, c'est-à-dire le 4 février. Loin de supposer que la Russie fut surprise, nous croyons au contraire que le Japon devait être étonné de la politique trompeuse du gouvernement russe.

2° Même si la réponse russe était prête, que contenait cette réponse ? Devant l'augmentation continue des armées et de la marine russes, devant aussi, la politique d'agrandissement de l'Empire russe, on pouvait prévoir que la réponse ne serait pas satisfaisante pour le gouvernement japonais, et que de plus elle n'était qu'un prétexte pour prolonger les négociations et laisser à la Russie le temps de se préparer à la lutte.

3° Le gouvernement russe cite la lettre du ministre du Japon et le désapprouve dans son attitude trompeuse et ambiguë. En effet, d'un côté, il a décidé la guerre, de l'autre, il exprime l'espoir de reprendre les négociations diplomatiques. Toutefois, nous pouvons expliquer cette attitude de deux manières. D'abord, comme le gouvernement russe mentionnait que ce n'était qu'une lettre privée, du ministre du Japon, son importance ne peut pas être comparée avec celle de la note publique du gouvernement japonais. Il est tout naturel, qu'en diplomate pacifique, le représentant du Japon espère la reprise des négociations diplomatiques et qu'il fasse part de ses sentiments au représentant russe. De plus, au point de vue théorique, quoique l'état de paix se termine avec la rupture des relations diplomatiques, il peut se renouveler lorsque les Etats sont d'accord. Dès que l'état de paix prend

fin, il est remplacé par l'état de guerre, où la loi de guerre entre en vigueur, à la place de la loi de paix. Toutefois, l'état de guerre n'est pas nécessairement accompagné par des actes d'hostilité ou par des événements dans lesquels nous trouvons les applications de la loi de guerre. Cette distinction est quelquefois très délicate en fait, mais très nette en théorie. Imaginons par exemple que les relations diplomatiques soient reprises entre deux Etats immédiatement après la réception des notes japonaises au gouvernement russe et qu'il n'y ait aucune affaire où nous trouvions l'application des lois de guerre. Cela n'empêchera pas de soutenir au point de vue juridique que l'état de guerre a existé pendant cet intervalle. La conduite du ministre du Japon n'est donc pas blâmable à tous les points de vue (39). 4° Le gouvernement russe prétendit que l'attaque japonaise avant la notification de guerre était à tous points de vue une cause de surprise pour son pays. Cependant, comme cette discussion amène celle du

(39) A ce sujet, l'auteur a vu Son Excellence, le baron Kourino, ambassadeur du Japon à Paris et ancien ministre plénipotentiaire à St-Pétersbourg, au moment du commencement de la guerre de 1904, et lui a demandé son opinion personnelle à ce propos. Les points principaux de son avis sont les suivants. Quoique les relations entre les deux puissances soient devenues fâcheuses, même hostiles, pendant la résidence du baron Kourino, les relations personnelles entre lui et le comte Lamsdorff, furent cordiales. Le comte fut très aimable pour le baron, non seulement dans son attitude à propos des négociations pendantes, mais dans toutes les autres affaires. Pour cette raison, le ministre japonais a vraiment eu une reconnaissance profonde pour le ministre russe, et en quittant son poste, il a

caractère juridique de la rupture des relations diplomatiques et comme celle-ci équivalait à la notification de la guerre, nous n'éprouvons pas de difficultés à soutenir que l'attaque après la rupture des relations diplomatiques n'a été la cause d'aucune surprise.

Je veux encore réfuter les accusations de M. F. de Martens.

« Je reste convaincu, aujourd'hui comme il y a

tenu à le remercier. Les relations diplomatiques étant rompues, il ne put le faire de vive voix, et il envoya une lettre à cet effet. Voilà le texte de cette lettre :

Le 6 février 1904.

Monsieur le Comte,

Avant de partir de St-Petersbourg dans la circonstance qu'Elle connaît, je tiens à remercier Votre Excellence de tout mon cœur, des sentiments de très sincère amitié et de cordiale sympathie qu'Elle a bien voulu me témoigner dans les rapports que j'ai entretenus avec Elle pendant toute la durée de mon séjour dans cette capitale.

Vous comprendrez combien je regrette que les négociations qui avaient pour but de mettre les relations des deux Empires, sur une base solide et durable de la paix, n'ont pas pu aboutir à un heureux résultat et que je suis appelé à quitter votre pays dans un état de choses tel que celui dans lequel nous nous trouvons.

En espérant vivement que cette interruption des relations diplomatiques sera limitée à la plus courte durée possible, je vous prie d'agréer, Monsieur le Comte, avec l'expression de tous mes regrets, l'assurance de mes sentiments les plus distingués et de ma plus haute considération.

Signé : KOURINO.

Comme nous pouvons facilement le comprendre, cette lettre avait pour objet d'exprimer la reconnaissance sincère du baron, mais elle n'eut jamais pour but d'annoncer l'intention du gouvernement japonais de renouveler les relations amicales.

trente ans, qu'une déclaration formelle ou solennelle de guerre n'est pas nécessaire dans ces temps-ci, en cas de conflits graves entre les nations civilisées. Cependant, je n'ai jamais prétendu qu'une nation civilisée ait le droit de se jeter inopinément, et par surprise, sur une autre nation. Il est absolument nécessaire que les deux adversaires, en vertu de faits positifs, soient convaincus que l'état de guerre existe entre eux et que les hostilités peuvent commencer à chaque moment.

A ce point de vue, une déclaration de guerre, seulement dans ce dernier cas, n'est pas indispensable, parce que l'état réel des choses force les adversaires d'attendre à chaque instant des actes d'hostilités. Voici pourquoi, par exemple, la bataille de Sinope en 1853, ne fut nullement une surprise pour les Turcs parce que, de fait, la guerre existait déjà entre la Russie et la Turquie.

Le rappel des représentants diplomatiques ne suffit point pour approuver le commencement immédiat des hostilités. Ainsi la Grèce et la Roumanie, à cause de l'affaire Zappa avaient interrompu leurs relations diplomatiques pendant une dizaine d'années. Mais ces deux Etats n'étaient nullement en état de guerre et ne commettaient aucun acte d'hostilité l'un contre l'autre.

En un mot, il faut absolument que les deux adversaires aient conscience qu'ils se trouvent dans le champ clos, et que le combat doit inévitablement avoir lieu.

En consultant impartialement les faits, il est impossible de nier que la Russie, n'ayant reçu du Japon

aucune déclaration de guerre, ne pouvait prévoir, d'après la situation réelle des choses, le commencement des hostilités, immédiatement après la démarche du 6 février 1904. Il suffit, sous ce rapport, de constater les faits positifs suivants :

1° Ce n'était que samedi, le 6 février, dans l'après-midi, que la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon fut connue à Saint-Pétersbourg, par la remise d'une Note de la part de la légation du Japon.

2° Cette Note constata la rupture des négociations et des relations diplomatiques entre les deux pays, mais ne fit pas la moindre allusion à la possibilité du commencement des hostilités. Quelques mots seulement dans la Note japonaise auraient pu écarter le moindre doute sous ce rapport et constater le commencement immédiat d'une « bonne guerre » comme les nations européennes la pratiquaient au moyen âge. Le Japon a préféré une « mauvaise guerre » ;

3° Au moment de la remise de la Note japonaise, le gouvernement de Tokio savait parfaitement que la réponse russe était non seulement prête et déjà partie pour le Japon, mais qu'elle était de plus rédigée dans l'esprit d'une grande conciliation ;

4° Enfin — *last but not least* — au moment où à Saint-Pétersbourg le gouvernement japonais se bornait à constater la rupture des négociations diplomatiques avec la Russie, l'attaque de la flotte japonaise était préparée et fut exécutée moins de 48 heures après la rupture.

Dans ces conditions, les autorités russes en Asie

furent presque simultanément averties de la rupture diplomatique et de l'attaque nocturne de Port-Arthur. En vue de ces faits irréfutables, il est impossible de prétendre que le manque de déclaration de guerre de la part du Japon n'ait pas été une manœuvre de « mauvaise guerre », préméditée depuis longtemps et exécutée sans scrupules.

Voilà les quelques rectifications qui me paraissent d'une grande importance pour porter un jugement juste et impartial sur la conduite du Japon. Il me paraît impossible de la trouver correcte au point de vue des usages adoptés par les nations civilisées d'Europe et d'Amérique.

Dans tous les cas, la conduite du Japon a dû profondément blesser la nation russe et je ne prévois pas combien de générations doivent passer avant que cette profonde blessure soit guérie » (40).

Avant de passer à l'examen de chacun de ces points, une remarque générale s'impose : l'éminent professeur russe a confondu la notion de l'état de guerre et celle des hostilités. Il résulte de là que la conception de la surprise au début de la guerre est devenue très ambiguë. Il ne tient compte que de la surprise de l'attaque, et celle du commencement de l'état de guerre est laissée de côté. Tandis que, d'après nous, ce qui importe au point de vue juridique c'est la surprise du commencement de l'état de guerre ; la surprise des attaques ne peut être discutée qu'au point de vue militaire. Toutefois, dès que

(40) V. article de M. de MARTENS, dans la R. G. D. I. P., 1904, p. 148-150.

l'état de guerre est notifié au pays adversaire, celui-ci ne peut pas prétendre que ses armées et sa flotte ont été surprises ; il n'y a aucune différence entre la surprise causée au début de la guerre et celle qui a lieu pendant la durée des hostilités. Enfin, cette erreur du fameux publiciste russe est causée par sa conception peu précise de l'état de guerre.

Et maintenant, au point de vue pratique :

1° Le 3 février, deux jours avant la dernière note japonaise, le gouverneur militaire de Vladivostok avisa notre agent commercial qu'il avait reçu de son gouvernement, l'autorisation de mettre la ville en état de siège et qu'il pouvait contraindre tous les Japonais y résidant à quitter la ville dans un délai maximum de 3 jours, ou de se rendre, plus au nord à Khabarousk.

Le même jour, la flotte russe quittant Port-Arthur pour une destination inconnue, après avoir pris toutes ses dispositions de combat, le Japon pouvait craindre une surprise de la part de la Russie. Aussi, le 4 février, se décida-t-il à rompre les relations diplomatiques. Voici les télégrammes que reçut, à ce sujet, notre ministre des affaires étrangères.

Télégramme de M. Ségawa, consul à Ying-Kéon, reçu dans la soirée du 3 février 1904 :

« L'armée russe à Liao-Yang montre maintenant une grande activité. Transport des troupes au Yalou déjà commencé. Quatre compagnies du 9^e régiment arrivées de Port-Arthur et deux compagnies du 15^e régiment qui était à Liao-Yang sont parties les 1^{er} et 2 février ».

Télégramme de M. Kawakami, agent commercial à Vladivostock, reçu à neuf heures du soir, le 3 février 1904 :

« Commandant de garnison ici m'informe qu'il a reçu l'ordre de mettre Vladivostock en état de siège quand il voudra. Il invite tous les Japonais résidant ici à préparer leur départ. Ceux qui resteront seront menés à Khabarowsk ».

Télégramme de M. Mizouno, consul à Tche-fo, reçu à quatre heures vingt-cinq du soir, le 4 février 1904 :

« Tous les forts bâtiments de guerre de la flotte de Port-Arthur, sauf un seul en réparation, sont sortis du port et partis pour une destination inconnue ».

Ce fut huit heures après la réception de ce dernier télégramme que l'ordre fut donné à la 12^e division japonaise d'expédier un détachement extraordinaire en Corée. Ainsi, le gouvernement de la Néra par ses propres agissements, a montré qu'il ne se faisait aucune illusion sur l'imminence de la guerre.

2° Les agissements des pays étrangers ne permettaient pas à la Russie d'ignorer que la guerre était proche. En effet, depuis le 8 janvier, toutes les Puissances représentées à Séoul débarquaient leurs marins à Tchemoulpo et les gardaient dans leurs légations. La Russie fut même celle qui en débarqua le plus grand nombre. Le 1^{er} janvier, le gouvernement chinois proclama sa résolution de rester neutre, au cas où une guerre éclaterait entre le Japon et la Russie, et prépara des troupes suffisantes pour dé-

fendre son territoire à l'ouest du Siao. Le 23 janvier, le gouvernement coréen informa les Puissances de sa neutralité.

3° Par sa légation et ses agents de Tokio, la Russie, depuis longtemps, avait pu se rendre compte des agissements du gouvernement japonais, en vue d'une préparation à la guerre. Trois ordonnances avaient déjà été promuguées à Tokio le 18 décembre 1903 : la première sur l'augmentation spéciale du budget de la guerre par des prêts temporaires et une émission de bons du Trésor ; la seconde sur l'achèvement rapide du chemin de fer Séoul-Fousan, à l'aide d'une subvention gouvernementale de dix millions de *yens* et de 1.750.000 *yens* ; la troisième sur la réorganisation du Grand état-major en temps de paix. Le 1^{er} janvier 1904, le Japon acheta à la République Argentine deux vaisseaux de guerre construits à Gênes : le *Nisshin* et la *Kasouga*. De plus, dans une édition spéciale de sa *Gazette officielle*, le 4 janvier 1904, le gouvernement japonais défendait aux journaux et revues de publier les mouvements de troupes ou de bâtiments de guerre, sans autorisation du Ministre de la guerre ou de la marine. Le 18 janvier, les banquiers de Tokio furent convoqués par le ministre des finances pour conférer sur les finances en temps de guerre ; le 29, les principaux industriels et commerçants des cinq plus grandes villes du Japon avaient un long entretien avec les ministres d'Etat. Enfin, le 30, des ordonnances sur la protection du littoral et sur la réquisition et l'achat des chemins de fer intérieurs en temps de guerre, étaient rendues en conseil

privé ; puis on établissait un règlement spécial sur la comptabilité en temps de guerre. Après tous ces faits, l'incapacité seule des agents diplomatiques de la Russie peut expliquer qu'elle n'ait pas été avertie de la décision du Japon.

4° Au moment de la remise de la Note japonaise, le gouvernement de Tokio ignorait que la réponse russe était déjà expédiée pour le Japon, et rédigée dans l'esprit d'une grande conciliation. Le gouvernement japonais n'ayant jamais reçu la réponse de la Russie, il ignorait quel était le but poursuivi par ce pays.

Le 4 février, M. Kourino, notre ministre à Saint-Pétersbourg était prévenu par le comte Lamsdorff que la réponse russe venait d'être expédiée à l'amiral Alexieff pour être transmise au baron Rosen, ministre russe à Tokio. M. Kourino télégraphia de suite à Tokio, mais sa dépêche arriva, le 5 février à 5 heures du soir. Trois heures avant — exactement à 2 h. 15, de l'après-midi — la dépêche touchant la rupture diplomatique avec la Russie, était partie. Le comte Lamsdorff donna verbalement à M. Kourino le sujet de la dite réponse envoyée à l'amiral Alexieff, mais M. Kourino ne crut pas pouvoir retarder la remise de la dépêche de Tokio au ministre russe. Cela pour deux raisons : d'abord, notre représentant trouvait la réponse peu conciliante. En effet, le gouvernement russe n'accédait pas, sur les points essentiels à la demande du gouvernement japonais ; il ne prenait pas l'engagement de respecter l'intégralité territoriale de la Chine en Mandchourie, point très important pour nous conserver les droits

acquis dans ce pays par nos traités avec la Chine ; ensuite, d'après le comte Lamsdorff lui-même, l'amiral Alexieff pouvait modifier la réponse suivant les circonstances qui se présenteraient.

5° Ce n'est que le 6 février, dans l'après-midi, que la rupture diplomatique a été connue en Russie par une note du gouvernement japonais, et, moins de quarante-huit heures après, l'attaque nocturne de la flotte japonaise était exécutée ; de même, le 6 février, à 9 heures du matin commença la capture des bâtiments russes dans les eaux de Corée. Le gouvernement japonais, devant les circonstances dangereuses où il se trouvait placé n'avait pas le choix des mesures à prendre. Il a pensé, avec raison que l'état de guerre avait commencé dès l'envoi de l'ultimatum de Tokio. Du reste, soit d'après la manière d'agir du gouvernement russe, soit d'après ses dernières préparations militaires, le Japon était en droit de croire que la Russie ne céderait pas. Il devait donc se protéger, étant en droit de légitime défense ; sa conduite était donc équitable.

6° Enfin, que furent les relations diplomatiques entre les deux pays avant la guerre ? Si on se reporte aux diverses notes échangées, on peut comprendre que la surprise de la flotte russe à Port-Arthur n'est qu'une question stratégique, causée d'ailleurs par la négligence de la Russie, et qu'elle est par conséquent en dehors de la question du droit international.

Au point de vue de ce droit international, le Japon ne s'est jamais jeté sur son ennemi, inopinément et par surprise ; il n'a donc nullement fait une

« mauvaise guerre ». Le gouvernement de Saint-Petersbourg connaissait parfaitement, pour en avoir été avisé de toutes manières que la guerre était imminente (41).

B) Examinons maintenant quelles étaient les prétentions du gouvernement japonais, à cet égard.

Le 2 mars, le gouvernement du Japon publia une protestation aux circulaires du comte Lamsdorff du 18 et du 20 février, dans lesquelles le gouvernement russe accuse le Japon d'avoir attaqué traîtreusement la Russie sans déclaration de guerre préalable.

« La Russie a, pendant toute la durée des négociations, refusé obstinément d'accueillir les propositions japonaises dans un esprit conciliateur. En retardant, d'une part, indéfiniment ses réponses aux propositions japonaises, elle n'a cessé, d'autre part, de faire d'actifs préparatifs militaires et navals.

« Ces faits étaient confirmés par les preuves suivantes :

1° La Russie a fait, depuis le mois d'avril 1903, époque à laquelle elle a manqué de tenir sa promesse d'évacuer la Mandchourie, d'immenses préparatifs de guerre en Extrême-Orient.

2° La force navale de la Russie a été augmentée depuis cette époque de la manière suivante :

(41) A tous ces points, voir spécialement article de NAGAOKA, dans R. de D. I. et L. C. 1904, N° 6, p. 461, et ARIGA NAGAO ; *La Guerre russo-japonaise*.

3 cuirassés	tonnage total	38.488 tonnes
1 croiseur-cuirassé	—	7.726 —
5 croiseurs	—	26.417 —
7 contre-torpilleurs	—	2.450 —
1 canonnière	—	1.334 —
2 navires divers	—	6.000 —
19 unités	—	82.415 —

« La Russie a envoyé également par chemin de fer des contre-torpilleurs en matériaux, sept contre-torpilleurs furent ainsi construits à Port-Arthur.

De plus, deux navires appartenant à la flotte volontaire ont été armés à Vladivostock et ont été convertis en navires de guerre. La Russie avait, en outre, expédié un cuirassé, trois croiseurs, sept contre-torpilleurs et quatre torpilleurs (tonnage total, 30.740 tonnes), qui auraient pu rejoindre l'escadre du Pacifique si les circonstances n'avaient pas forcé la Russie à les rappeler. Si ces navires avaient pu atteindre leurs destination, l'augmentation totale de l'escadre russe en Extrême-Orient eût dépassé 133.000 tonnes depuis le mois d'avril de l'année dernière.

3° La Russie a augmenté d'une manière considérable son armée de terre depuis le 29 juin 1903. Le même jour, elle a envoyé, sous prétexte d'essais de transports par le chemin de fer transsibérien deux brigades d'infanterie, deux bataillons d'artillerie, un corps de cavalerie et un train militaire. Depuis lors, la Russie a continué d'une manière ininterrompue l'expédition de ses troupes en Extrême-Orient.

Au commencement de février, le total de ses renforts excédait 40.000 hommes. Il était avéré que la Russie avait le projet d'y envoyer encore plus de 200.000 hommes ;

4° La Russie a fait travailler nuit et jour pour renforcer les fortifications de Port-Arthur et de Vladivostok et pour construire des forteresses à Hung-Tcheng, Liao-Yang et à beaucoup d'autres points stratégiques. Elle n'a cessé d'expédier en Extrême-Orient des armes et des munitions par le Transsibérien et par les bateaux de la flotte volontaire. Au mois d'octobre dernier, un train composé de quatorze wagons chargés de l'équipement des hôpitaux de campagne, a quitté précipitamment la Russie pour l'Extrême-Orient.

« De tous les faits qui venaient d'être exposés, il résulta clairement que la Russie n'était nullement disposée à un arrangement pacifique, mais qu'elle avait au contraire cherché à obliger le Japon à se soumettre, par la supériorité de ses forces militaires.

« L'activité militaire de la Russie était devenue plus grande encore de fin janvier au commencement de février.

« Le 21 janvier, environ deux bataillons d'infanterie et un détachement de cavalerie ont été envoyés de Port-Arthur et de Daluze sur la frontière septentrionale de la Corée. Le 28, un ordre de se tenir prêts à la guerre a été donné, par l'amiral Alexieff, aux forces militaires qui se trouvaient dans le voisinage du Yalou. Le 1^{er} février, le commandant de Vladivostok a, par ordre de son gouvernement, demandé à l'agent commercial du Japon de cette ville

qu'il fasse le nécessaire pour que ses nationaux rentrent au Japon ou qu'ils se rendent à Khabarovsk, l'état de siège pouvant être proclamé d'un moment à l'autre. A la même époque, tous les navires de guerre, à l'exception d'un cuirassé qui était alors en réparation, sortirent de Port-Arthur pour une destination inconnue, tandis que les forces de terre se dirigeaient de Liao-Yang vers le Yalou » (42).

Je n'ajouterai aucune explication à cette protestation du gouvernement du Japon. Il est vrai que, s'il y avait par hasard des surprises, ce ne serait que la surprise militaire et la surprise politique. La première était causée par le manque de discipline dans les armées et la seconde a pour cause le mépris des politiques russes pour le Japon. Enfin, ce qu'il importe de remarquer, c'est qu'il n'y a point de surprise juridique au commencement de la guerre de 1904, ni pour le gouvernement japonais, ni pour le gouvernement russe. Toutefois, il nous faut examiner ce sujet plus minutieusement pour expliquer la situation d'une manière parfaite.

II

LA QUESTION DE SURPRISE AUX POINTS DE VUE POLITIQUE ET JURIDIQUE

1° Nous ne parlons plus dans ce paragraphe de la question de la surprise politique. C'est une ques-

(42) V. communication officielle japonaise du 2 mars 1904, dans *Le Temps*, du 3 mars 1904.

tion de faits ; elle est par conséquent en dehors de notre discussion. Les explications du paragraphe précédent sont suffisantes pour nous faire comprendre cette situation.

2° Quant à la question de la surprise juridique, il est nécessaire non seulement d'examiner la forme extérieure des négociations diplomatiques, mais aussi d'étudier en détail l'esprit qui dirige ces négociations.

La guerre est un moyen extrême pour la solution des conflits entre les Etats. Sauf exception, la guerre n'éclate que lorsque tous les autres moyens d'accord sont épuisés. Par conséquent, s'il y a des surprises au point de vue juridique de la part de l'une des parties belligérantes au début de la guerre, cela doit être dans le cas où son agresseur n'a pas épuisé tous les moyens pacifiques pour obtenir satisfaction et commencer la guerre subitement. Bien qu'une question de cette nature soit tout à fait relative et ne puisse pas être critiquée à un point de vue abstrait, nous pouvons l'examiner d'une manière précise par une étude impartiale de la situation. Et c'est dans ce sens que nous prétendons qu'il n'y a eu aucune surprise juridique de la part de la Russie au commencement de la guerre de 1904.

Comme nous l'avons dit, dans le paragraphe précédent, le gouvernement japonais, toujours décidé à un accord diplomatique, montrait une patience peu commune devant tous les préparatifs militaires de la Russie ; ces préparatifs montraient clairement les intentions du gouvernement russe. L'inquiétude des Japonais croissait de jour en jour devant le dé-

veloppement de ces armements ; de plus, ils se remémoraient la conquête de l'Amour et de l'Oussourie, et ils craignaient que la politique de Mouravief se renouvelant en Mandchourie, la Corée ne vienne à tomber d'elle-même entre les mains de la Russie. Mais toute chose a des bornes, et surtout le sentiment national. C'est pourquoi, en dépit de tout son bon vouloir de traiter diplomatiquement la question, le gouvernement japonais fut obligé de tenir compte de l'opinion publique. Il fut ainsi amené à rompre les relations diplomatiques avec la Russie.

Quelques auteurs prétendent qu'il existe une procédure d'ouverture des hostilités. Ils estiment tout d'abord que la guerre doit avoir pour origine au moins un fait ayant une certaine gravité et pouvant motiver un échange d'explications. A ce moment commencera en général la période des négociations diplomatiques, au cours desquelles chaque partie en litige cherchera à obtenir de l'autre des conditions propres à satisfaire ses intérêts. Si l'accord ne se réalise pas, l'une des Puissances peut avoir recours à la menace de guerre en fixant par voie d'ultimatum, les concessions qu'elle exige. Elle indique aussi en général un délai de réponse après lequel elle se réserve de faire appel aux armes. C'est le procédé généralement établi. Dans certains cas cependant, le dommage matériel ou moral causé à un Etat lui paraîtra assez grave pour qu'il ne juge pas possible de ne pas chercher réparation par les armes. Dans d'autres cas, au cours des négociations diplomatiques, l'Etat adversaire prend une attitude telle que le réclamant perde tout espoir d'obtenir, par les né-

gociations diplomatiques des conditions suffisantes. Il pourra fort bien alors rompre brusquement l'entretien et avoir recours à la force pour s'assurer la satisfaction qu'il juge nécessaire. Dans ces deux cas, que la guerre éclate immédiatement ou pendant les pourparlers, elle commencera par la manifestation inopinée de la volonté expresse de l'une des parties en présence.

Au début de la guerre de 1904, nous ne trouvons aucun fait qui soit équivalent au dommage matériel ou moral indiqué ci-dessus, ni un tel changement d'attitude de la part du gouvernement russe, comme il a été écrit précédemment. Donc la guerre aurait dû être commencée d'après le procédé normal, c'est-à-dire après les négociations diplomatiques et l'envoi d'un ultimatum. Toutefois, le gouvernement japonais n'a pas, au point de vue formel, épuisé tous ces procédés nécessaires et après avoir envoyé les notes du 6 février, il commença la guerre contre la Russie. Ces points défectueux dans les procédés de négociations eurent pour résultat une surprise juridique de la part de la Russie. Par conséquent, bien qu'il n'y ait pas de surprise politique ou militaire, elle existait au point de vue juridique.

Ceci demande quelques explications : 1° Quoique l'affirmation de tous ces auteurs soit justifiable au point de vue du principe de droit international, il n'existait aucune convention ni coutume internationale à cet égard au moment de la guerre de 1904. Nous trouvions au contraire de nombreux auteurs qui soutenaient le principe opposé. Et il est facile

de comprendre que le gouvernement japonais, allié de l'Angleterre et influencé par la théorie anglaise, ait pu croire que la négociation paisible et sincère devait être suffisante pour commencer une guerre légitime. Toutefois cette opinion n'avait pas assez de valeur pratique avant 1907 pour qu'on pût juger la conduite des Etats belligérants. 2° Malgré cela, si on examine minutieusement la marche des négociations entre les deux gouvernements, on pourra trouver qu'au fond, le gouvernement japonais avait épuisé toutes les conditions nécessaires pour arriver à l'ultimatum, dans ses notes qui ont précédé celle du 6 février. Tout d'abord, la dernière proposition avait été faite le 13 octobre 1903. Le gouvernement impérial avait déclaré à plusieurs reprises que celle-ci serait la dernière concession de sa part, et qu'en cas de refus, la situation deviendrait très grave. Dans ce sens, il expliquait en même temps les dangers de la guerre. Quant à la question d'un délai de réponse, comme la Russie avait, pendant toute la durée des négociations refusé obstinément d'agréer les propositions japonaises faites dans un esprit conciliateur, et comme, d'une part, elle retardait indéfiniment ses réponses, et que, d'autre part, elle ne cessait d'actifs préparatifs militaires et navals, ces attitudes pouvaient rendre négligeable la question du délai. 3° Toutefois l'attitude du gouvernement japonais, animé du désir le plus sincère de la paix pendant toutes ces négociations avec la Russie, et qui a montré la plus grande patience jusqu'au moment de la rupture des relations diplomatiques, est absolument suffisante pour nier l'existence d'une

surprise de la part de la Russie, même au point de vue juridique.

Nous ajouterons maintenant plusieurs remarques faites à cet effet par les journaux des Etats tiers, et nous montrerons que nos points de vue étaient approuvés par le public impartial.

C'est ainsi que « le Japon, dit le *Daily-Graphic*, avait des intentions essentiellement pacifiques : il a voulu régler la question d'Extrême-Orient sur les bases de la légalité, tandis que la Russie a provoqué la guerre pour faire prévaloir des prétentions illégitimes ».

« L'attitude de la Russie au cours des négociations, dit le *Morning-Post*, a été celle du loup de la fable ; celle du Japon a été, tout au moins envers la Russie, celle de l'agneau. Nous sommes maintenant à la veille d'une guerre dans laquelle le Japon luttera pour des intérêts qu'il considère comme vitaux ».

Le *Standard* juge ainsi la situation : « Nous sommes en présence d'une calamité d'autant plus déplorable qu'elle aurait pu être évitée, si la diplomatie russe avait bien voulu se départir pour une fois, de ses traditions fatales d'agression.

« La question mandchourienne aurait pu être réglée à la satisfaction du Japon, sans causer un grand préjudice à la Russie. »

La *Gazette de Voss* estime que c'est la Russie qui, par la tactique dilatoire a épuisé la patience du Japon, afin de le représenter comme provocateur. Le Japon combat pour l'existence et la Russie pour son rang de grande puissance.

L'Indépendance Belge s'exprime de la manière

suivante : Le Japon a eu le tort grave de rompre brusquement les négociations, de ne pas épuiser tous les moyens de conciliation ; mais, en principe, il faut reconnaître que l'on aurait quelque peine, à désavouer logiquement l'action japonaise, car il est incontestable que c'est le Japon qui s'en tient aux engagements pris et qui manifeste en faveur du *statu quo*. Si l'on veut aller au fond des choses, on trouve que le gouvernement de Tokio s'insurge tout simplement contre le fait que la Russie, en occupant militairement la Mandchourie, en use avec la Chine comme on a empêché le Japon d'en user, lui, après la guerre de 1896, alors qu'il était victorieux, et que les Puissances se trouvèrent d'accord pour ne pas lui permettre de profiter de ses avantages, sous prétexte que l'intégrité absolue du Céleste Empire devait être respectée. On sent parfaitement que toute mainmise étrangère sur une partie quelconque du Céleste Empire sera suivie aussitôt du démembrement général de cet Empire, et c'est pourquoi les puissances, en ces dernières années, ont imposé silence à leurs ambitions particulières qui n'auraient pu être satisfaites sans complication générale ; c'est pourquoi en 1900, elles se sont efforcées d'agir d'un commun accord, après avoir convenu qu'aucune d'entre elles ne tirerait avantage de la répression des troubles, et qu'il ne pourrait être question pour aucune d'entre elles d'occuper une province chinoise. De fait, une fois le calme rétabli, les troupes étrangères ont évacué la Chine ; seule la Russie a maintenu ses forces en Mandchourie. Elle n'a même cessé de les augmenter.

L'Etoile Belge dit que la responsabilité incombera à la Russie, qui a manqué à l'obligation qu'elle avait contractée d'évacuer la Mandchourie.

L'Italie, parlant de la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon regrette qu'on n'ait pas pu éviter cette rupture qui laisse prévoir la guerre à bref délai.

La *Tribune* s'exprime ainsi : « Le Japon est admirablement logique. Nous ne pouvons pas juger à qui revient la responsabilité de la guerre, mais nous pouvons affirmer que la rupture des rapports diplomatiques de la part du Japon fut un acte de haute prudence, parce qu'il était évident que la diplomatie de la Russie retardait longuement ses réponses, afin de préparer l'offensive et la défense militaires, le Japon partant, ne pouvait qu'essayer de compenser, par la rapidité et l'audace de ses mouvements, la disproportion entre sa puissance et celle de la Russie ».

Toutefois, on peut juger, pour peu que l'on envisage la question sans parti-pris, que la décision de la rupture des relations diplomatiques de la part du gouvernement japonais, ne peut pas être condamnée à tous les points de vue.

III

LA QUESTION DE LA SURPRISE DE LA PART DES BELLIGÉRANTS ET DES NEUTRES

1° Nous avons longuement parlé de cette question dans les paragraphes précédents. Le passage d'un

journal anglais, que nous reproduirons ci-dessus, témoignera suffisamment de la préparation à la guerre des armées russes. Le *Standard* du 7 avril 1904, a reproduit une conversation tenue entre le capitaine *Stépanoff* du *Variag* battu par l'escadre japonaise dans le premier combat dans la guerre de 1904, et le journaliste du *Neu Wiener Tagblatt* : « Depuis plusieurs mois, nous attendions à chaque instant la rupture des relations diplomatiques et nous savions que la guerre était inévitable. Nos escadres étaient préparées pour la guerre avec beaucoup d'ardeur, et le travail n'avait cessé ni jour ni nuit, car nous attendions d'un moment à l'autre la déclaration de guerre du Japon ».

A ceux qui ne seraient pas convaincus, nous recommanderions la lecture des pages éloquentes par leur précision et leur simplicité, que M. Nagaoka, éminent diplomate et jurisconsulte japonais, a insérées à ce sujet, dans sa thèse écrite en 1905. Il y est démontré avec une merveilleuse clarté que la guerre de 1904 n'avait pas été une surprise de la part des deux pays belligérants. « Le 12 juin, en effet, une dépêche de Vienne adressée aux journaux anglais annonçait la publication, à Saint-Pétersbourg, d'un *Livre rouge*, renfermant les détails des négociations entre le Japon et la Russie, du mois de juin 1903 au mois de février 1904. Or, d'après ces documents, le 6 janvier 1904, huit jours après le conseil tenu à Tsarkoïe-Selo et dans lequel on avait décidé de continuer les négociations, l'amiral Alexieff télégraphiait au Tsar, pour l'avertir des préparatifs des Japonais et lui déclarer qu'une occu-

pation de la Corée par les troupes du Mikado, même en petit nombre, mettrait la Russie dans une très mauvaise situation stratégique. Il proposait donc de mobiliser les circonscriptions d'Extrême-Orient, d'occuper l'embouchure du Yalou, etc. Et le Tsar, dans sa réponse en date du 8 janvier, autorisait Alexieff à mobiliser les circonscriptions d'Extrême-Orient, à proclamer l'état de siège en Mandchourie à Port-Arthur et à Vladivostock et, d'une façon générale, à tout préparer pour la guerre ; il n'était pas cependant d'avis d'occuper l'embouchure du Yalou, désirant que cette mesure fut prise seulement à la dernière extrémité. D'un autre côté, le 8 février, après le rappel du ministre japonais à Saint-Pétersbourg, le Tsar télégraphiait à Alexieff : « Il est désirable que ce soient les Japonais, et non pas nous, qui commencent les hostilités. Si les Japonais ne commencent pas les opérations de guerre, vous ne devez pas les empêcher de descendre sur les côtes sud et est de la Corée jusqu'à Gensan inclusivement ; mais si leur flotte, qu'il y ait ou non invasion, dépasse le 38° parallèle, vous avez le droit de l'attaquer sans attendre le premier coup de feu. Je mets ma confiance en vous. Puisse Dieu vous aider ! »

« Ces documents, dit l'auteur, de l'authenticité desquels sans doute nous ne sommes pas encore assurés, jettent un jour très clair sur les faits antérieurs et postérieurs à la rupture des relations diplomatiques. Si le gouvernement russe n'avait pas, comme il le déclarait hautement, l'intention d'ouvrir des hostilités avec le Japon, il en ressort au moins évidemment qu'il avait pris les mesures nécessaires

pour répondre à toutes les éventualités et qu'il avait prévu au dernier moment que la guerre avec le Japon était inévitable. Mais alors, si le gouvernement de Saint-Pétersbourg envisageait comme possible l'existence d'une lutte avec l'Empire du Soleil Levant et si, dans cette éventualité, il avait sérieusement augmenté ses préparatifs militaires en Extrême-Orient, comment pouvait-il condamner le Japon dans un message officiel du 20 février 1904 ».

« Sa flotte n'aurait-elle pas attaqué sans déclaration la flotte japonaise si celle-ci avait dépassé le 38^e parallèle ?

On est ainsi forcé de convenir que le gouvernement russe a rédigé sa déclaration au mépris des faits et qu'en la publiant, il s'est trompé en même temps qu'il trompait le monde entier (43).

Toutefois, il est hors de doute que la Russie ne fut pas étonnée par la conduite du Japon au commencement de la guerre de 1904.

2° Quant à la question de surprise des Puissances neutres, il faut que nous l'expliquions un peu plus minutieusement. La première nouvelle de la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Japon et de l'attaque soudaine de Port-Arthur, produisit dans le monde une profonde sensation. Les journaux anglais exultaient et se félicitaient de la décision du Japon. Quant aux journaux allemands, ils trouvèrent le procédé japonais assez naturel. Mais cette nouvelle fit vraiment courir dans toute la

(43) V. article de NAGAOKA, dans la R. G. D. I. P., 1905 p. 603.

France un long frémissement. L'amiral Togo, disait-on, a « trahissement » attaqué les vaisseaux russes, le Japon a agi en violation flagrante du droit international ; à lui seul incombe toute la responsabilité de cette guerre qu'il a commencée par un acte de félonie. C'est ainsi que nous trouvions deux opinions différentes à cet égard parmi les Etats neutres. D'où provient donc cette divergence ? Nous l'expliquerons de deux manières :

Tout d'abord, il est tout naturel que la France, alliée de la Russie, et l'Angleterre, alliée du Japon, aient été influencées d'une manière extrême par le sentiment privé. De même leur jugement avait plutôt pour but de défendre leurs amis et condamner leurs adversaires. Il est donc évident que ces discussions n'ont pas eu une valeur suffisante pour faire partie de notre étude. Cependant, d'après la nature des litiges, d'après la durée des négociations et surtout d'après la préparation énergique de la guerre des deux Etats, nous pouvons déduire que les hommes politiques des Puissances devaient connaître l'imminence de la guerre. Si nous nous souvenons de la marche des événements avant cette guerre, nous pouvons juger avec sang-froid ce que non seulement les nationaux des Etats neutres qui résidaient en Orient, mais aussi tous ceux qui lisaient les journaux devaient prévoir la guerre. Enfin, nous pouvons conclure d'une manière absolue qu'il n'existait aucune surprise de la part des pays neutres.

En deuxième lieu, nous pouvons nous imaginer que l'attaque nocturne de notre torpilleur à Port-

Arthur, dans la nuit du 9 février, avait peut-être étonné le monde entier. Mais il faut bien distinguer la question de l'attaque et celle du commencement de la guerre. En fait, la guerre était commencée depuis plusieurs jours. La loi de guerre se trouvait déjà appliquée le 6 février, dans la capture de *Ekaterinoslaw* ; si l'attaque du 8 février éveillait la surprise du monde entier, ce n'est que dans la manière dont elle était faite. D'autre part, contrairement à ce qu'attendait le public, c'est le Japon qui attaqua la Russie. Par conséquent, la surprise qui existait a été causée principalement par la tactique japonaise.

Enfin, cette question est très délicate à distinguer dans la pratique, mais très nette au point de vue théorique ; le sentiment politique et l'étonnement en ce qui concerne la stratégie ne doivent pas être confondus avec la simple question de la surprise du commencement de la guerre.

§ II

A quel moment précis la guerre commence-t-elle ?

Cette question a causé beaucoup de controverses parmi les juristes. On a répété à satiété, à cette occasion, que la manifestation de volonté d'un Etat d'être en guerre seule pouvait être considérée comme le critérium du commencement de l'état de guerre. Cependant, la question de savoir quelle est la manifestation de cette volonté a soulevé des difficultés sérieuses. Envisageons successi-

vement les diverses opinions à ce propos et déterminons le moment exact du commencement de la guerre de 1904.

1° La plupart des jurisconsultes de l'école anglaise prétendent que la guerre avait commencé par le premier acte d'hostilité (44). Cependant, tel n'est pas notre avis pour les motifs déjà indiqués.

2° L'état de guerre devait être commencé avec la déclaration de guerre. Ce n'est que le 10 février que la guerre de 1904 débuta. C'est l'avis du gouvernement russe et de la plupart des publicistes de l'école française. Néanmoins, cette opinion n'a pas de raison d'être dans le cas de la guerre de 1904, car la déclaration de guerre faite par l'Empereur japonais à cette occasion ne fut qu'une *Parole Impériale* aux nations et, par conséquent, elle n'avait point de portée juridique au point de vue du droit international.

3° Adoptant pour critérium la manifestation de volonté d'un Etat d'être en guerre, M. Tatci, professeur à l'université impériale de Tokio, considère comme l'indice du commencement de la guerre la première application de la loi de guerre. Alors la guerre avait commencé par la capture de *Ekaterinoslaw*, le 6 février (45). L'état de guerre existe aus-

(44) V. M. ENDO. — *La Guerre russo-japonaise et le droit international* (japonais), p. 55 et suiv.

(45) TATCI. — *Sur le commencement de la guerre russo-japonaise*, dans la R. de D. I. (japonais) 1904 ; n° 8 et n° 11 ; V. aussi TÉRAO : *Le Commencement de la guerre russo-japonaise*, dans R. de D. I. (japonais), 1904, n° 7 ; SAKOUÉ TAKAHASHI : *Cases on international law, during the chino-japanese war.*

sitôt qu'après la décision de guerre une des Puissances en conflit a mis ouvertement à exécution sa décision contre son adversaire. Et au point de vue de droit international, la première application de la loi de guerre peut seule indiquer d'une manière précise la manifestation de la volonté de guerre. Cependant, nous pouvons estimer au contraire que l'application de la loi de guerre ne peut avoir lieu sans que la guerre existe préalablement ; puisque la loi de guerre existe, nous pouvons l'appliquer aux faits. Et si la loi de guerre est la seule preuve de l'existence de l'état de guerre, il est évident que l'état de guerre existait avant la première application de cette loi (46).

4° On a considéré que le premier acte d'hostilité est réalisé par l'envoi de forces militaires ou navales d'un Etat contre un autre dans un but de guerre. Dans cette opinion, la guerre commence par le premier mouvement de ses armées ayant pour but d'attaquer son ennemi, en dehors de son territoire ou de sa mer territoriale. La guerre de 1904 a donc commencé le 6 février à 7 heures du matin au moment où la flotte de l'amiral Togo partait de Sasébo avec l'ordre de livrer bataille à la flotte russe. La guerre existait alors *de facto* avant le premier acte

Cambridge, 1899 ; *Critique de la déclaration de guerre par la Russie*, par le même auteur, dans la R. de D. I. (japonais), 1904, n° 6.

(46) V. MATSOUBARA. — *L'Opinion de M. le professeur Tatci sur le commencement de la guerre russo-japonaise*, dans la R. de D. I. (japonais), 1904, n° 10.

d'hostilité (47). Ce point de vue est juste en ce sens que quoi qu'il y ait la décision de la guerre, il n'y a pas de moyen de le connaître jusqu'au moment où il est promulgué ouvertement. C'est dans le même esprit qu'on a placé le commencement de la guerre au moment de la remise de la dernière note japonaise au gouvernement russe. Cependant, tel n'est pas notre avis. La question du passage de l'état de paix à l'état de guerre, intimement liée à la question même de la responsabilité juridique de l'état agresseur, ne nous permet pas une solution aussi simple que celle que nous avons indiquée. Il va de soi que l'Etat agresseur doit être responsable de toute sa conduite, d'après la loi de guerre, dès qu'il décide de commencer les hostilités. Il est peut-être parfois avantageux pour un Etat agresseur d'être en état de paix, même après sa décision de guerre. Mais c'est à ce point qu'ont abouti, presque chaque fois, les diverses difficultés juridiques qui ont été expérimentées. On a bien proposé la distinction entre le droit international et le droit interne. On a prétendu aussi que la décision de l'autorité compétente n'avait qu'une puissance juridique aux nationaux de son pays et qu'un autre procédé est indispensable pour avoir son effet au droit international. Cette remarque peut être justifiable dans l'état actuel, mais contraire sans doute au principe fondamental du droit international, n'est pas acceptable. Pouvons-nous admettre un Etat où un pays, qui a décidé de

(47) ARIGA NAGAO. — La Guerre russo-japonaise, Paris, 1907 :

commencer la guerre juridiquement par son autorité compétente se trouve dans une relation pacifique avec son ennemi ? A plus forte raison le droit international peut-il observer l'acte belliqueux d'un Etat agresseur qui n'est responsable que d'après la loi de paix ? Nullement. L'adoption de cette formule est pratique sans doute, mais contradictoire en principe : l'esprit de communauté internationale ne le permet jamais. Nous n'allons pas jusqu'à prétendre que l'état de guerre commence immédiatement après la décision de guerre faite politiquement. Mais, dès que la décision est faite d'une façon juridique, elle doit avoir un effet au point de vue du droit international. La différence entre la décision juridique et la décision politique est délicate en pratique, mais très nette en théorie. Et, pour toutes ces raisons nous ne pouvons pas accepter la prétention de cet auteur.

5° A notre avis, l'état de guerre doit commencer de la part du pays agresseur dès qu'il se décide à attaquer son adversaire. De même il commence, de la part du pays attaqué, au moment où la décision de résistance a lieu. Il en est ainsi de la part des Etats neutres. L'état de neutre ne commence qu'après leur observation de l'existence de la guerre entre les parties belligérantes.

Maintenant, dans la guerre de 1904, l'état de guerre débuta de la part du Japon dès le 4 février lorsque la réunion du Conseil des *Anciens* et du Conseil des Ministres eut lieu au château impérial de Tokio, sous la présidence de l'Empereur, et décida la guerre contre la Russie. Le gouvernement japo-

nais résolut, dans l'après-midi de ce jour, d'entrer de suite, d'une manière décisive, en guerre contre la Russie. Et, cette résolution prise, les autorités diplomatiques et militaires commencèrent aussitôt à agir chacune de leur côté. C'est par conséquent à cet instant que nous devons placer la date à laquelle commença la guerre de 1904.

Quant à la Russie, nous ne pouvons pas précisément fixer le jour du commencement de l'état de guerre. Si la flotte de Port-Arthur qui quittait ce port le 4 février pour une direction inconnue avait une intention d'attaquer nos escadres, l'état de guerre de la part de la Russie devrait remonter au jour où la décision du gouvernement russe a été prise. Dans le cas contraire, l'état de guerre existe aussitôt après la réception des notes de la rupture des relations diplomatiques, alors que le gouvernement russe décide de faire la guerre contre le Japon, c'est-à-dire un peu après la remise de ces notes, le 6 février, à 4 heures de l'après-midi, par M. Kourino, au comte Lamsdorff.

Pour la même raison, l'état de neutre a commencé différemment pour chaque Etat tiers après leur observation de l'existence de guerre. Et, comme le gouvernement japonais notifia, le 8 février aux Puissances tierces, la rupture des relations diplomatiques avec la Russie, cet état de choses ne commence qu'après ce jour-là, de la part des Puissances tierces.

Nous avons déjà, à plusieurs reprises, expliqué la raison d'être de notre avis. Nous constatons maintenant, d'après ce principe, que non seulement la

capture des bâtiments russes le 6 février, mais aussi la prise de possession des bureaux de poste de *Fousan* et de *Masanpo*, dans la matinée du 8, sont légitimes au point de vue du droit international. Quant aux attaques à Port-Arthur et à Tchemoulpo, il ne saurait plus être question de leur légitimité.

Dans l'affaire du bâtiment *Ekaterinoslav*, de la flotte volontaire russe, la Cour suprême des prises du Japon rendit un jugement qui n'est pas sans intérêt. Le 4 février, ce navire avait quitté Vladivostok pour Odessa. Par câble sous-marin, le *Saï-yen*, bâtiment japonais du port de Takéshiki (île de guerre et sut que l'*Ekaterinoslav* devait passer près de Fousan. Il marcha à sa rencontre, le surprit à trois milles au nord de Fousan et s'en empara le 6 février. Voici ce que le jugement déclare à cet effet.

« Pour savoir si la prise est légale, il faut d'abord se demander si elle a été faite après le commencement de l'état de guerre. Or, c'est un fait certain que la Russie, tout en retardant intentionnellement sa réponse sur les questions posées par voie diplomatique et relatives à la Mandchourie et à la Corée, envoyait des troupes dans ces deux pays, concentrait sa flotte à Port-Arthur et, par une préparation militaire très active, manifestait ouvertement l'intention de se mettre en guerre avec notre Empire : c'est pourquoi le 5 février, de la 37^e année de Méiji (1904), notre Empire a transmis à la Russie la Note décisive rompant les relations diplomatiques, qu'il a fait les préparatifs de guerre, et que, le lendemain à 7 heures du matin, notre escadre quittait Sasébo pour attaquer l'escadre russe. On peut donc

dire, par les agissements des deux flottes, que les hostilités étaient ouvertement commencées avant que ce soit produite cette prise maritime, et, par conséquent, qu'on se trouvait déjà en état de guerre quand cette prise eut lieu. Bien que l'avocat du requérant soutienne qu'une notification du commencement de la guerre est nécessaire pour que puissent commencer les devoirs des sujets des pays belligérants et que toute capture faite avant cette notification est illégale, il nous semble inutile de démontrer que c'est un point généralement admis par le droit international des temps modernes qu'une déclaration n'est pas indispensable pour commencer la guerre.

« On ne doit pas non plus déclarer la capture illégale, par suite de l'endroit où elle a été faite, parce que, même en admettant que la distance de trois milles marins appartienne aux eaux territoriales, en fait, la Corée n'était pas neutre, etc... » (48).

Il résulte de ce jugement que, d'après l'opinion des fonctionnaires composant la cour supérieure des prises, la guerre avait bien commencé avant le 6 février, à 7 heures du matin, c'est-à-dire au moment où il y eut de la part de l'un des Etats en conflit déclaration de volonté de faire la guerre. Et, bien que leur point de vue sur le moment précis du commencement de la guerre ne nous semble pas assez

(48) Tribunal supérieur de prise de Tokio, 30 mars 1905, aff. de l'*Ekatérinoslaw* ; 3 juillet 1905, aff. du *Mukden* (Rap. principaux sur les affaires russo-japonaises, publiés par le ministère des affaires étrangères de Tokio, t. VI).

clair, au point de vue théorique, on peut déduire que leurs conclusions ne seraient autre chose que notre avis.

On a critiqué la solution du tribunal supérieur des prises de Tokio de la manière suivante : « Il est à peine besoin de faire remarquer les conséquences choquantes de cette solution : l'*Ekaterinoslav* a été capturé le 6 février à 9 heures du matin et le *Moukden* le même jour à 3 heures de l'après-midi. Or, la note avertissant le gouvernement russe que le Japon avait décidé de cesser les négociations et de rompre les négociations diplomatiques n'a été remise au comte Lamsdorff que le 6 février à 4 heures de l'après-midi par M. Kourino. Si l'on tient compte de ce fait qu'il y a une différence de 7 heures entre Tokio et Saint-Pétersbourg, on aboutit à cette constatation que la saisie de l'*Ekaterinoslav* a eu lieu 14 heures et celle du *Moukden* 8 heures avant la rupture des relations diplomatiques » (49).

Pour répondre à ce reproche, nous nous contenterons de dire que la note du 5 février a été remise vers 2 heures $\frac{1}{2}$ de l'après-midi au baron Rosen, représentant de la Russie à Tokio, par le baron Komoura. Et comme il est facile de s'imaginer que cette notification devait être communiquée immédiatement à l'amiral Alexieff, qui avait en ce moment pleine autorité du gouvernement russe en Orient. Il en résulte que la notification du Japon est arrivée au gouvernement russe au moins dans la

49) Article de M. REY, dans la R. G. de D.I.P., 1907, p. 302 et suiv.

nuit du 5 février et aucun reproche ne peut être adressé au Japon.

§ III

Le procédé du Japon au moment du commencement de la guerre est-il justifiable ?

La première question posée par plusieurs publicistes au début de la guerre de 1904 était de savoir si le Japon avait le droit d'attaquer subitement l'escadre russe à Port-Arthur, sans déclaration de guerre préalable. Et on a prétendu que le Japon n'avait pas épuisé tous les moyens indispensables, au point de vue juridique, avant d'employer la violence. Il faudra donc expliquer en premier lieu les critiques faites contre la conduite du Japon, et ensuite exposer mon opinion à cet effet.

I

LES CRITIQUES FAITES PAR LES PUBLICISTES, CONTRE LA CONDUITE DU JAPON

Ces critiques peuvent se diviser en deux grandes catégories : 1° le Japon a violé le droit des gens en ouvrant les hostilités sans déclaration de guerre préalable. 2° La notification de la rupture des relations diplomatiques n'est pas une cause suffisante de guerre.

Examinons maintenant quelles sont leurs opinions et nous critiquerons ensuite leurs défauts.

1° La guerre a-t-elle été commencée conformément au principe de la nécessité d'un avertissement préalable aux hostilités ? Tel était le principal point de la discussion.

Nous avons trouvé en premier lieu la critique du gouvernement russe qui accusa en plusieurs circonstances le Japon de s'être rendu coupable d'actes d'hostilité, sans aucune déclaration de guerre. Dans son manifeste du 10 février, le Tsar disait que : « Le Japon, n'attendant même pas la remise des propositions de la dernière réponse du gouvernement russe, nous a annoncé la rupture des négociations et la cessation de ses relations diplomatiques avec la Russie » et que « sans nous faire connaître à l'avance que la cessation de ses relations équivalaient à l'ouverture des hostilités, le gouvernement japonais a ordonné à ses bateaux torpilleurs d'attaquer soudainement notre escadre, à l'ancre dans la rade extérieure de la place de Port-Arthur ».

De même, M. F. de Martens a blâmé le gouvernement japonais dans la Revue générale de droit international public. Nous avons déjà cité dans la section précédente que l'antipathie naturelle contre le Japon a entraîné le fameux professeur russe à de grosses fautes matérielles dans son discours, et nous n'ajouterons rien de plus à ce sujet.

M. Mérignhac, éminent professeur en France et partisan de la nécessité de la déclaration, écrivit un article dans le *Journal des Débats* du 4 mars 1904, accusant « les Japonais d'avoir violé le droit des gens de la façon la plus certaine. Il faut, tout au moins, dit-il, un fait certain, précis, tel qu'une pro-

clamation adressée aux nationaux et déclarant la guerre ouverte désormais. En dehors de ce fait, les hostilités, dans l'opinion de tous, constituent un brigandage pur et simple, analogue à l'acte d'un particulier, qui, sans raison aucune, sans avertissement préalable, frapperait dans la rue, un passant, d'un coup mortel. Et, d'autre part, sans cet acte préalable, d'où partira le moment où il sera permis de faire des prises sur mer où existeront les immunités de la Croix-Rouge et le droit de faire des prisonniers, où se produiront les droits et les devoirs des neutralités ? Certes, la déclaration de guerre coupe court à toutes ces difficultés et voilà pourquoi nous en sommes ferme partisan ; mais, à son défaut, doit-on tout au moins exiger cet acte initial, qui, en somme en tient lieu ».

Avant d'entamer la critique de ces opinions, il est assez piquant de remarquer que la Russie elle-même a violé plus d'une fois ce qu'elle veut bien appeler une prescription du droit international. En 1700, avant Narva, elle commençait les hostilités sans déclaration ; en 1733, ses armées entraient à l'improviste en Pologne sans aucune notification, pour mettre Stanislas sur le trône de Varsovie ; 20 ans plus tard, en 1753, avec l'Autriche et la Prusse, elle attaquait tout à coup cette même Pologne ; en 1806, alors que duraient encore les négociations diplomatiques, les armées russes pénétraient en Moldavie : en 1827, la flotte russe, unie à celles de l'Angleterre et de la France, écrasait, sans aucune déclaration, la flotte turque ; en 1828, la guerre se faisait entre la Russie et la Turquie, sans notification d'aucune

part ; en 1831, les Russes attaquaient, coulaient et capturaient des bateaux grecs sans avoir non plus rien notifié. En 1836, la Russie, l'Autriche et la Prusse occupaient Cracovie de la même façon ; enfin, en 1853, la guerre de Crimée s'ouvrait elle aussi sans déclaration préalable. Il nous semble donc, dans l'hypothèse présente, que la Russie n'avait pas à reprocher au Japon une attitude qu'elle a si souvent adoptée elle-même (50).

Nous aurions aussi la partie belle si nous voulions tirer avantage de ce que le premier mouvement belliqueux, dans la guerre de 1904, a été vraisemblablement accompli par l'escadre russe à Port-Arthur : lorsqu'elle prit le large le 4 février ; mais je ne toucherai pas à ce point, car je ne veux me servir que des faits notoires et officiellement connus.

Nous nous contenterons de citer ici l'explication officielle du Japon à cet égard. En réponse à l'article de M. Mérignhac, la légation du Japon à Paris a fait à la Presse la communication suivante :

« Nous ne saurions passer sans protester de la façon la plus énergique une pareille accusation de la part d'un jurisconsulte aussi éminent que M. Mérignhac.

« Pour accuser un pays d'une manière aussi catégorique, d'avoir violé les règles du droit international, il aurait fallu au moins nous montrer d'abord quelles étaient ces prétendues règles qui étaient vio-

(50) V. NAGAOKA. — *La Guerre russo-japonaise et le droit international*, dans la R. de D. I. et L. C., t. VI, 1904, p. 433 et suiv.

lées. Or, nous ne croyons rien de pareil dans la note de M. Mérignhac.

1° L'éminent professeur accuse le Japon d'avoir violé le droit international, parce que les navires de guerre japonais ont torpillé les navires de guerre russes après la rupture des relations diplomatiques, avant la déclaration de guerre entre le Japon et la Russie. Mais ce seul fait constitue-t-il une violation des règles de droit international ?

« Sur ce point, aucun doute n'est possible. La plupart des jurisconsultes de droit international sont d'accord pour soutenir que la déclaration de guerre n'est pas indispensable pour l'ouverture des hostilités. Les faits abondent dans ce sens et M. Mérignhac n'est pas à ignorer l'envahissement de la Moldavie et de la Valachie par la Russie en juillet 1853, ainsi que l'anéantissement de la flottille par l'escadre russe dans la rade de Sinope, avant la déclaration de guerre. M. de Martens, le célèbre jurisconsulte russe lui-même, est un de ceux qui n'exigent pas la déclaration de guerre avant l'ouverture des hostilités.

« On ajoute, il est vrai, qu'il faut un fait certain et précis qui annonce la guerre. Mais, même en admettant qu'un fait semblable soit nécessaire, ce fait certain et précis existe dans le cas présent.

« Le gouvernement japonais ne s'est pas seulement contenté de rompre les négociations avec le gouvernement russe et de rappeler son représentant de Saint-Pétersbourg. Il a averti le gouvernement russe d'une manière claire et nette qu'il allait prendre toutes les mesures nécessaires, pour défendre ses droits et ses intérêts. La Russie devait donc s'atten-

dre à tout de la part du Japon, du jour où il lui a fait clairement connaître ses intentions.

« Donc, tant qu'il ne sera pas décidé, dans un acte international que la déclaration de guerre est nécessaire avant l'ouverture des hostilités, on n'a pas le droit d'accuser le Japon d'avoir violé les règles du droit international, pour avoir attaqué la Russie avant cette déclaration (51). »

« Nous sommes heureux de pouvoir ajouter ici l'opinion de quelques auteurs de l'école française favorables à notre avis.

« Codifié sur quelques rares points, dit M. Rey, le droit des gens est essentiellement coutumier et les règles en sont à la fois par les travaux des jurisconsultes et par la conduite des Etats. Or, nous l'avons vu, la doctrine est divisée et la pratique incertaine. Il faut en conclure que, dans l'état actuel de ce droit, il n'est pas permis d'affirmer que la déclaration de guerre soit une véritable loi du droit des gens. C'est donc à tort que la Russie a accusé le Japon d'avoir violé les prescriptions du droit international en ouvrant les hostilités sans avertissement. M. Motono a pu écrire avec raison : « Tant qu'il ne sera pas décidé dans un acte international que la déclaration de guerre est nécessaire avant l'ouverture des hostilités, on n'a pas le droit d'accuser le Japon d'avoir violé les règles du droit international pour avoir attaqué la Russie avant cette déclaration » (52).

(51) V. *Le Mémorial diplomatique*, 1904, p. 106.

(52) Article de M. Francis REY, dans R. G. de D. I. P., t. XII (1907), p. 302 et suiv. et MORONO : Lettre au *Journal des*

« Il faut dire, dit M. Charles Dupuis, à mon sens, qu'en l'état actuel du droit positif, et quelque fâcheuse que soit cette constatation, aucune déclaration, soit expresse, soit tacite n'est requise » (53)

Pour toutes ces raisons, nous concluons que, à l'époque de la guerre de 1904, la guerre sans déclaration ne fut pas irrégulière au point de vue de droit positif et que l'avertissement préalable n'est juridiquement obligatoire qu'après la convention de La Haye de 1907.

2° En second lieu, les auteurs continentaux prétendent qu'une simple rupture des relations diplomatiques n'équivaut pas à une *mise en demeure* : « D'abord, disent-ils, la rupture des relations diplomatiques n'entraîne pas le commencement de l'état de guerre ; ensuite, il ne suffit pas de faire connaître à l'adversaire les conditions exactes que l'une des parties désire obtenir ».

Le gouvernement russe accuse officiellement le Japon, à cet effet, dans le *Messenger officiel* du 20 février : « Bien que la rupture des relations diplomatiques ne signifie pas du tout l'ouverture des hostilités, le gouvernement japonais a commis, dès la nuit du 8 au 9 février, toute une série d'attaques révoltantes, des navires de guerre et de commerce russes, en violation des prescriptions du droit international, etc... ».

Débats, numéro du 7 mars 1904, publiée dans le *Journal du D. I. privé*, t. XXXI (1904), p. 331.

(53) Article de M. Charles DUPUIS, dans la R. G. de D. I. P., 1906, p. 725 et suiv.

Nous lisons encore, à cet égard, dans un passage du traité écrit par M. F. de Martens, dans la *Revue générale de droit international public*, au commencement de 1904 : « Le rappel des représentants diplomatiques ne suffit point pour approuver le commencement immédiat des hostilités. Ainsi, la Grèce et la Roumanie, à cause de l'affaire Zappa, avaient interrompu leurs relations diplomatiques pendant une dizaine d'années. Mais ces deux Etats n'étaient nullement en état de guerre et ne commettaient aucun acte d'hostilité l'un contre l'autre ».

M. Mérignhac prétend dans un passage de son discours cité précédemment que : « Quant au rappel des agents diplomatiques, de l'avis de tous, il n'est pas une cause suffisante de guerre et nombre d'Etats ont rompu les relations diplomatiques par le rappel momentané de leurs agents — tels les Etats européens avec la Serbie — qui n'ont jamais pensé que la guerre dût être le résultat de cette mesure ». (54).

« Mais la rupture des relations diplomatiques, dit M. H. Ebren, aussi grave que fut cet incident dans la marche du conflit n'équivalait pas à une déclaration de guerre. Là-dessus sont d'accord l'opinion des auteurs et la pratique des Etats. Si donc la guerre devenait presque inévitable, elle n'existait pas encore, même virtuellement. Il fallait un autre acte pour signifier la volonté du Japon de recourir à la force des armes » (55).

(54) MÉRIGNHAC. — Art. précités du *Journal des Débats*, du 4 mars 1904.

(55) Article de M. A. EBREN, dans la R. G. de D. I. P., 1904, p. 133-148.

« La pratique fournit, dit M. Rey, de nombreux exemples d'une rupture des relations diplomatiques non suivie de guerre : on peut rappeler à cet égard, les différends qui se sont produits entre la Grèce et la Roumanie à propos de l'affaire Zappa et plus récemment au sujet des Communautés helléniques en Roumanie, entre la Suisse et l'Italie, à propos de l'affaire du journal le *Risveglio*, entre la France et le Venezuela, au sujet des câbles sous-marins, etc... » (56).

« Les relations diplomatiques, dit M. Charles Du-
puis, peuvent même être rompues par l'expulsion
des agents diplomatiques respectifs — procédé plus
violent que le simple rappel — sans que cette rup-
ture soit le prélude inévitable d'une guerre. Les rela-
tions diplomatiques ont été rompues de cette ma-
nière, au commencement de 1906 entre la France et
le Venezuela, sans que la guerre ait éclaté entre les
deux Puissances en dissentiment. Les relations diplo-
matiques ont été interrompues pendant plusieurs an-
nées entre la Grèce et la Roumanie, à la suite d'un
différend très vif, sans que ces Etats ait eu recours
à la force des armes. Le rappel des légations, la
rupture des relations diplomatiques n'ont donc pas
un caractère assez nettement défini pour qu'on y
puisse voir, en aucun cas, l'équivalent d'une déclara-
tion de guerre. Quelles que soient les circonstan-
ces dans lesquelles se produise la rupture, le fait
même de la rupture laisse substituer un doute sur les

(56) Article de M. REY, dans la R. G. de D. I. P., 1907, p. 302
et suiv.

intentions des Etats en litige, à moins que ceux-ci aient nettement défini la portée qu'ils entendent y attacher, auquel cas l'acte expliquant le sens de la rupture, mais non la rupture elle-même, constituerait l'équivalent d'une déclaration de guerre » (57).

Il nous faut critiquer ces opinions à deux points de vue ; d'abord au point de vue théorique, et ensuite au point de vue pratique.

A) A ce propos, il est nécessaire de retenir d'une façon exacte la différence qui existe entre la rupture des relations diplomatiques, la rupture des négociations et le rappel des agents diplomatiques, car il nous semble que non seulement le gouvernement russe, mais aussi les publicistes les ont confondus et ont commis une erreur juridique, au point de vue de droit international.

a) En vérité, nous n'admettons pas que le rappel ou le renvoi des agents diplomatiques constitue l'équivalent d'une déclaration de guerre ou de tout acte semblable. Il indique bien, en effet, que les relations pacifiques sont altérées ; c'est un indice de la suspension des relations amicales. Mais quelles que graves que soient ces mesures, elles ne constituent pas nécessairement l'état de guerre entre les Puissances qui les prennent ; elles ne marquent même pas l'intention de faire la guerre. Le départ des ambassadeurs ne sera pas un obstacle à de nou-

(57) Article de Charles DUPUY, dans la R. G. de D. I. P., 1906, p. 725 et suiv.

velles négociations, de même qu'ils pourraient encore occuper leur poste au moment de l'ouverture des hostilités. Il est fort possible que les agents diplomatiques accrédités auprès de deux pays soient l'objet d'un rappel momentané par prudence peut-être, sans que pour cela l'état de paix se trouve irrémédiablement compromis. De plus, le rappel de l'ambassadeur n'implique pas nécessairement la guerre, puisque les consuls continuent à exercer leurs fonctions ; lorsque la guerre commence, les agents à la fois diplomatiques et consulaires regagnent leur pays. Par conséquent, d'après le droit international moderne, nous ne pouvons pas considérer le rappel et le renvoi d'agents diplomatiques, ni comme une déclaration de guerre pure et simple, ni comme une déclaration de guerre conditionnelle ; nous les considérons comme tels quand ils sont accompagnés de certaines mesures pouvant leur donner ce sens, comme le manifeste ou l'ultimatum ne fixant pas de délai comminatoire.

b) De même, la seule notification de suspension des négociations n'équivaut pas au commencement de l'état de guerre. Elle ne signifie que la cessation de telles ou telles négociations diplomatiques existant entre deux Etats. Et comme ces négociations ne comprenaient pas toutes les relations diplomatiques nous ne pouvons pas prétendre qu'elle équivaut à la rupture de toutes les négociations diplomatiques.

c) Enfin, quant à la rupture des relations diplomatiques, nous avons déjà établi dans les chapitres

précédents qu'elle équivalait au commencement de l'état de guerre.

Au point de vue théorique, il n'y a selon nous place pour aucun doute à cet effet. Ce qu'il importe de constater, c'est que les relations diplomatiques entre le Japon et la Russie ont été rompues par la deuxième note du 5 février, et que cette conduite du Japon était suffisante pour commencer la guerre. C'est ainsi que de nombreuses approbations se sont fait entendre à cet égard, non seulement parmi les publicistes anglais et américains, mais aussi parmi ceux des autres Etats. Le *Temps* prétendit, lors de la surprise de Port-Arthur que la rupture des relations diplomatiques constituait juridiquement l'état de guerre. M. Nys, éminent professeur belge jugea que la notification de la rupture des relations diplomatiques de la part du gouvernement japonais équivalait d'une façon parfaite à l'ouverture des hostilités (58). En tous cas, nous pouvons conclure que cette notification peut seule suffire pour commencer la guerre, conformément au principe du droit international.

B) Nous trouvons dans la pratique internationale plusieurs exemples contraires et c'est pourquoi la plupart des publicistes continentaux jugent qu'elle n'est pas suffisante pour commencer la guerre. Cependant, nous ne pouvons pas regarder ces exemples comme constituant la coutume internationale, car nous ne manquons pas d'exemples pour justifier

(58) NYS. — *Le Droit International*, t. III, p. 133.

notre avis. De plus, comme il y a là en somme une question de fait, nous pouvons la considérer comme équivalente à la déclaration de guerre, si les termes ou les circonstances le permettent, même au point de vue pratique. Donc quelques raisons pratiques peuvent être véridiques dans certains cas ; elles ne le sont pas dans celui qui nous occupe. En d'autres termes, la rupture des relations diplomatiques entre le Japon et la Chine n'a pas été une simple rupture telle que celles dont nous parlent les auteurs continentaux. Je ne rapporterai pas ici les textes de plusieurs notes japonaises écrites avant la guerre et qui expliquent la marche des négociations diplomatiques entre les deux pays. Du reste, longtemps avant la guerre, le monde entier les connaissait déjà. La 4^e note japonaise, envoyée le 13 janvier à la Russie, exprimait clairement cette idée que le Japon était arrivé à la dernière limite des concessions possibles ; que, de plus, il s'attendait à recevoir réponse de la Russie le 1^{er} ou le 2 février au plus tard, donnant ainsi à cette Puissance tout le temps nécessaire pour répondre. C'était, après cela, les notes du 5 février par lesquelles le gouvernement japonais ne s'était pas contenté de rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement russe, mais aussi par lesquelles il avertissait le gouvernement russe, d'une manière claire et nette, qu'il allait prendre toutes les mesures qu'il jugeait utiles pour la défense de ses droits et de ses intérêts. L'état de guerre imminent peut se déduire non seulement par le degré de tension des relations diplomatiques précédentes, mais aussi par les termes mêmes de ces notes. Or, dans

la guerre russo-japonaise, tout esprit impartial pourrait conclure que le Japon a réellement, par ses notes, déclaré à la Russie une guerre qui était rendue presque inévitable, soit par l'âpreté des relations diplomatiques, soit par l'esprit d'enthousiasme des nationaux.

3° Quelques auteurs prétendent que si le Japon n'avait envoyé que la 2^e note du 5 février, par laquelle il rompait les relations diplomatiques, sa conduite serait blâmable. Mais il y a lieu de tenir compte d'un élément nouveau très important : la notification de la première note. En effet, cette note se termine par les termes suivants : « Le gouvernement impérial se réserve le droit de recourir à toute action indépendante qu'il pourra estimer la meilleure pour consolider et défendre sa situation menacée, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes ». Quelle pourrait être cette action indépendante, la meilleure pour défendre sa situation menacée, si ce n'était pas la guerre ? Dans la guerre russo-japonaise, nous avons ce fait, disent-ils : il est certain, précis, et à lui seul, il suffit pour justifier les actes japonais suivants. Il est absolument nécessaire et en même temps suffisant pour donner à la notification de la rupture des relations diplomatiques, la portée d'une déclaration de guerre (59).

Cependant, M. Mérignac, dans son deuxième ar-

(59) Lettre de Miguel GARCERAN, professeur de droit international à Santiago du Chili, dans la R. G. de D. I. P., t. XI (1904), p. 615.

ticle paru dans le *Journal des Débats* du 11 mars 1904, estime que la deuxième note n'a qu'une portée comminatoire et n'ouvre point virtuellement les hostilités. Mais alors, pourquoi ces mots si importants dans une si grave situation ? Et, d'après cela, comment le gouvernement japonais aurait-il pu indiquer son intention d'obtenir satisfaction par une autre voie que la guerre ? En présence de ces faits, le gouvernement russe était fixé sur les intentions du Japon. Enfin, cette notification implique d'une façon claire, une suspension du droit international, en temps de paix pour l'un comme pour l'autre pays. Ils peuvent l'un et l'autre faire ce que bon leur semble pour la sauvegarde de leurs intérêts. Il n'y a que la loi de guerre qui puisse régler leur conduite et c'est pour cela que, non seulement le gouvernement japonais, mais aussi de nombreux publicistes ont prétendu que cette note du 5 février renfermait le *casus-belli*.

A notre avis, et en se plaçant à un point de vue théorique, cette notification n'était pas indispensable de la part du Japon pour commencer la guerre d'une manière légitime, car l'avertissement de la rupture des relations diplomatiques était, comme M. Nys le jugea, suffisant en lui-même pour ouvrir les hostilités (60). Mais au point de vue pratique, cette notification était très utile pour faire comprendre au gouvernement russe la volonté du Japon. En effet, sa principale valeur consistait à expliquer

(60) Nys. — *Le Droit International*, t. III, p. 133.

la véritable signification juridique de la rupture des relations diplomatiques, c'est-à-dire de la première note. Cette conduite du Japon était nécessaire, car en fait, l'effet juridique de la rupture des relations diplomatiques n'était pas observé par tout le monde. Toutefois, nous n'irons pas jusqu'à prétendre que ces notes peuvent être considérées comme une déclaration de guerre pure et simple. Elles ne peuvent être regardées que comme équivalent à une déclaration de guerre et cela pour la raison suivante :

Il est indispensable, pour une déclaration de guerre, d'exprimer clairement la volonté d'ouvrir des hostilités. Tandis que dans la première note du 5 février, le gouvernement japonais, prenait selon sa volonté ses dispositions pour une guerre imminente et immédiate, ou la reprise de ses relations pacifiques avec la Russie. Ses actes lui sont dictés par les circonstances du moment. En tout cas, nous ne pouvons pas y trouver l'indication précise de faire la guerre.

4° Nous trouvons que les notes du 5 février prennent le nom d'ultimatum non seulement dans les documents officiels des deux gouvernements, mais aussi chez la plupart des auteurs. Cependant, elles ne contiennent pas les éléments d'un ultimatum. Nous les examinerons maintenant à deux points de vue, car cette étude est très importante pour démontrer que la guerre de 1904 n'a pas été commencée par une déclaration de guerre conditionnelle, mais par un acte équivalent à une déclaration de guerre.

A) Comme nous l'avons étudié dans les chapitres précédents, l'ultimatum, lorsqu'il est une déclaration de guerre conditionnelle, doit résumer clairement les faits en litige et énoncer d'une manière péremptoire la condition à laquelle on entend subordonner le maintien de la bonne intelligence ou au contraire l'ouverture des actes d'hostilité. Cependant, dans les notes du 5 février, aucune phrase n'énonçait la proposition imposée comme dernière et irrévocable condition aux arrangements entre le Japon et la Russie. En ce sens, elles ne peuvent pas être considérées comme une déclaration de guerre conditionnelle.

Au point de vue politique, le gouvernement japonais n'avait pas besoin d'ajouter l'article de sa dernière proposition à ses notes du 5 février. Si de la réponse japonaise du 13 janvier au deuxième contre-projet russe, relative à la Mandchourie et à la Corée, on trouvera facilement que la dernière proposition du Japon avait été faite depuis longtemps. Le gouvernement impérial y fixait en effet des exigences dont le Japon ne voudrait pas se départir et précisait la limite des concessions à faire. Toutefois, cette considération n'a qu'une valeur politique et morale. Au point de vue juridique, les notes du 5 février ne contiennent pas cet article indispensable à cet ultimatum.

B) Dans la déclaration de guerre conditionnelle, on fixe un délai précis à l'expiration duquel l'Etat qui l'adresse pourra commencer immédiatement les hostilités sans autre formalité, s'il n'y a pas eu de

réponse ou si cette dernière ne donnait pas satisfaction. Cependant, non seulement les notes du 5 février fixaient un délai précis à la Russie pour sa réponse, mais encore le gouvernement japonais ne marquait aucune volonté de l'attendre et il commença son attaque immédiatement. Ces notes avaient donc plutôt le caractère d'un avertissement préalable de la guerre pure et simple et ne peuvent pas être regardées comme une déclaration de guerre conditionnelle.

II

NOTRE OPINION SUR LA CONDUITE DU JAPON AU COMMENCEMENT DE LA GUERRE DE 1904

Il importe de répartir sur deux points principaux nos critiques relatives à la conduite du Japon au commencement de la guerre de 1904 : 1° au point de vue politique ; 2° au point de vue juridique.

1° Comme nous l'avons déjà dit dans les chapitres précédents, notre étude juridique doit toujours être distinguée d'une manière précise de l'étude politique. Cependant, celle-ci est souvent considérée comme indispensable d'une façon indirecte à l'étude juridique. Et c'est dans ce sens que nous exposons ici notre critique sur la conduite du Japon au point de vue politique, c'est-à-dire au point de vue moral international qui fait la base du droit international.

Dans la guerre de 1904, il ne fut nullement question que la guerre serait le dernier moyen auquel le Japon aurait recours. La politique suivie par le Ja-

pon n'eut d'autre but que d'assurer son existence et de poursuivre ses progrès pacifiques. La guerre était nécessaire, même en exposant la vie nationale du pays. Le Japon avait déjà proposé et avait précisé toutes les limites de ses demandes et de ses concessions. Il n'y avait pas de place pour la conciliation entre les deux Etats. Le gouvernement impérial avait vraiment épuisé tous les moyens qu'il fallait accomplir avant la guerre ; les termes mêmes employés par notre ministre à Saint-Pétersbourg devaient en tous cas suffire pour faire comprendre au comte Lamsdorff que le Japon était bien résolu à la guerre si la Russie ne lui accordait pas satisfaction. Nous avons vu qu'il faisait tous ses efforts pour obtenir la dernière réponse de la Russie ; la première tentative fut faite le 13 janvier par M. Kourino, auprès du comte Lamsdorff ; la deuxième, le 23 janvier ; la troisième le 28 janvier et la quatrième le 30 janvier. Mais la Russie, loin de donner la réponse demandée n'a même pas voulu indiquer la date de sa remise jusqu'au dernier moment. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait pas attendu sa réponse pour commencer les hostilités. Enfin, il est bien évident que personne ne pouvait se tromper sur la signification réelle des notes du 5 février. Si le gouvernement russe ne voulut y voir qu'une simple suspension des relations diplomatiques, il eut certainement grand tort, car non seulement les termes employés, mais aussi les circonstances du moment le devaient instruire d'une manière claire du commencement des hostilités. Nous pouvons alors juger avec impartialité que les notes du 5 février renfermaient le

casus-belli et que le gouvernement japonais a commencé une « guerre légitime ». Tel est le tableau rapide que nous pouvons tracer au point de vue politique de la conduite du Japon au commencement de la guerre de 1904. Et ces considérations politiques donnent une idée générale et fondamentale dans l'étude juridique. Nous allons maintenant examiner quelle était la conduite du gouvernement impérial en ce qui concerne sa forme d'ouverture des hostilités dans la guerre de 1904.

2° Nos études juridiques à cet égard peuvent se diviser en deux catégories : 1° les notes du 5 février contiennent-elles les conditions d'un véritable avertissement préalable de la guerre ? 2° pourquoi le gouvernement japonais n'a-t-il pas envoyé une déclaration de guerre conditionnelle ?

A) C'est un fait précis que les notes du 5 février peuvent être considérées comme une notification équivalente à une déclaration de guerre. A ce propos, nous avons déjà souvent exprimé notre opinion. Si elles n'étaient pas une déclaration de guerre stricte, elles étaient une déclaration de guerre dans une forme indirecte et à ce titre, elles étaient conformes au principe de la nécessité d'un avertissement préalable. Et comme les tendances modernes comportent plus de largeur dans la forme extérieure d'une déclaration de guerre, cette conduite du Japon doit être considérée comme légitime au droit international actuel, car ce ne fut qu'après l'envoi de ces notes que les hostilités commencèrent.

B) Le gouvernement japonais n'avait pas envoyé

L'ultimatum au gouvernement russe avant la guerre de 1904. Il n'a pas ainsi donné l'avantage du délai à la Russie. Cette conduite du Japon a pour cause des raisons militaires. L'intérêt militaire n'avait pas permis au Japon de prendre une mesure désavantageuse lorsqu'il risquait même sa vie. Cependant, cette conduite peut indiquer, d'autre part, le défaut des règles du droit international moderne. En effet, la déclaration de guerre conditionnelle est le procédé le plus idéal et la forme la plus parfaite parmi les moyens d'ouvrir des hostilités. Néanmoins, ce procédé a son défaut pratique. Le progrès des armes et des communications ne permet plus l'existence du délai accordé. Ce délai a perdu depuis longtemps sa raison d'être, et c'est pourquoi le gouvernement japonais ne pouvait pas user de ce moyen, le plus parfait au point de vue du droit international. Nous arrivons maintenant à notre conclusion que le principe du droit international doit se baser sur le progrès des faits et que le procédé pour déclarer une guerre doit toujours se conformer, non seulement au développement de l'esprit de communauté internationale, mais aussi au progrès des armes et des communications. Bref, la guerre de 1904 nous a donné une preuve de l'imperfection des règles à cet égard. Nous espérons donc qu'un temps viendra prochainement où nous pourrons amender la règle de la déclaration de guerre établie dans la convention de La Haye de 1908.

CHAPITRE III

L'ouverture des hostilités au commencement de la guerre italo-turque.

Les événements qui viennent de se produire au commencement de la guerre italo-turque nous ont fourni cette double démonstration : 1° les Etats civilisés sont aujourd'hui d'accord pour affirmer la règle établie par la convention de La Haye de 1907 ; 2° le principe soutenu par nous, celui de la déclaration de guerre conditionnelle, apparaît comme inutile dans une guerre de cette nature.

Nous ne nous trouvons pas, en effet, en présence d'une guerre ordinaire. Nous voyons les adversaires restreindre leur champ d'action, l'Italie se refusant à porter la guerre en Europe, la Turquie incapable de se défendre en Afrique et cherchant pendant de longues semaines quel préjudice elle pourrait bien causer à l'Italie.

C'est donc en réalité, et jusqu'à cette date (25 oc-

tobre 1911), à un simulacre de guerre que nous assistons.

Cependant il y a une leçon à en tirer : c'est que si les Etats européens acceptent le principe posé à La Haye en 1907, il n'apparaît pas qu'ils en fassent une application rigoureuse. Nous n'en voulons pour preuve que l'attitude de l'Italie qui dans sa déclaration de guerre à l'Empire ottoman, a bien plus appliqué la lettre des principes de La Haye qu'elle n'en a appliqué l'esprit.

Ceci nous permet de rechercher les difficultés d'application pratique de la règle de La Haye et les raisons pour lesquelles la déclaration de guerre conditionnelle n'était pas nécessaire dans cette hypothèse. D'ailleurs il est évident que notre recherche est purement juridique ; nous laissons de côté des questions politiques et diplomatiques.

SECTION I.

LES RELATIONS ENTRE LES DEUX ETATS AVANT LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE

§ I.

Les conduites des deux Etats avant le commencement de l'Etat de guerre (1).

I. — Le 24 septembre, la Turquie ayant fait savoir que si l'Italie occupait la Tripolitaine, les Ita-

(1) Ces renseignements sont puisés dans le *Mémorial diplomatique*, n° du 7 octobre 1911.

liens seraient expulsés et les marchandises italiennes boýcottées, l'Italie répondit que si ces mesures étaient exécutées, la guerre serait déclarée. Le 27 septembre, la flotte ottomane, qui se trouvait à Beyrouth, reçut l'ordre de regagner immédiatement Constantinople.

II. — Le marquis de San Giuliano, ministre des Affaires étrangères de l'Italie, a adressé, dans la nuit du 26 au 27 septembre, à M. de Martino, chargé d'affaires à Constantinople, la dépêche suivante qu'il a communiquée aussi au chargé d'affaires ottoman à Rome :

« Pendant une longue série d'années, le gouvernement italien n'a jamais cessé de faire constater à la Porte la nécessité absolue que l'état de désordre et d'abandon dans lequel la Tripolitaine et la Cyrénaïque sont laissées par la Turquie prenne fin et que ces régions soient enfin admises à bénéficier des mêmes progrès réalisés par les autres parties de l'Afrique septentrionale.

« Cette transformation, qu'impose, par les exigences générales, la civilisation, constitue pour ce qui concerne l'Italie, un intérêt vital de tout premier ordre, en raison de la faible distance séparant ces contrées des côtés italiennes.

« Malgré l'attitude tenue par le gouvernement italien, qui a toujours accordé loyalement son appui au gouvernement impérial dans les différentes questions politiques de ces derniers temps, malgré la modération et la patience dont le gouvernement italien a fait preuve jusqu'ici, non seulement ses vues au sujet

de la Tripolitaine ont été méconnues par le gouvernement impérial, mais, ce qui plus est, toute entreprise de la part des Italiens dans les régions susmentionnées s'est constamment heurtée à l'opposition systématique la plus opiniâtre et la plus injustifiée. Le gouvernement impérial, qui avait aussi témoigné jusqu'à présent son hostilité constante envers toute activité légitime italienne en Tripolitaine et Cyrénaïque, a tout récemment, par une démarche de la dernière heure, proposé au gouvernement royal d'en venir à une entente, se déclarant disposé à accorder toute concession économique compatible avec les traités en vigueur, ainsi qu'avec la dignité et les intérêts supérieurs de la Turquie.

« Mais le gouvernement royal ne se croit plus en mesure d'entamer, à l'heure qu'il est, de semblables négociations, dont l'expérience du passé a démontré l'inutilité, et qui, loin de constituer une garantie pour l'avenir, ne sauraient que déterminer une cause permanente de froissements et de conflits.

« D'autre part, les informations que le gouvernement royal reçoit de ses agents consulaires en Tripolitaine et en Cyrénaïque, y représentent la situation comme extrêmement grave, à cause de l'agitation régnant contre les sujets italiens, et qui est provoquée de façon plus qu'évidente par les officiers et les autres organes de l'autorité.

« Cette agitation constitue un danger imminent non seulement pour les sujets italiens, mais aussi pour les étrangers de toute nationalité, qui justement émus et inquiets pour leur sécurité, ont com-

mencé à s'embarquer quittant sans délai la Tripolitaine.

« L'arrivée à Tripoli de transports militaires ottomans sur l'envoi desquels le gouvernement royal n'avait pas manqué de faire remarquer préalablement au gouvernement ottoman les sérieuses conséquences, ne pourra qu'aggraver la situation, et impose au gouvernement royal l'obligation stricte et absolue de parer aux périls qui en résultent.

« Le gouvernement italien, se voyant donc désormais forcé de songer à protéger sa dignité et ses intérêts, a décidé de procéder à l'occupation militaire de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

« Cette solution est la seule à laquelle l'Italie puisse s'arrêter et le gouvernement royal s'attend à ce que le gouvernement impérial veuille donner des ordres en conséquence, afin qu'elle ne rencontre de la part des représentants actuels ottomans aucune opposition et que les mesures qui en seront la conséquence nécessaire puissent s'effectuer sans difficulté.

« Des accords ultérieurs seraient pris entre les deux gouvernements, pour régler la situation définitive qui en résulterait.

« L'ambassade royale à Constantinople a l'ordre de demander une réponse péremptoire à ce sujet de la part du gouvernement ottoman, dans le délai de vingt-quatre heures de présentation à la Porte du présent document.

« A défaut de quoi le gouvernement italien se verra dans la nécessité de procéder à la réalisation

immédiate des mesures destinées à assurer l'occupation.

« Veuillez ajouter que la réponse de la Porte, dans ses termes susdits de vingt-quatre heures, doit nous être communiquée aussi par l'intermédiaire de l'ambassade de Turquie à Rome.

SAN GIULIANO.

Le 28 septembre, M. de Martino, chargé d'affaires d'Italie à Constantinople, a remis ce document au gouvernement turc. Celui-ci lui a répondu de suite.

III. — Voici le texte de la réponse de la Porte à l'ultimatum de l'Italie :

« L'ambassadeur royal connaît parfaitement les circonstances qui n'ont pas permis à la Tripolitaine et à la Cyrénaïque de se développer dans la mesure souhaitée.

« Un examen impartial des choses suffit, en effet, à établir que le gouvernement constitutionnel ottoman ne saurait être pris à partie du fait d'une situation qui est l'œuvre de l'ancien régime.

« Ceci posé, la Sublime-Porte, en récapitulant les événements des trois dernières années, cherche vainement les circonstances dans lesquelles elle se serait montrée hostile aux entreprises italiennes intéressant la Tripolitaine et la Cyrénaïque.

« Bien au contraire, il ressort de cet examen qu'elle a toujours trouvé normal et rationnel que l'Italie coopérât par ses capitaux et son activité industrielle au relèvement économique de cette partie de l'empire.

« Le gouvernement impérial a conscience d'avoir témoigné de dispositions accueillantes chaque fois qu'il s'est trouvé en présence de propositions conçues dans cet ordre d'idées. Il a de même examiné et généralement résolu dans l'esprit le plus amical, toute réclamation, toute affaire poursuivies par l'ambassade royale.

« Est-il nécessaire d'ajouter qu'ils obéissent en cela à sa volonté si souvent manifestée de cultiver, de maintenir des relations de confiance et d'amitié avec le gouvernement italien ?

« Enfin, ce sentiment seul l'inspirait encore lorsqu'il proposait en tout dernier lieu à l'ambassade royale un arrangement basé sur des concessions économiques susceptibles de fournir un vaste champ à l'activité italienne dans les susdites provinces.

« *En assignant pour seule limite de ses concessions la dignité et les intérêts supérieurs de l'empire, ainsi que les traités en vigueur*, le gouvernement ottoman donnait la preuve de ses sentiments de conciliation, sans cependant perdre de vue les pactes qui l'engagent vis-à-vis des autres puissances, et dont la valeur internationale ne peut déchoir par la volonté d'une des parties contractantes.

« En ce qui concerne l'ordre et la sécurité tant dans la Tripolitaine que dans la Cyrénaïque, le gouvernement ottoman, bien placé pour apprécier la situation, ne peut que constater, ainsi qu'il l'a déjà fait, l'absence totale de toute raison pouvant justifier des appréhensions relativement au sort des sujets italiens et des autres étrangers y établis.

« Il n'y a dans ces contrées ni agitation ni propagande d'excitation. Les officiers et les autres organes de l'autorité ottomane ont pour mission d'assurer le maintien de l'ordre, mission qu'ils accomplissent en toute conscience.

Quant à l'arrivée à Tripoli de transports militaires ottomans dont l'ambassade royale prend texte pour en inférer des conséquences graves, la Sublime-Porte croit devoir faire remarquer qu'il ne s'agit que d'un seul transport dont l'expédition est antérieure de plusieurs jours à la note du 26 septembre.

« Indépendamment du fait que cet envoi ne comportait pas de troupes, il ne pouvait avoir sur les esprits qu'une influence rassurante.

« Réduit à ses termes essentiels, le désaccord actuel réside donc dans l'absence de garanties propres à rassurer le gouvernement italien sur l'expansion de ses intérêts économiques en Tripolitaine et en Cyrénaïque.

« En ne procédant pas à un acte aussi grave qu'une occupation militaire, le gouvernement royal rencontrera la ferme volonté qu'a la Sublime-Porte d'aplanir ce désaccord.

« Aussi le gouvernement impérial demande-t-il que le gouvernement royal lui fasse connaître la nature des garanties demandées. Il y souscrira volontiers en tant qu'elles n'affecteront pas son intégrité territoriale. Il prend l'engagement de ne modifier en quoi que ce soit, durant les pourparlers, la situation présente de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, sous le rapport militaire, et il aime à espérer que le gou-

vernement royal, se rendant aux dispositions sincères de la Sublime-Porte, acquiescera à cette proposition.

IV. — Après avoir reçu la réponse ottomane, et après que le délai de vingt-quatre heures eût été écoulé, le gouvernement italien a décidé de déclarer la guerre d'une manière décisive. Le texte de cette déclaration consiste ainsi :

« Altesse,

En exécution des ordres du gouvernement de S. M. le Roi, son auguste souverain, le chargé d'affaires a l'honneur de signifier :

Le délai que le gouvernement royal avait accordé dernièrement au gouvernement impérial, en vue de la réalisation des mesures devenues nécessaires, vient de s'écouler sans qu'une réponse satisfaisante lui soit parvenue. Le défaut de cette réponse ne fait que confirmer la mauvaise volonté ou l'impuissance dont le gouvernement et les autorités impériales ont donné des preuves si nombreuses, en ce qui concerne plus particulièrement les droits et les intérêts italiens en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Le gouvernement royal se voit, en conséquence, obligé de pourvoir directement à la sauvegarde de ses droits et intérêts, ainsi que de la dignité et de l'honneur de l'Etat, par tous les moyens dont il dispose. Les événements qui vont suivre ne sauraient être envisagés autrement que comme la conséquence nécessaire, quoique pénible, de la conduite, suivie depuis longtemps par les autorités de l'empire.

Les relations d'amitié et de paix étant de la sorte interrompue entre les deux pays, l'Italie se considère de ce moment en état de guerre avec la Turquie.

« Le soussigné a, par conséquent, l'honneur de faire connaître à Votre Altesse, que les passeports seront mis à la disposition du chargé d'affaires de l'empire ottoman à Rome, et il prie Votre Altesse de vouloir bien lui faire expédier sans délai ses propres passeports. Le gouvernement du roi a chargé le soussigné de déclarer en même temps à Votre Altesse que les sujets ottomans pourront résider dans le territoire du royaume sans qu'aucune atteinte soit à craindre concernant leur sécurité personnelle, leurs propriétés et leurs affaires.

« Agréez, Altesse, les assurances de ma plus haute considération.

G. de MARTINO.

§ II.

Les circulaires diplomatiques turques aux Puissances tierces après le commencement de la guerre.

I. — A la suite de la déclaration de guerre de l'Italie, la Porte a fait remettre aux puissances une note circulaire ainsi conçue :

« *Malgré le délai de vingt-quatre heures, délai extrêmement court, qui nous était fixé par l'Italie dans son ultimatum, nous nous sommes hâtés de répondre longtemps avant l'expiration du délai, afin que le gouvernement italien n'eût pas besoin de procéder à une occupation militaire pour obtenir de nous,*

en Tripolitaine et en Cyrénaïque, des garanties d'expansion économique.

« Nous nous déclarions prêts à donner ces garanties en tant qu'elles ne lésaient pas notre intégrité territoriale, et à cet effet, *nous prenions l'engagement de ne pas modifier pendant les pourparlers notre situation militaire dans lesdites provinces.*

« Sans même répondre à cette offre conciliante, le gouvernement italien nous adresse, en même temps qu'il envoie sa flotte et fait attaquer avant l'expiration du délai un de nos torpilleurs dans les eaux de la mer Adriatique, une déclaration de guerre en règle.

« *Péniblement surpris de cette hostilité inattendue*, qui n'est aucunement justifiée par notre attitude à l'égard de l'Italie, nous voulons croire qu'il est encore temps, étant donné les intentions de conciliations dont nous sommes animés, d'arrêter les effets néfastes d'une guerre qui n'a pas de cause réelle, et c'est pourquoi nous nous adressons aux sentiments pacifiques et humanitaires, ainsi qu'à l'amitié de votre gouvernement, afin qu'il intervienne auprès de l'Italie et persuade cet Etat de notre sincère désir de négocier avec lui pour prévenir une effusion de sang inutile ».

Le 1^{er} octobre, la Turquie a élaboré, encore une fois, une nouvelle circulaire aux puissances, qui fut télégraphiée aux ambassadeurs ottomans près les grandes puissances. Cette circulaire dit :

« Nous répondîmes à l'ultimatum de l'Italie sur un ton conciliant, faisant même prévoir une solution

amiable. Vous savez dans quelles conditions l'Italie a déclaré la guerre et comment les hostilités ont commencé, *contrairement aux règles du droit international*. De ce fait, nous avons la liberté de prendre toutes les mesures nécessitées par l'état de guerre, en dehors même des mesures de guerre proprement dites.

« Mais, tout en conservant cette faculté, la Turquie garde la conviction que l'on peut mettre fin à l'état de guerre.

« Aussi s'adresse-t-elle aux puissances et ajourne-t-elle l'application des mesures de guerre.

« En agissant ainsi, le gouvernement ottoman marche contre les sentiments légitimes du peuple turc : il espère que les puissances donneront à sa demande une réponse favorable ».

SECTION II.

CRITIQUES SUR LES PROCÉDÉS DES DEUX GOUVERNEMENTS

Bien que dans la section précédente nous n'ayions pas donné de renseignements détaillés sur la marche des négociations diplomatiques relatives au commencement de la guerre italo-turque, il est hors de doute que les documents officiels des deux gouvernements cités ci-dessus sont suffisants pour servir de base à nos recherches. Nous allons maintenant examiner la question à trois points de vue : 1° la surprise existait-elle ? 2° la conduite de deux belligérants est-elle jus-

tifiable ? 3° à quel moment précis la guerre a-t-elle commencé ?

§ I.

La surprise existait-elle ?

Le gouvernement turc, dans sa première circulaire, s'est plaint de la conduite de l'Italie, et a exprimé sa surprise de la manière suivante : « Malgré le délai de vingt-quatre heures, délai extrêmement court, qui nous était fixé par l'Italie dans son ultimatum, etc ». Il l'a condamné de plus dans sa deuxième circulaire, en disant : « Vous savez dans quelles conditions l'Italie a déclaré la guerre et comment les hostilités ont commencé, contrairement aux règles du droit international ». En outre, les publicistes de différents Etats ont blâmé également la conduite de l'Italie. Le *Mémorial Diplomatique* a dit en effet : « L'opération avait été précédée d'un ultimatum à si bref délai, que le processus a été extrêmement rapide, on peut même dire suffisamment brutal. Est-ce possible qu'aujourd'hui, un Etat civilisé comme l'Italie, sans avoir essayé quelque moyen de conciliation, entre en jeu d'une façon aussi brutale ? »

Au point de vue juridique, le délai de vingt-quatre heures ne peut pas être regardé comme un délai excessivement court. Il est hors de controverse que l'Italie ne pouvait pas donner à la Turquie le temps de se préparer à la lutte. Dans l'organisation militaire actuelle, et surtout dans une guerre maritime qui aurait été bien possible au début de ce conflit, l'

Turquie aurait facilement pu mettre à profit le délai accordé par l'Italie, si celui-ci avait été plus long. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que l'Italie n'ait pas accordé plus de temps à son adversaire. Au gouvernement italien était animé d'un esprit très conciliant au commencement de cette guerre, bien que la mesure prise par lui coûtât peu à celui des belligérants qui, à tous les points de vue, était supérieur à son adversaire.

Vis-à-vis de la Turquie les mêmes raisons sont valables. Le gouvernement ottoman avait le temps de réfléchir et de répondre à la proposition italienne renfermée dans l'ultimatum. Le délai accordé par le gouvernement royal était suffisant pour permettre à donc la conviction qu'au point de vue du droit international, la mesure prise par l'Italie n'a pu juridiquement surprendre le gouvernement turc.

Quant à la question politique, on annonçait que l'Italie ouvrait les hostilités sans avoir fait, au préalable, aucune démarche auprès la Porte. Mais nous avons également la ferme croyance que l'Italie n'avait pas d'autre moyen pour protéger ses intérêts que celui de prendre les armes, et que le gouvernement royal avait épuisé tous les moyens pour arranger cette affaire par la voie diplomatique.

En somme, nous constatons qu'il n'y a eu ni surprise juridique, ni surprise politique au commencement de la guerre de 1911. Il reste à savoir si les procédés employés par l'Italie pour commencer la guerre, peuvent se justifier ou si sa conduite a été blâmable parce qu'illégitime.

§ II.

La conduite de deux Etats est-elle justifiable ?

Nous sommes heureux de constater que la conduite du gouvernement italien était, au moins dans son esprit, conforme au principe du droit international et aux règles positives établies à La Haye. Cependant, il y avait faute au point de vue juridique dans les procédés employés par l'Italie.

I. — Nous trouvions dans les procédés italiens les deux formes différentes de l'avertissement préalable; l'une est l'ultimatum du 28 septembre et l'autre est la déclaration de guerre postérieure. Il est évident qu'un seul de ces deux procédés est suffisant de la part de l'Etat agresseur pour commencer la guerre. L'emploi simultané de plusieurs procédés est non seulement inutile, mais encore nuisible, car dans cette hypothèse on ne sait pas à quel moment exact l'état de guerre commence. Si le premier procédé marque le commencement de la guerre, les autres deviennent inutiles ; si le dernier décide l'ouverture des hostilités, ceux qui l'ont précédé sont nuisibles. Le gouvernement italien a donc commis une erreur.

Les règles de La Haye n'exigent que l'une des deux formes de l'avertissement préalable établies dans sa convention, et si l'Italie a déclaré la guerre conditionnelle le 28 septembre vis-à-vis de la Turquie, la guerre devait commencer au moins, lorsque le délai de vingt-quatre heures était écoulé. Mais si tel est le cas, pourquoi a-t-on à nouveau déclaré la guerre contre la Turquie ? Nous en cherchons vainement la

cause. Il est probable que le gouvernement qui avait décidé de déclarer la guerre conditionnelle le 26 septembre, a été obligé, en présence de la démission du cabinet turc le 29 septembre, d'annoncer la guerre encore une fois d'une manière publique et officielle. Toutefois, un changement de cabinet n'est qu'un événement de politique interne, les affaires internationales n'en subissent aucune influence. Dans ce sens, la conduite de l'Italie devait paraître inacceptable. Aussi faut-il étudier avant tout la portée exacte de l'ultimatum du 28 septembre et ensuite examiner quel était le principal procédé italien pour commencer la guerre.

1° L'un des facteurs essentiels de la déclaration de guerre conditionnelle est de signifier qu'une absence de réponse pendant le délai ou une réponse non satisfaisante sera considérée comme une preuve que l'Etat auquel l'ultimatum est adressé désire la guerre. Pour cette raison, l'auteur de l'ultimatum doit énoncer nettement et clairement sa volonté conditionnelle de guerre. Toutefois, dans l'ultimatum du 28 septembre, nous ne trouvons que ces phrases : « Le gouvernement italien, se voyant donc désormais forcé de songer à protéger sa dignité et ses intérêts, a décidé de procéder à *l'occupation militaire de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque* ». C'est tout. Il n'a point expressément menacé de guerre la Turquie. Est-ce donc l'un des procédés de la solution coercitive du litige ? Nullement, nous ne pouvons pas admettre qu'une occupation militaire puisse avoir lieu dans l'état de paix. Elle est un acte hostile. Elle n'est ni

la représaille, ni l'embargo, ni même le blocus pacifique. Pourquoi donc le gouvernement de la Péninsule n'a-t-il pas exprimé, dans son ultimatum, sa volonté de faire la guerre contre la Turquie ?

Mais ce qu'il faut faire ici, c'est essayer de voir le côté politique et diplomatique. Incontestablement, la cause principale de cette guerre réside dans les questions coloniales et le gouvernement italien a voulu d'une façon sérieuse délimiter le champ de bataille. Il faut se rendre compte de ceci, que le monde est, à l'heure actuelle, uni par des liens si étroits que toute atteinte portée à n'importe quelle partie d'un tel organisme affecte la vitalité de l'ensemble et que nul ne peut songer à une guerre entre les grandes nations sans éprouver la plus poignante anxiété pour l'avenir de l'humanité. Il est heureux d'avoir à constater que, dès le commencement, le gouvernement royal a espéré faire la guerre avec le moindre mal possible. Mais ceci est une prévoyance plutôt politique ou diplomatique. Elle rentre ni dans nos intentions ni dans le cadre du droit international. Un fait intéressant à noter, c'est que le gouvernement italien a commencé la guerre contre la Turquie sous le nom d'occupation militaire de ses colonies.

Quoi qu'il en soit, et bien que la portée exacte de l'ultimatum du 28 septembre ne soit nullement claire, sur l'ensemble du sujet, nous proposons d'adopter les conclusions suivantes : Le gouvernement italien a déclaré la guerre conditionnelle le 28 septembre contre la Turquie et l'état de guerre entre les deux belligérants a commencé lorsque le délai de vingt-quatre heures a été écoulé.

2° En supposant que la guerre ait commencé à la fin du délai de l'ultimatum, la déclaration officielle de la guerre qui était envoyée par le gouvernement royal auprès du gouvernement turc, est devenue à tous les points de vue inadmissible. Les relations diplomatiques entre les deux Etats, ayant été rompues au moins dans le sens théorique, il n'y a aucun moyen diplomatique de la part de l'Italie de communiquer sa volonté à son adversaire. Au point de vue juridique, c'est un miracle que l'Italie ait pu déclarer la guerre dans cet état de choses. Si, au contraire, l'ultimatum du 28 septembre ne marque pas la volonté du gouvernement royal d'annoncer la guerre conditionnelle contre la Turquie, comment peut-on interpréter une conduite aussi hostile qu'une occupation militaire, comme un moyen coercitif exercé dans l'état de paix ? Cette attitude de l'Italie mérite condamnation.

II. — En dehors de toute question relative à « l'occupation militaire », il est à peine nécessaire de faire remarquer que l'ultimatum du 28 septembre ne peut pas être assimilé à la déclaration de guerre conditionnelle proprement dite :

1° Nous avons remarqué plus haut que l'ultimatum est la dernière tentative d'entente pacifique (ultimatum verbum). Il annonce les propositions extrêmes et les exigences dont on ne veut point se départir. L'acceptation ou le rejet de ces propositions ont pour résultat le commencement de la guerre ou la conciliation pacifique des parties en litige. De là,

il résulte que ces propositions doivent être soit des concessions du droit ou de l'intérêt, soit des garanties de l'arrangement satisfaisant de la part de son adversaire. Un fait comme l'occupation militaire, est assez grave pour être inséré dans un ultimatum, comme la dernière proposition italienne. L'action hostile ne doit venir qu'après le rejet de sa proposition. C'est pour cela que nous trouvons bizarre l'ultimatum italien. Le gouvernement de la Péninsule, ayant proposé l'occupation militaire de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque et ayant rencontré le refus de la Turquie, a effectué cette occupation militaire. L'Italie, après avoir commencé la guerre contre la Sublime-Porte, a déclaré limiter son champ de bataille seulement à ces régions, et ne vouloir poursuivre que la réalisation de sa proposition elle-même. L'occupation militaire a été à la fois le but de la politique italienne et le moyen de le réaliser. Voilà la caractéristique des mesures italiennes. En général, l'auteur de l'ultimatum exprime tout d'abord ses demandes, soit de concessions de droits ou d'intérêts, soit de garanties satisfaisantes, et l'acte hostile ne doit être accompli qu'après le refus de son adversaire. Dans ce sens, une occupation militaire rentre plutôt dans le cadre des moyens de réaliser son but. Elle ne paraît pas réaliser toutes les conditions d'équité désirable.

Il nous sera permis d'ajouter ici ce que nous pensons de la conduite de l'Italie. Le gouvernement royal a déclaré dans sa note du 28 septembre :
« Des accords ultérieurs seraient pris entre les deux

gouvernements pour régler la situation définitive qui en résulterait ». Tandis que le gouvernement turc a espéré que les arrangements pacifiques précéderaient l'acte hostile. Il dit : « En ne procédant pas à un acte aussi grave qu'une occupation militaire, le gouvernement royal rencontrera la ferme volonté qu'a la Sublime-Porte d'aplanir ce désaccord ». Aussi le gouvernement impérial demande-t-il que le gouvernement royal lui fasse connaître la nature des garanties demandées. Il y souscrira volontiers en tant qu'elles n'affectent pas son intégrité territoriale. De tout ce qui précède, il nous semble que le gouvernement italien a poussé un peu trop avant sa politique d'occupation. Il est possible, probable même, que l'Italie préférerait une occupation militaire décisive à une conciliation imparfaite. Il a volontairement transformé des conflits de deuxième ordre en une guerre ouverte. Nous estimons ainsi que la pré-guerre ouverte. Nous estimons ainsi que la protestation turque à cet égard a beaucoup de raison d'être.

2° Quoi qu'il en soit, l'ultimatum italien a une signification très claire. La réponse de la Turquie devant être ou de consentir l'occupation militaire italienne en Tripolitaine et en Cyrénaïque, ou de rejeter cette proposition et, par conséquent, de faire la guerre. En tout cas, l'occupation militaire était le résultat inévitable de la proposition italienne. Seulement, en cas de consentement turc, elle devait se faire dans l'état de paix, l'armée italienne occupait temporairement ces régions à titre de mandataire

du gouvernement de la Porte. Des hostilités soit entre l'armée italienne et la Turquie, soit entre celle-là et les habitants, n'auraient pu être regardées comme la guerre publique entrè les deux Etats. Si la Turquie avait rejeté la proposition italienne, la guerre aurait été déclarée officiellement entre les deux Etats, bien qu'elle n'eût eu lieu qu'en ces régions.

Il est cependant fort regrettable que la Turquie n'ait pas bien compris la véritable portée de la note italienne du 28 septembre et n'ait donné qu'une réponse imparfaite à son ennemi. Mais les divergences de vue qui y sont exprimées sont aussi accentuées que possible, car tandis que l'Italie a demandé l'occupation militaire, la Turquie a voulu défendre sa dignité et ses intérêts supérieurs dans ces régions. Il va sans dire que cette prépondérance turque ne pourrait pas coexister avec l'occupation italienne et nous pouvons en conclure que la Turquie a rejeté la proposition italienne d'une manière indirecte ou tacite.

II. — Il est notoire que dans la guerre italo-turque, notre principe de l'état de guerre conditionnelle pouvait ne pas paraître indispensable. Est-ce parce que notre principe est trop idéal et peu pratique ? Ou bien, le temps n'est-il pas encore mûr pour l'appliquer, et dans le développement actuel des armes ne trouve-t-on pas la nécessité de son application ? Avant de commencer notre recherche, nous voyons surgir une question préliminaire.

1° Il est inutile d'examiner à nouveau les règles établies à La Haye, mais il convient de mentionner

que parmi les deux formes d'avertissement préalable, la déclaration de guerre conditionnelle est de beaucoup supérieure à la déclaration de guerre pure et simple. La supériorité pratique de la déclaration de guerre conditionnelle est incontestable. Et, justement, le gouvernement italien a pris ce moyen. Voilà donc confirmé, une fois de plus par l'histoire, ce que nous avons signalé. C'est ainsi, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour le reconnaître. Il reste à souhaiter que les Etats signataires consentent à supprimer la règle inutile de la déclaration de guerre pure et simple des règles de La Haye.

2° Il faut bien remarquer que la guerre italo-turque est une guerre assez singulière. A vrai dire, il y a une différence radicale entre la guerre que nous avons envisagé dans notre thèse et cette guerre qui a un caractère incompréhensible. Le jour où l'Italie manifestait son intention de faire la guerre, l'Empire ottoman cherchait à provoquer des interventions et n'a pas exprimé la ferme volonté de se défendre. De plus, l'Italie a déclaré limiter son champ d'action, et il n'y a eu aucun de ces grands combats qui pourraient suivre la déclaration de guerre habituelle. Ainsi plusieurs jours se sont écoulés sans grand événement. Enfin, nous ne rencontrons ni guerre maritime, ni guerre aérienne. L'Empire ottoman se trouve en face de la prépondérance militaire italienne, comme un rat devant un chat. Il y aurait fort peu de chance pour lui de vaincre son ennemi. Dans cette circonstance, le gouvernement royal n'avait pas en effet à prendre des moyens

utiles pour prévenir l'attaque turque. Il est entendu que notre principe de l'état de guerre conditionnelle ne s'applique qu'aux cas où les deux belligérants civilisés et disciplinés se rencontrent avec des forces égales sur un champ de bataille.

La base de notre principe se trouve dans le fait contemporain que le développement des armes oblige les parties en litige à attaquer l'ennemi le plus promptement possible et qu'il y a là un grand danger pour la paix. Nous n'allons pas jusqu'à prétendre que ce fait existe partout et que notre principe est indispensable dans toutes les sortes de guerre. Nous affirmons tout simplement que telle est la tendance générale de notre siècle. L'absence de ce facteur essentiel dans la guerre italo-turque n'est qu'une exception de la guerre contemporaine. Il y a donc lieu de croire que la non-indispensabilité de notre principe dans cette guerre ne peut pas être regardée comme la non-existence de raison d'être de nos règles de l'état de guerre conditionnelle. Nous avons la ferme croyance que notre proposition à cet effet réunira un jour l'adhésion de toutes les puissances.

III. — Il est encore un fait intéressant à signaler : c'est que le gouvernement turc a pris, dans sa réponse du 28 septembre, l'engagement vis-à-vis du gouvernement royal de ne pas modifier pendant les pourparlers sa situation militaire dans les provinces en conflit. Cela ressemble au *statu quo* militaire que nous signalions plus haut dans le chapitre de l'état de guerre conditionnel. Nous croyons fermement qu'une telle mesure est indispensable dans toute

guerre contemporaine. La Porte vient d'en donner un exemple.

Quant à l'accusation du gouvernement ottoman, elle nous semble à tout point de vue inacceptable. La Turquie a confondu la question juridique et politique. Au point de vue du droit, la réponse du gouvernement impérial ne devait être considérée que comme le rejet des propositions italiennes et la guerre devait naturellement commencer par la remise de cette note. Malgré cela, la Turquie prétendait qu'il était illégitime de commencer la guerre sur la base politique. Elle disait : « Nous répondîmes à l'ultimatum de l'Italie *sur un ton conciliant, faisant même prévoir une solution amiable...* l'Italie a déclaré la guerre, contrairement aux règles du droit international ». Cependant, quoique politiquement la Turquie ait exprimé son désir de conciliation, juridiquement parlant, elle n'a accordé aucune satisfaction à son adversaire. L'Italie a commencé la guerre dans la plénitude de son droit. Par conséquent, nous ne trouvons rien de condamnable dans sa conduite à cet égard.

§ III.

A quel moment précis la guerre a-t-elle commencé ?

Dans la guerre de 1911, le moment exact du commencement de la guerre est douteux.

1° Le gouvernement italien a officiellement an-

noncé dans sa déclaration de guerre que l'état de guerre commençait au moment de la remise de cette note au gouvernement ottoman. Il y est dit : « Les relations d'amitié et de paix étant de la sorte interrompues entre les deux pays, l'Italie se considère *de ce moment* en état de guerre avec la Turquie ».

A défaut du mot de « guerre » dans son ultimatum, cette décision de l'Italie peut-être justifiable au point de vue juridique. Mais nous croyons, au contraire, que l'occupation militaire étant un acte de guerre, l'ultimatum du 28 septembre devait être une déclaration de guerre conditionnelle et l'état de guerre entre les deux Etats devait débiter au moment de l'expiration du délai accordé. Cette formule est logiquement affirmée, le gouvernement royal est responsable de tous ses actes à partir de ce moment en vertu des lois de la guerre ou de la neutralité, soit vis-à-vis de son adversaire, soit vis-à-vis des Etats tiers. Nous affirmons ainsi que la mesure du gouvernement de la Péninsule a été une grossière erreur.

Toutefois, la chose, à vrai dire, paraît invraisemblable. La réponse de la Turquie faite pendant la durée du délai accordé n'était point satisfaisante pour l'Italie. L'état de guerre aurait donc dû commencer au reçu de cette réponse, c'est-à-dire avant l'expiration du délai de vingt-quatre heures. Cependant, comme la Turquie y avait exprimé son désir conciliant et n'avait point repoussé la prétention italienne, au moins d'une manière directe, pour résilier la relation pacifique entre les deux Etats,

l'Italie devait, semble-t-il, annoncer que la réponse turque étant satisfaisante, elle décidait de faire la guerre ; car quoique l'Italie pensât que la note turque n'était point satisfaisante, il y avait lieu de croire que la Turquie céderait. Mais au point de vue juridique, et par une interprétation logique de la réponse turque, il serait superflu de la part de l'Italie de faire cette notification. Donc, la conclusion qui se dégage de ces considérations peut se formuler en ces termes : l'état de guerre devait théoriquement commencer de la part de chaque partie belligérante à partir du moment où elle avait pris la décision de faire la guerre. Ainsi, pour la Turquie, il débuta lorsque sa réponse à l'ultimatum italien eût été faite et pour l'Italie au moment de l'arrivée de cette réponse. Par conséquent, la guerre italo-turque commença vers le 29 septembre de 1911 et avant l'expiration du délai de vingt-quatre heures accordé par l'Italie.

En somme, bien qu'il y ait quelques défauts dans les procédés du gouvernement italien, nous sommes heureux de constater que l'Italie s'est montrée fidèle aux principes du droit international et sa conduite est, au moins au fond, justifiable. Il reste à souhaiter qu'une solution satisfaisante vienne mettre fin au conflit de ces deux puissances le plus tôt possible.

CONCLUSION

Parmi les résultats positifs de la deuxième Conférence de la Paix, il y en a peu qui méritent de retenir autant l'attention que la convention relative à l'ouverture des hostilités. Cette question qui a soulevé des discussions d'une haute importance, autant pour la science du droit international que pour la paix et le bien-être de la communauté internationale, s'est enfin transformée en règles positives en 1907. Toutefois, ces règles, bien qu'elles méritent d'être considérées comme les bases les plus solides du droit des gens, offrant les garanties réelles de protection constante et permanente aux Etats, ne sont pas encore, semble-t-il, parfaites dans leurs applications pratiques. Notre but a donc été de les compléter et de les perfectionner. Dans notre travail, il s'agit de savoir : 1° quelles sont les raisons essentielles du principe fondamental de la déclaration de guerre ; 2° si la convention de La Haye de 1907 éta-

blit à ce sujet une règle parfaite ; et 3° s'il y a quelques défauts, comment faut-il les combler ?

Nous avons ainsi étudié la première question d'abord historiquement et ensuite doctrinalement, c'est-à-dire au point de vue du fait et de la théorie. 1° Nous rappelons qu'il y a eu des époques pendant lesquelles la déclaration de guerre a été d'usage général et que les diverses formes de l'avertissement préalable ont été appliquées par les différentes nations ; les fétiaux de Rome, le *Tcokougo* du Japon, etc. Nous avons observé en même temps que cet usage avait toujours été loyalement respecté et que l'Etat déclarait la guerre tout simplement pour son honneur. Nous trouvons cette coutume à toutes les époques primitives où la guerre était faite pour l'amour de la gloire. Cependant, dès que la guerre est devenue commerciale, maritime et coloniale, l'intérêt matériel de chaque Etat a pris la place de l'ancien esprit de l'honneur et a fait disparaître cette façon de commencer la guerre. L'honneur diffère de l'intérêt, parce qu'il est spirituel et non point matériel. Mais tous les deux ont pour fin des satisfactions privées. De là, nous avons conclu qu'il n'y a aucune raison de suivre l'ancienne coutume depuis ses origines jusqu'à nos jours pour établir le principe de la déclaration de guerre moderne. Aujourd'hui, nous appuyons cette nécessité sur la seule base de la communauté internationale et par la raison fondamentale du droit international public. Notre principe ne s'appuie point sur la raison d'ordre public. Enfin, ce n'est que le développement du droit des gens qui oblige les Puissances à pratiquer ce principe, soit à cause de l'intérêt gé-

néral des autres Etats, soit à cause de la morale publique entre les nations. Les anciennes coutumes n'expliqueraient pas notre principe et, par exemple, l'application des règles du droit romain en cette matière conduirait aux conséquences les plus singulières.

2° Nous avons examiné les diverses théories des jurisconsultes et constaté qu'en fin de compte il y a unanimité de vues dans leurs doctrines. Puisque la raison fondamentale et essentielle de ce principe est basée sur la notion de la communauté internationale, et puisque ce qui caractérise la loi internationale, c'est d'être l'expression de la conscience collective des Etats, il n'est pas douteux que, tout au plus au point de vue théorique, cette façon d'ouvrir des hostilités n'a pas été absolument condamnée. En effet, la Grande-Bretagne, elle-même, a reconnu cette obligation plus d'une fois et a enfin consenti à se soumettre aux règles établies en 1907. Cependant, ce principe a souvent été signalé comme peu en harmonie avec le fait qui domine dans les relations internationales. Il n'a vraiment trouvé qu'un faible soutien parmi les auteurs de l'école anglaise, parce qu'il présentait beaucoup de lacunes et de difficultés, soit dans son application pratique, soit dans ses procédures. Dans l'ensemble, l'argumentation de ces auteurs a été claire et convaincante. Il est vrai que ces auteurs ont eu des idées très individualistes et peu internationales. Mais ce qui est certain, c'est que, à cet égard, nous devons diviser cette question en deux parties : 1° la question du principe fondamental, 2° la question de son application pratique, c'est-à-dire de ses

règles établies. Il est donc certain que ce principe doit partout rencontrer des défenseurs ou des partisans. Il provient de l'idée essentielle du droit et doit continuer à exister avec la notion de la communauté internationale. Mais il en est tout autrement quand on parle de son application pratique et de ses règles, qui doivent être modifiées de temps en temps suivant le développement des faits actuels des Etats. Voilà des vérités d'une haute importance. C'est cette deuxième partie seulement qu'il convient d'examiner. De cette façon seulement, nos critiques sur les diverses doctrines et les règles de La Haye sont importantes. Nous sommes ainsi arrivés au nœud du problème.

Nos critiques ont été en même temps pratiques et juridiques. Pratiquement, nous avons traité des questions de surprise et nous sommes arrivés à constater que les deux formes de l'avertissement préalable établies dans la convention de La Haye ne peuvent pas empêcher les surprises, soit pour l'Etat agresseur, soit pour les Etats tiers. Tout Etat est maître de son indépendance. Il n'est pas de son devoir de perdre inutilement sa force, en courant imprudemment au combat. Donc, il est possible, probable même, qu'un agresseur, déclarant la guerre d'une manière officielle et parfaite, peut surprendre son adversaire et les Etats tiers, soit publiquement, soit militairement. La déclaration de guerre, dans sa forme pure et simple, n'implique pas le délai entre le moment où elle est faite et celui où commence la guerre. Elle n'est point ainsi un avertissement préalable des hostilités. La même observation peut être faite à propos de l'ultimatum, car le délai accordé

sera, même dans ce cas, extrêmement court ; les nécessités militaires de l'Etat agresseur l'exigent ainsi. Nous ne soutenons point que la guerre tende à éclater dans l'avenir avec plus de surprise que dans le passé. Nous nions, au contraire, cette tendance et croyons que la surprise sera diminuée de tous côtés, grâce au développement des communications et de la politique démocratique de l'Etat moderne. Nous espérons simplement diminuer cette surprise jusqu'au minimum en complétant les règles de La Haye et notre seul désir est que nous ayons trouvé dans nos recherches un moyen plus complet qui puisse remplacer les règles actuelles. Enfin, la déclaration de guerre conditionnelle, avec son principe de l'état de guerre conditionnelle peut, semble-t-il, complètement empêcher ces surprises et ne nous laisse aucune inquiétude à cet égard.

Juridiquement, la question du passage de l'état de paix à l'état de guerre doit être marqué d'une manière précise. C'est un changement intégral de l'application du droit international. Le moment où le droit des gens, en temps de paix, est remplacé par les lois de la guerre et de la neutralité doit être nettement précisé par un acte juridique. Or, si l'acte de guerre est un acte exceptionnel, auquel s'attachent les droits spéciaux, ces droits ne peuvent s'exercer qu'à la condition d'accomplir certains devoirs. L'avertissement préalable à l'ouverture des hostilités est donc un de ces actes obligatoires de la part du pays agresseur. C'est un acte qui est légalement indispensable pour créer le nouvel état juridique. Cette signification mérite ainsi un examen minutieux. Elle touche à des idées fondamentales du

droit, et jette une vive lumière sur le développement de cette science. Dans ce cas, cependant, la forme de la déclaration de guerre motivée, établie dans la convention de La Haye, n'est pas acceptable. L'Etat agresseur doit être responsable de tous ses actes, d'après les lois de la guerre, dès qu'il a décidé la guerre. Du moment qu'il est l'agresseur, il n'y a plus de relation pacifique entre les deux Etats. Il ne peut donc pas déclarer la guerre par la voie diplomatique. Enfin, l'intervalle entre le départ de cet avertissement et sa remise aurait pour résultat plusieurs inconvénients.

De tout ce qui précède, nous concluons qu'entre les deux formes établies dans la convention de La Haye, la déclaration de guerre pure et simple n'est pas justifiable, même au point de vue juridique et pratique, tandis que la déclaration de guerre conditionnelle est plus acceptable. Dans celle-ci, la seule difficulté consiste dans l'établissement d'un délai convenable. Mais cette lacune est comblée par notre principe de l'état de guerre conditionnelle.

La déclaration de guerre conditionnelle, étant la seule forme possible de l'avertissement préalable de la guerre, peut préciser par le moyen diplomatique le passage de l'état de paix à l'état de guerre d'une manière juridique. Le principe de l'état de guerre conditionnelle, ayant établi les règles du *statu quo* militaire entre les belligérants, pendant l'intervalle de la remise de l'avertissement et le commencement de la guerre, peut permettre à l'Etat agresseur d'accorder un délai, le plus long possible, à son adversaire, et par conséquent peut empêcher

la surprise. Donc, il est très utile que nos règles deviennent l'œuvre de la prochaine Conférence et fassent partie du droit des gens écrit. Parmi les diverses lacunes de la convention de 1907, celle-ci devra être comblée avant toute autre, car on peut même penser que les applications maladroites de ces règles ne seront pas rares, étant donné le développement énorme des armes modernes. Les considérations sur lesquelles elle se fonde sont déjà parfaites. Ce qui importe, c'est que le principe fondamental étant déjà né dès la réunion de la troisième Conférence, un ou plusieurs Etats prennent l'initiative de montrer comment on pourrait compléter très prudemment les lacunes de ces règlements.

A côté de notre étude principale, j'ai essayé d'examiner quelques arguments partiels des auteurs sur notre sujet. J'ai d'abord distingué d'une manière exacte, la question de légitimité de la guerre elle-même et de la déclaration de guerre. La guerre est juste, lorsqu'on constate l'existence d'un *casus belli*. Mais ceci est une notion qui se lie intimement avec le fait et entre dans la sphère de la politique. Tandis que la déclaration de guerre, étant une partie juridique de l'acte de guerre, ne couvre pas tout le fait de la guerre. Son absence n'est illégitime que dans la limite de cet acte. La question de légitimité de guerre elle-même doit rester en dehors ou au-dessus de cette question. La guerre est toujours légitime lorsqu'elle a un motif juste, et quand elle a été commencée après avoir fait vainement usage de tous les moyens pacifiques pour obtenir satisfaction en temps utile. Mais, du moment où la guerre éclate,

on a parfois méconnu cette vérité et dit que la guerre était illégitime, parce que le pays agresseur n'avait donné aucun avertissement. Nous voyons ainsi que cette notion de fait et de droit doit être entendue dans un sens plus exact. Embrouiller la question de droit et de fait, bien que ce soit le procédé habituel de quelques jurisconsultes, n'est autre chose que répandre l'obscurité et la confusion dans le droit international.

Des erreurs pareilles ont joué un rôle important dans la question de la rupture des relations diplomatiques. Bien que le rappel des agents diplomatiques et la cessation des négociations diplomatiques ne puissent avoir pour résultat l'état de guerre, la rupture complète des relations diplomatiques peut signifier que l'Etat renonce aux rapports pacifiques et qu'il entend recourir à la guerre. Ceci était certain au moins avant 1907 et logiquement justifiable, car il n'y a que l'état de paix, ou l'état de guerre dans les relations internationales. Si les relations diplomatiques sont rompues entre deux Etats, il n'y aura plus de relation pacifique. C'est la guerre. Tandis que, d'un côté, les négociations, peuvent être continuées par d'autres agents de l'Etat pendant l'absence de son représentant diplomatique, et d'autre part, la cessation des négociations diplomatiques n'est qu'une partie des relations diplomatiques suspendues, et n'est nécessairement pas la rupture de toutes les relations pacifiques entre les Etats. Cela n'est pas douteux, mais nous avons souvent constaté cette confusion parmi les jurisconsultes animés de sentiments trop violents au moment de la

guerre. A l'heure actuelle, les débats, du reste, n'ont pas été poussés jusqu'à engager l'amour-propre d'aucune des nations dont les intérêts sont en jeu ; on a fait perdre le sang-froid qui est nécessaire pour arriver à de bons résultats, soit scientifiques, soit pratiques. C'est pourquoi il n'aura peut-être pas été hors de propos que nous examinions ces questions.

Vu :

Le Président de la Thèse,

P. PIC.

Vu :

Le Docteur :

FLURER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 24 juillet 1911.

Le Recteur de l'Académie, Président du Conseil de l'Université,

P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

Bibliographie	III
Introduction	3
Addendum	11

PREMIERE PARTIE

LE PRINCIPE DE DÉCLARATION DE GUERRE

CHAPITRE I

<i>Formes extérieures de la déclaration de guerre</i>	13
Section I. De la déclaration officielle.....	15
Section II. Du manifeste.....	31
Section III. De l'ultimatum.....	36
Section IV. Du rappel des agents diplomatiques.....	43

CHAPITRE II

<i>Histoire de la déclaration de guerre</i>	49
Section I. L'Antiquité.....	49
§ I. Temps bibliques.....	49
§ II. Grèce.....	51
§ III. Rome.....	52
Section II. Moyen-Age.....	63

Section III. Les Temps modernes.....	74
§ I. Le XVII ^e siècle.....	77
§ II. Le XVIII ^e siècle.....	80
§ III. Le XIX ^e siècle.....	89
§ IV. La Conclusion.....	103
Section IV. Histoire de la déclaration de guerre au Japon	106
§ I. Résumé de l'histoire du Japon.....	106
§ II. Histoire de l'ouverture des hostilités contre les étrangers au Japon.....	113
§ III. Histoire de l'ouverture des hostilités à l'inté- rieur du Japon.....	135

CHAPITRE III

<i>Opinions des publicistes.....</i>	155
Section I. 1 ^{er} groupe : Opinions qui concluent à l'inutilité de l'avertissement préalable.....	155
Section II. 2 ^e groupe : Opinions ayant trait à la nécessité d'une déclaration préalable aux hostilités.....	172
§ I. Opinions généralement admises depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.....	173
§ II. Opinions modernes.....	191
I. Les cas exceptionnels aux principes.....	192
II. Forme facultative de la déclaration de guerre	197
III. Délai accordé dans la déclaration.....	200

CHAPITRE IV

<i>Critiques des diverses opinions.....</i>	210
Section I. La question de surprise.....	215
§ I. Effets de la déclaration de guerre sur la surprise	217
§ II. Les exceptions aux principes de déclaration de guerre	225
§ III. La surprise au début de la guerre commencée par les hostilités.....	228
§ IV. La tendance moderne en ce qui concerne la sur- prise	241
§ V. L'utilité pratique des procédés établis par la Con- vention de la Haye de 1907	246

Section II. Le passage de l'état de paix à l'état de guerre..	254
Section III. Notion de la légitimité de la guerre basée sur la déclaration de guerre.....	263
Section IV. Nécessité de nouveaux principes.....	273
§ I. Classification théorique des procédés employés pour commencer la guerre.....	274
§ II. Défauts des règles établies dans la Convention de La Haye de 1907.....	278

CHAPITRE V

<i>La déclaration de guerre conditionnelle.....</i>	<i>284</i>
Section I. Déclaration de guerre conditionnelle vis-à-vis du pays adverse.....	284
§ I. Formes d'ouverture des hostilités autres que la déclaration de guerre conditionnelle.....	284
§ II. Déclaration de guerre conditionnelle.....	289
Section II. Déclaration de guerre vis-à-vis des neutres..	292
§ I. La nécessité de l'avertissement aux neutres.....	292
§ II. La nécessité de l'avertissement de la déclaration de guerre conditionnelle aux neutres.....	295

CHAPITRE VI

<i>L'Etat de guerre conditionnelle.....</i>	<i>297</i>
Section I. La nécessité d'observation de l'état de guerre conditionnelle	298
Section II. Les règles principales.....	299
Section III. Le caractère spécial de l'état de guerre conditionnelle	305

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I

<i>La guerre sino-japonaise.....</i>	<i>311</i>
Section I. Les relations entre les deux pays avant le commencement de la guerre.....	311

Section II. Critique du procédé d'ouverture des hostilités dans la guerre de 1894.....	315
§ I. La surprise existait-elle ?.....	315
§ II. A quel moment précis la guerre commença-t-elle ?.....	318
§ III. Caractère juridique du procédé japonais pour l'ouverture des hostilités dans la guerre de 1894..	327

CHAPITRE II

<i>La guerre russo-japonaise</i>	335
Section I. Les relations entre les deux Etats avant le commencement de la guerre.....	335
§ I. Le commencement des négociations.....	335
§ II. Les négociations à Saint-Pétersbourg (première période)	340
§ III. Les négociations à Tokio.....	352
§ IV. Les négociations à St-Pétersbourg (deuxième période)	359
§ V. Les négociations sur la dernière proposition de la Russie.....	366
§ VI. La dernière période des négociations.....	375
§ VII. La rupture des relations diplomatiques.....	381
Section II. Critique de l'ouverture des hostilités dans la guerre de 1904.....	399
§ I. Y a-t-il eu surprise ?.....	400
§ II. A quel moment précis la guerre commença-t-elle ?.....	432
§ III. Le procédé du Japon au moment du commencement de la guerre est-il justifiable ?.....	441

CHAPITRE III

<i>L'ouverture des hostilités au commencement de la guerre italo-turque</i>	462
Section I. Les relations entre les deux Etats avant le commencement de la guerre.....	463
§ I. La conduite des deux Etats avant le commencement de l'état de guerre.....	463

§ II. Les circulaires diplomatiques turques aux puissances tierces après le commencement de la guerre.	471
Section II. Critiques des procédés des deux gouvernements	473
§ I. La surprise existait-elle ?.....	474
§ II. Les conduites des deux Etats sont-elles justifiables ?.....	476
§ III. A quel moment précis la guerre a-t-elle commencé ?.....	485
CONCLUSION	488

